GENERAL LIBRARY
JUL 26 1918
UNIV. OF MICH.

9e Année N° 12 15 Juin 1918

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

MARCEL PRÉVOST
de l'Académie française

SOMMAIRE

		Pages
Anatole France.	*Souvenirs : III. — L'Oncle Hyacinthe*	673
Félicien Challaye. . . .	*La Politique intérieure au Japon*	684
Pierre Veber.	*L'Homme qui vendit son Ame au Diable* (1re partie).	706
J.-G. Prod'homme . . .	*Une Famille d'Artistes parisiens : Les Gounod*. . .	736
Julien Tiersot	*Le Centenaire de Gounod*	763
André Chevrillon. . . .	*Au Maghreb.* — IV.	795
Paul Darmentières. . .	*Maman* (fin)	824
Fernand Vandérem. . .	*Les Lettres et la Vie*.	848
Jules Duhem.	*La Question serbe et les Origines de la Guerre* . . .	862

Copyright 1918, *Revue de Paris.*

PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1918

Par suite de l'élévation croissante du prix du papier et des impressions, la livraison de la REVUE DE PARIS sera vendue 3 francs à partir du 1er Juin prochain.

Pour les abonnements souscrits à partir du 1er Juillet les prix seront les suivants :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Paris	**50** fr.	**26** fr.	**14** fr.
Seine et Seine-et Oise	**51** fr.	**26** fr. **50**	**13** fr. **75**
Départements et colonies françaises	**56** fr.	**29** fr.	**15** fr.
Étranger	**62** fr.	**32** fr.	**17** fr.

LIVRES NOUVEAUX

LES ALSACIENS-LORRAINS CONTRE L'ALLEMAGNE, par Florent-Matter.

Résignés, insouciants ou ignorants, trop de gens parmi nous oubliaient avant la guerre qu'il existait une question d'Alsace-Lorraine, que cette Alsace-Lorraine était terre française et que ses habitants vivaient et sentaient en Français. Les Alsaciens-Lorrains, payés pour connaître la police impériale et d'ailleurs naturellement réservés, ne galvaudaient pas en manifestations oratoires leurs convictions intimes, et ne pouvaient guère se rappeler à ceux qui les oubliaient. La guerre venue, ils ont agi et prouvé de mille manières aux Allemands une haine que quarante-quatre ans d'annexion a rendue plus irréductible. Les milliers d'exemples recueillis par M. Florent-Matter, les listes de condamnations qu'il publie, témoignent avec éclat que l'Alsace-Lorraine n'est que la plus ancienne de nos régions occupées : bien des Français ont besoin de l'apprendre.

UN COUSIN D'ALSACE, par Edmond Sée.

L'intérêt de ce début de M. Edmond Sée dans le roman n'est pas seulement dans le changement de genre, mais dans le changement de ton. On sent que le souffle de la guerre a passé, comme sur tant d'autres, sur l'âpre écrivain des *Miettes*, de *la Brebis*, de *l'Indiscret*. Sans rien abandonner de ces dons d'observateur, M. Sée, dans ce bref et pathétique récit, tend surtout à nous émouvoir. Et par la vérité des personnages comme par la simplicité de l'accent, il y réussit mieux que certains ne font par les moyens mélodramatiques ou grandiloquents. Sans doute, le héros du livre, un intellectuel, ne perd que rarement sa clairvoyance. Mais si aiguës que soient ses remarques elles ne tournent jamais au drôlatique, ne rompent jamais l'émotion. Il y a là un tact, une sobriété qui rappellent souvent Mérimée.

SOUVENIRS[1]

III

L'ONCLE HYACINTHE

Je fus fort surpris, ce jour-là, en entrant dans le salon, d'y trouver ma mère conversant avec un vieillard d'un air respectable que je voyais pour la première fois. Son crâne dénudé, ceint d'une couronne de cheveux blancs, se colorait de rose. Son teint était clair, ses yeux bleus, sa bouche souriante. Rasé de frais, deux pattes de lièvre encadraient ses joues rondes. Il portait un bouquet de violettes à la boutonnière de sa redingote.

— C'est ton petit bonhomme, Antoinette? — demanda-t-il, en me voyant. — On dirait une fille, tant il est doux et timide. Il faut lui faire manger de la soupe pour qu'il devienne un homme.

M'ayant fait signe d'approcher, il me posa la main sur l'épaule :

— Mon petit, tu es dans l'âge où l'on croit que la vie n'a que des sourires et des caresses. On s'aperçoit un jour qu'elle est souvent dure et parfois injuste et cruelle. Je te souhaite de ne pas en faire l'expérience dans des conditions trop

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mai 1918.

pénibles. Mais sache bien et n'oublie jamais qu'avec du courage et de la probité, on surmonte toutes les épreuves.

Son visage exprimait la franchise et la bonté. Sa voix allait au cœur. On ne pouvait soutenir sans émotion le regard de ses yeux qui se mouillaient.

— Mon petit, tu as le bonheur d'avoir d'excellents parents qui te guideront, à l'heure voulue, dans le choix difficile d'une carrière. N'as-tu pas envie de devenir soldat?

Ma mère répondit pour moi qu'elle ne le croyait pas.

— C'est pourtant un beau métier, — repartit le vieillard. — Le soldat, aujourd'hui sans pain et sans gîte, couche comme un gueux sur la paille ; le lendemain, il soupe dans un palais où les plus grandes dames tiennent à honneur de le servir. Il connaît toutes les vicissitudes, vit toutes les vies. Mais si tu as un jour l'honneur de porter l'uniforme, souviens-toi, mon enfant, que le devoir d'un soldat est de protéger la veuve et l'orphelin et d'épargner l'ennemi vaincu. Celui qui te parle a servi sous Napoléon le Grand. Hélas ! il y a déjà plus de trente ans que le dieu des batailles a quitté la terre. Et personne après lui n'est capable de conduire nos aigles à la conquête du monde. Enfant, ne te fais pas soldat !

Il me repoussa doucement et, se tournant vers ma mère, reprit la conversation interrompue.

— Oui, une installation modeste. Quelque chose, comme le logis d'un garde-chasse... C'est donc une affaire décidée, et je puis, grâce à toi, ma chère Antoinette, réaliser mes vœux les plus chers. Au terme d'une vie agitée et pleine de traverses, je goûterai le repos. Il me faut si peu pour vivre ! J'ai toujours souhaité de finir mes jours dans la paix des champs.

Il se leva, baisa galamment la main de ma mère, m'adressa un signe de tête affectueux et sortit. Son port était noble et sa démarche assurée.

J'éprouvai une grande surprise en apprenant que cet aimable vieillard était l'oncle Hyacinthe dont je n'avais entendu parler qu'avec effroi et réprobation, qui portait partout la ruine et le désespoir, l'oncle Hyacinthe enfin, la terreur et l'opprobe de la famille. Mes parents lui avaient fermé leur porte. Mais Hyacinthe ayant annoncé à ma mère, par une lettre touchante, sa résolution de se retirer dans un hameau

de sa terre natale, si elle pourvoyait aux frais du voyage et d'une modeste installation, se faisant fort d'y subsister en administrant les propriétés d'un frère de lait avec lequel il était resté en excellents termes. Et ma mère, trop crédule, sourde aux conseils de mon père, y avait consenti.

A quelque temps de là, elle apprit que l'oncle Hyacinthe, ayant dissipé dans la débauche l'argent reçu pour un autre usage, tenait l'emploi de secrétaire chez un marchand d'hommes de la rue Saint-Honoré. Ainsi nommait-on ceux qui fournissaient, moyennant salaire, des remplaçants aux jeunes gens riches, peu désireux d'être soldats. Les marchands d'hommes étaient fort achalandés, mais tenus en médiocre estime et leurs secrétaires ne pouvaient aspirer à beaucoup de considération. Ces marchands d'hommes habitaient, pour la plupart, une grande maison de la rue Saint-Honoré, qui faisait le coin de la rue du Coq, et que couvraient du haut en bas des enseignes ornées de croix d'honneur et de drapeaux tricolores. Au rez-de-chaussée s'ouvraient un magasin de vieux galons et d'épaulettes et une brasserie fréquentée par les soldats qui, ayant fourni le service de sept ans exigé par l'État, désiraient se rengager. Il y pendait, pour enseigne, une peinture sur tôle représentant deux grenadiers attablés sous une tonnelle et débouchant tous deux en même temps leur cannette de bière d'une main libérale et assez heureuse pour que chaque jet de la liqueur mousseuse, échappée de la bouteille d'un soldat, après avoir décrit une courbe hardie, aille retomber dans le verre du camarade. C'était là, je le crains, derrière des rideaux sales, que l'oncle Hyacinthe exerçait ses fonctions nouvelles, qui consistaient à faire jouer et boire les militaires libérés jusqu'à les rendre faciles sur le prix de leur rengagement. Et peut-être, quand je passais devant cette maison de la rue Saint-Honoré, la gaîté de l'enseigne m'aidait-elle à supporter la vue du cabaret où se consommait le déshonneur de ma famille.

Hyacinthe, sans instruction, mais bon calculateur et chiffrant bien, possédait ce qu'on appelait alors une belle main ; c'est-à-dire qu'il était calligraphe accompli. On citait de lui la proclamation de Bonaparte à l'armée d'Italie, tracée en caractères microscopiques et formant, par la disposition

des lignes, un portrait du premier consul. Conscrit en 1813, élevé au grade d'adjudant l'année suivante, pendant la campagne de France, il se vantait d'avoir eu une conversation avec l'Empereur, la nuit, au bivouac près de Craonne :

— Sire, — dit Hyacinthe, — nous verserons notre sang jusqu'à la dernière goutte sous vos aigles, parce que vous incarnez la Patrie et la Liberté !

— Vous m'avez compris, — répondit l'Empereur.

Nous ne connaissons cet entretien, je me hâte de le dire, que par le témoignage de mon grand-oncle. Le lendemain Hyacinthe, de son propre aveu, se couvrit de gloire, à Craonne. Et comme les plus belles actions produisent parfois les pires effets, Hyacinthe, devenu en quelques instants un héros, se tint quitte pour le reste de sa vie de toutes les obligations auxquelles se soumet le vulgaire et n'eut plus ni foi ni loi. Il avait dépensé toute sa vertu en une seule journée. On doute s'il était à Waterloo et ce point ne sera probablement jamais éclairci. Déjà il fréquentait les cabarets et aimait mieux conter ses exploits que de les renouveler. Il n'avait pas vingt-deux ans quand il fut licencié en 1815. Il était beau, vigoureux, gaillard, la coqueluche des femmes, un bourreau des cœurs. Il fut aimé d'une tante de ma mère, paysanne riche, qu'il consentit à épouser et dont il fit danser les écus. Il lui donnait en la trahissant, en la maltraitant, en la délaissant, des occasions fréquentes de montrer la ferveur de son idolâtrie et la folie de son amour. Après l'avoir accablée d'offenses, il pardonnait, et elle le trouvait alors plus aimable que s'il eût été toujours fidèle. Parcimonieuse et même avare, elle se montrait pour lui follement prodigue. On le voyait, à cette époque, entre Paris et Pontoise, coiffé d'un chapeau gris à boucle d'acier, largement évasé par le haut, portant une redingote verte, à boutons d'or, une culotte nankin et des bottes vernies, conduire une charrette anglaise à deux roues, digne sujet d'un crayon de Carle Vernet. Fréquentant avec des Cydalises le *Bœuf à la Mode*, et le *Rocher de Cancale* et passant les nuits dans les tripots, il dévora en quelques années les champs, les bois et le moulin de sa femme. Ayant mis la pauvre amoureuse sur la paille, il la quitta pour mener une vie d'aventures, en compagnie d'un ancien maître de postes nommé Huguet,

mince, bref, bancal, mal peigné, dont il faisait, selon le besoin, son domestique, son associé ou même son patron quand on y courait des risques. Huguet qui était un fripon et avait dupé tout le monde, se montrait à l'égard d'Hyacinthe, le plus fidèle, le plus généreux, le plus noble des amis. Huguet, royaliste, un peu chauffeur disait-on, et qui avait porté la Terreur blanche dans l'Aveyron, dont il était originaire, se fit bonapartiste par dévouement à son cher Hyacinthe, qui était bonapartiste par inclination et par état. Hyacinthe, en portait le costume : longue redingote boutonnée sous le menton, bouquet de violettes à la boutonnière, gourdin à la main. Sur le boulevard de Gand, entouré de quelques frères d'armes, et suivi d'Huguet comme d'un barbet, il faisait une opprobe à l'Angleterre de la captivité de Napoléon et, au sortir de l'estaminet, se tournant vers le Nord-Ouest, il dénonçait d'un doigt vengeur la perfide Albion. Il formait des vœux pour qu'advint le règne du fils de l'homme. Mais il ne se mêlait pas de complots, ni de conspirations : il évitait les duels et n'était pas de ceux qui, passant devant quelque officier portant sur la poitrine un lys d'argent, murmuraient : « Encore un compagnon d'Ulysse ! » De l'avis de ceux qui le connaissaient, l'oncle Hyacinthe, comme Panurge, craignait naturellement les coups. Huguet était brave pour lui et toujours prêt à en découdre. Réduit à vivre des ressources de son esprit, Hyacinthe s'étant fait professeur d'écriture et de tenue de livres, rue Montmartre, Huguet lavait les planchers et faisait griller des saucisses, tandis qu'en attendant les élèves, Hyacinthe taillait magistralement ses plumes d'oie et en posait la pointe sur l'ongle du pouce gauche pour porter avec décision le coup de canif qui ouvrait le bec. Mais en vain, il taillait les plumes d'oie ; en vain un tableau en ronde, anglaise, gothique et bâtarde, accroché à la porte de la rue, énumérait les titres du calligraphe expert et comptable diplômé. Nul élève ne se présenta. Il se fit ensuite courtier d'assurances sur la vie. Sa belle prestance et sa parole persuasive lui eussent procuré de nombreux abonnements. Mais le vin et l'amour consommèrent ses premiers gains et l'empêchèrent d'en réaliser de nouveaux, malgré le zèle d'Huguet qui faisait le courtage pour son ami, mais n'y réussissait pas parce qu'il louchait

horriblement, puait le vin, était bègue, et que la persuasion n'habitait pas ses lèvres. Les deux compères ouvrirent, après cette déconvenue, à Montrouge, dans l'atelier d'un mouleur, une salle d'armes où Hyacinthe, maître d'escrime, avait Huguet pour prévôt. Comme le mouleur continuait à travailler, à ses heures, dans la salle, le plâtre qui remplissait les fentes du plancher, s'élevait, à chaque assaut, sous les pieds des escrimeurs et les enveloppait d'une âcre nue qui leur tirait sous le masque des larmes et des éternuements. Ce furent encore le vin et l'amour qui mirent fin à cette noble profession des armes. Après quelques essais tombés dans l'oubli, Hyacinthe imagina d'exploiter l'*Élixir du Vieux de la Montagne*, selon la formule du docteur Gibet. Huguet distillait la liqueur et Hyacinthe la plaçait chez les épiciers et les pharmaciens. Cette association fut courte et menaça de finir mal, la justice ayant soupçonné le sieur Gibet d'usurper le titre de docteur en médecine ; on croit que le distillateur Huguet ne s'en tira pas sans quelques mois de prison. Hyacinthe pensa alors mettre ses facultés au service de l'État et obtint une place d'inspecteur aux Halles. Il exerçait la nuit ses fonctions, mais on le trouvait plus souvent dans les cabarets que sur le carreau et, bien que son ami Huguet s'étudiât à le seconder, il fut plusieurs fois réprimandé et finalement révoqué. Cette sanction rigoureuse passa pour une mesure politique. On poursuivait en Hyacinthe un vieux soldat de Napoléon. Du moins le croyait-on; cette persécution lui assura l'aide de quelques libéraux qui lui procurèrent un emploi de copiste et il s'enorgueillit de copier *Zéloïde ou les Fleurs enchantées*, opéra-comique de M. Etienne, exclu de l'Institut comme bonapartiste. « M. Étienne, moins grand, disait son copiste, pour être entré à l'Institut par son mérite que pour en avoir été banni par un roi. »

Pourtant Hyacinthe ne demeura pas longtemps copiste. A son instigation, Huguet fit le commerce des vins et frauda l'octroi, ce qui lui valut cinq mille francs environ de bénéfice et six mois de prison. « Ce n'est pas la plus mauvaise affaire que j'aie faite », disait Huguet après réflexion.

Ce cynisme révoltait l'oncle Hyacinthe qui avait des principes. Il professait la morale du vicaire savoyard agrandie

du sentiment de l'honneur, et enseignait à Huguet, quand ils avaient bu ensemble, les règles du devoir et l'autorité des lois. Suivre la droite voie ou la reprendre après l'avoir quittée. Innocence ou repentir, telle était la devise du vieux soldat. Huguet, en l'écoutant, le regardait avec admiration et pleurait dans son verre. Le voyant ainsi réhabilité par le repentir, Hyacinthe fonda avec lui une société pour la distribution des imprimés dans la ville de Paris, qui ne réussit pas. C'est peu après, je crois, la déconfiture de cette société que l'oncle Hyacinthe vint trouver ma mère, comme je l'ai rapporté, et devint secrétaire d'un marchand d'hommes.

Ses entreprises avaient cela de bon qu'elles ne duraient guère. Il ne resta pas longtemps occupé à racoler des hommes sous l'enseigne des deux grenadiers. On ne saurait dire les métiers qu'il fit ensuite. Le dernier seul fut connu de sa famille. Hyacinthe, devenu très vieux, établit dans l'arrière-boutique d'un cabaretier de la rue Rambuteau un cabinet d'affaires. Attablé devant une bouteille de vin blanc et un sac de marrons rôtis, il donnait des consultations aux petits marchands du quartier sur les moyens d'éluder une dette ou d'éviter des poursuites. Ai-je dit que l'oncle Hyacinthe avait le génie de la chicane? Ce trait achève son portrait. Rusé, madré, retors en fait de procédure, il eut rendu des points à Chicanneau Le papier timbré faisait ses délices. Dans son arrière-boutique, il servait aussi de secrétaire aux servantes du quartier. Son ami Huguet, tout menu, tout clochant et vif encore, ne l'avait pas abandonné. Ils logeaient dans une soupente, au fond du cabaret. Huguet s'ingéniait pour garnir de tabac la pipe de son ami. Une nuit d'hiver, il fut frappé d'un coup de couteau entre les deux épaules, dans une rixe avec des rôdeurs et porté à l'hôpital. Hyacinthe l'alla voir. Huguet lui sourit et mourut. Hyacinthe continua quelque temps encore à rédiger des baux et à faire pour les boutiquiers en détresse et les maritornes amoureuses office d'avocat et de parfait secrétaire. Mais sa belle main commençait à trembler. Son regard se voilait, sa tête s'appesantissait, il demeurait de longues heures somnolent et sans pensée. Six semaines après la mort d'Huguet, il tomba frappé d'une attaque d'apoplexie. On le porta dans la chambre de la rue du Dragon où logeait sa

pauvre femme qui ne l'avait pas vu depuis quarante ans et l'aimait comme au jour de ses noces. Elle l'entoura des soins les plus tendres. Paralysé du bras gauche et traînant la jambe, il bougeait à peine et ne parlait plus. Chaque matin, elle le soutenait de son lit à la fenêtre où il passait la journée, regardant du côté du soleil. Elle lui bourrait sa pipe et ne le quittait pas des yeux. Au bout de six mois, frappé d'une seconde attaque, il vécut six jours sans mouvement. Sa langue embarrassée ne laissait passer que des sons indistincts. Mais on crut l'entendre appeler Huguet au moment de sa mort.

Mon père ne prononçait jamais le nom de l'oncle Hyacinthe. Ma mère évitait de parler de lui. Pourtant, elle conta plusieurs fois l'anecdote que voici et qui pour elle résumait le caractère de cet homme, frivole et pervers.

Hyacinthe, lors de la Révolution de 1830, ayant passé la quarantaine, mais resté galant, s'ennuyait au logis. Pendant les Trois Glorieuses, il se tint coi, faisant des vœux pour le peuple. Mais le 30 juillet, après la défection des troupes royales, alors que le feu avait partout cessé et que le drapeau tricolore flottait sur les Tuileries, notre homme mit le nez dehors et désira se rendre, pour une raison à lui connue, au coin de la Bastille et du faubourg Saint-Antoine. Il habitait aux environs alors rustiques et déserts de la barrière de l'Étoile. Pour contenter son désir, il lui fallait cheminer par les rues dépavées et franchir plus de trente barricades gardées par le peuple, ou faire de longs détours à travers des quartiers peu sûrs. Pour résoudre cette difficulté, Hyacinthe imagina un artifice ingénieux. Il se rendit chez un sien voisin, marchand de vin traiteur, s'enveloppa le front d'un linge trempé dans le sang d'un lapin et se fit porter par le gargotier et son garçon devant la première barricade qui était toute proche sur le faubourg du Roule. Comme il l'avait prévu, les défenseurs de la barricade le prenant pour un blessé le reçurent des mains des porteurs et lui firent passer l'obstacle avec toutes sortes de précautions. Puis, lui ayant approché des lèvres un verre de vin, désignèrent deux d'entre eux pour le porter sur une civière. Un cortège se forma et grossit chemin faisant ; un élève de l'École polytechnique, épée au clair, en prit la tête. Des hommes du peuple, en bras de chemise, les manches retroussées, des rameaux

verts au canon de leur fusil, se tenaient aux côtés de la civière et criaient :

— Honneur au brave !

Des apprentis typographes, reconnaissables à leur bonnet de papier, des mitrons, tout de blanc vêtus, des écoliers portant les épaulettes et les bluffleteries de la garde royale, un enfant de dix ans coiffé d'un shako qui lui descendait sur les épaules, suivaient en répétant :

— Honneur au brave !

Des femmes, sur leur passage, s'agenouillaient. D'autres jetaient des fleurs à la victime héroïque et déposaient sur la civière des rubans tricolores et des branches de laurier. Au coin de la rue Saint-Florentin, un épicier libéral le harangua et lui décerna une médaille de bronze à l'effigie de La Fayette. Les défenseurs des barricades, à l'approche du cortège, écartaient pavés, tonneaux, voitures pour ouvrir, à travers les défenses, un passage au glorieux blessé. Sur tout le parcours, les postes d'insurgés, présentaient les armes, les tambours battaient aux champs, les clairons sonnaient. Les cris de : « Vive le défenseur du peuple, vive le vainqueur des tyrans, vive le héros de la Liberté, vive le défenseur de la Charte ! » s'élevaient dans un poudroiement de lumière, vers un ciel torride. Aux devantures des cabarets, les tables se couvraient spontanément de bouteilles et les verres volaient d'eux-mêmes aux lèvres de l'inconnu couché sur son lit de gloire, de ses porteurs fumants comme des cassolettes, de ses compagnons ivres de vin et d'enthousiasme.

Et l'oncle Hyacinthe fut déposé avec honneur dans la boutique de madame Constance, blanchisseuse, au coin de la place de la Bastille et du faubourg Saint-Antoine.

***

— Et ce qui me déplaît, — dit ma mère, — après avoir conté ce trait d'une vie dissipée, c'est qu'Hyacinthe, par cette feinte, usurpait les droits du malheur et contrefaisait une victime.

— Il y risquait gros, — dit mon parrain. — L'enthousiasme populaire qu'il avait soulevé se serait, sa ruse découverte, changé subitement en fureur ; il aurait été traité avec

ignominie par ceux qui lui rendaient des honneurs civiques et peut-être déchiré par les mégères qui lui versaient à boire. Une foule en armes est capable de toutes les violences. Cependant il faut reconnaître que le peuple de Paris, pendant les Trois Glorieuses, se montra débonnaire et n'abusa pas de sa victoire. La riche bourgeoisie et les corps savants combattirent avec les ouvriers ; les élèves de l'École polytechnique, sur bien des points, décidèrent du succès. Ils se signalèrent, pour la plupart, par des actes d'héroïsme et d'humanité.

» L'un d'eux, qui pénétra dans le château à la tête d'une troupe populaire, somma les gardes royales de se rendre. Elles levèrent la crosse en l'air, mais le vieux capitaine qui les commandait s'élança furieux l'épée au poing sur l'élève de l'École. Celui-ci, quand déjà l'épée était sur sa poitrine, la détourna et parvint à s'en saisir, puis il la remit à l'officier en disant : « Monsieur, reprenez cette épée que vous avez portée avec honneur sur les champs de bataille et dont vous ne vous servirez plus contre le peuple. » Le capitaine, ému d'admiration et de reconnaissance, détacha de sa tunique sa croix de la Légion d'honneur et la tendit à son jeune adversaire en lui disant : « La Patrie, sans doute, vous donnera un jour cette décoration. Permettez-moi de vous en offrir les insignes. » Dans cette lutte civile, le sentiment de l'honneur et celui de la Patrie rapprochaient les combattants.

Mon parrain avait à peine terminé son récit que M. Marc Ribert en commença un autre.

— Le 28 juillet, — dit-il — alors que, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, les troupes parisiennes fléchissaient sous un feu nourri, un jeune homme, qui portait un drapeau tricolore au bout d'une pique, s'élança à dix pas de la garde royale en s'écriant : « Citoyens, voyez comme il est doux de mourir pour la Liberté ! » Et il tomba criblé de balles.

Ma mère, touchée de ces actes d'héroïsme, demanda comment de si nobles actions n'étaient pas plus connues, et célébrées.

Mon parrain en donna plusieurs raisons :

— Les guerres de la Monarchie, de la Révolution et de l'Empire ont saturé d'actes héroïques l'Histoire de France : elle n'en peut plus contenir de nouveaux. Et puis la gloire des vainqueurs de Juillet est étouffée par la petitesse de leur succès;

ils n'ont fait triompher qu'un régime médiocre, et la royauté, issue de leur dévouement, ne se plaisait pas à rappeler ses origines. Enfin les héros aussi ont leur destin.

— Peut-être, — dit ma mère, — mais c'est grand dommage que les souvenirs d'une belle action se perdent.

A cette parole, le vieux M. Dubois qui, durant la conversation, n'avait pas cessé de jouer avec sa tabatière, tourna vers ma mère son grand visage calme.

— Ne vous hâtez point d'accuser le sort d'injustice, madame Nozière. Tous ces beaux traits, tous ces grands mots ne sont que fables et vaines rumeurs. Quand on ne saurait rapporter exactement ce qui a été dit et fait dans une assemblée attentive et tranquille, y a-t-il apparence, chère madame, qu'on puisse recueillir un geste ou une parole dans le tumulte d'un combat? Que vos deux historiettes, messieurs, soient imaginaires et ne reposent sur rien de réel, peu importe, mais elles sont conçues sans nature et sans art, sans la belle simplicité qui seule traverse les âges. C'est pourquoi il faut les laisser dans les almanachs où elles moisissent. La vérité historique n'a rien à voir dans ces beaux exemples d'héroïsme qui volent de siècle en siècle sur les lèvres des hommes : ils relèvent uniquement de l'art et de la poésie. Je ne sais si le jeune Bara, à qui les chouans promirent la vie sauve à la condition qu'il criât « Vive le roi », cria « Vive la République » et tomba percé de vingt coups de baïonnette. Je ne le sais ni ne peux l'apprendre. Mais je sais que l'image de cet enfant, qui fait à la liberté le don de sa vie encore dans sa fleur, met des larmes dans les yeux et des flammes dans les cœurs, et qu'on ne peut imaginer un plus parfait symbole de sacrifice. Je sais aussi, je sais surtout que lorsque le sculpteur David me montre cet enfant, dans sa nudité charmante et pure, s'abandonnant à la mort avec la sérénité de l'amazone blessée du Vatican, sa cocarde pressée sur son cœur et, dans sa main glacée, une baguette du tambour sur lequel il battait la charge, le miracle est accompli, le jeune héros est créé, Bara vit, Bara est immortel.

(A suivre.)

ANATOLE FRANCE

LA POLITIQUE INTÉRIEURE AU JAPON

Des événements récents, comme le projet d'intervention japonaise en Sibérie et le débarquement de marins japonais à Wladivostock, ont attiré l'attention sur la politique intérieure aussi bien que sur la politique extérieure de l'Empire du Soleil-Levant. Les journaux, même les mieux informés des choses extrême-orientales comme le *Times*, ont publié des dépêches souvent obscures, parfois contradictoires, qui posent nombre de problèmes.

On a fait prévoir la chute du ministère Téraoutchi, pour des raisons de politique intérieure et non de politique étrangère (télégramme de Tokyo au *Times* du 12 mars 1918) ; puis on a annoncé la crise ministérielle comme un fait accompli (*Temps* du 23 mars 1918) ; et la nouvelle a été démentie ensuite (télégramme de Tokyo au *Times* du 27 mars 1918). On peut se demander si des raisons de politique intérieure suffiraient dans un moment aussi grave à faire tomber un ministère. — On a signalé les critiques adressées au projet d'intervention en Sibérie par les adversaires du gouvernement, craignant que cette entreprise ne fortifie le cabinet (*Temps* du 13 mars 1918) : que signifie cette attitude de l'opposition? — On a annoncé tantôt que le gouvernement ne déciderait une action militaire qu'après la prorogation de la Diète (télégramme de Tokyo au *Times* du 17 mars 1918) ; tantôt qu'il s'engageait à rappeler le Parlement au moment d'une résolution importante (discours Téraoutchi, dans le

Temps du 1er avril 1918); quels sont les rapports du ministère et du Parlement? — On a fait connaître la réunion du Conseil des anciens (télégramme de Tokyo au *Times* du 14 mars 1918), qui n'aurait pas été convoqué officiellement (télégramme du 27 mars 1918), et la réunion du Comité diplomatique (télégramme du 17 mars 1918); quel rôle jouent donc ces deux organes politiques qui n'ont pas d'équivalent chez nous? — On a signalé, au moment où la question de l'intervention a commencé à être posée, le fait que le gouvernement a « interdit toute discussion de la situation », et qu'il a dû suspendre un journal quotidien (*Daily Mail*, d'après le *Temps* du 2 mars 1918) : la presse joue-t-elle un rôle si important qu'il faille exercer sur elle une minutieuse surveillance?

Peut-être quelques informations récemment apportées de l'Extrême-Orient, et du Japon même, aideraient-elles à résoudre les problèmes ainsi posés par les événements de ces dernières semaines [1].

Pour comprendre la politique intérieure du Japon actuel, il importe de ne pas l'assimiler trop strictement à celle des nations européennes. Il faut surtout apercevoir les traits caractéristiques qui la différencient, et qui s'expliquent par l'influence d'un passé distinct du nôtre. Avant tout, il convient de se rappeler que la politique intérieure du Japon actuel, comme toutes les formes de son activité, comme tous les modes de son existence, mêle de lointaines traditions, d'antiques coutumes nationales à des institutions imitées de l'Europe et de l'Amérique.

Sur tous les aspects de la vie japonaise projette une vive lumière l'exacte intelligence des raisons qui ont amené le Japon à se moderniser, dans la seconde moitié du XIXe siècle. Longtemps on a cru, à tort, qu'il avait soudain découvert la supériorité de la civilisation européenne, qu'il avait désiré l'adopter dans tous ses détails. Non : il la jugeait inférieure à sa civilisation propre, moins idéaliste, plus grossière. Il conservait, voulait conserver, tout ce qu'il y avait dans sa vieille civilisation d'essentiel, de caractéristique, d'intime :

1. L'auteur de cet article a séjourné au Japon de la fin de juin à la fin de septembre, et en Chine du début d'octobre à la fin de décembre 1917.

la vie matérielle et la vie morale, les religions. Si les Japonais se sont décidés à imiter, sur certains points, l'Europe et l'Amérique, c'est sous la pression des circonstances ; c'est pour devenir forts afin de rester libres ; c'est pour sauvegarder leur propre façon de vivre et leur propre façon de penser. Le Japon s'est européanisé pour résister à l'Europe et pour rester mieux japonais. Il n'a emprunté à l'Europe que les institutions capables d'accroître sa force et d'assurer son indépendance : l'armée et la marine, indispensables organes de la défense nationale, le grand commerce et la grande industrie, seuls moyens de subvenir aux dépenses de cette vaste transformation. Mais il fallait aussi que le Japon pût entrer en relations diplomatiques avec les autres puissances sur un pied d'égalité; il fallait qu'il leur donnât l'impression d'être, lui aussi, un peuple moderne. De là « l'européanisation » de sa vie politique et administrative. Le *mikado*, le descendant de la Déesse du Soleil, accorda à son peuple une Constitution, comme avaient fait les souverains d'Europe. Des jurisconsultes français et allemands furent chargés de préparer les lois, les codes du Japon moderne. Dans le Japon moderne, il y eut désormais, comme en Europe et en Amérique, un Parlement, des partis, des journaux [1].

Mais il est difficile de limiter les conséquences intellectuelles et morales des transformations économiques et politiques. « Nos actes nous déterminent autant que nous déterminons nos actes. » Les institutions, adoptées pour des raisons d'ordre pratique qui n'étaient point des raisons morales, ont modifié déjà sur bien des points la vie mentale et sentimentale des Japonais.

Il peut être intéressant de fixer les proportions relatives d'antique civilisation japonaise et de moderne civilisation européenne dans la politique intérieure du Japon d'aujourd'hui. L'influence du passé s'y révèle par le pouvoir des clans ; l'imitation de l'Europe et de l'Amérique s'y manifeste par l'existence des partis et le grand rôle de la presse.

1. J'ai développé la thèse ainsi résumée sur le Japon moderne dans un article de la *Revue de Paris*, *l'Européanisation du Japon* (n° du 1er février 1904), et dans deux ouvrages, *Au Japon et en Extrême-Orient* (Paris, Colin, 1905), et *le Japon Illustré* (Paris, Larousse, 1915).

*
* *

Le Japon féodal était divisé en clans, groupant autour d'un chef ses descendants, ses parents, ses soldats héréditaires et les paysans vivant sur son sol. Les seigneurs suzerains sont les *daïmyos*, les vassaux sont les *samouraïs*. Au douzième siècle, l'un des clans, issu de la femelle impériale, prend la direction des autres : le chef de ce clan, c'est le *shogoun*, ou généralissime. Il arrive peu à peu à concentrer tous les pouvoirs effectifs, et ne laisse plus qu'une apparence de souveraineté au *mikado*, l'empereur de droit divin.

L'héroïque histoire du Japon ancien est pleine des luttes entre clans, et des efforts tentés par le pouvoir central, tantôt par le *mikado*, tantôt par le *shogoun*, pour dompter les clans. Deux clans avaient résisté, au cours d'une lutte plus que séculaire, à la pression du pouvoir central, représenté alors par les *shogouns* Tokougawa : le clan de Satsouma et celui de Chôshou. Ce sont ces deux clans qui, au milieu du XIXe siècle, commencèrent le mouvement révolutionnaire dont le résultat fut l'abolition du shogounat, la restauration du pouvoir du *mikado* et l'ouverture du pays à la civilisation européenne. Or, ces deux clans dirigent toujours la politique japonaise. C'est, d'ordinaire, à une personnalité notoire d'un de ces clans que l'empereur confie le soin de former un cabinet; et celui-ci, le plus souvent, s'entoure des hommes de son clan ou des clans alliés.

L'empereur « de la dynastie unique et éternelle », comme l'appelle l'article Ier de la Constitution du 11 février 1889, n'a pas à tenir grand compte des souhaits momentanés d'un Parlement éphémère. C'est le souverain qui nomme et révoque les ministres ; c'est devant lui seul que le ministère est responsable. Les Chambres — Chambre des Pairs ou Sénat, et Chambre des représentants, — ne peuvent provoquer la chute d'un cabinet par un vote de défiance. Elles se bornent à poser au gouvernement des *questions* ; si elles jugent insuffisantes les réponses des ministres, elles leur adressent des *représentations*. Si cette démarche n'aboutit pas, les Chambres font, par écrit, appel à l'empereur, qui est juge du différend. Les Chambres peuvent, d'ailleurs, rendre la vie dure à un

cabinet en repoussant tous ses projets de loi. Alors, le gouvernement dissout la Chambre des représentants ; et, selon un usage constant, les électeurs renvoient une majorité de députés favorables au ministère.

L'empereur, pour choisir le premier ministre, prend conseil auprès des *genrôs*[1], les vétérans de la politique japonaise. Le *genrô* le plus influent est le maréchal prince Yamagata ; c'est, — me disait un journaliste japonais qui connaît bien l'histoire de France, — « l'Éminence grise, le Père Joseph de notre politique ». Né en 1838, il appartient au clan de Chôshou. Avant la Restauration du *mikado*, il combattit pour son clan contre le shogounat en 1866, et devint le chef d'état-major de l'une des armées impériales, avec laquelle il soumit plusieurs provinces. Il fut envoyé en Europe, devint vice-ministre de la Guerre, puis chef d'état-major général, puis ministre de l'Intérieur, ministre de la Guerre, ministre de l'Agriculture et du Commerce. En 1899, il devint premier ministre, en 1893 président du Conseil privé. La maladie l'empêche de rester longtemps à la tête du premier corps d'armée envoyé contre la Chine en 1895 ; mais après avoir signé avec la Russie la convention Yamagata-Lobanoff de 1896, au sujet de la Corée, il est, en 1904-1905, le chef de l'état-major pendant la guerre contre la Russie. Il reçoit alors le titre de prince, et les décorations les plus estimées, le Milan d'or de première classe, et le grand cordon du Chrysanthème. Depuis 1909, il est président du Conseil privé. Il a gardé d'étroits rapports avec l'état-major, dont il s'efforce de réaliser les désirs en faisant pression sur les dirigeants de la politique japonaise. Son influence continue à être au service des clans prédominants.

Pourtant, dans les premiers mois de 1914, une tempête d'agitation populaire secoua si fort le Japon que le gouvernement des clans en fut, momentanément, ébranlé. Le ministère Yamamoto, où dominait l'influence du clan de Satsouma (qui compte beaucoup d'amiraux), dut se retirer, malgré la confiance du Parlement, à la suite des scandales de la marine auxquels avait été mêlée la maison allemande Siemens et

1. Prononcer : *guenrôs*.

Schuckert. Le clan de Satsouma s'était rendu impossible par sa corruption manifeste. L'empereur dut faire appel à un homme d'État célèbre par son indépendance et considéré comme hostile au pouvoir des clans, le marquis Okouma.

Né en 1838, il appartient au clan de Hizen. Il fut un des premiers Japonais qui, pendant l'agitation révolutionnaire du milieu du siècle, réclamèrent l'abolition du régime féodal et l'établissement d'un gouvernement constitutionnel. Il devint, quand le *mikado* prit le pouvoir, vice-ministre des Affaires étrangères, puis ministre des Finances ; il occupa ce poste dix ans, mais dut l'abandonner en 1881 pour avoir, contre l'avis de ses collègues, demandé l'introduction du régime représentatif. Il fonda alors un parti, le parti constitutionnel ou progressiste : on verra plus loin comment les partis, de type européen, s'opposent aux clans, survivance de la féodalité ; le marquis Okouma est d'esprit trop moderne pour vouloir immobiliser le Japon dans les antiques luttes de clans ; il leur préfère l'activité plus souple de jeunes partis. En 1888, nommé ministre des Affaires étrangères, il entreprend la tâche d'obtenir la révision des traités qui plaçaient le Japon dans une situation d'infériorité à l'égard des autres puissances. Il réussit admirablement cette œuvre difficile ; mais les quelques concessions qu'il croit devoir faire aux étrangers blessent les susceptibilités des patriotes fanatiques : un de ceux-ci lui jette une bombe. Okouma, grièvement blessé, doit subir l'amputation d'une jambe. Après avoir été de nouveau ministre des Affaires étrangères, puis ministre de l'Agriculture et du Commerce, il devient président du Conseil en 1898, mais ne le reste que six mois. Alors il s'occupe librement de politique et d'éducation, fonde l'Université Waséda, la plus importante Université libre du Japon, et l'Université féminine de Méjiro.

Beaucoup, dès ce moment, considèrent le marquis Okouma comme l'homme d'État le plus remarquable, le plus *représentatif* du Japon moderne. J'ai été, pour ma part, fort impressionné par cette personnalité puissante. Je l'ai vu tour à tour à son Université Waséda, lors de la distribution des prix, et dans son merveilleux jardin, célèbre par ses orchidées. On se sent ému quand on voit cette victime d'un attentat

chauvin se lever et marcher péniblement, la main droite serrant une canne au pommeau d'argent, la main gauche appuyée sur l'épaule d'un ami ou d'un serviteur. C'est surtout le visage tout rasé de cet octogénaire qui attire et fixe le regard, par sa mobilité expressive et sa vie ardente : toutes les nuances de l'attention, de la distraction, de la courtoisie, de l'ironie, du dédain, apparaissent tour à tour dans ses petits yeux, sur sa large bouche et sur son menton creusé de fossettes. Ses discours, où se succèdent les affirmations passionnées et les spirituelles boutades, intéressent vivement les foules, la jeunesse surtout. Ses conversations sont étincelantes. On se redit ses mots. Beaucoup acceptent comme un *credo* sa philosophie politique.

Il croit à la mission du Japon dans le monde, à son devoir de conduire les Jaunes vers des formes de civilisation unissant le meilleur des découvertes européennes et le meilleur des traditions antiques. Il veut que les Japonais se rendent dignes d'accomplir cette œuvre en s'élevant eux-mêmes, se cultivant, se développant. Il dit à ses auditeurs des vérités utiles qui, dans certains milieux japonais, paraissent audacieuses : « Le Japonais a cinq pieds de haut, l'Européen en a six. » Au point de vue intellectuel, ce sont les livres et les inventions qui donnent la mesure d'un peuple : « Les livres et les inventions que le Japon a donnés au monde peuvent être regardés comme un index du degré de sa civilisation... » (Ici un coup d'œil malicieux à l'auditoire, et un bref silence...) Mais il ne faut pas se décourager : les bébés grandissent, à condition qu'ils soient nourris. « Nourrissez vos esprits, jeunes gens. »

Esprit étonnamment moderne malgré son ignorance des langues étrangères, le marquis Okouma s'exprime librement sur les choses de la politique. Il est optimiste, croit au progrès, se montre favorable à la démocratie : « Les peuples inclinent tous vers le régime démocratique comme les fleuves roulent vers la mer : des rochers s'opposent à leur marche, mais ils vaincront l'obstacle, car la pente entraîne l'eau bouillonnante. » Il n'a pas le culte superstitieux de la guerre, comprend que le peuple l'ait en horreur quand elle a pour objet de satisfaire l'ambition de quelques-uns. A un rédacteur de

la revue franco-japonaise *l'Information d'Extrême-Orient*, il cite ce proverbe chinois : « Lorsque la gloire du général atteint son apogée, les soldats ne sont plus que des squelettes. » Et il ajoute : « Il y a des cas où, lorsque la bataille est gagnée, la nation est morte. » Il pense que la paix durable pourra être réalisée quand la politique procédera de la volonté des peuples. Désormais la diplomatie à effets est condamnée. Les relations économiques prendront de plus en plus d'importance. Le rôle des consulats va devenir considérable. Ce régime nouveau résultera de la grande guerre, — à laquelle c'est le marquis Okouma qui a fait participer le Japon. — L'Allemagne ne s'y résignera qu'après une révolution qui portera le dernier coup à son machiavélisme. Sur l'Allemagne, le marquis Okouma dit à l'auteur de ces lignes, le sachant professeur de philosophie : « La philosophie allemande a une grande responsabilité dans les origines de cette guerre. La philosophie allemande ne vaut que pour l'Allemagne ; la vraie philosophie doit valoir pour toute l'humanité. »

Tel est l'homme auquel le *mikado* dut faire appel, dans la crise qui paraissait devoir emporter le gouvernement des clans. L'événement montra qu'il s'agissait surtout, pour les inspirateurs de la politique japonaise, de gagner du temps. Il fallait faire oublier les scandales, et aussi obtenir le vote d'une loi augmentant l'armée de deux divisions. Le marquis Okouma, en mars 1914, composa un ministère non de clan mais de parti. Son parti, le parti *doshikai*, devenu depuis *kenseikai* (il en sera question plus loin), était en minorité à la Chambre. Celle-ci repoussa le projet de loi sur l'armée. Elle fut dissoute. Les électeurs, selon l'usage, renvoyèrent une majorité de députés appartenant au parti du gouvernement. Le projet de loi cher aux *genrôs* fut voté. La guerre avait été déclarée à l'Allemagne, dont le Japon avait brillamment conquis la colonie chinoise, Kiao-Tchéou. Alors le marquis Okouma ayant terminé l'œuvre qui lui avait été confiée, sous la pression des circonstances, dut quitter le pouvoir en octobre 1916. Il aurait voulu laisser sa succession au vicomte Kato, l'homme le plus influent de son parti, qui était en majorité à la Chambre. Les *genrôs* s'y opposèrent. On prétend qu'ils se réunirent d'eux-mêmes, sans avoir été convoqués

par l'empereur. Ils écartèrent le vicomte Kato, proposèrent le maréchal comte Téraoutchi (Terauchi).

Né en 1852, le comte Téraoutchi est un élève de nos écoles militaires françaises, et il fut attaché militaire à Paris de 1882 à 1885. Il fut ministre de la Guerre à partir de 1902, le resta au cours de la guerre contre la Russie et jusqu'en 1911. Il fut ensuite résident général en Corée, et travailla, par la manière forte, à l'annexion du *Pays du Matin calme*. Nommé premier ministre, il revint à un ministère de clan. Avec lui, ce sont les clans alliés de Choshou et de Satsouma qui ont repris le pouvoir. Le cabinet Téraoutchi ne compte pas un seul député ; il comprend deux militaires, un amiral, un diplomate, quatre pairs, un fonctionnaire de la Cour.

A côté du comte Téraoutchi, le membre le plus en vue du ministère est le ministre des Affaires étrangères, vicomte Motono. Né en 1862, fils d'un *samouraï* du clan de Hizen, le vicomte Motono fut un brillant élève de notre Université de Lyon. Il a été tour à tour premier secrétaire à la légation de Saint-Pétersbourg, ministre à Bruxelles, ministre à Paris à partir de 1901, ambassadeur à Saint-Pétersbourg à partir de 1906. Diplomate aimable et habile, homme d'État clairvoyant, il sut, à Paris, aux jours troublés de 1904, maintenir des relations courtoises entre son pays, ennemi de notre allié russe, et notre pays, allié de son ennemi ; il sut ensuite, après le traité de Portsmouth, faire évoluer les rapports entre Japon et Russie de l'hostilité à l'entente, de la haine à la sympathie.

Sa personnalité séduisante unit à une intelligence vive et profonde la plus pure courtoisie japonaise et une large culture européenne, française surtout. Son salon de Tokyo est un charmant milieu franco-japonais, où tous parlent notre langue, le ministre, la vicomtesse Motono, leur fils, la fiancée de ce fils et les parents de cette fiancée (lui Japonais, elle, Française), le baron et la baronne Ito. Ami sincère de notre patrie, le vicomte Motono a une conception toute moderne, et française, de la justice internationale, fondée sur le droit égal de tous les peuples à la liberté. Dans ses discours il fait appel à la modération, à la bonne volonté réciproque : « Lorsqu'on envisage les questions les plus épineuses loyalement et

franchement, avec la volonté de les résoudre d'une manière amicale et conciliante, on arrive sûrement à s'entendre [1]. » Il donne comme but à la guerre actuelle, pour le Japon, de « détruire dans ses fondements mêmes la cause primordiale des dangers que fait courir la puissance de notre ennemi commun à la paix et à la tranquillité en Extrême-Orient ». Avant tout il s'agit d'établir « dans le monde une paix durable [2] ».

Certes, les hautes qualités du vicomte Motono suffiraient à expliquer sa présence au ministère des Affaires étrangères. Mais certains Japonais ajoutent qu'il n'occuperait pas cette haute situation si son mariage ne l'avait pas rapproché de l'un des clans prépondérants [3].

*
* *

Aux clans de type ancien, prolongeant dans le Japon actuel l'antique féodalité, s'opposent les partis, de type moderne, établis sur des modèles européens ou américains. On appartient au clan par la naissance, l'adoption ou le mariage ; on entre volontairement dans le parti.

Les partis se sont développés indépendamment des clans, et même en opposition avec eux. Tandis que les clans sont unanimes à vouloir garder pour tel ou tel d'entre eux la réalité du pouvoir, les partis, quelles que soient leurs différences d'étiquettes, sont unanimes à réclamer un gouvernement de parti. Tandis que les clans sont unanimes à souhaiter que le cabinet reste seulement responsable devant l'empereur, les partis sont unanimes à souhaiter l'établissement d'un gouvernement responsable devant les Chambres. C'est le désir essentiel du libéralisme japonais. L'opposition des clans et des partis est le trait le plus caractéristique, et en même temps le moins connu, de la politique japonaise.

1. Discours au Parlement du 23 janvier 1917.
2. Discours au Parlement du 26 juin 1917.
3. Un télégramme de Tokyo du 24 avril 1918 annonce que le vicomte Motono a dû donner sa démission pour raison de santé, et qu'il a été remplacé par le baron Goto, ministre de l'Intérieur. Né en 1857, docteur en médecine de l'Université de Berlin, le baron Goto a été chef de l'administration civile à Formose président de la compagnie du chemin de fer sudmandchourien, et ministre des communications dans deux cabinets Katsoura.

Les partis eux-mêmes, si européanisés soient-ils en apparence, sont fort différents de nos partis européens, de nos partis français notamment. Organisations surtout électorales, ils se ressentent du fait que le régime électoral du Japon est censitaire. Il faut pour être électeur payer un impôt direct de 10 *yen* (le *yen* vaut en temps normal 2 fr. 50, actuellement de 3 francs à 3 fr. 30) ; il n'y a que 1 500 000 électeurs sur 60 millions d'habitants; avant 1900 il fallait payer 15 *yen* ; le nombre des électeurs était trois fois moindre. Si libéraux soient-ils, et même quand ils se donnent des allures populaires, les partis ne représentent pas vraiment le peuple. Même, parmi les électeurs, beaucoup ne se rattachent à aucun parti : « Je suis du parti de la nation, du parti de l'empereur, me disait un important industriel d'Osaka ; donc, je suis toujours du parti du gouvernement, puisque c'est l'empereur qui choisit le gouvernement. » Beaucoup d'électeurs pensent de cette sorte. Aussi, à chaque dissolution, est-ce le parti du gouvernement qui l'emporte toujours. Pour cette raison les journaux se plaignent que les partis, au lieu de contrôler le gouvernement, comme en Europe, soient de simples « outils » entre ses mains [1]. C'est ainsi que les clans, maîtres du pouvoir, peuvent encore, indirectement, agir sur les partis.

S'adressant à la même classe d'électeurs — tous dans une situation aisée, tous ardemment loyalistes, — les partis ne se distinguent point par des programmes nettement opposés; leurs idées essentielles sont analogues. Tous sont patriotes; tous sont sinon impérialistes, du moins expansionnistes, partisans de l'expansion, économique ou politique, du *Grand Japon* hors de ses frontières; tous veulent une armée et une marine puissantes. Tous sont chaleureusement dévoués au régime de l'Empire constitutionnel ; en même temps ils sont libéraux, souhaitent la responsabilité du ministère devant les Chambres. Même les Japonais les plus intéressés à la politique n'aperçoivent que de légères nuances entre les programmes des partis opposés. Encore ces nuances tiennent-elles, d'ordinaire, à la position du parti par rapport au gouvernement. Le parti lui est-il favorable? Il est plus ou moins

1. *Nichi-Nichi*, 11 juillet 1917.

expansionniste selon que le gouvernement l'est plus ou moins. Est-il opposé au gouvernement ? Il en critique systématiquement tous les actes et, pour l'instant, rattache ces critiques aux idées qui semblent le mieux les justifier, quitte à abandonner ces idées si lui-même arrive au pouvoir.

Ayant même programme fondamental, comment peuvent se différencier les partis? Les partis actuels se différencient par leur origine historique : ils prolongent, à travers toutes sortes d'évolutions, des partis primitifs dont les fondateurs avaient des idées personnelles assez différentes. Dans le présent, ils se distinguent surtout par les personnalités qui les dirigent. Les chefs de partis sont entourés de comités, formés de politiciens professionnels, souvent assez peu estimables, sans grande culture, sans vraie probité. Le parti, si différent soit-il du clan, ressemble au clan en ce qu'il est aussi un groupe d'hommes réunis autour d'une ou de plusieurs personnalités dominantes. Si ce n'est plus le clan, c'est encore l'esprit du clan.

Les partis actuels procèdent, à travers bien des transformations, de deux partis politiques créés il y a une trentaine d'années, le *parti libéral, diyouto* (*diyou* = liberté, *to* = parti), fondé par Itagaki, partisan de l'idéal des Révolutions américaine et française, du suffrage universel et de la Chambre unique ; — et le *parti constitutionnel, kaisinto* (*kai* = réforme, *sin* = progrès, *to* = parti), fondé par le marquis Okouma, préférant comme modèle la Constitution anglaise avec un régime censitaire et deux Chambres. Les premiers membres du parti libéral furent plutôt « un groupe de bohèmes », qui, par désir de s'instruire, s'adjoignirent des bureaucrates. Le parti constitutionnel (puis progressiste), unissait des hommes qui se piquaient d'appartenir à l'élite par leur situation ou leur instruction.

Mais les groupes issus de ces partis ont perdu ces caractères distinctifs ; ils ont même renoncé au mot de *parti* (*to*) pour prendre l'étiquette vague de *société* (*kai*).

Le *diyouto* est devenu le *seiyoukai, société des amis politiques* (*sei* = politique, *you* = ami, *kai* = société). Son chef officiel est M. Hara, né en 1854, qui fut tout à tour journaliste, chargé d'affaires à Paris en 1886, ministre des Com-

munications et ministre de l'Intérieur. Un de ses principaux membres est M. Ooka, député depuis 1890, président de la Chambre des représentants.

Le *kaisinto* s'est appelé ensuite *sinpoto, parti progressiste* (*sinpo* = progrès, *to* = parti) ; puis il est devenu le *doshikai, société des gens ayant mêmes idées* (*do* = semblable, *shi* = idée, *kai* = société). Le *doshikai* s'est rapproché d'une fraction dissidente du *seiyoukai*, groupée autour de l'éloquent leader M. Ozaki, le *chouseikai, société du juste milieu* (*chousei* = juste milieu, *kai* = société), pour former, avec des amis personnels du marquis Okouma, inspirateur dn nouveau parti, le *kenseikai, société de politique constitutionnelle* (*ken* = constitution, *sei* = politique, *kai* = société). La personnalité éminente du *kenseikai* est le marquis Okouma. Son chef officiel est le vicomte Kato, né en 1859, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Ito de 1900-1901, dans le cabinet Saionji de 1906, et dans le cabinet Okouma de 1914. Un de ses principaux représentants est le député Ozaki, orateur éloquent, né en 1859, qui fut ministre de l'Éducation dans le cabinet Okouma de 1898, dut abandonner ce poste pour avoir, dans un discours, fait une hypothèse sur ce que deviendrait le Japon s'il était en République, fut élu ensuite maire de Tokyo en 1903, participa activement à la campagne d'opinion contre le ministère réactionnaire Katsoura en 1913, et devint ministre de la Justice dans le cabinet Okouma de 1914.

Le troisième des partis actuels a gardé son nom de *parti* (*to*), c'est le *kokouminto, parti nationaliste* (*kokou* = pays, *min* = peuple, *to* = parti). C'est un petit parti, mais très uni, qui accentue la note chauvine. Il a pour chef un homme intelligent et passionné, adoré des jeunes gens pour son idéalisme, M. Inoukai, que l'on a surnommé, à cause de sa fidélité à l'idéal parlementaire, « le Dieu de la Constitution ». Né en 1855, d'origine très modeste, M. Inoukai se fit remarquer d'abord comme correspondant de guerre et comme journaliste; il fut élu député de Tokyo en 1890 et a été constamment réélu depuis; il a été ministre de la Justice dans le cabinet Okouma de 1898.

Enfin un quatrième groupe, appelé *ishinkai*, est plutôt une

sorte de club réunissant les députés sans lien avec les autres partis.

La Chambre dissoute par le marquis Okouma appartenait en majorité au parti *seiyoukai*. Naturellement, aux élections suivantes, en 1915, ce fut une majorité acceptant le programme du chef du gouvernement, une majorité *doshikai*, qui fut élue. Mais au marquis Okouma succède, dans les conditions qui viennent d'être rappelées, le comte Téraoutchi. Il se heurte à la résistance du parti du marquis Okouma, le *kenseikai*, transformation du *doshikai* (disposant d'environ 200 voix), et à l'opposition du *kokouminto* (28 voix), dont le chef, M. Inoukai, s'affirme l'ardent adversaire du « gouvernement indépendant des partis ». Le *seiyoukai* avait, lui aussi, antérieurement condamné cette forme de gouvernement ; mais par opposition à l'opposition, il devient gouvernemental, et décide qu'il faut attendre le nouveau ministère à ses actes, ce ministère étant bien supérieur à l'ancien. Le *seiyoukai* ne dispose que de 112 voix. Même avec une quarantaine d'*indépendants*, il ne peut, contre le *kenseikai* et le *kokouminto*, constituer une majorité suffisante. Alors dès que M. Inoukai a déposé une motion de défiance, le 25 janvier 1917, le comte Téraoutchi annonce à la Chambre qu'elle est dissoute.

Le premier ministre favorise le seul parti qui ne l'a pas attaqué, le *seiyoukai*. Celui-ci, devenu gouvernemental, sort vainqueur des urnes : il a 162 élus au lieu de 112. Le *kenseikai* passe de 202 à 121 représentants ; le *kokouminto* fait un léger progrès (35 députés au lieu de 28). Plus d'une cinquantaine de députés *neutres* étant gouvernementaux, le ministère est désormais sûr de sa majorité.

Alors le *kokouminto*, dont le chef avait conduit l'opposition contre le cabinet Téraoutchi, renonce aux hostilités. M. Inoukai explique que, puisqu'aucune chance ne reste de renverser le ministère, mieux vaut composer avec lui. D'ailleurs le temps de guerre impose des devoirs exceptionnels ; il faut se rallier autour du chef du gouvernement.

Pour resserrer les liens des partis en matière de politique extérieure, et réaliser une sorte d'*union sacrée*, le cabinet Téraoutchi constitue, après entente avec les *genrôs*, le 4 juin 1917

le *Comité provisoire d'études diplomatiques*. Ce comité est placé sous la direction immédiate de l'empereur lui-même ; il a pour président effectif le premier ministre. Il comprend neuf membres : d'abord les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine ; puis deux pairs, membres du Conseil privé ; enfin trois représentants des grands partis. M. Hara y représente le *seiyoukai*, M. Inoukai, le *kokouminto*. Mais le *kenseikai* décline l'invitation à être représenté à ce comité gouvernemental par son chef le vicomte Kato. Celui-ci est remplacé par le baron Makino, qui n'a de lien avec aucun parti.

Cette création du comité diplomatique a été fort discutée en juin 1917. Le *Yomiouri*, organe des Motono, approuve cette institution, destinée à placer les questions diplomatiques au-dessus des rivalités de partis, dont souffre le pays ; il regrette l'abstention du vicomte Kato. Le *Jiji* approuve le principe mais non l'organisation du comité : ce sera une assemblée délibérante ; or l'action diplomatique exige la rapidité et le secret, qualités dont les assemblées sont rarement douées ; et la responsabilité du ministre des Affaires étrangères s'en trouvera fâcheusement atténuée. Le *Nichi-Nichi* attaque vigoureusement cette institution : le ministère, composé de bureaucrates incapables, essaie par là de se donner une compétence qui lui manque, et, par ce nouveau prestige, d'accroître sa stabilité ! L'*Asahi* trouve que cette création n'est pas justifiée par des circonstances exceptionnellement graves ; puis, si les décisions du comité sont adoptées nécessairement par le cabinet, que devient la responsabilité ministérielle ? Si elles ne le sont pas, quelle est l'utilité du comité ? Au fond, c'est surtout un moyen pour tenter de désarmer les chefs des partis adverses. — Beaucoup voient dans l'établissement de ce comité une façon de rallier M. Inoukai à la cause du gouvernement. Certains ajoutent que le gouvernement des clans à réussi à acheter « le Dieu de la Constitution » !

En septembre 1917, on tentait un effort pour réunir les 38 députés *kokouminto*, une cinquantaine d'indépendants ministériels, et une vingtaine de députés qui quitteraient le *seiyoukai*, en un nouveau parti nettement gouvernemental, disposant de plus de cent voix. Les clans ont intérêt au mor-

cellement des partis, qui permet d'en mieux jouer, en les opposant les uns aux autres.

*
* *

La session parlementaire qui a eu lieu pendant mon séjour au Japon, a été extrêmement agitée. Luttes d'autant plus vives qu'elles sont des combats entre individualités plutôt que des batailles d'idées.

L'opposition attaque la constitution du ministère, qui ne procède point de la volonté du peuple; la création du comité diplomatique, qui diminue la responsabilité du ministère des Affaires étrangères ; la politique chinoise du gouvernement qui, prétendant ne pas intervenir dans les affaires intérieures de la Chine, soutient contre les sudistes les bureaucrates et militaires du nord, alors que partout dans le monde la tendance démocratique l'emporte sur la tendance militariste. Certains députés regrettent l'envoi de vaisseaux japonais dans la Méditerranée. L'opposition critique ainsi, sans aucune nuance, tous les actes du ministère. Les ministres défendent leur politique.

Les interpellations se succèdent au milieu d'une extrême agitation et de scènes de violence. Le *kenseikai* hue l'orateur du *kokouminto*, et réclame le chef du parti, M. Inoukai, pour qu'il explique sa défection. M. Ozaki accuse le ministre de l'Intérieur, le baron Goto, d'avoir trahi des secrets d'État sur la politique chinoise du cabinet Okouma ; il le qualifie de « traître » et d' « agent de l'Allemagne ». Le baron Goto accuse M. Ozaki d'être « sans pudeur » et « antipatriote », — accusations que la Chambre, ensuite, les oblige à retirer réciproquement. La motion de défiance est repoussée par 234 voix contre 124.

La violence croissante des débats parlementaires déconsidère le Parlement. Selon certains Japonais, elle exerce sur le peuple une fâcheuse influence. Entre eux, les pairs appellent la Chambre des représentants « la ménagerie ». Les journaux expriment parfois le regret que trop de jeunes gens, d'étudiants, et aussi de politiciens de village, imitent la rudesse,

la grossièreté des parlementaires[1]. C'est l'une des raisons pour lesquelles diminue la jolie politesse d'autrefois.

*
* *

Puisque le Parlement et les partis, malgré leurs prétentions au libéralisme, ne représentent qu'une minorité d'électeurs privilégiés, la majorité du peuple semble n'être pas représentée. Pourtant elle trouve moyen d'exprimer ses sentiments et ses désirs. C'est la presse qui les formule.

La presse est, au Japon, une importation de l'Europe. Les premiers journaux qui parurent il y a une cinquantaine d'années n'eurent qu'une circulation fort réduite. On cite le cas de l'un d'eux qui vécut deux années « au milieu de grandes difficultés financières » : car il n'eut jamais que deux abonnés ! Les premiers exemplaires des plus grands journaux sortaient des presses à midi ; ils étaient lentement distribués par des porteurs qui s'arrêtaient dans chaque maison, prenaient une tasse de thé avec les servantes, et ne terminaient leur tâche que dans la soirée. Quand les porteurs manquaient, les rédacteurs allaient eux-mêmes distribuer aux abonnés les numéros, qu'ils tiraient des larges manches de leurs *kimonos*.

C'est à partir de la guerre sino-japonaise que le peuple a commencé à lire les journaux avec intérêt, parfois avec passion. Aujourd'hui, la presse jouit d'une influence considérable. Elle est l'un des grands pouvoirs du pays. C'est sur les journaux que le peuple compte pour lutter contre les clans, contre les *genrôs* réactionnaires, contre les ministres irresponsables, contre les parlementaires corrompus. Si les partis sont plus « avancés » que les clans, la presse, — qui représente ceux qui ne sont pas autrement représentés, — est plus « avancée » que les partis.

Les Japonais, naturellement curieux, lisent avidement les journaux et les revues, qui abondent. On voit les gens de Tokyo dévorer leur journal, même quand ils sont entassés dans les tramways et obligés de se tenir debout en s'appuyant

1. *Hochi*, 28 juin 1917.

pour garder l'équilibre, comme beaucoup de nos ouvriers parisiens dans le métropolitain.

La presse jouit d'une grande liberté, que les conservateurs souvent déplorent. Mais ils se rendent compte qu'il serait maintenant bien difficile de la faire taire. Les journalistes sont unis en de puissantes associations. Les journaux ont, à certains moments, provoqué des émeutes sanglantes ; ils ont amené la chute d'un ministère ayant la confiance de l'empereur et du Parlement, le cabinet Katsoura. Les journalistes sont fiers du pouvoir qu'ils exercent. « Ceux qui font le bien sont pour nous, car ils n'ont pas peur de nous, — me disait un des principaux rédacteurs d'un grand journal de Tokyo ; — ceux qui font le mal sont contre nous, car ils nous redoutent. »

Les journaux sont au nombre d'environ 860 ; les revues au nombre d'environ 1 850.

Voici quelques renseignements sur les plus importants de ces organes (les chiffres des tirages sont approximatifs).

A Tokyo, le journal le plus estimé est le *Jiji Shimpo* (*Ji* = heure ; *Jiji* = heure par heure). Il tirerait à 80 000 exemplaires. Il est le premier des journaux japonais pour la sûreté de ses informations : il se vante de n'avoir jamais lancé une fausse nouvelle. Il recommande la modération en matière de politique extérieure et, avec indépendance, tantôt approuve, tantôt blâme le gouvernement. Patriote, il condamne les exagérations d'un chauvinisme hostile aux étrangers. Il est d'un libéralisme adouci, et conseille une progressive évolution vers la responsabilité ministérielle. C'est l'organe de la haute banque et de la grande industrie.

Très importants aussi sont les deux journaux paraissant à la fois dans la capitale politique Tokyo et la capitale industrielle Osaka, l'*Asahi* et le *Nichi-Nichi*.

L'*Asahi* (le *Soleil Levant*) tirerait à 370 000 exemplaires à Osaka, à 180 000 exemplaires à Tokyo ; soit 550 000 exemplaires. Il est plutôt hostile au gouvernement, et ses critiques du pouvoir satisfont sa nombreuse clientèle. Son nationalisme n'est pas systématiquement hostile aux étrangers.

Ayant appris que l'auteur de ces lignes devait faire à Tokyo une conférence publique sur *Verdun*, les dirigeants de l'*Asahi* lui ont demandé de faire ensuite à Osaka, en sep-

tembre 1917, une conférence sur *les grandes batailles de la guerre, la Marne et Verdun*. Le journal annonça la conférence et demanda à ceux qui désiraient y assister d'adresser une carte postale avec réponse payée, se réservant de ne répondre qu'à ceux qu'il inviterait. Il reçut deux mille demandes de places, et invita sept cents personnes ; c'est le maximum d'auditeurs que pouvait contenir sa salle de réunions. Le choix fut fait de manière à réunir des représentants de tous les mondes : commerçants et industriels d'Osaka, militaires de l'armée et de l'arsenal, professeurs et étudiants de l'Université de Tokyo. La conférence, faite en français, traduite sur place en japonais, fut attentivement écoutée et chaleureusement applaudie. Le texte sténographié de la traduction japonaise parut dans plusieurs numéros successifs de l'*Asahi* et fit mieux connaître les deux grandes victoires françaises à plusieurs centaines de milliers de lecteurs.

Au même rang que l'*Asahi* il faut placer le *Nichi-Nichi* (*Nichi* : jour, *Nichi-Nichi* : au jour le jour) de Tokyo, qui tirerait à 200 000 exemplaires, et son édition d'Osaka, l'*Osaka Mainichi*, qui tirerait à 350 000 ; soit aussi 550 000 exemplaires. C'est un organe opposé au gouvernement, qu'il critique avec sévérité.

Parmi les autres journaux, le *Kokoumin* (*la Nation*) tirerait à 200 000 exemplaires. C'est l'organe du clan de Choshou, de la haute bureaucratie et de l'état-major. Il est hostile au gouvernement des partis et aux idées démocratiques, favorable à un régime de discipline sur le modèle allemand (c'est, dit-on, le seul journal admis dans les écoles militaires). Il est ardemment impérialiste, partisan de l'expansion japonaise par tous les moyens, surtout en Chine. Le propriétaire et rédacteur en chef du *Kokoumin*, le sénateur Tokoutomi, est un grand écrivain, dont les œuvres font sensation. C'est dans ses articles et dans ses livres (*l'Évangile de la Force, Franc Impérialisme*) qu'il faut chercher la meilleure expression de cet impérialisme qui exerce au Japon une si grande influence. Le peuple japonais est le peuple élu ; le Japon est le premier pays du monde : *Nihon ichi* (*Nihon* = Japon, *ichi* = premier). Il a le devoir, la « mission céleste » d'enseigner, d'unifier tous les peuples de l'Asie. Il doit prendre sur ses épaules « le

fardeau de la race jaune ». Il doit d'abord « contrôler le pouvoir des Blancs en Asie », les empêcher de s'étendre encore au détriment des Jaunes, faire prévaloir une « doctrine de Monroe orientale ». Le but, c'est que les Jaunes se dirigent eux-mêmes ; c'est une sorte de *Home Rule* asiatique : « Aux gens d'Asie les choses d'Asie. »

Le *Yamato* (nom d'une ancienne province du Japon étendu ensuite à tout le pays) est un autre organe chauvin (140000 exemplaires) qui s'adresse au peuple et cherche à l'étonner par des informations sensationnelles. Le *Hochi* (les *Nouvelles)* (250 000 exemplaires) est l'organe du marquis Okouma ; il soutient l'idée que le Japon a le devoir de guider l'Asie, de prendre la Chine en tutelle. Le *Yomiouri (le Journal qu'on lit en le vendant)*, organe des Motono, est un journal bien rédigé, écrit avec un vif souci littéraire ; il fait moins de politique que les autres journaux, s'adresse à une clientèle surtout universitaire et féminine. Inversement, le *Yorozou* (*les Dix mille nouvelles du matin*) (150 000 exemplaires) fait appel à une clientèle exclusivement populaire, surtout ouvrière. Sans avoir le droit d'exposer un programme socialiste, il formule avec violence les plaintes et les revendications du prolétariat japonais, critique amèrement les capitalistes, les patrons et les gouvernants.

Parmi les journaux en anglais s'opposent à Tokyo, le *Japan Times*, organe officieux du gouvernement japonais, et l'*Advertiser*, organe américain souvent hostile aux Japonais, et fort lu par les résidents étrangers. Son éditeur, correspondant des journaux Hearst, informe surtout l'Amérique des manifestations antiétrangères du Japon, et le Japon des manifestations antijaponaises de l'Amérique. Le *Japan Times* l'accuse de faire œuvre de division, d'appliquer des méthodes « boches » (*hunnish*), et d'être « un agent de l'ennemi » (12 juillet, 1er août, 15 août 1917).

Il y a enfin un nombre considérable de revues, grandes ou petites. Les plus importantes sont le *Chouo Kôron* (*Discussions publiques du juste milieu*) (32 000 exemplaires), le *Taiyo* (*le Soleil*) (12 000), le *Nihon oyobi Nihonjin* (*le Japon et les Japonais*, 9 000), le *Shin Nihon* (*Nouveau Japon*, 8 000).

*
* *

Grâce à la presse, l'esprit démocratique se développe au Japon plus qu'on ne le soupçonne à l'étranger. Toutes sortes de menus faits en persuadent celui qui, sur place, observe le pays, surtout s'il le compare au Japon d'il y a une quinzaine d'années. L'esprit critique à l'égard des autorités, quelles qu'elles soient, est vif dans la population des grandes villes, à Tokyo, malgré le caractère bon enfant des *yeddokos*, et à Osaka surtout. Bon nombre de jeunes gens, d'étudiants sont démocrates. Ils ont été secrètement enthousiasmés par la Révolution russe à ses débuts. Plusieurs sont socialistes, sans oser l'avouer en public.

Le gouvernement japonais considère le socialisme comme un mouvement républicain, donc attentatoire à la souveraineté du *mikado*, subversif et révolutionnaire. Aussi a-t-il pris, contre la propagande de ces idées nouvelles, des mesures extrêmement sévères. La vente des écrits socialistes est prohibée ; les exemplaires publiés sont saisis et détruits. Les organes socialistes ont été supprimés. En 1910, le théoricien Kotokou, communiste anarchiste à la façon de Kropotkine, sa femme et un certain nombre de ses disciples, ont été accusés de complot contre la vie de l'empereur et arrêtés sous cette inculpation. Kotokou, sa femme et dix de leurs amis ont été condamnés à mort, et pendus le 24 janvier 1911. Ils sont morts vaillamment. Douze autres condamnés à mort ont vu leur peine commuée. Cependant le socialisme, toujours interdit, se répand dans l'ombre, parmi les étudiants et les ouvriers. La crainte du socialisme est telle que les baissiers en jouent à la Bourse : ils disent, par exemple, que le gouvernement va être obligé de surveiller le prix des denrées pour empêcher les conversions au socialisme de se multiplier par suite de la vie chère (*Japan Chronicle*, 19 septembre 1917).

L'esprit d'indiscipline commence à pénétrer même dans l'armée. Il y a eu cette année, aux manœuvres d'été, des désertions collectives ; mais de tels faits sont tout à fait exceptionnels. Certains jeunes gens sont choqués de la morgue à l'allemande qu'affectent quelques officiers. Au cours d'une

conférence publique faite à Tokyo sur *Verdun*, en septembre 1917, j'eus l'occasion de montrer une projection qui représentait un de nos généraux causant familièrement avec un simple soldat dans la tranchée; et je dis que la guerre a développé dans l'armée française des habitudes de solidarité presque égalitaire : j'eus la surprise d'entendre la traduction de cette phrase accueillie par de vifs applaudissements.

Certains esprits opposent à la thèse de la souveraineté de l'empereur la thèse de la souveraineté de l'État : l'empereur serait un instrument de l'État, et non pas un souverain de droit divin. On commence à demander le droit de vote pour tous les hommes ayant reçu l'enseignement secondaire, quel que soit l'impôt payé par eux ; ce serait un premier pas dans l'élargissement nécessaire du corps électoral. Et nous avons vu que tous les partis souhaitent que le ministère soit responsable devant le Parlement.

Le cabinet Téraoutchi a fait de menues concessions à l'esprit démocratique. En avril 1917, un édit accorde le droit de requête directe au Trône. Les journaux proclament à ce sujet « l'harmonie qui règne entre la famille impériale et le peuple ». Le *Jiji* remarque à ce propos que l'exemple de la France et celui de l'Angleterre en cette guerre montrent bien que patriotisme et esprit démocratique peuvent coïncider ; il ajoute que le sentiment de la liberté renforce celui de la responsabilité, donc le sentiment du devoir, et l'attachement à la patrie.

Mais ce n'est pas le droit d'appel direct au Trône que souhaitent les Japonais démocrates. Ils veulent davantage. On peut prévoir des luttes très vives entre les clans et le peuple, surtout lorsque la fin de la guerre provoquera la crise économique dont la pensée inquiète non seulement les nouveaux riches, mais tous les Japonais réfléchis...

Ainsi l'Empire du Soleil-Levant, le *Pays des Dieux*, où règne une dynastie éternelle, où gouvernent encore des clans féodaux, le Japon lui-même roule vers la démocratie, poussé, selon la comparaison déjà citée du marquis Okouma, par une force comparable à celle qui entraîne les fleuves vers la mer.

FÉLICIEN CHALLAYE

L'HOMME

QUI VENDIT SON AME AU DIABLE...

Le vieil homme poussiéreux s'assit à la terrasse du seul café qui soit en face de la Bourse ; il faut noter cette anomalie : le formidable monument hanté d'énergumènes qui crient durant quatre heures, devrait être cerné de tavernes, où les gosiers puissent se rafraîchir. Il n'existe, pourtant, place de la Bourse qu'un seul petit café provincial, à l'angle de la rue du Quatre-Septembre, évocatrice des plus beaux souvenirs de notre Histoire... Et c'est un bien simple petit café, qui date du temps où le Parisien se dévastait l'estomac avec des boissons nationales, qualifiées « apéritif » parce qu'elles vous coupaient net l'appétit ainsi que l'eût fait un rasoir.

Un garçon requis s'avance :

— Monsieur désire?

— Un quart Vichy — répondit le vieil homme, qui était poli et d'ailleurs anti alcoolique.

Le garçon proclama, dans la direction de la rue de la Bourse : « Un quart Vichy! Un! » et s'en fut vers le café communiquer cette nouvelle, premièrement à la caissière intérieure, puis à un sommelier souterrain, qui l'accueillit avec une parfaite indifférence.

Le vieil homme n'avait pas soif; il regardait le perron de la Bourse comme s'il le découvrait; il attendait qu'il en jaillît

quelque chose d'inespéré. Des taches brunes s'agitaient là-bas ! Des cris perçaient les rumeurs vagues, c'était le coup de fièvre qui termine les journées financières. La séance avait dû, dans le sanctuaire du gros temple, être tumultueuse, et le tumulte refluait sur les prêtres subalternes du péristyle. L'amateur de Vichy semblait de plus en plus inquiet ; c'était pourtant une fin d'après-midi exquise; la lumière du prochain couchant était poudrée de poussière d'un gris clair très distingué ; les passants se hâtaient vers leurs dernières affaires. Tout paraissait calme, sans agitation superflue. La vie de Paris, place de la Bourse, sans plus. Pas de catastrophe annoncée, pas de complication. La fatigue générale des fins de luttes; les omnibus avalaient par lampées des êtres dociles. Il était improbable qu'il éclatât soudain une révolution, dans ce cadre si notoirement habituel.

L'horloge de la Bourse, avec une grandiloquence excessive, proclama qu'il était trois heures, et que les transactions devaient soudain s'arrêter; les taches humaines, sur les larges degrés, s'effacèrent; seul un nuage doré demeura en suspens, caressé par les rayons du couchant. Une grande paix descendit sur la place ; un peu de la vie publique venait de s'éteindre, subitement.

Le vieil homme guettait toujours ; il vit sortir du temple de la richesse un monsieur jeune, bien vêtu, qui descendit allègrement les marches de l'escalier. Le monsieur toujours souriant, serra des mains de camarades, s'arrêta un instant à la grille, pour échanger une plaisanterie avec des complices de la finance, puis cingla droit sur le petit café. Le vieil homme se leva, s'avança, et tendit la main vers l'arrivant :

— Hé bien ! monsieur Martial?

— Hé bien! — dit Martial, — en s'asseyant à la table, ça y est, mon brave Tambouille !

— Ca y est, quoi?

— J'ai sauté !

Le pauvre vieux retomba sur sa chaise ; il ne pouvait y croire ! Profitant de son silence, le garçon surgit des profondeurs du café, s'approcha et s'informa :

— Qu'est-ce que vous voulez, monsieur Bienvenu?

— Une menthe à l'eau et de quoi écrire.

Le garçon, nanti de ces renseignements, rentra dans l'établissement. Tambouille reparut à la surface de la conscience, en vertu de cette loi dynamique qui veut que tout esprit plongé dans un océan d'amertume subisse une poussée de bas en en haut égale au poids des inquiétudes déplacées. Il s'enquit :

— Vous avez sauté, vraiment? Monsieur Martial !...

— Sauté comme une crêpe. Que voulez-vous, Tambouille? C'était écrit. Ne me rappelez pas que vous m'aviez averti, que je n'ai pas écouté vos sages conseils. Que si je les avais écoutés, nous n'en serions pas là ! Je suis un sot et aussi une canaille !,...

— Oh ! monsieur Martial ! — fit le caissier, protestant du geste.

— Si ! Si ! je suis une canaille, puisque je n'ai pas réussi.

Martial parlait sur un ton de gaîté ; il était tout à fait tranquille. Le garçon apporta la menthe, le buvard et rentra dans son antre, parce qu'il n'aimait pas la sournoise tristesse qui précède le crépuscule.

— Vous avez perdu? Combien?... — murmura Tambouille, anxieux.

— Neuf cent mille francs, que m'avaient prêtés d'honnêtes gens sur la réputation d'honnêteté léguée par mon père.

— La Banque Bienvenu, une des plus vieilles maisons de Paris. Quelle honte ! — s'écria Tambouille.

— Je suis le dernier de ma race ; je suis célibataire, je n'ai pas d'enfants ni de parents, je ne transmettrai mon opprobre à personne. On me jugera comme un sale individu! Je ne suis qu'un maladroit ; j'ai été pris au jeu de la Bourse, comme tant d'autres. J'ai gagné, puis perdu, puis reperdu. J'ai joué pour me rattraper ; quand on est engagé dans ce couloir-là, on va jusqu'au bout. Tenez Tambouille, je savais ce que je trouverais au bout du couloir, et j'éprouvais une sorte de joie à me hâter, à braver cette chance qui ne voulait pas me favoriser ! Tout à l'heure, au coup de cloche, après cette séance folle, où j'ai jeté tout ce qu'on m'avait confié, j'ai senti une sorte de soulagement ! Je me suis dit : « Enfin ! je suis ruiné ! J'ai fait banqueroute ! » C'est pourquoi vous me voyez gai ! Sincèrement gai !...

— Que comptez-vous faire?...

— Voyons, mon bon Tambouille, vous vous en doutez, avouez-le!

— Vous allez partir, — fit naïvement Tambouille, qui était de la vieille école, de celle où l'on partait.

Martial haussa les épaules et but la moitié de son verre de menthe. Le caissier comprit :

— Est-ce que vous allez?...

— Naturellement ! C'est dans le programme !

Tambouille n'osa pas répondre, d'abord ; le coup l'avait anéanti ; il aurait pu servir à son maître cette phrase de notre meilleur écrivain dramatique : « Partez ! le revolver du financier moderne, c'est l'Indicateur ! » Il n'en eut pas le courage.

Martial devina ses réflexions :

— Non, mon vieux, je ne me sauverai pas! Qu'irai-je faire en Espagne? Vivoter sous un faux nom, avec les derniers mille francs, que nous gratterions dans le coffre-fort?... Ce serait du propre ! Et pourquoi? Être obligé de travailler? Ou bien fuir de pays en pays, visiter l'Amérique du Sud ou l'Australie? Non, mon ami, je me refuse à ces romans fatigants. Je préfère éteindre en moi la dynastie des Bienvenus.

— Monsieur Martial ! permettez à un vieux serviteur de...

— Je ne vous permets pas. Nous allons nous quitter, Tambouille, très gentiment. Je compte sur vous pour payer le personnel de la Banque. Auparavant, vous passerez, demain matin chez moi, pour constater que j'ai tenu parole, et que je me suis, définitivement, mis un peu de plomb dans la tête.

Tambouille, désespéré devant ce jeune homme si souriant, eut envie de dire des choses admirables sur la splendeur de la vie, la lâcheté du suicide, sur la nécessité de l'action, sur le rachat des fautes commises, sur l'indulgence de l'avenir, sur les vicissitudes de la chance, etc... Mais il était étreint par la douleur ; et comme il arrive en pareil cas, les mots ne lui vinrent pas pour formuler toutes ces belles idées générales. Il se borna donc à murmurer : « Ah ! mon Dieu ! Ah ! mon Dieu ! » tout en tenant son genou droit entre ses mains jointes. Il était manifeste que rien, dans son passé, ne l'avait préparé à chapitrer un homme décidé à se tuer.

Martial eut pitié de lui :

— Tambouille, mon parti est pris, ainsi que je vous l'ai dit ; ne perdez pas votre temps ; voici la nuit. Ne ratez pas le train de cinq heures quinze, qui vous ramène depuis quarante ans à Courbevoie. J'ai quelques lettres à écrire, pour lesquelles je voudrais être seul.

Le caissier se leva ; un instant, il eut une velléité de marchandage suprême, et tandis qu'il offrait à son patron la longue palette de sa main, il demanda :

— Voyons, vraiment, monsieur Martial, vous n'attendez pas huit jours?

— Non, mon vieux !... Bonsoir ! Et n'oubliez pas de passer chez moi, demain matin.

— Alors, adieu, monsieur Martial, — fit le lamentable Tambouille, en prenant congé du dernier Bienvenu; et machinalement il ajouta : — Bonne chance ! — sans remarquer l'amère ironie de cette phrase coutumière, en un pareil moment.

Il s'éloigna dans la direction de la gare Saint-Lazare.

***

Martial suivit du regard la maigre apparence d'humanité, qui s'enfuyait vers Courbevoie.

« Pauvre garçon ! pensa-t-il. Il a du chagrin. Je n'ai pas de chien, mais j'ai un caissier ; je ne serai pas un mort privé de larmes pieuses. » A cette minute, les lampes intérieures du café s'allumèrent, leur éclat rappela le banquier à des réalités plus immédiates : « Il faut que j'écrive des lettres avant le dîner. Car je ne m'exécuterai qu'après-dîner. »

Aussitôt le néant de sa personnalité lui donna le vertige ; il est admis qu'un citoyen qui se supprime doit rédiger un certain nombre de factums, où il explique à ses parents, à ses amis et à de jeunes adorées les raisons qui commandèrent un acte aussi contraire aux données de la bienséance. Escousse, Gilbert, Chatterton, de Nerval ne sont pas partis sans laisser d'adresse ; ils quittèrent le monde, en claquant les portes. Hélas ! Ce Bienvenu n'oserait pas émouvoir les âmes sensibles au récit des infortunes, plutôt médiocres, d'un homme de Bourse, qui avait dilapidé l'argent de ses clients. Le sergent-major qui « a mangé la grenouille » est plus avantageux au

regard de l'Opinion publique. Martial s'effarait de la faible valeur que représentait sa personnalité.

Dans sa famille, on était, de père en fils, fils unique. La richesse relative assurait au rejeton une enfance heureuse, une adolescence quelconque, une jeunesse terne. Il avait été, de très bonne heure, mis en garde contre toutes les passions, sauf contre celle du jeu. En s'examinant, il dut se confesser à lui-même qu'il n'avait pas cette excuse : il avait joué sans plaisir, par entraînement ; il avait rejoué parce qu'il avait perdu, et cette perte avait entraîné d'autres pertes. On ne lui eût pas reproché de folles dépenses ; il menait le train, qui avait été celui des Bienvenus périmés. Il n'avait pas de besoins ni d'ambitions, ni d'amours ; à la réflexion cela le condamnait. Un beau vice, une superbe passion l'eussent arraché à la médiocrité d'une condition trop paisible. Ce n'était qu'un personnage de Dickens. Il ne se chercha point de parents à qui communiquer ses dernières volontés ; il n'avait pas de volonté et il n'avait pas de parents ; de vagues alliés, du côté maternel, étaient tenanciers d'un tir forain sur la grande place d'Auxerre. Ils ne se souciaient pas d'hériter d'une banqueroute. Les amis?... Platon les a pesés : « O mes amis ! Il n'y a pas d'amis ! » Des camarades de Bourse, qu'on retrouve aux heures où les financiers se battent ; ils sont pour vous ou contre vous ; on les perd de vue durant des années ; ils deviennent ouvreurs de portières ou conseillers du Commerce extérieur. Ils sont toujours trop haut ou trop bas. Ceux qui sont trop bas se rappellent qu'ils vous ont tutoyé, les autres ne se rappellent rien. Martial, dans ses souvenirs, dénicha un ami de collège, politicien qui, tant qu'il était député, lui disait « Tu », mais lui disait « Vous » quand il était ministre.

A part ça, parmi ses familiers rien que des comparses, des parasites ; leur suffrage laisse indifférent celui qui les quitte volontairement, à supposer que ce départ leur cause le moindre chagrin.

Était-il une femme qui se fût affligée d'apprendre le décès de Martial? L'amour, ce garçon rangé s'en était défié comme de la peste, comme du mariage ! Laborieux disciple de Chamfort, il avait échangé des fantaisies, avec des personnes qui n'avaient pas de suite dans les idées. Il s'était, de la sorte,

prémuni contre les dangers du cœur. Vraiment, il ne pouvait écrire, à cause de ces personnes, les mots suprêmes qui ennoblissent un décès ! Surprises dans leurs habitudes, elles eussent pensé : « Ce pauvre garçon devait avoir un cancer incurable ! »

Tel était la bilan d'une existence sans gloire. Cette banqueroute-là était la plus douloureuse! Quelle peine pour un homme, qui se préparait à finir sa vie, de constater qu'il n'avait pas vécu ! « Je ne puis laisser que des regrets et personne n'en voudra ! » Martial écarta l'idée d'écrire à la femme de ménage qui prenait soin de son appartement, où à la concierge, ou au propriétaire? De guerre lasse, il allait renoncer à toute correspondance posthume, lorsqu'il eut une inspiration, la première, qu'il eût encore accueillie ! « Ca y est ! J'ai trouvé. » Il se pencha sur le papier, que la lumière oblique du café éclairait faiblement, et de sa grave écriture administrative, calligraphia ces mots : « A Monsieur le Commissaire de police du XVIe arrondissement. » Il se redressa pour contempler son œuvre : « Qu'est-ce que je vais lui raconter? Recommandations ultimes, à un magistrat habitué à ces sortes de legs? Dame ! Quand on n'a pas le choix du correspondant ! »

Par un phénomène, bien connu des médecins, Martial, si résolu à finir en beauté, si gai, depuis qu'il avait pris sa décision, se sentit envahi d'une sorte de mélancolie ; après tout il n'y a qu'une sottise qui ne se répare pas, celle qu'il allait commettre !... Qui sait? La fortune a des pardons inattendus ! Se tuer à trente ans, est-ce le fait d'un homme sain d'esprit? Ce ne fut qu'une défaillance passagère ; Martial se ressaisit : il n'y avait pas d'autre voie de salut !

— Dommage que nous ne vivions pas au moyen âge ! — conclut-il tout haut, — j'aurais vendu mon âme au Diable !

— Je l'achète !

Qui avait dit cela? Martial eut un haut le corps ! Il avait bien entendu : « Je l'achète ! »

Tout à l'heure il n'y avait à la terrasse du café que lui, Martial. Cependant à son insu, un autre consommateur venait de s'asseoir, un personnage assez vulgaire, l'air d'un gros petit bourgeois, vêtu d'un complet veston de confection. Ce voisin dégustait un breuvage brunâtre ; il brandissait dans sa main

gauche l'estimable journal *le Temps* qu'il tenait à demi déployé, tout près de ses yeux ; la figure du monsieur était ronde et réjouie, rasée de frais : un bon nez assez fort accentuait la bonhomie du visage. Martial se pencha, et, d'assez méchante humeur, interrogea cet intrus :

— Pardon ! Vous dites, monsieur?

— J'ai entendu votre exclamation, — fit aimablement le gros monsieur. — Vous avez une âme à vendre?... Je l'achète...

Martial rit de bon cœur !... Il avait affaire à un original, assurément ; on allait s'amuser un peu !.

— Ah ! vous achetez les âmes? Qui êtes-vous donc?

— Je suis le Diable, pour vous servir.

Après cette déclaration, le petit bourgeois rondelet absorba une gorgée de son apéritif, comme si de rien n'était.

Martial frissonna ; il n'était point croyant, mais il n'aimait pas qu'on lui évoquât le Vieux Gentleman ; la peur de l'Esprit des Ténèbres subsiste durable dans les mysticismes désaffectés. Il se remit ; l'aspect de ce gros homme n'avait rien de satanique. Non ! C'était un fou, un maniaque laissé en liberté ! Il fallait en rire. Le gros homme l'examinait avec une douce commisération ; il interrompit les pensées de sa victime :

— Vous me prenez pour un toqué, parce que je vous dis que je suis le Diable, monsieur?

Martial n'osa, par politesse, contredire celui qu'il jugeait effectivement comme un dément :

— Non, monsieur... Seulement le Diable, si vous l'êtes, n'a pas coutume de se promener ainsi, dans les rues de Paris, au début du vingtième siècle.

— Qu'en savez-vous? — reprit l'autre. — Vous en êtes resté à la conception que la légende vous a imposée. Le Diable? il a le pied fourchu ; il est maigre ; son front s'orne de cornes ; il est mélancolique. Me croiriez-vous incapable de m'adapter au temps où vous vivez? Allons, monsieur, je ne suis plus Lucifer, le démon orgueilleux, le plus beau de tous les anges révoltés, qui fut précipité pour avoir tenté de gagner l'Empire des Cieux; je ne suis pas non plus l'être inquiétant qui présidait à ces grotesques cérémonies du Sabbat, il y a huit siècles, et que vos modernes thaumaturges sollicitent en

vain ! Je suis de tous les temps ; je me suis plié à la règle présente, et je me suis gardé de vous effaroucher, en me présentant à vous, sous un costume qui vous eût effrayé. Les théologiens prétendent que ma grande force consiste à me faire nier. Ils errent, les pauvres ! Ma force est dans ma faculté d'adaptation. Récapitulez : dans votre langage, vous découvrirez mille expressions, par lesquelles vous m'octroyez une publicité admirable ! Quel juron est plus fréquent que celui-ci « Diable ! » Il est vrai que depuis cent ans, le général Cambronne m'a bien fait du tort ! Tout de même j'interviens, malgré vous, dans votre vocabulaire. Il ne se passe pas une journée où vous ne citez mon nom. Un mendiant est un « pauvre diable », un enfant remuant est un « petit diable ». Vous logez le diable dans votre bourse, ou vous le tirez par la queue, etc., etc... Vous me rendez un culte, vous autres libres penseurs, que vous refusez à mon Ennemi ; je vous tiens par vos vices, par vos faiblesses ; je vous tiens par la vie que le Créateur vous a donnée, et dont vous usez à mon gré parce que je l'ai subtilement ornée de délices et de pièges. J'ai, pour l'espèce humaine, un immense amour ; je la surveille comme un troupeau docile, car je possède ainsi que l'Autre le don d'ubiquité ; ne nous égarons pas dans le métaphysique religieuse. Je suis le Diable, voilà l'essentiel en ce qui vous concerne !

Martial écoutait ce conférencier avec une stupéfaction raisonnante. Il avait entendu, au cours de visites charitables en des asiles, des déments affirmer qu'ils étaient le Père Éternel, ou l'empereur de Chine ; aucun n'avait prétendu être le Diable ! La nouveauté de cette démence étonnait un banquier bourgeois, exempt de crédulité, presque privé de toute croyance. Le Diable devina cette malhonnêteté.

— Mon cher monsieur, — déclara-t-il sur un ton plus agressif, — vous commencez à m'échauffer les oreilles ! Je viens ici pour un marché loyal, et vous doutez de mon identité !...

— Cependant, qui me prouve que vous êtes le Diable ! — rétorqua Martial, libre penseur.

— Vous exigez des preuves, pauvre sot !

Le Diable toisa son partenaire avec une pitié surhumaine.

— C'est tout de même vexant, — ajouta-t-il, — d'être éter-

nellement considéré comme un prestidigitateur, un illusionniste ! Vous réclamez du miracle, même de Satan ! Et ces gens-là prétendent à l'infaillibilité de la Connaissance ! Poussière !... Enfin puisque vous en exprimez le désir, je vais vous offrir quelque tours de passe-passe. Mais vrai, entre nous, le docteur Faust était moins ambitieux que monsieur Bienvenu ! Il se contentait de Marguerite au rouet ! Ce n'était qu'un pâle intellectuel. Passons ! Donc vous voulez une séance, à votre bénéfice? Je vous l'offre : voyons ! il est sept heures, la nuit couvre de ses voiles ma Ville !... Que la lumière soit !

Et la lumière fut ; la place de la Bourse resplendit sous la clarté du Midi estival; allègres, de nombreux figurants se pressaient sur le péristyle du Temple ; des clameurs s'échangeaient entre boursiers; les rues se remplissaient de passants affairés...

— Allons plus loin, — continua le Diable, — voulez-vous que je change le kiosque de journaux en chalet tyrolien, et ce sergent de ville en bergère Watteau?... Que ce soit !

Et ce fut !

Martial, consterné, se retourna vers le magicien :

— Vous êtes vraiment le Diable !

— Merci pour cet acte de foi ! — dit le gros homme ; — remettons toutes les choses en l'état !

Et la nuit de nouveau s'appesantit sur la place de la Bourse, déserte. Martial recula sa chaise. On n'entre pas aussi facilement dans l'Inconnaissable, quand on a été élevé par des parents du Tiers. Il éprouvait une envie incoercible de se sauver ; le Diable le retint :

— Pardon, mon jeune ami ! nous avons une affaire à conclure...

— Plus tard, — implora Martial, — je suis fatigué.

— Non. Le Diable n'attend pas !... Vous m'avez proposé un marché ! Je vous ai rassuré, quant à mes ressources. J'entends que nous terminions séance tenante. Vous êtes fichu, mon petit ! Acculé au suicide. Je vous achète votre âme, sur pied, et je suis bon prince des Ténèbres ! Qu'est-ce que vous en voulez ?

Martial apprit ainsi qu'il avait une âme! Beaucoup de Parisiens ignorent qu'ils ont une âme, et qu'elle est précieuse. Faute de s'en aviser, ils la laissent, comme qui dirait, négliger ;

ceux qui passent de vie à trépas ont la révélation dernière d'une richesse insoupçonnée : « Tiens j'avais une âme ! » Il est bien temps.

Le jeune banquier ne se perdit pas en des spéculations religieuses ; il ne vit que ceci : il avait encore quelque chose à vendre, et l'acheteur ne lésinait pas sur le prix. Les instincts commerciaux se réveillèrent :

— Hé ! une âme comme la mienne vaut un bon prix !...

— Mon garçon, — dit le Diable, — je vous ferai observer que tout à l'heure vous étiez décidé à vous tuer, et, qu'en pareil cas, votre âme me serait revenue, par la voie ordinaire, sans bourse délier.

— Satan est bon logicien ! Toutefois, j'aurais pu, au dernier moment, me raviser !

— Naturellement ! — s'exclama la Diable dépité. — Vous abusez de la situation. Je vous ai laissé entendre que je préférais un marché immédiatement conclu. J'avoue ma faiblesse. Je suis, moi aussi, par essence un amateur d'âmes. La vôtre me plaît, parce qu'elle est intacte : Tenez, je ne vous cache rien : vous auriez peut-être échappé à l'enfer, comme ayant agi sans discernement !

Martial fut vexé. La noblesse de l'acte qu'il méditait d'accomplir disparut. Il balbutia :

— Vous êtes par trop aimable ! Traitez-moi de crétin, pendant que vous y êtes !

— Allons ! ne vous fâchez pas parce que le Démon du Mensonge vous met en présence de la Vérité ! Ne perdons pas les minutes ; votre prix ?

— Un million ! — fit nonchalamment Martial.

— Tope là ! — répondit le Diable.

— Un instant ! Un million par jour !

Martial avait risqué cette rectification, parce qu'il espérait forcer ainsi l'Esprit des Ténèbres à reculer. Le Diable, en effet, parut perplexe :

— Diable ! — dit-il — Vous n'y allez pas de main morte ! une rente viagère d'un million par jour !... Une rente viagère de trois cent soixante-cinq millions par an, sans compter les bissextiles ! Et vous me paraissez bâti pour vivre jusqu'à la plus estimable vieillesse !

— Vous m'en avez donné le désir.

Et Martial ajouta d'un ton qui supprimait tout marchandage :

— C'est à prendre ou à laisser. Si vous hésitez, j'entre dans les ordres !

Le Commandeur du Mal trahit sa rage; il n'avait plus la figure bonasse de tout à l'heure ; il ne retint plus sa colère :

— Fils de la Femme !... Chien maladif !... Tu tâches de me pousser à bout, afin que je t'abandonne à ta misérable destinée!

— Si vous êtes vraiment le Diable, — reprit placidement Martial, — qu'est-ce qu'un malheureux million quotidien pour vous qui êtes le Maître de l'Or !

— Vous en parlez à votre aise !... J'ai d'autres canailles que vous à subventionner, dans toutes les planètes ! Le prix des consciences s'est haussé, tandis que l'Or, mon Or, s'avilissait. Quelle époque. On me ruine ! Et vous serrez bien avancés, tas de fripouilles, si je me retire des affaires?

Le lock-out du Démon! C'était la fin du négoce universel! Une minute tomba dans l'Éternité.

L'éminent ubiquiste qui s'était révélé à Martial, s'absorba en une méditation silencieuse ; le gros petit bourgeois supputait les bénéfices du marché ; Martial ne savait s'il lui fallait se réjouir ou se consoler, en cas que l'acheteur rompît les négociations. Tout cela pour lui, était de la féerie, un songe cocasse, né d'une surexcitation nerveuse... Après tout, on ne sait pas ! Le domaine de l'Inconnaissable s'ouvre à vous, à l'improviste. Qu'est-ce qu'il risquait, ce triste banquier, à poursuivre son rêve comique, dans les conditions normales d'une affaire?...

Au bout de quelques instants, le Diable réintégra sa contenance doucereuse ; et ce fut d'une façon tout à fait gracieuse qu'il s'exprima, comme suit :

— Eh bien ! Mon jeune ami ! c'est entendu ! j'accepte. Vous aurez votre million chaque jour, livrable à minuit une minute, ou plutôt à zéro heure une minute, au chevet du lit, que vous occupez, et cela, toute votre vie durant. Je suis beau joueur : dès à présent, vous êtes exempt de ces maladies, de ces accidents, que j'aurais pu, si aisément, provoquer. Vous n'avez rien à craindre pour votre précieuse humanité.

Mais souffrez que je pose mes conditions : l'argent que je vous donne, vous *devez le dépenser* ! C'est-à-dire qu'il vous est interdit de le *donner*, surtout à ces Pauvres, qui sont mes pires ennemis. Mon argent ne saurait servir à ma confusion ; dès à présent vous achèterez. Achetez tout, des objets, des hommes, des femmes, mais achetez. Vous avez vingt-quatre heures pour dépenser le million, que vous trouverez près de vous. S'il subsiste la moindre parcelle de cette somme, lorsque minuit sonnera, vous mourrez, et votre âme m'appartiendra ! Réfléchissez bien avant de vous engager.

— C'est tout réfléchi ! — dit Martial, qui n'avait d'ailleurs pas réfléchi. — J'accepte !

— Dans ce cas, signons un petit papier, afin de consacrer nos accords ! Je prends le verso de cette feuille au recto de laquelle vous vous prépariez à écrire vos dernières volontés, et que vous destiniez au commissaire de police du XVIe arrondissement.

Le Diable s'empara du papier, sortit de sa poche un stylographe, écrivit quelques lignes où se trouvaient résumées les stipulations ci-dessus énoncées. Il signa : « Le Diable », et passa la feuille à Martial, qui relut machinalement les clauses de cet étrange contrat : le rêve se tournait en cauchemar ; Martial, incapable d'une défense, contresigna à son tour ; cependant, par une vieille habitude, il réclama :

— Et le double ?

Le gros monsieur ne se fit pas prier, il plaça une feuille blanche sur celle qu'il venait d'écrire, passa la main, et la copie du traité bizarre apparut.

— Gardez-le dans vos archives, — dit le Diable en offrant le traité à Martial, qui le mit dans sa poche, — ça vous servira le cas échéant. Nos conventions entrent en vigueur dès le minuit prochain. A bientôt, mon jeune monsieur, et portez-vous bien ; je vous laisse les consommations !

L'étrange petit homme se leva et s'en fut, absorbé par les ténèbres.

***

Martial resta dix bonnes minutes dans un état d'esprit jouxtant la stupidité. Puis il essaya de se remémorer les

incidents qui s'étaient déroulés depuis le départ de Tambouille. Il avait dû s'endormir, tandis qu'il fouillait dans son passé, afin d'y découvrir une « affection sincère ». Le choc nerveux du désastre, la fatigue des nuits sans sommeil, expliquaient cette soudaine somnolence, durant laquelle il avait rêvé ! Aucune autre explication n'était admissible ! Il avait rêvé ! Le Diable ! La conversation ! Le traité ! Tout cela n'était que songes creux. Pourtant la feuille de papier à en-tête de l'établissement, sur laquelle il avait tracé la première ligne de son épître au commissaire, avait disparu ! Le vent, sans doute, l'avait emportée. Martial se passa la main sur le front, siège de la pensée, d'après les meilleurs phrénologues, but le reste de sa menthe verte, et frappa de son doigt contre la vitre du café ! Le garçon intermittent jaillit de la porte, en criant : le « Voilà ! » de rigueur, puis il ajouta :

— Tiens, monsieur Bienvenu je vous avais oublié ! Vous êtes encore à la terrasse ! Vous vous êtes endormi là bien sûr.

— Quelle heure est-il ? — fit Martial.

— Huit heures et demie. Nous allons fermer. Dépêchez-vous d'allez dîner ; ou vous ne trouverez plus rien dans les restaurants.

— Oh ! Je n'ai pas faim ! Dites donc, Francis, voici cent sous ; prenez dessus ma consommation et celle du monsieur qui était là tout à l'heure !

Le garçon se mit à rire :

— Quel monsieur ? Je n'ai servi que vous, monsieur Bienvenu !

— Comment ? J'ai parfaitement vu, à cette table, un petit gros bourgeois, qui buvait un apéritif noirâtre ; j'ai même causé avec lui.

— Regardez !... La table est vide : à cette heure, nous n'avons pas de clients à la terrasse, — ajouta le garçon, en manière de justification.

Martial solda sa dépense somptuaire, et s'en fut dans un bouillon Duval, où il recueillit les restes des plats du jour. Il n'éprouvait aucune ambition d'établir une controverse avec lui-même sur sa rencontre avec le Diable, et ce qui s'en était suivi : « J'ai dormi ; j'ai rêvé. » Avec cette commode

appréciation, il se rasséréna. Il ne songeait plus à détruire son individualité ; au contraire, il se gratifia de quelques solides raisons, dûment élaborées en son cerveau, de survivre à un déshonneur qui n'est pas si déshonorant que ça... Il avait été malheureux !... c'est fréquent dans les affaires. Le tout est de tenir le coup !... Les banques sont toujours prêtes à aider une des leurs qui périclite ! La vieille renommée des Bienvenus ! Sapristi ! C'était quelque chose !... Avec du travail, de la prudence, et surtout avec l'appui des confrères obligeants, il se relèverait !... La petite Bourse courrait au secours d'un des siens en péril ! Il y a des situations difficiles, dont d'autres et des plus huppés sont sortis, que Diable !... Ah ! voilà un mot malheureux ! Que Diable ! Le rêve bizarre !... Pas de faiblesse ! On est matérialiste, ou on ne l'est pas ! Rentrons chez nous ! nous verrons après.

Le chef de la Banque Bienvenu regagna le domicile modeste qu'il occupait au rez-de-chaussée d'une maison située au milieu de l'avenue de Villiers. Personne ne guettait son retour ; il était venu, ainsi que de coutume, à pied par les larges rues désertes, sous la lumière indulgente de la lune. Son pas sonnait égal, tel celui d'un sergent de ville. L'écho en répétait le bruit comme si quelque détective avait filé ce banqueroutier naïf. Martial annonça son patronyme au concierge, et pénétra dans le paisible domaine de Martial Bienvenu. Un appartement, qui eût été agréable, s'il s'y fût trouvé une compagne pour accueillir l'arrivant ; le froid de la solitude tomba, plus cruel ce soir-là, sur les épaules de l'infortuné célibataire. Il n'est pas bon que l'homme soit seul. Il dépose son chapeau, sa canne, son manteau, ses gants, sans hâte. Il est très fatigué, l'homme seul ! Il a une terrible envie de dormir, et d'échapper ainsi à ses soucis. Tant de fatigues l'ont exténué ! Cette tension nerveuse de l'après-midi ! Ce songe ensuite, ce songe grotesque au café ! Martial est dans sa chambre ; suivant un rite coutumier, il ouvre le tiroir de sa table de nuit, pour y déposer sa montre, son portefeuille, son épingle de cravate, les bagues qui lui viennent de son père ! Tiens ! Qu'est-ce que c'est que ça ! Le revolver tout préparé, pour mitrailler des cambrioleurs éventuels. Il avait, tout à l'heure, une autre destination ; mais il ne faut point se presser. Il sera toujours

temps demain, à tête reposée, de prendre des déterminations. Vidons nos poches ; le mouchoir, la monnaie, le stylographe, l'étui à cigarettes, le machin aux allumettes ; les papiers, celui-là qui porte l'en-tête d'un café : « Je soussigné, Martial Bienvenu, cède, en toute propriété, mon âme aux Diable, et accepte les conditions suivantes... » Oui ! C'est l'illusion qui continue !... Martial a dû griffonner ces lignes, distraitement, tandis qu'il rêvassait là-bas, à la terrasse de l'estaminet. Si on se couchait? Il est onze heures et demie ; la machine à réfléchir fonctionne mal. Le lit est là, tout près, large ouvert, ouvrant ses draps, comme pour inviter à ne plus penser. Martial revêt vivement son pyjama, s'étend voluptueusement sous la couverture, et tandis qu'il éteint la flambeau électrique, il s'endort du sommeil de l'Injuste.

***

Tambouille était arrivé à temps pour prendre son honnête train de cinq heures et tant. Il n'avait pas lu les journaux du soir, ni distribué des « bonsoir » distraits à ses habituels compagnons de seconde classe. Rentré chez lui, il communiqua sans retard à sa chère moitié les inquiétudes dont il était agité :

— Monsieur Martial a sauté ! Il se tue cette nuit ; je dois, demain matin, recevoir livraison de son cadavre !

Madame Tambouille chut en des perplexités qui la rendirent silencieuse. Après quoi, elle servit le dîner de son homme parce que ça, c'est sacré ! Et s'en remit à la Providence du soin d'arranger les choses. Le caissier n'avait pas faim ; il écorna les plats et s'en fut se coucher de très bonne heure. En somme, les événements étaient les plus forts ; dormir est une solution.

Le lendemain, Tambouille n'avait pas reçu du ciel l'idée de génie qui lui eût permis de sauver les affaires trop compromises de la Banque Bienvenu. Il se soumit à l'inévitable, se leva, but son café au lait, prit son train. Qu'y pouvait-il? Rien ! Il se rendrait avenue de Villiers ; la femme de ménage, arrivée avant lui, lui ouvrirait et l'avertirait : « Monsieur Tambouille ! Quel affreux malheur ! » Ou bien elle ne serait pas

entrée dans la chambre tragique ; alors, c'est à lui Tambouille qu'il appartiendrait d'effectuer les premières constatations ! Des deux hypothèses, la seconde était la plus désagréable, et naturellement ce fut celle qui se réalisa. Tambouille sonna, avenue de Villiers, fut admis par madame Magen, qui ne paraissait pas émue et qui le salua par l'habituel avertissement :

— Mettez votre parapluie dans le vase, je viens de finir l'antichambre.

— Monsieur Bienvenu n'est pas levé?

— A cette heure-ci? Neuf heures?... Vous ne voudriez pas ! — observa madame Magen, qui s'était levée dès le potron-minet et qui ne pardonnait pas ça aux exploiteurs du travail.

Tambouille se sentit envahi d'une envie irrésistible et naturelle de reconquérir son parapluie, et de se sauver.

Le sentiment du devoir triompha de cette lâcheté passagère. Il se raffermit pour dire :

— J'ai quelque chose de très urgent à communiquer au patron ; il faut que je le voie ce matin. Il m'attend.

Madame Magen ne répliqua pas ; elle alla droit à la chambre de son maître, suivie du caissier qui rassemblait tout son faible courage. Elle frappa du doigt à l'huis, un coup... Rien. Trois coups plus impératifs... Rien !...

— Ma foi, entrez toujours, vous avez le droit, vous !

Tambouille connut la minute la plus cruelle de son existence, un instant il souhaita que la porte fût fermée à clef ; dans ce cas, il aurait fallu requérir l'assistance de la police, et le reste regardait le magistrat municipal ! Mais non, la porte n'était pas fermée ! Elle s'ouvrit sans se faire prier.

— Le commutateur est à gauche, — avertit madame Magen.

Tambouille tâtonna, trouva le bouton, le tourna en frissonnant, quel spectacle allait éclairer l'ampoule du plafonnier?...

Quel spectacle ! Martial Bienvenu, la tête dans ses oreillers, ronflait rythmiquement. A cette seconde, le caissier ressentit une certaine déception ! Le patron ne s'était pas tué ! Évidemment, il valait mieux qu'il en fût ainsi. Mais tout de même !... Est-ce bien convenable, d'affoler les gens, en leur

promettant un drame, de leur faire passer douze heures d'angoisse, de les convoquer pour une cérémonie douloureuse, et de faire faux bond dans l'Éternité ? Madame Magen remarqua :

— Il n'a pas sorti ses vêtements pour que je les brosse ; il a dû rentrer tard, après avoir fait la noce avec des amis ! Il n'est pas sérieux ! Où ça le mènera-t-il. Enfin je vais nettoyer ses frusques... Je vous laisse.

Elle partit, emportant les habits, ainsi qu'une proie.

Tambouille, abandonnant toute tristesse, s'approcha du lit, et poussa quelques-uns de ces cris inarticulés dont on a coutume d'éveiller les dormeurs : « Hé! Hô!... um... Broum!... » Martial se retourna, ouvrit les yeux, en clignant, parce que la lumière du plafond les suffoquait, alluma d'une main égarée, le flambeau du chevet, et prononça ces paroles mémorables :

— Voulez-vous me f... la paix ! Je dors !...

— Monsieur ! — reprit le navré Tambouille, — je suis votre employé à qui vous aviez donné, hier, rendez-vous !

Martial s'assit, regarda Tambouille comme si c'eût été un objet de haut luxe ; il abaissa ses regards sur le lit, passa des phalanges distraites dans sa chevelure; soudain, il renaquit à ce triste monde ; il se rappela les incidents de la veille, sa ruine, l'engagement qu'il avait pris de ne pas survivre au déshonneur ; sa rentrée au logis. Il murmura, un peu honteux :

— Excusez-moi, Tambouille, si je ne me suis pas suicidé ! J'étais trop fatigué hier soir !...

— Tant mieux !... — dit Tambouille, avec une affectation de joie peu sincère. — Vous avez réfléchi !... Vous prenez le train ?...

Martial allait répondre ; ses regards tombèrent sur la table de nuit, et ce qu'il y découvrit le rejeta dans une stupéfaction surhumaine : là, près du flambeau, il y avait une pile de billets comme on n'en voit pas souvent, des billets de dix mille francs !... Il saisit la liasse, et compta : il effeuilla du pouce cent coupures de cinq cents louis. Le Diable avait payé rubis sur l'ongle ; il n'avait même pas retenu la commission d'usage !

Tambouille faillit tomber à la renverse ! Il comptait, lui

aussi, du regard, les paquets de billets, à mesure que son maître les étalait sur la couverture. Un million !... Il y avait là un million, en papier régulier !... Jamais il n'avait vu pareille somme de sa vie !... Il osa formuler un doute :

— C'est des fafiots de la Sainte-Farce?

— Vérifiez ! — répondit Martial en lui indiquant les tas de paperasses somptueuses qui gisaient sur les draps.

Tambouille saisit les liasses, il en regarda les feuilles, une à une, les observa en transparence sur l'écran lumineux de la lampe, les essaya de l'ongle, puis d'un crayon spécial, que tous les caissiers possèdent. Il dut avouer :

— Oui ! ce sont bien de vrais billets de dix mille francs !

Martial, pendant ce temps-là, renouait les souvenirs de la nuit dernière. Ainsi, c'était possible !... Il avait vendu son âme au Diable, et le Diable exécutait le marché !... Chaque jour, le dernier descendant des Bienvenus aurait un million à sa disposition !... Pendant combien de jours? Peu importait !... Il détenait le pouvoir suprême de l'Univers; il avait le moyen de tout acheter !... Aucune fantaisie ne lui était désormais interdite.

Tambouille, ce nonobstant, était pris de scrupules, qu'il traduisit ainsi :

— Monsieur Martial, vous êtes sauvé ! Et nous avons de quoi couvrir le passif. Mais me sera-t-il permis de vous demander, respectueusement, quelle est la provenance de cet argent.

— Ne vous inquiétez pas, Tambouille ! Après votre départ, hier, j'ai rencontré un Américain milliardaire, je lui exposai ma triste situation ; il voulut bien s'intéresser à moi ; la Banque Bienvenu, soutenue par des capitaux solides, peut prospérer. Cet Américain, monsieur Old-Nick (gardez son nom secret), m'offre ce que je veux ; il m'a même confié cette première mise de fonds : il n'a mis qu'une seule condition : « Le bruit de votre pouff a dû inquiéter votre clientèle ; les bourgeois qui vous ont confié des fonds viendront, en masse, les réclamer : payez à bureaux ouverts. Votre crédit est consolidé : pour avoir résisté à ce coup, votre Banque sera plus robuste que jamais. Ainsi, c'est bien compris? Votre caissier, s'il est intelligent, devra rembourser tous les dépôts,

jusqu'au dernier sou. Il faut que ce million y passe ! Je le veux ! » Tambouille, je peux me reposer sur vous? Vous exécuterez la consigne ! Je ne paraîtrai pas au bureau ; laissez entendre que je suis en fuite, et payez, payez, mon ami ! Il ne faut pas qu'il reste un centime de ce million à six heures !...

— N'ayez crainte, — dit le jovial Tambouille. — Tous les déposants seront remboursés !...

— Là-dessus, mon cher, permettez que je me rendorme !

Martial se renfonça dans ses oreillers ; Tambouille enfouit les billets dans son paletot, éteignit discrètement les lumières, et s'en fut. Martial reprit son rêve interrompu.

Le caissier, à son arrivée, trouva la Banque en désarroi ; les employés l'assiégèrent :

— Le patron a sauté ?... C'est le dernier tuyau de la Bourse !

Le vieux, observant la consigne, hocha la tête :

— Oui !... Quelle tristesse !... Ah ! ces jeunes gens !... Consolez-vous, vous serez payés !...

Il entra dans la cage vitrée où l'on enferme les caissiers. A partir de dix heures, les clients se pressèrent ; la rumeur publique leur avait appris le danger que couraient leurs économies; ils étaient irrités et penauds; les premiers s'excusèrent :

— J'ai besoin de mes disponibilités !... Est-il vrai que monsieur Bienvenu ait sauté ?

Le caissier les réconfortait avec de bonnes paroles insidieuses :

— Oui ! Ce pauvre monsieur a eu de la déveine... Mais il a payé : voici votre compte !

Les autres furent plus insolents :

— Mon argent ! il me faut mon argent !

A ceux-là, Tambouille répondait :

— Eh ! Ne criez pas si fort !... Le voilà, votre sale argent !... Vous ne perdez rien !

Des encaisseurs apportaient des effets ; il n'y a pas d'effet sans cause. Tambouille payait, d'un air navré. Au fond de lui-même, il se réjouissait de servir une combinaison financière, dont il ignorait la portée. Les employés du bureau, prêts à donner leur démission, dès les premières heures du travail, étaient repris d'un zèle inaccoutumé... Cependant

Tambouille payait, inlassablement. Il épuisa ainsi sa provision de numéraire, juste à l'heure où la Banque ferma ses portes. Martial, alors, se présenta, frais, pimpant, le cigare au bec.

— Eh bien, Tambouille, — dit-il, — vous avez suivi mes instructions?...

— Il ne me reste plus un centime, monsieur.

— Je suis très content. La Banque Bienvenu, au lendemain d'une défaite, a payé à bureau ouvert !... Notre papier n'a pas subi de dépréciation !

Puis se tournant vers les employés, il ajouta :

— Mesdames, messieurs, ceux qui désireraient me quitter n'auront qu'à passer demain à la caisse; je leur octroie trois mois d'appointements.

Personne ne bougea.

Martial s'était réveillé à midi; suivant sa coutume, il s'était rendu au petit restaurant où il avait l'habitude de déjeuner. Sur le chemin, il croisa quelques amis, qui se détournèrent pour ne pas le saluer :

« Tiens ! pensa-t-il gaîment ! Ils sont au courant de ma déconfiture. Comme les nouvelles vont vite, à Paris ! »

Au restaurant, il commanda un repas modeste, qu'il dévora; il avait cet appétit robuste que ne contrarie nulle inquiétude.

Au moment de solder l'addition, il n'aveignit de son gousset que trois francs... Le maître d'hôtel lui apporta une note de dix francs. Martial jeta ses trois francs sur l'assiette :

— Tenez ! Voici pour vous : je paierai la note demain. Je suis sorti sans argent,

Le maître d'hôtel, ravi, s'inclina, aida le client à revêtir pardessus et à coiffer chapeau. Martial s'égaya beaucoup de cette aventure. « Je suis milliardaire, et, pour la première fois, j'ai une ardoise au restaurant !... Je ne possède même pas les trente sous d'un fiacre !... Et je tenais, ce matin, un million dans les mains !... Comme la vie est curieuse, tout de même ! » Il se dirigea, par la rue Royale et les Champs-Élysées, vers le Bois de Boulogne. Il se découvrait une âme neuve : plus d'inquiétude, plus de soucis ! Tout était resplendissant sur sa route. Avait-il remarqué, auparavant, la dou-

ceur facile des avenues, l'offre sournoise des boutiques? Le bruit des autos, des voitures, l'étourdissaient délicieusement. Et cet Arc de Triomphe, créé pour le défilé d'une armée victorieuse ! Et cette merveilleuse avenue du Bois ! Et ce Bois, que l'on a tort de négliger ! Martial allait, droit devant lui, saluant les aspects de la ville, qui lui paraissaient fleuris d'inédit. Vers cinq heures, il s'avisa de sa fonction première, celle de banquier. Un souci âpre le tenailla : « Pourvu que Tambouille ait dépensé son million ! » Il avait encore en poche les quinze centimes d'un métro. Ainsi, il regagna la Banque Bienvenu, où tant d'incidents avaient ému Tambouille. Au moment d'entrer chez lui, il trouva dans son gousset le cigare conquérant, qui est le fidèle ami du boursier. Et il poussa sa porte, en souhaitant : « Pourvu que le million soit dilapidé ! »

Les employés se retiraient ; Tambouille était radieux. Il ne restait plus un fifrelin à la caisse ! Martial, très gêné, n'osa pas entamer la conversation avec son caissier; il se décida :

— Tambouille, je suis très content de vous ! Vous avez fidèlement exécuté mes ordres,

— Merci, monsieur Martial ! J'ai fait de mon mieux.

— A propos, — ajouta Martial, sans à propos, — je suis un peu démuni d'argent : pouvez-vous me prêter dix francs ?

Tambouille n'en était pas à une surprise près, depuis vingt-quatre heures. Il fouilla dans ses poches, et, finalement, étala les dix francs en petite monnaie.

— C'est tout ce que j'ai !...

— Merci, — fit Martial, en ramassant les pièces, — ça me suffira. Je vous les rendrai demain !

Il revint au bouillon Duval, dont la servante, Julie, était si accorte. Tambouille, lui, arriva juste à temps pour grimper dans le train de six heures seize ; mais il se demandait encore comment il se faisait que son chef qui lui avait remis, le matin, un million en billets, pouvait lui emprunter, le soir, dix francs pour aller dîner.

***

Ce que devint la Banque Bienvenu n'est plus à considérer ; l'héritier de cet établissement ne se serait pas mesuré avec le Diable en ces joutes de finance où le Malin ne craint point d'adversaire. Cette honnête boutique n'était, dorénavant, qu'une façade fort commode, derrière laquelle s'abritait la responsabilité du nom. Des esprits chagrins eussent trouvé qu'un boursier, la veille réduit aux expédients, se fût, le lendemain enrichi ; ils n'eurent pas la tentation de s'enquérir, puisque la Banque était là, qu'elle payait et recevait, que le même nombre d'employés flânaient le long du comptoir. Une rumeur circula : « C'est une maison de tout repos ! Elle a résisté à tous les assauts. Elle travaille avec l'Amérique du Sud. Le patron, entre nous, est un bon petit jeune homme, plutôt médiocre ; c'est le caissier Tambouille qui mène tout le bazar ; un vieux roublard, celui-là ! Il a l'air idiot, mais il est rudement fort ! Nous ne pouvons pas lui arracher son secret ! Tenez !... les Redskinn ont dépensé des sommes folles pour se renseigner ; le vieux Tambouille a opposé une stupidité impénétrable à toutes les tentatives d'espionnage ; ce qu'il y a de plus symptomatique, c'est que cette Banque, si florissante, qui s'enorgueillit du plus beau crédit de Paris, ne fait pas un sou d'affaires sur la place ! Cependant, M. Martial Bienvenu dépense un argent ! Il achète toutes les maisons de rapport, aux alentours de la Bourse ! Il a douze automobiles, trois châteaux en Touraine, deux villas à Biarritz, autant à Cannes !... Ça finira mal ! »

Martial, le premier mois, vécut en prodigue ; sûr de palper, chaque matin, la prébende du Diable, il prit une belle avance sur les paiements quotidiens ; en huit jours, il acquit un hôtel, deux chasses, cinq amis intimes titrés, une danseuse célèbre, plusieurs mobiliers de prix, mille hectares en Beauce, soixante-quinze briquets en or, des parchemins qui prouvaient à n'en pas douter, que la famille Bienvenu s'était couverte de gloire aux Croisades ; quarante appartements en quarante Palaces étaient nuit et jour prêts à le recevoir. Un peloton de secrétaires attendait ses ordres ; ces dévoués serviteurs avaient

mission de retenir, au prix fort, tout ce qui était à vendre. Au bout de trente jours, le Maître de l'Or avait dépensé cinquante millions ! Par un reste d'économie bourgeoise, il fut près de s'arrêter. Si le Diable se lassait? Le Diable ne se lassait point ; le million tombait, à l'heure fixée, sur la table de nuit.

Ce soir-là, Martial eut la fantaisie de visiter les quais. Il s'étendit sous le pont de l'Alma. A minuit sonnant, le paquet était là : cent billets de dix mille francs, inexorables ! On ne dépiste pas Satan ! Auprès de Martial, quelques pauvres bougres dormaient à poings fermés ; un seul de ces billets les eût rendus riches; mais le malheureux riche avait aliéné sa plus précieuse propriété, le droit de donner. Il ne l'ignorait pas ; la veille, il avait rencontré une fillette, qui mendiait, et qui le poursuivit de ses supplications jusqu'à son automobile. Il avait tiré, de son portefeuille, un chiffon de papier de mille francs ; il le tenait tout déployé ; il l'avait offert à la petite ; quand il abaissa son geste, il n'y avait plus de billet entre ses doigts. Il avait transgressé les stipulations du pacte : « On ne peut pas donner l'argent du Diable, qui ne sert qu'à l'achat. » La mendiante n'avait rien à vendre, pas même un bouquet de violettes ! Elle demeurait déçue, devant ce beau monsieur qui avait tiré son portefeuille ; ce fut une désagréable seconde. Martial murmura le traditionnel : « Je n'ai pas de monnaie », et grimpa dans son auto. Il avait, du coup, envisagé la tristesse de son avenir ; on peut tout acheter, des joyaux, des terres, de la considération ; on peut acheter des messes et des indulgences. Il n'y a qu'une chose qui ne se vende point : c'est le sourire reconnaissant d'une pauvresse, à qui l'on a donné l'aumône. Martial revit la figure désolée de la petite qui ne vendait rien. Les malheureux étendus sous l'arche du pont, n'avaient rien à brocanter que leur force assoupie ; il s'éloigna d'eux, en portant plus lourd le lourd fardeau de son million. Il était condamné à l'égoïsme...

Cette nuit, dans sa chambre de l'avenue de Villiers, dont il n'avait pas résilié le bail, Martial établit ses comptes : il était encore en avance de vingt jours. Au lieu de se plonger dans le repos, il supputa les chances qu'il avait de prolonger

son crédit : vingt jours ! Qu'est-ce que cela ! Durant ces vingt jours, il lui faudrait inventer d'autres stratagèmes, pour se débarrasser de l'or maudit. Il avait lancé une circulaire chez tous les notaires, se portant acquéreur de toutes les terres, de tous les immeubles, quels qu'ils fussent, et quel qu'en fût le prix proposé. Il payait comptant, content de payer. Cet afflux de numéraire allait troubler les transactions ordinaires ; en forçant l'offre, il effarouchait la demande, et la restreignait. Il y avait une limite à ce marché ; l'Autre l'avait calculée. Après cela, que resterait-il? Les objets d'art, les joyaux? Et après? Les industries. Et après? Les hommes. Et après? Rien.

Le terme était inévitable : le jour où le million ne serait pas dépensé, Martial mourrait, désespéré, et s'en irait tout droit rôtir en Enfer. Jusque là, il devrait mener le train des financiers qui reculent à l'aide d'expédients la culbute finale. C'est tout de même vexant, de se sauver d'une ordinaire banqueroute, pour se voir acculer à une autre banqueroute, qui s'ornemente seulement d'être spirituelle, quoique définitive.

Dès le lendemain, avec une fiévreuse activité, le débiteur du Diable se mit à l'ouvrage ; le plus riche des humains, le détenteur de la plus formidable fortune qui ait offusqué la Société, dut travailler comme ne l'eût pas fait le dernier des manœuvres : il ne dominait plus l'or satanique ; la force ténébreuse l'avait asservi. Plus de paix, partant plus de joie ! Aux premiers jours de sa fortune, il avait goûté l'allégresse de gaspiller, de jeter à la rue les assignats ; tout était neuf, pour lui, toutes les sensations de richesse l'émouvaient délicieusement ; plus d'inquiétude ! Demain rassurant serait pareil aux autres demains ; il en arrivait à s'éblouir. A partir d'aujourd'hui, le souci était né, l'âpre souci qui gâterait toutes ses satisfactions : « Suis-je en avance sur le Diable? » Le combat s'établissait : fini de rire ! Il fallait disputer la pauvre âme au voleur de nuit. La masse des millions montait lentement, contre laquelle il importait de dresser une digue de dépense, de défense. Nous nous lamentons sur la dure peine des pauvres; nous ignorons le fardeau de l'homme riche. Ce fardeau-là, on n'en calcule pas la pesanteur. Martial, mordu de regrets tardifs, se répétait : « Si j'avais demandé cent mille francs,

au lieu d'un million, la vie serait belle ! » Le million, c'était le chiffre de ses dettes, au soir où le Diable avait conclu le marché ; en sorte que ses dettes, soldées, pèseraient quand même sur tous les soirs ; soirs sans sommeil, soirs d'anxiété, de patientes opérations ; par un coup du sort, les capitaux de l'Enfer, aussitôt employés, prospéraient, d'une manière ironique. Tout réussissait ! Une entreprise, vouée à la débâcle, se relevait dès que Martial s'en rendait acquéreur. Il se produisit ainsi un phénomène économique dont les spécialistes des choses financières ne parvinrent jamais à découvrir la cause. La France, alimentée par des subsides inconnus, était plus florissante ; toutefois, cette opulence stagnait, stérile : on se l'explique. Martial, tout au devoir de liquider son million quotidien, se gardait de toucher à la pécune qui s'entassait dans ses coffres ; il y eut ainsi, durant des mois, un engorgement de capitaux, qui déchaîna des désastres. Martial ne s'en préoccupait guère : le devoir présent, toujours plus impérieux, le sollicitait. Il obtint un répit de plusieurs semaines, en s'adressant aux marchands de tableaux ; il s'adjugea, sans récriminer, des Delacroix fabriqués à Montmartre, des Goya, qui eussent fait reculer d'horreur Goya lui-même ; des Rubens de pacotille, et des Millet, dont aucun marchand de puces n'eût voulu. Les Watteau de bazar, les Lancret affluèrent dans les salons du milliardaire. Un Rembrandt posthume signa complaisamment des horreurs ; Pérugin fut déshonoré. A la fin, les faussaires trahirent leur lassitude. Le cours du Raphaël de contrebande baissa. Les mercantis artistiques, gavés de commandes, affichèrent une fausse honte ; leur dernier faux, certes !

Averti par ces signes précurseurs, Martial se retourna vers les antiquaires. Le rayon du meuble truqué paraît inépuisable ; la collection Bienvenu s'enrichit de trois tables authentiques, sur lesquelles Napoléon Ier avait paraphé son abdication ; douze bureaux, ayant appartenu à Louis XIV, se dressèrent en douze appartements loués pour la circonstance ; évidemment, le Grand Roi avait été un homme de bureau, mais pas à ce point-là ! De même la Pompadour fut représentée par vingt lits, où elle avait reposé ses formes douillettes. On ne dénombrait plus les chefs-d'œuvre de serrurerie, que

Louis XVI fabriqua pour la maison Schlemihl, laquelle s'en défit, à regret, sur les instances de Martial. Le marché de la curiosité, à ces époques, écoula des chinoiseries invraisemblables, des jades perpétrées en des prisons, des ivoires d'Extrême-Occident.

Nous aurions tort d'attribuer au commerce du « Curio » une capacité d'absorption illimitée ; les humbles artistes qui copiaient, approximativement, des ameublements fameux, des tableaux de maîtres, des pièces d'orfèvrerie cataloguées, des bijoux historiques, se dégoûtèrent du labeur auquel les marchands les condamnaient. Ils consentaient à s'avilir dans une besogne de reproductions, parce qu'ils avaient besoin de vivre ; une fois ravitaillés, ils la répudièrent ; et cette émeute nous valut un nouveau style, la revanche de l'originalité, qui florissait soudain chez ces esclaves. Martial n'avait pas le loisir de jouer les mécènes ; la grève du bureau Louis XIV orientait ses recherches vers un nouvel inconnu.

Il passa une semaine assez pénible : le calcul des probabilités l'obsédait ; plus il achetait, moins il y avait de choses à vendre, et plus les gens, s'enrichissant autour de lui, faisaient une concurrence acharnée et sournoise à sa volonté d'acquérir. Il rata des affaires de terrains qu'il avait admises comme sûres ; il se dressait contre lui une armée d'adversaires ligués pour lui arracher, par surenchères inattendues, le bien dont la possession lui était indifférente, mais dont le prix lui était inestimable. Sa maxime : « Acheter au-dessus de la valeur ! » se heurtait à une autre maxime : « Si Bienvenu a fait des offres pareilles, c'est que ça vaut mieux ! » On lui remboursait ses avances ; il entama maint procès, espérant que les frais de justice, si onéreux, l'allègeraient de son fardeau : dans la chicane le Diable est sur son domaine. Martial gagnait les causes les moins défendables ; il avait beau chercher les défenseurs les plus misérables ; il l'emportait, car la justice a le respect de la richesse, le seul pouvoir constitué qui nous reste.

Il y avait de quoi devenir fou ; le rival du Démon eut envie de renoncer. Mais il tenait à son âme, parce que son âme était liée à sa vie. Quelle comptabilité ! La moindre erreur d'un centime précipitait la catastrophe. « De combien de jours

suis-je encore en avance? » Problème qui se posait à toute minute ! Le régiment de secrétaires était talonné par des ordres incessants que lançait le maître. Où aboutirait cette démence d'acquisition? Les pouvoirs publics, informés avec le retard obligatoire, des actes d'accaparement auxquels se livrait ce spéculateur extraordinaire, tinrent conseil ; ne convenait-il pas de s'opposer à ce que l'on pouvait considérer comme une atteinte au bon fonctionnement des lois vitales d'un État? il n'existait, dans l'arsenal des règlements, aucune formule permettant de coffrer un citoyen qui ne trafiquait pas sur les matières dites de consommation. Il y avait de quoi rendre quinauds les juristes officiels : l'homme que l'on soupçonnait des pires intentions contre le crédit national, ne s'attaquait qu'aux denrées internationales, aux choses de luxe. Grâce à lui, la rivière de diamants était introuvable, mais le cours du blé demeurait stable et la côtelette n'avait pas de tendance à coûter plus cher. Au contraire, le commerce parisien n'avait jamais été aussi prospère ; les statistiques enregistraient des évaluations encourageantes. Les pouvoirs publics décidèrent de ne pas tracasser un richard qui ne violait ouvertement aucune des prescriptions édictées par l'État. Après enquête, il fut établi que le sieur Martial Bienvenu, banquier, grand amateur de terrains, de joyaux, d'objets d'art, de tableaux, avait été favorisé par la chance, et que sa fortune défiait les malveillances. Par un esprit de vengeance, que nous qualifierons de mesquine, le créancier du Démon se présenta aux élections ; c'était une inspiration heureuse ; il en coûte cher pour briguer les suffrages de la foule ; mais le candidat, tout à la gérance de sa damnation, n'avait pas le temps de se montrer aux électeurs ; il avait choisi une circonscription populaire, près de Paris, où ses envoyés se répandirent, semant le pourboire à pleines mains ; jamais politicien ne souhaita plus ardemment l'échec de ses ambitions, tout en recourant aux moyens de corruption les plus étendus ; le concurrent de Martial était, par bonheur, un de ces socialistes rentés, qui se dévouent au bonheur du peuple, à condition que celui-ci le porte sur le pavois. Le pot-de-vin submergea les consciences des votants. Comme les deux candidats s'intitulaient socialistes, la plèbe n'avait que

l'embarras du choix; suivant son inclination naturelle, ainsi qu'elle l'a maintes fois témoigné, elle se décida pour le plus riche, pour le plus romanesque, pour ce mystérieux citoyen dont elle n'avait même pas entrevu les traits, mais dont les envoyés trinquaient généreusement avec le chemineau ; il n'y avait plus de pauvres dans le pays ; il n'y avait presque plus de travailleurs. L'or du Diable avait nivelé les convictions. Le citoyen Bienvenu, à coups de grosse canonnade financière, réduisait les résistances ; son programme était simple : « Plus de propriété ! Plus de fortune ! Plus de riches ! » Au nom de ces belles idées, les agents électoraux de Martial éparpillaient les billets bleus. Dans un rayon de vingt kilomètres, le citoyen conscient et organisé ne dessaoula pas, durant deux semaines. Martial fut élu, à sa grande surprise. Envisagez les conséquences ; le prolétaire avait perdu l'habitude de l'effort ; le préfet, qui soutenait l'adversaire candidat gouvernemental, fut disgracié ; l'orientation politique du district fut modifiée ; des haines de clochers s'allumèrent ; l'axe de l'influence politique se déplaça, ce qui ne va pas sans bouleverser la vie intime d'un département. L'élu de Chose-sur-Machin espéra que la Chambre ne validerait pas une élection aussi notoirement scandaleuse ; il alla jusqu'à dénoncer, avec preuves à l'appui, les actes de simonie laïque dont ses sous-ordres s'étaient rendus coupables : achats de votes, achats de fonctionnaires, etc., etc. Les députés furent sourds à ces appels désespérés. A l'unanimité, ils accueillirent dans le sein de leur Assemblée ce démocrate richissime, qui avait le louis si facile ! Les socialistes eux-mêmes se prononcèrent en faveur d'un Crésus unifié. L'unique jour où Martial Bienvenu prit séance à la Chambre fut très douloureux pour lui ; il aurait voulu se faufiler de l'autre côté, près de ces hommes bien élevés, qui avaient combattu courtoisement sa candidature. Le sort le condamnait à s'asseoir parmi des êtres malodorants, agités et qui criaient des mots absurdes, dès qu'un monsieur du centre, dressé à la tribune, se préparait à développer des idées générales. Le voisin du nouvel élu fut tout de suite familier :

— Tu es inscrit à notre groupe ; j'ai ta boîte. Ne t'occupe pas du reste, vieux frère !

C'est ainsi que le fils de la Banque Bienvenu fut initié à la mécanique parlementaire, et vota, sans s'en douter, un tas de projets qui eussent fait reculer d'horreur un jeune Canaque. Cependant, il en revenait à ses habituels calculs ; pour devenir représentant du Peuple Souverain, il ne lui en avait coûté qu'un million, juste le montant d'une échéance, implacablement payée par le Diable ! Un jour d'existence? Cela valait-il la peine de mobiliser tant de forces?...

(*A suivre.*)

PIERRE VEBER

UNE FAMILLE D'ARTISTES PARISIENS

LES GOUNOD[1]

Vers la fin du siècle dernier, à l'époque du wagnérisme triomphant, il était de bon ton (et, qui n'y a pas sacrifié plus ou moins?) de médire de Charles Gounod. Le temps, qui met toute chose en sa place, a calmé ces polémiques, — que Gounod lui-même, il faut l'avouer, avait bien contribué à attiser, par ses écrits ou par son attitude ; et le prochain centenaire du maître français, étant données les circonstances actuelles, suggérera peut-être la révision d'un procès artistique qui ne fut d'ailleurs jamais perdu, mais que l'équité, plus encore que le patriotisme, nous invite à entreprendre. On saura alors quels services furent rendus à notre art par celui de nos musiciens français du XIXe siècle qui fût peut-être le plus *musicien*, c'est-à-dire qui fût doué d'une intelligence musicale éveillée à toutes les nouveautés, à toutes les manifestations de l'art, et qui, ayant, dans sa jeunesse, connu Bach, Mozart et Beethoven comme personne, et su, dans son âge mûr, faire son profit de Schumann, de Mendelssohn et de

1. D'après des documents tirés des Archives nationales, des Archives du ministère des Affaires étrangères, des Archives départementales de la Seine, de la Seine-Inférieure et du Doubs, et de la bibliothèque d'art et d'archéologie, Jacques Doucet ; la *Correspondance des Directeurs de l'Académie de France à Rome*, publiée par A. de Montaiglon et J.-J. Guiffrey.

Wagner, avait, à soixante-cinq ans, l'esprit assez perspicace et curieux pour soutenir, presque seul à l'Institut, la candidature de Claude Debussy au concours de Rome.

Si l'on veut remonter d'un bon demi-siècle en arrière, à l'époque de *Faust* (de ce *Faust*, qui fut un très grand succès dès l'origine, malgré la légende que Gounod lui-même propageait), avant la chute de *Tannhäuser* et des *Troyens*, on se rendra compte de ce qu'avait de très nouveau, au milieu de la platitude lyrique du second Empire, la partition qui devait fonder la renommée du maître et atteindre le chiffre le plus élevé de représentations connu sur nos scènes musicales.

Aussi bien, n'est-ce pas là l'objet de ces pages. Nous ne nous proposons ici, à la veille de son centenaire, que de rechercher les origines, un peu lointaines, sans doute, mais jusqu'ici assez mal connues, de Charles Gounod, et de faire revivre, à cette occasion, une vieille famille d'artisans et d'artistes, Parisiens de Paris, qui reçut de lui un lustre qu'elle était loin de prévoir. L'histoire de cette famille, au cours de deux siècles, paraît faite pour satisfaire à toutes les « lois » de l'hérédité. Issus vraisemblablement d'orfèvres bisontins, les Gounod du XVIIIe siècle eurent pour descendant le dessinateur, peintre et graveur, qui fut le père du musicien. Or, celui-ci montra de bonne heure des dispositions pour le dessin, qu'il héritait de cette suite d'artisans au travail minutieux ; son goût, son génie musical lui vint de sa mère, excellente pianiste, et de sa grand-mère qui avait un talent d'actrice et cantatrice amateur. Doué, dans son enfance, d'une très belle voix de soprano, Charles Gounod fut, toute sa vie, un diseur incomparable ; son frère Urbain, qui fut un habile architecte, avait quelque talent de violoncelliste.

Appartenant exclusivement à une famille d'artistes, alliée à d'autres familles d'artistes, comme celles des graveurs Tardieu, des Coiny, des Ravoisié, des Ménageot, le milieu dans lequel il naquit devait faire de Charles Gounod un artiste. Quant au reste, la marque du génie qui s'imprima sur son front, les « lois » de l'hérédité seront vraisemblablement, pour lui comme pour tout autre, toujours impuissantes à l'expliquer.

I

Sous l'ancien régime et jusque sous l'Empire, une partie du palais et des galeries du Louvre était affectée à des logements d'artistes. Ce privilège, qui datait de Henri IV, ne prit fin qu'en 1806, par ordre de Napoléon.

Les vingt-sept logements et ateliers de la grande galerie du bord de l'eau étaient, à la veille de la Révolution, occupés par le sculpteur Pajou, le joaillier du roi Ménière, les peintres Vernet, Lagrenée, Greuze, Fragonard, Isabey, Huë, Dumont, Duplessis, l'architecte Vaudoyer, le graveur en médailles Duvivier, etc.

Sur la porte de l'un d'eux, numéroté 22 et situé entre ceux de Huë et de Dumont, on lisait ces mots gravés :

Govnod Fovrbissevr dv Roi.

Antoine Gounod, ou Gounot, puis Nicolas-François, son fils, qui lui succéda comme fourbisseur du roi, et François, son petit-fils, peintre et dessinateur, l'habitèrent successivement, depuis 1730.

Aucun document ne précise ni l'âge, ni l'origine du fourbisseur du roi, dont le brevet de logement aux galeries du Louvre porte la date du 25 novembre 1730. Était-il Parisien ou provincial? Cette dernière hypothèse peut être admise, le nom de Gounod, par sa désinence *od* appartenant à la région du Jura, de l'ancienne Franche-Comté et de la Suisse romande. Or, des recherches dirigées de ce côté ont fait retrouver ce nom, sous différentes formes équivalentes, dans plusieurs documents bisontins, ce qui permet d'attribuer non sans vraisemblance une origine franc-comtoise lointaine à la famille du compositeur. Dans plusieurs testaments du XVIIe siècle, provenant de l'officialité de Besançon, on remarque un Gounod vigneron « citoyen de Besançon » (1637); un tailleur d'habits qualifié de même en 1667, la veuve d'un boucher (1671) portent le même patronyme. A la même époque, vivait en cette ville, un Pierre-François Gounod (mort en 1678), dont le fils, qui y

passa toute sa vie, de 1646 à 1731, est qualifié orfèvre (*auri faber*) dans son acte de décès. Cet orfèvre, prénommé comme son père, avait une sœur, Jeanne-Antonie qui épousa un orfèvre, Charles-Oger Chenevière, et dont la plus jeune fille épousa François Arbilleur, directeur de la Monnaie bisontine. De son côté, il eut trois filles et quatre fils : le cadet, Antoine-François, naquit le 1er juillet 1674 ; les registres de l'état civil de Besançon ne signalant ni son mariage, ni son décès, on verrait donc volontiers en cet Antoine-François, fils cadet d'un orfèvre, le fourbisseur du roi des galeries du Louvre. De plus, les Gounod de Besançon, comme plus tard ceux de Paris jusques et y compris le compositeur, ayant, pendant deux siècles et demi, de père en fils, porté le même prénom de François, il paraît fort plausible de rattacher ceux-ci à ceux-là. Ajoutons que, citoyens de Besançon, les Gounod portaient des armoiries : dans l'*Armorial général de France*, dressé par d'Hozier, en exécution de l'édit de 1696, on lit cette mention, qui coûta 20 livres au déclarant :

Pierre François Gounod orpheuvre et citoyen de Bezançon.
Porte d'argent a un Pot de gueules remply de trois fleurs de même tigées et feuillées de sinople[1].

Entré au Louvre en 1730, Antoine Gounod y passa les vingt ou vingt-cinq dernières années de sa vie, occupé à fourbir, monter, garnir, dorer, ciseler et damasquiner les épées des gentilshommes de la cour et des bourgeois de Paris, selon les règles de la corporation dont il était un des membres les plus éminents. Il disparaît en 1751 au plus tôt, ayant assuré par brevet la survivance de son logement du Louvre à son fils cadet[2], le 10 juillet de cette année-là, et au plus tard en 1756, car il n'assistait pas à son contrat de mariage qui fut signé le 16 février. Nicolas-François, âgé de quarante-quatre ans, épousait la plus jeune fille d'un des confrères de

1. Bibliothèque Nationale, Mss. fr. 32199, *Bourgogne*, t. I, p. 844-845. Le manuscrit 32133, f° 411, donne les armoiries peintes.

2. Il eut au moins une fille ; née en 1706, morte en 1789, veuve de Charles Pinon, bourgeois. Son fils aîné, Antoine (1707-1758), était également fourbisseur. Le fils d'Antoine épousa une Duvivier, de la famille des graveurs de ce nom, lequel eut au moins trois filles et un fils : celui-ci prénommé Jean-Antoine, né en 1760, exerça la profession de ciseleur.

son père, Ambroise-Élizabeth Ravoisié, de sept ans plus jeune que lui. Sa vie paraît s'être passée sans incidents notables, et les comptes royaux ne le mentionnent même pas, comme son beau-père et son beau-frère, parmi les fournisseurs de la cour. Le 26 mars 1758, un fils lui naquit, qui fut baptisé à Saint-Germain-l'Auxerrois. Ce fut le père de Charles Gounod. Au contraire de son père et de son grand-père, son existence ne fut pas exempte d'aventures, et nous la connaissons suffisamment pour pouvoir la retracer à grands traits. Au surplus, elle nous fait pénétrer dans ces milieux d'artistes que la munificence, — pour ne pas dire la charité, — royale avait hébergé dans son Louvre délaissé, et dont le voyage d'Italie venait rompre la carrière souvent monotone et besogneuse.

Du même âge que Carle Vernet, élève comme lui de Lépicié, leur voisin des galeries de la rue des Orties [1], François-Louis Gounod commença de bonne heure à apprendre les éléments du dessin. Nous savons par le livre de raison du père de Carle, que celui-ci débuta chez son maître le 1er juillet 1769. Peu après, Carle lui-même écrivait comment il s'était arrangé avec son ami Gounod :

Mon très cher papa,

Je vous écrit pour [vous] informé de la rangement que nous avons fait, Gounod et moi. Nous nous coucheront le soir à huit heures ; le matin, nous nous lèverons à cinq heures, pour être chez M. Lépicié à cinq heures et demi. Nous aurons le modèle jusqu'à huit heures. Le reste du jour, nous dessinerons tantôt d'après le dessein et tantôt d'après de grandes estampes pour nous apprendres à composés. Nous dessinerons une semaine d'après nature et une semaine d'après la bosse, mais toujours à la même heure. Nous serons six : MM. Lépicié, Métivier, Godefroy, Colmart, Gounod et moi. Sa nous reviendra à trois francs par moi chaqun. M. Lépicié [dit] que si il nous voyait assez fort pour dessiné à l'Académie, et que vous le vouliez, j'y dessinerez.

Votre très-humble et très-obéissant fils.

CARLE VERNET

Tel était l'apprentissage d'un jeune peintre, au milieu du XVIIIe siècle. Le *Livre de raison* de Joseph Vernet note diffé-

1. La rue des Orties longeait la galerie au nord, du côté de la cour du Carrousel.

rentes dépenses se rapportant aux distractions des deux amis, qui vécurent, pendant de longues années, dans une parfaite intimité. Le 2 septembre 1770, par exemple, Joseph Vernet donne à son fils, « pour la foire et jeux avec Gounod, 4 livres 4 sols », dépense considérable évidemment, qui permit aux deux amis d'aller se divertir à la lointaine foire Saint-Laurent. Le 6 mai 1774 « pour loyer de deux chevaux pour Carle et Gounod, 2 livres » ; le 2 décembre « deux billets de comédie pour Carle et Gounod, 6 livres ». Des relations de bon voisinage existant entre les parents, voire des relations commerciales, Joseph Vernet achetait, par exemple, au père de Gounod, en 1765, une épée pour le prix de 36 livres.

Cependant, dans l'espoir du grand prix de Rome, François-Louis obtenait de temps en temps des médailles et des récompenses de l'Académie royale de peinture et de sculpture, qui lui « adjugeait », en 1779, une troisième médaille « de surabondance », puis une première médaille pour la figure académique, et l'admettait, le 2 mars 1782 « à l'épreuve des académies peintes et modelées d'après nature », c'est-à-dire au concours d'admissibilité au grand prix de Rome. Refusé à l'épreuve suprême, Gounod recevait, en guise de consolation, le prix d'expression Caylus, pour la peinture : il avait alors vingt-quatre ans. Ce fut Carle Vernet qui partit, cette année-là, pour l'Italie. L'année suivante, Gounod figura parmi les « élèves admis à concourir », en compagnie de Drouais. Le sujet proposé aux candidats était : *Jésus-Christ ressuscitant la fille de la veuve de Naïm*. Cette fois Gounod obtint le second prix : personne n'ayant été jugé digne de la première récompense, l'Académie l'avait réservée ; c'était un espoir pour l'année suivante, et qui ne devait pas se réaliser. Gounod dut se contenter encore une fois de remporter le prix Caylus, qu'il reçut « en présence de l'assemblée ». Le sujet était la *Surprise mêlée de joie*.

Admis pour la troisième fois au concours préliminaire du Grand Prix, le 6 mars 1784, admissible au concours définitif, François-Louis se vit encore préférer Drouais, proclamé vainqueur à l'unanimité, et Gauffier, qui bénéficiait du prix réservé de 1779. Le sujet était *la Chananéenne aux pieds de Jésus*. Sans se rebuter, Gounod se présenta une quatrième

fois, fut reçu à la première épreuve des figures académiques peintes et modelées d'après nature, mais échoua encore au concours définitif. Son heureux rival s'appelait Potain. Un nouveau prix Caylus lui offrit une maigre consolation, qu'il reçut « des mains de M. le directeur en présence de l'assemblée ; 100 livres, » dit le procès-verbal de l'Académie du 24 septembre 1785.

Séparé de son ami Carle Vernet, Louis-François, ayant obtenu un second prix de Rome, serait allé, selon les anciens biographes de son fils[1], le rejoindre en Italie ; il y serait resté jusqu'en 1790, revenant à Paris pour y voir mourir son vieux père ; puis, très affecté de cette perte, il serait reparti pour Rome et y aurait séjourné cinq ans.

La vérité, telle qu'elle ressort des procès-verbaux de l'Académie de peinture et d'autres pièces que nous allons résumer, apparaît assez différente. Le 29 mars 1787, le comte d'Angiviller, directeur des bâtiments, arts et manufactures du roi, écrivait à Ménageot, directeur de l'Académie de France à Rome :

Le sr Gounot, M..., qui cultive depuis plusieurs années la peinture et qui a gagné plusieurs prix d'expression, étant sur le point de partir pour Rome m'a paru mériter un encouragement particulier, et d'autant plus que chargé d'un père infirme depuis bien des années, il sacrifie tout pour le soutenir et le reste de sa famille. J'ai donc jugé à propos de lui accorder la pension du roi à l'Académie de Rome, où il sera comme surnuméraire mais, d'ailleurs, jouissant de tous les avantages des pensionnaires. Toutefois, par considérations particulières je ne lui ai pas fait expédier le brevet dans les formes ordinaires ; mais lorsqu'il se présentera, vous voudrés bien l'admettre. J'ai tout lieu de présumer, d'après son honnêteté et ses dispositions avantageuses dont il m'a été rendu compte, que vous serés satisfait.

Ayant expédié cette lettre à Ménageot, M. d'Angiviller, « bien informé des bonnes vie et mœurs du sr Gounot et de ses heureuses dispositions en l'art de la peinture », signait le brevet d'élève pensionnaire du roi à l'Académie de France par Sa Majesté et ce pendant le temps qu'il nous plaira », à la place laissée vacante « par le décès du S. Drouais ». N'ayant pu aller à Rome par le concours, François Gounod

1. Pagnerre, A. Pougin, par exemple.

s'y faisait envoyer par faveur, grâce à ses bons antécédents, à la place de son heureux concurrent de 1784, qui venait de mourir à Rome. Ménageot qui, peut-être, avait préparé cette substitution, répondit au directeur des bâtiments en lui faisant tous ses remerciements de ce qu'il avait bien voulu, dans cette circonstance, se souvenir que Gounod (Ménageot écrit Gounaud) était son parent et faire entrer cette considération dans les motifs qui l'avaient déterminé à lui accorder cette grâce. Le 15 juillet, Gounod, en compagnie de Coiny (son père était apparenté encore à cette famille d'artistes), pensionnaire de la comtesse de Provence, arrivait à Rome « en bonne santé », mande Ménageot.

Désormais, par la correspondance de ce dernier, nous sommes tenus, au jour le jour, au courant des travaux du nouveau pensionnaire du roi. Gounod termine, en février, « un cours d'anatomie qui lui était nécessaire », puis il travaille à la galerie Farnèse « avec le sr Mérimée, externe ». A l'exposition annuelle de la Saint-Louis, il envoie une académie « dans laquelle il y a des choses finement dessinées, mais en général un peu indécises et d'une couleur égale ».

Deux ans plus tard, à Paris, la Commission qui juge les envois des pensionnaires de Rome constate des progrès dans une figure peinte ; « il y a de la finesse de ton, un bon ensemble, mais, en général, on y remarque de la timidité et des irrésolutions. Son académie dessinée est bien, mais nous sommes étonnés qu'il ne se soit pas conformé au règlement en envoyant une esquisse ».

A l'exposition romaine de la Saint-Louis de la même année « la figure du sr Gounaud, écrit Ménageot, est d'un joli ensemble, d'un dessin très fin et d'une couleur agréable, quoiqu'un peu blanche. Elle est beaucoup mieux que celle de l'année dernière ; mais il a besoin de beaucoup peindre et surtout de composer. »

Même critique, en 1791, lui est adressée par la Commission de Paris, où son envoi est une figure de *Berger*. « Il semble aimer l'antique, ce qui n'est point un reproche à lui faire, jugent les commissaires ; mais le froid du marbre paraît un peu le gagner dans la copie qu'il fait de la nature ; nous l'exhortons à se réchauffer la vue. »

Cette année-là, — en pleine révolution, — Delaporte, qui a remplacé d'Angiviller, avec le titre d'intendant de la liste civile, écrit à Ménageot que l'arrivée des nouveaux pensionnaires marquera le terme du séjour de Gounod à Rome. Ménageot demande et obtient de Paris une prolongation de pension, et Gounod charge son directeur de témoigner à l'intendant « sa respectueuse reconnaissance pour ces marques de sa bonté ». (11 janvier 1792.)

Gounod, semble-t-il, dut passer une partie de l'année 1792 en excursions dans le Sud de l'Italie. Son nom ne figure pas parmi ceux des quatorze élèves qui signèrent, le 22 septembre, une lettre à Vien, pour lui exposer la situation pénible dans laquelle ils vont se trouver si les pensions de Rome sont supprimées par l'Assemblée de Paris ; mais nous savons d'autres sources qu'il se trouvait à Naples lors de la courte visite de l'escadre française, commandée par Latouche-Tréville, venu exiger de la cour de Naples réparation de l'insulte faite à la nation française en la personne de Sémonville, son ambassadeur à Constantinople, les 16-18 décembre 1792. « En compagnie de l'architecte J.-B. Le Faivre, dont il était devenu l'intime ami, Gounod partagea tous les événements, toutes les jouissances du voyage... Ils entrèrent à Naples, dit le biographe de Le Faivre, au moment même de l'éruption du Vésuve et à l'arrivée de la division commandée par le général Latouche, deux événements mémorables dans l'histoire de la nature et dans celle des peuples[1]. » Les deux amis ne durent pas rester bien longtemps à Naples, car ils éprouvèrent, — et ce n'était pas leur dernière mésaventure, — les « difficultés sans nombre que rencontrait un artiste dans les États du roi de Naples ». Ainsi, à cette époque, « il y était expressément défendu à des individus de dessiner ou mesurer quelque chose que ce soit, si ce n'était pour le roi lui-même, écrit Delagardette, prix de Rome d'architecture en 1791. Les citoyens Gounod, peintre et feu Le Faivre, architecte, tous deux pensionnaires de la République, pour avoir osé dessiner de simples vues dans l'intérieur de la ville de

1. Legrand, *Notice sur J. B. L. Faivre*, dans le *Magasin encyclopédique*, I, p. 243-247. Gounod a gravé le portrait de son ami, dessiné par Wicar.

Naples, y furent arrêtés et conduits devant le tribunal qui confisqua leurs dessins[1]. »

Travailler dans de telles conditions était impossible pour des artistes ; aussi les deux « pensionnaires de la République », trouvant le sol napolitain trop brûlant, abandonnèrent leur projet de pousser jusqu'à Pæstum et en Sicile, et regagnèrent l'Académie dans les derniers jours de 1792.

A Rome, se préparaient des incidents très graves. L'émotion causée par l'incarcération de deux artistes, Chinard et Ratez, n'était pas encore calmée. Accusés, à tort ou à raison, de professer des idées révolutionnaires, les élèves de l'« aristocrate » Ménageot « sont, entre autres, particulièrement détestés et même exécrés », écrit dès le 3 octobre, le futur auteur d'*Atala au tombeau*, Girodet, exprimant à son tuteur Triozon les « justes craintes qu'on a ici de voir se renouveler les vêpres siciliennes. Les Suisses du pape avaient formé le projet de mettre le feu à l'Académie et de massacrer les pensionnaires. »

L'affaire de l'enlèvement des armes des Bourbons de la façade de l'Académie et du Consulat, et de leur remplacement, commandé dès le 1er janvier 1793 par Hugou de Bassville, secrétaire du citoyen Mackau, ministre de France à Naples, provoqua une véritable émeute (12-13 janvier). D'après le major de Flotte, envoyé à Rome pour y faire élever les armes de la République, un complot avait été tramé pour faire assassiner tous les Français républicains ; la cour de Rome s'était flattée en vain de donner à sa scélératesse la couleur d'une insurrection populaire, puisque les armes de la République n'étaient pas encore posées. D'autre part, Girodet écrivait le 21 janvier, de Naples, où il s'était réfugié, qu'il n'était parvenu qu'à travers mille dangers « à échapper aux fers des assassins sacrés, bénis de la main du Pape même[2] ».

1. Delagardette, *les Ruines de Paestum, ou Posidonia* (Paris, an VIII), introduction, p. 1. Gounod grava pour cet ouvrage une partie de la planche XIII, sept médailles trouvées dans les fouilles par son camarade.

2. D'après le procès-verbal de la séance de la Convention du 20 février 1793. Le « citoyen Flotte », après avoir raconté les événements de Rome auxquels il avait assisté, fut admis aux honneurs de la séance. Un membre lut ensuite la lettre de Girodet du 21 janvier. Dans une lettre à Triozon, du 19, Girodet résumait ainsi les événements de Rome : « La mort de Bassville, celle de deux Français massacrés à la place Colonna ; le secrétaire de Bassville dangereusement blessé, ainsi qu'un

L'émeute avait commencé le 12 janvier : attaqué avec de Flotte, major du vaisseau le *Languedoc*, Hugou de Bassville, particulièrement visé, fut tué à coups de couteau (il expira le lendemain) ; la maison du banquier Moutte, où il s'était réfugié, fut pillée et saccagée, « le palais de l'Académie de France également, dit un rapport de Rome ; les élèves ne se sont dérobés à la fureur du peuple que par une fuite précipitée. » Mackau les appela alors à Naples, où quelques-uns, comme Delagardette, furent reçus par une « estimable et généreuse Française », une dame Gasse, propriétaire de l'hôtel du Monte-Olivetto. Bien que le roi de Naples, au dire de Girodet, eût donné « les ordres les plus positifs de protéger tous les Français qui se réfugieraient dans ses États », Gounod et Le Faivre n'étaient sans doute nullement tentés d'y retourner, après leur expérience de l'année précédente. Ils préférèrent visiter la Toscane ; là, « grâce à l'humanité de l'ambassadeur Azara, qui a fourni des passeports et des logements à nos compatriotes, ils ont trouvé le moyen d'échapper au poignard des perfides Romains. Plusieurs sont arrivés ici, écrit La Flotte au ministre Lebrun, sans le sol, avec les seuls vêtements qu'ils avaient sur le corps lors de leur fuite [1]. » Gounod et Le Faivre faisaient partie des fuyards de Rome. « Ce ne fut pas sans danger et surtout sans regrets que les deux amis s'en arrachèrent, dit le biographe de Le Faivre. Ils retrouvèrent, à Florence, dans l'accueil du ministre français, sûreté, protection et aussi le bonheur de l'étude... »

A Florence, où La Flotte, échappé à l'émeute de Rome lui aussi, essayait de réorganiser provisoirement l'Académie et de rallier les pensionnaires de la République, la situation n'était pas très favorable aux Français. La petite troupe était cependant à peu près au complet, vers la fin de février,

---

domestique de l'Académie ; le feu mis au quartier des Juifs ; la maison Torlonia et la porte de France assaillies de pierres ; les palais d'Espagne, de Farnèse, de Malte et autres menacés. » (Girodet-Trioson, *Œuvres posth.*, t. II, p. 424-427.) Cf. la biographie de Léonor Mérimée, par G. Pinet, bibliothécaire de l'École polytechnique (analysée dans le supplément du *Figaro* du 23 août 1913). D'après Mérimée, il n'y avait plus que quatre élèves, le 12 janvier 1793, à l'Académie de France : Girodet, Réquignot, Laffitte et lui-même.

1. Lettre de La Flotte à De Lessart, de Florence, 25 janvier 1793.

avec dix ou douze élèves. Mais, la plupart ayant préféré, soit retourner en France, soit tenter encore de parcourir l'Italie, que leur seule qualité de Français leur rendait de plus en plus inhospitalière, La Flotte n'avait plus que quatre pensionnaires à la fin de mai. De son côté, Cacault écrivait au ministre des Affaires étrangères Lebrun, dès le 26 avril : « Les citoyens Tardieu, Dumont, Michalon, Gouneaux, Lefèvre, Cacault, les deux frères Sablet sont déjà en route ou arrivés. »

Or, à cette même date, Le Faivre et Gounod, loin d'être sur la route de France, continuaient de visiter l'Italie du Nord. A Venise, une expulsion vint même varier d'une façon soudaine, sinon absolument inattendue, les plaisirs du voyage. La lettre suivante de Hénin, chargé d'affaires de la République, au ministre Lebrun, retrace les péripéties de l'aventure :

Venise, le 4 mai 1793, l'an II
de la République française.

Citoyen Ministre,

La défiance des Vénitiens contre les Français qui leur paroissent suspects est poussée à l'extrême dans la circonstance présente. Les Inquisiteurs d'Etat, dont les principes outrés s'éloignent souvent de la modération des Sages Grands dont je n'ai qu'à me louer, viennent d'exercer un acte d'autorité, et le moins mérité, contre deux jeunes artistes français, de ceux qui étoient pensionnaires de la Nation à Rome. Leur conduite circonspecte à Venise, et dont je puis rendre hautement témoignage, puisque je les voyois tous les jours, sembloit les mettre à l'abri des rigueurs de l'Inquisition d'État. Cependant le 28 du mois dernier au soir, un fante[1] vint leur signifier de sortir de Venise dans les 24 heures, et des États de la République dans trois jours.

Je m'adressai sur-le-champ à l'abbé de Cataneo, voie intermédiaire connue auprès des Inquisiteurs d'État, pour tâcher de faire révoquer cet ordre. Je lui écrivis à cet effet une lettre dont je joins ici copie. La réponse qu'il me fit le surlendemain, et qu'il me donna à la dictée, ne fut point favorable : vous la trouverez ci-jointe. Les deux jeunes artistes partirent de Venise le 30 dans la nuit, après m'avoir laissé entre les mains une déclaration ci-jointe sur leur conduite en cette capitale. J'ai cru devoir présenter ce matin au Sénat un mémoire, dont je vous envoie copie, dans lequel j'ai fait sentir avec force, mais dans les termes les plus mesurés, combien un pareil procédé étoit contraire à l'amitié franche et loyale qui doit subsister entre les deux Répu-

1. Un fantassin, un agent de police.

bliques. Je demande en général une réparation, en attendant les ordres que vous voudrés bien me donner pour la suite de cette affaire.

En réfléchissant sur le motif qui a pu faire agir les Inquisiteurs d'État, dans cette circonstance, je n'en vois pas d'autre, sinon que ces deux artistes osoient venir chez moi et ne s'étoient pas fait connaître pour aristocrates ; et si l'on jugeoit par le fait, les Vénitiens ne voudroient souffrir chez eux que ceux de nos Nationaux qui sont nos ennemis déclarés, ou bien des indifférens qui, pour s'en faire bien venir ici, croyent devoir trahir et mal parler de leur patrie. Au reste, ce que je puis bien vous assurer, c'est qu'aucun Français à Venise n'ose venir chez moi, si ce n'est par nécessité et en tremblant. Tous évitent de me rencontrer dans les rues, et je ne crains pas de dire que le citoyen Jacob, secrétaire de la légation, et moi, sommes les seuls qui professent publiquement le Républicanisme...

Hénin joignait à son rapport cette lettre adressée à lui par Gounod et Le Faivre :

Venise, le 1er mai 1793, l'an II,
de la République.

Citoyen,

Avant de quitter Venise d'où l'on nous fait sortir, par un ordre aussi injuste qu'arbitraire, nous devons, pour notre honneur et pour faire connaître la vérité de la manière la plus authentique, vous déclarer que, depuis notre séjour dans les États vénitiens et à Venise, où nous sommes arrivés le 27 du mois de mars dernier, loin de troubler le repos public, nous avons même usé de circonspection dans nos entretiens. D'ailleurs, citoyen, vous connaissez mieux que qui que ce soit notre conduite à Venise, puisque nous avons été journellement dans votre maison, où vous nous avez reçus avec cordialité, et que nous passions le plus souvent les soirées ensemble.

Nous ne pouvons donc qu'être extrêmement surpris de la rigueur dont ce gouvernement vient d'user à notre égard, en nous faisant signifier de sortir de Venise dans 24 heures et des États vénitiens dans 3 jours.

Nous sommes infiniment reconnaissants, citoyen, de toute votre sollicitude à notre égard et nous rendons témoignage de l'empressement que vous avez démontré pour faire révoquer l'ordre injuste dont nous sommes victimes. Nous vous remercions de l'offre que vous nous avez fait de votre maison pour asyle jusqu'au temps où vous auriez pu, par de nouvelles démarches, nous faire rester à Venise ; mais la manière inhospitalière dont nous venons d'être traités nous fait craindre de voir traîner cette affaire en longueur ; nous ne pouvons pas courir les risques de nous voir emprisonnés au milieu de cette ville, et de perdre de vue l'objet de notre voyage qui est de nous

instruire en parcourant l'Italie. Nous sommes d'ailleurs empressés de retourner dans notre patrie, et d'y jouir de la liberté au milieu de nos concitoyens.

GOUNOD, peintre,
LE FAIVRE, architecte,
Pensionnaires de la République française.

Les deux jeunes artistes, ayant quitté Venise dès le 1er mai, l'affaire entrait dans la phase diplomatique, et ce n'est qu'au bout de quinze jours que le Sénat répondait par une note, que Hénin transmit à Paris, protestant de la légalité de la mesure prise à l'égard de Gounod et de son compagnon de voyage. Hénin terminait sa communication en instruisant son ministre que Ménageot, également à Venise, n'avait pas jugé à propos de venir le voir ; « il ne fréquente que nos émigrés et nos ennemis ».

François Gounod, son parent, faisait preuve, au contraire, et en toute circonstance de civisme républicain. Toujours en compagnie de son ami Le Faivre, il continua de parcourir l'Italie à petites journées, malgré l'empressement qu'il exprimait dans sa lettre à Hénin, à retourner dans sa patrie y jouir de la liberté au milieu de ses concitoyens. « Padoue, Vicence, Vérone, Bologne et Gênes frappèrent successivement leurs regards », dit le biographe de son ami, et vers la fin de septembre, le directeur de l'Académie le signalait, ainsi que son camarade, « comme actuellement à Gênes, d'où il va passer en France » (27 septembre).

Puis ce furent la Provence et le Languedoc : Marseille, Aix, Saint-Rémi, — le pays de Mireille, la petite ville où son fils devait, soixante-dix ans plus tard, venir composer, à l'hôtel de la Ville-Verte, où peut-être s'arrêtait son père, sa partition toute vibrante du soleil du Midi, — Arles et Nîmes, que Le Faivre, en sa qualité d'architecte, étudiait particulièrement.

Les deux amis voyageaient lentement, à petites journées, à travers la France de 1793, et n'arrivaient à Paris, comme à regret, que l'année suivante. Faisant adhésion au groupement d'artistes qui avait remplacé l'ancienne Académie royale, ils se présentaient bientôt à la Société populaire et républicaine des Arts, qui dispensait les « artistes nouvellement arrivés

d'Italie que leur patriotisme ramène au sein de leur patrie, tandis que d'autres l'abandonnent et la trahissent », des cartes civiques qu'ils ne pouvaient obtenir qu'au bout de six mois de résidence, selon la loi. Le Faivre fut reçu le 9 ventôse, et Gounod, en même temps que Taunay et Dunouy, le 29 du même mois.

Le voyage d'Italie de François-Louis Gounod avait duré cinq ans et demi. L'épilogue des événements tragiques auxquels il avait pris part fut qu'il toucha pour sa part, en 1797, lors de la répartition de l'indemnité de 300.000 livres stipulée par le traité de Tolentino, la somme modique de 400 livres, en même temps que treize autres « élèves pensionnaires de l'École des Arts, à Rome, à présent à Paris ».

II

Cependant, le vieux Nicolas Gounod, dernier fourbisseur du roi, qui n'était pas mort au début de la Révolution, comme le veut la tradition, achevait de mener, rue des Orties, une existence morne à laquelle les événements contemporains venaient apporter des diversions parfois terribles. Ce furent d'abord les journées des 5 et 6 octobre, et le retour de la famille royale aux Tuileries, suivi de l'ordre donné à toute personne occupant des logements au Louvre ou aux Tuileries, de les évacuer dans le délai « qui sera fixé par le grand maréchal des logis du roi ».

Toutefois, écrivait Cuvilier au peintre Doyen,

les susdits ordres du 18 (octobre) ont été quant à présent et provisoirement modifiés en faveur de ceux qui, comme vous, sont brevetés d'un logement de la Gallerie, et dont l'entière évacuation était d'abord entrée dans les vues de l'administration. Mais je dois ajouter qu'une condition précise et absolue de la faveur que Sa Majesté se prête à vous accorder est qu'en proportion du logement dont vous jouissez, et sur les dispositions qui seront réglées par M. le Grand Maréchal, vous fournirez l'habitation à celui ou ceux qui vous présenteront ses mandats.

Chargé de recueillir les déclarations des habitants des galeries, Doyen reçut du vieux fourbisseur du roi la lettre suivante, dont nous respectons l'orthographe :

Monsieur,

Suivant la demande que vous M'avez faite de vous donner mon nom, qualitez Et mon Age, ainsi que Celle des Personnes quy demeure avec moy, Jy satisfaye,

Mon nom Est Gounod artiste Brevetées du Roy demeure aux Galleries du L'ouvre dans soixante Et dix neufvieme années, Et perclus de Puis dix huit ans,

L'es noms Et ages des Personnes qui demeure Chez moy sont

La Veuve Lafraye ouvrierre en Linge, agée de soixante Et douze ans,

Pierre Leclarc mon domestique agée de quarante deux ans,

Plus le sieur Girot maitre orloger, agée de Cinquante Cinq ans, Passager Netant Point a demeure,

Declare que le present certificat Est Veritable, Et conforme a la demande quy ma Eté faitte,

Par Monsieur Doyen, que J'ay L'honneur d'assurer de mon Proffond Respect,

Signez GOUNOD. Ce 25 octobre 1789 [1].

Après le retour de la famille royale, ce fut l'installation de l'Assemblée aux Tuileries, puis la journée du 10 août 1792 ; les galeries du Louvre, d'où il avait été tiré sur le peuple, attirent sans retard l'attention des députés. Dès le 12, « l'an 4e de la Liberté », ils décrètent « que le ministre de l'Intérieur fera vider sous trois jours les logements du Louvre, qui sont occupés par des particuliers privilégiés qui servoient dans la maison du roi, et qu'il n'y sera logé à l'avenir que les artistes et les fonctionnaires publics qui y logent actuellement ». Les habitants des galeries protestent contre les soupçons dont ils ont été l'objet auprès de la municipalité de Paris, qui fait aussitôt placarder cet « extrait des registres des délibérations du Conseil général des Commissaires de la Majorité des Sections » :

1. Archives nationales, *Séquestre*. Inventaire des papiers de Doyen, peintre émigré.

Du 14 août 1792, l'an 4e de la Liberté
et la première de l'Égalité.

AVIS

Ce serait avec justice que le courroux du Peuple tomberoit sur les Citoyens qui habitent les galeries du Louvre, s'ils avoient eu part aux crimes qui ont eu lieu contre lui.

Les logemens habités par ces Artistes, recompenses des talens et des services qu'ils ont rendus à la Patrie, n'ont aucune communication avec la galerie supérieure d'où ses ennemis ont fait feu sur lui.

La Commune de Paris regarde comme un devoir de préserver le Peuple d'une telle erreur, et de manifester l'estime qu'elle porte à ses Citoyens.

L'Assemblée nationale, rapportant le décret du 12, décide, le 16, que les privilégiés conserveront provisoirement leurs logements « jusqu'à ce que le plan d'organisation d'instruction publique ait été décrété et mis en activité ».

Le décret à peine voté, les « artistes du Louvre et des galleries » en faveur desquels il est rendu, expriment, au nombre de trente-deux, leur gratitude dans l'adresse suivante :

Législateurs,

Les artistes, très sensibles à la glorieuse exception que vous venez de prononcer en faveur des Sciences et des Arts, en les distinguant de ceux que votre juste sévérité a expulsés du palais national, viennent vous remercier du bienfait que vous leur accordez en les maintenant dans cet asile honorable, et plus encore de la manière éclatante dont vous avez discerné leur cause d'avec celle de ces hommes pervers qui viennent de mettre le comble à leur audace ; en tirant lachement des fenêtres de ce palais sur un peuple généreux, qui bravait tous les dangers pour la liberté et l'égalité.

Ce Peuple a jugé les artistes qui ont leur logement au Louvre et aux Galleries du Louvre incapables de ce crime atroce, qui s'est commis autour d'eux et au-dessus de leur Teste, par la grande gallerie ; avec laquelle ils n'ont aucune communication.

Il a respecté nos paisibles demeures : notre existence seule prouve notre innocence.

Représentants du peuple, vous avez confirmé par votre décret son Jugement, et vous nous rendez l'honneur qui ne nous est pas moins précieux que la Vie.

Notre reconnaissance égale ce grand bienfait.

La première signature de cette adresse est celle de « Lagrenée Laîné, ancien directeur de l'Académie de Rome » ; immé-

diatement au-dessous, se voit, d'un dessin ferme encore, celle du dernier fourbisseur du roi, doyen des habitants du Louvre.

III

Une contemporaine, la sœur de Carle Vernet, a laissé sur Antoine Gounod, et Louis-François, son fils, quelques lignes qui nous font pénétrer dans ce paisible milieu des artistes logés aux galeries du Louvre, à la fin du XVIIIe siècle[1].

M. Gounod, dit-elle, avait dans ma tendre enfance quatre-vingt-dix ans. Perclus de tous ses membres, il était toujours dans un grand fauteuil roulant, devant lequel était fixée une petite table, attachée aux bras mêmes de son fauteuil ; pour se distraire, il me faisait souvent placer, de différentes manières, des cartes sur cette table.

Il avait conservé les anciennes traditions du costume. Une robe de chambre à grands ramages et une coiffe de nuit portant une garniture dans le haut et un ruban de soie de couleur dans le bas, composaient sa tenue.

Son fils (le père de M. Ch. Gounod) avait pour lui les soins et attentions les plus tendres. Habitué très jeune à la vie sédentaire, qu'exigeait l'état de santé de son père, il avait étudié la peinture avec le mien chez M. Lépicié ; mais voulant consacrer ses moments à son malade, il s'était mis à la gravure, pensant qu'il pourrait travailler près de lui.

Le logement avait été accordé à M. Gounod comme étant le premier fourbisseur de son époque et portant le titre de « fourbisseur du roi ». Peut-être avait-il hérité cette munificence royale de son père, car il était le seul qui eût conservé au-dessus de porte, dans la galerie, une inscription faisant connaître son nom et sa qualité. Cette inscription était ainsi conçue ; GOVNOD FOVRBISSEVR DV ROI. Je ne me serais peut-être pas souvenue de cette espèce d'enseigne, si les V à la place des U ne m'eussent toujours paru singuliers.

Un peu moins vieux que ne le croyait sa jeune voisine, mais âgé pourtant de quatre-vingt-trois ans, Antoine Gounod, s'éteignit le 12 pluviôse an III (19 janvier 1795), « gallerie du Museum, section des Tuilleries », dit son acte de décès.

1. Le manuscrti des souvenirs de mademoiselle Vernet, appartenant à M. Luc-Olivier Merson, a été publié par M. A. Pougin, dans la *Revue libérale* de juillet 1884.

M. Gounod, le fils du vieux fourbisseur, ajoute la sœur de Vernet, était un original s'il en fût jamais. J'ai dit qu'il avait étudié la peinture chez Lépicié avec mon père, dont il était resté l'un des bons camarades et amis. Sa nature calme avait résisté au séjour de l'atelier, où ordinairement le dégourdissement est prompt. A la mort de son père, il avait conservé son logement. Comme il était fils unique, il n'eut rien à débattre avec personne, et resta tranquille possesseur de l'héritage paternel. Cet héritage se ressentait de l'âge avancé de M. Gounod père ; tout était vieux et vermoulu.

M. Gounod eut un grand chagrin, laissa tout comme cela était, et pour se distraire, voulut un jour aller à Versailles à pied. Il y arriva fatigué et fut obligé de se coucher. Il avait peu d'argent et resta dans l'auberge quelques jours. Pendant cette solitude forcée, ses idées tristes l'accablèrent, au point de lui faire redouter de rentrer dans son logement, avant d'avoir oublié les scènes de douleur qui s'y étaient récemment passées. Il écrivit alors à mon père qu'il ne retournerait pas au Louvre et qu'il allait partir pour l'Italie ; il le priait d'aller prendre de l'argent dans son secrétaire, de le lui apporter, et de venir recevoir les adieux de son meilleur ami.

Mon père réalisa ses désirs, lui porta l'argent nécessaire pour son voyage, et M. Gounod, qui n'aimait pas les embarras, partit avec un léger sac de nuit pour un voyage très long alors et très difficile. Il parcourut l'Italie pendant quatre ou cinq ans, puis revint à Paris, rentra dans le logement sans que personne eût rien dérangé, et se remit au travail comme s'il l'avait quitté la veille.

Ici encore, l'histoire vraie diffère légèrement du récit de mademoiselle Vernet, rédigé longtemps après les événements. François Gounod, était entré, avant la mort de son père, à l'École polytechnique, en qualité de « dessinateur pour la figure, puis maître de dessin » ; il y resta seize mois, du 21 décembre 1794 au 20 avril 1796[1]. Il ne mit sans doute guère plus d'assiduité à professer les premiers polytechniciens qu'il n'apportera de zèle, vingt ans plus tard, à enseigner Messieurs les Pages de Louis XVIII, et préféra promener sa rêverie au soleil d'Italie, de cette Italie dont, malgré ses mésaventures de Rome, de Naples et de Venise, il avait gardé un vif souvenir. Aussi bien peut-on croire qu'un héritage l'incita subitement à cette fugue inespérée. Le 26 germinal an IV (15 avril 1796), une vieille cousine du côté maternel, Jeanne-Nicole Michault, veuve en premières noces de Pierre Babeau, et en secondes de

1. Renseignements communiqués par le commandant G. Pinet, bibliothécaire de l'École polytechnique.

Jacques Boucher de La Motte, lui léguait en mourant une somme de 6.153 livres 4 sols, qui, les frais payés, lui laissait une somme nette de 5 784 livres, produisant 289 livres de rente. Sans attendre d'avoir réalisé ce petit capital, Louis-François donna immédiatement sa démission de maître de dessin ; puis, signant, le 24 avril 1796, une procuration au recevêur de rentes Guilhen, pour recevoir sa part d'héritage, il s'achemina vers l'Italie[1].

Il fut environ deux ans absent. S'il ne figure pas, le 3 germinal an V (23 mars 1797), parmi les onze signataires, anciens « Romains » comme lui, du certificat donné « en faveur de l'épouse du citoyen Bassville », — qu'il n'aurait pas négligé de signer à côté de Tardieu, Girodet, Lefaivre et autres, s'il eût été à Paris, — peut-être était-il rentré pour assister aux obsèques de ce dernier, mort un an plus tard, le 7 avril, et dont il grava le médaillon, dessiné par Wicar [2].

Toujours est-il que Louis-François exposait au Salon de 1799 quatre tableaux : *le Goûter de Philis*, un *Portrait de femme ayant un livre à la main*, une *Laitière portant son lait au marché*, et *Une jeune fille parlant à un jeune homme à la fenêtre*. Ce quadruple envoi, où il avait probablement utilisé ses études et croquis d'Italie, caractérise sa production en général : dessinateur remarquable, Gounod, peintre plutôt froid et dont le manque d'imagination était le moindre défaut, se vouait au portrait et au sujet de genre.

Il est possible que, vers cette époque, il ait séjourné plus ou moins longtemps à Rouen, où son cousin Charles Tardieu était alors établi après avoir épousé mademoiselle Prudence Lemachois, sœur aînée de la future mère de Charles Gounod[3]. Seconde fille de maître Alexandre Lemachois, avocat au Parlement de Normandie, cette dernière, prénommée Victoire, était née à Rouen, 4 juin 1780. Elle montra de bonne heure de

1. Parmi les cohéritiers de Louis-François étaient ses cousins Ravoisier et Coiny, avec lesquels il avait déjà partagé un héritage de 17 215 livres provenant de leur tante commune, Marie-Geneviève Ravoisier, décédée le 9 décembre 1792.

2. Cette gravure est conservée en trois états au Cabinet des Estampes.

3. Jean-Charles Tardieu, dit Cochin, naquit à Paris le 3 septembre 1765 et y mourut le 8 avril 1830. Élève de J.-B. Regnault, il se consacra surtout à la peinture historique et religieuse. Il dut vivre en grande partie à Rouen jusque vers 1811.

grandes dispositions pour la musique et sa mère, au dire de Charles Gounod, « jouait la tragédie comme mademoiselle Duchesnois et la comédie comme mademoiselle Mars ». Élève de Louis Adam, à Paris, et du claveciniste Hullmandel qui, chassé de Paris par la Révolution, « fit un séjour à Rouen » vers la fin du XVIIIe siècle, Victoire Lemachois se faisait entendre avec son maître « dans les maisons où l'on cultivait passionnément et sérieusement la musique » et donnait dès l'âge de onze ans des leçons de piano, la Révolution ayant ruiné l'avocat au Parlement de Normandie.

Malgré la différence d'âge, le mariage fut conclu, approuvé par les parents qui vivaient d'ailleurs séparés[1], et par la grand'-mère maternelle de Prudence Lemachois, Marie-Marthe-Virginie Heuzey, qui signaient tous l'acte de mariage, à la mairie de Rouen, le 24 novembre 1806, ainsi que Jean-Charles Tardieu, devenu le beau-frère de son cousin Gounod.

IV

M. Gounod s'était fait une réputation dans la gravure. Il a peu produit. Il vivait de peu, et son revenu à la rigueur aurait pu lui suffire, écrit mademoiselle Vernet. Mais il aimait l'occupation, et la gravure lui offrait la tranquillité et la lenteur qui convenaient à son caractère.

Il parlait peu en général. Lorsqu'il dut quitter les galeries du Louvre, il n'aurait su assurément comment se reconnaître dans l'immense encombrement qui caractérisait son logis ; c'étaient des amas de livres, de cartons de dessins, d'objets de toute sorte épars çà et là, et jusqu'à des squelettes démembrés dont les os s'étaient détachés de l'ensemble. Heureusement, un de ses cousins se chargea de faire transporter dans un appartement tout ce qui était transportable Sans cela M. Gounod eût tout abandonné là.

Après les deux voyages d'Italie, ce déménagement des galeries du Louvre fut certainement le grand événement extérieur de la vie parisienne de Louis-François, qui n'abandonna la vieille rue des Orties qu'avec les derniers occupants.

Essayant de réaliser un projet séculaire, la réunion du

1. Le beau-père de Louis-François était alors avocat à Versailles.

Louvre aux Tuileries, Napoléon avait décidé, en 1805, l'évacuation totale des appartements concédés dans l'ancien palais des rois. Le 15 germinal an XIII, tous les artistes furent avisés que, d'après les ordres du grand maréchal Duroc, datés de l'avant-veille et en vertu du décret impérial du 11, — on était expéditif, à l'époque, — ils devaient évacuer leurs logements pour le 1er messidor. Grande émotion parmi la colonie d'« illustres » que, depuis deux siècles, abritait l'antique galerie. On se concerta ; on rédigea une pétition à Duroc, exposant que « cet ordre réduit au désespoir vingt-six familles », qui ne demandaient qu'à terminer « paisiblement leur carrière dans ces logements, digne prix de leurs longs et utiles travaux ». Le même jour, 20 germinal, une pétition et une réclamation étaient adressées à l'empereur :

Sire, exposaient les artistes du Louvre, l'Espoir est encore dans nos cœurs. Votre Majesté a rendu le calme à la France, elle veille avec tant de soins au Bonheur de tous ses sujets, elle ne souffrira pas que des hommes courbés sous le poids des années, la plupart ruinés par la Révolution, et qui par leurs talents ont contribué à la prospérité des arts qui font aussi une portion de la Gloire Nationale, soient livrés à la plus affreuse fortune...

La « réclamation », dont l'objet était plus pratique et le style moins grandiloquent, suppliait le souverain d'accorder des indemnités de déménagement et de logement. Elle était suivie d'une liste des trente habitants des galeries : Gounod y vient au sixième rang, avec la mention : « Peintre, ancien pensionnaire de l'académie de France à Rome ; né aux galleries du Louvre. »

L'architrésorier Lebrun invita alors chacun des pétitionnaires à passer chez lui le 28 germinal au matin.

C'étoit, note Vaudoyer, pour les questionner sur l'état de fortune, sur le loyer qu'ils croyoient prendre afin de régler leurs indemnités : tous ont repondu qu'ils ne pourroient se loger a moins de 13 à 15 cents francs. J'ay demandé à aller aux 4 nations[1] et une simple indemnité de déplacement[2].

1. Le palais de l'Institut actuel.
2. Note tirée des papiers de l'architecte Vaudoyer. (Bibliothèque Doucet.)

Gounod, comme tous les autres, dut faire valoir ses droits, droits d'ancienneté surtout, à Monseigneur l'archichancelier de l'Empire, représenter que son grand-père, son père et lui-même ayant habité le Louvre depuis trois quarts de siècle, il lui était pénible de quitter l'endroit où il était né et où il avait passé presque toute sa vie; de même que ses voisins, il sollicita une indemnité de déplacement, voire une pension. Le gouvernement impérial ne voulut pas se montrer moins généreux envers les « illustres » que le bon roi Henri IV, dont les pensionnaires du Louvre rappelaient les lettres-patentes, et Sa Majesté, émue de leur réclamation, fit expédier des brevets aux vingt-deux « Savans et Artistes délogés du Louvre ». Gounod reçut le sien le 17 thermidor, comportant une pension de 500 francs, à compter du 1er vendémiaire an XIV (23 septembre 1805); et le 24 avril 1806, il émargeait à l'état approuvé par Duroc, intendant général de la Maison de l'Empereur, « pour les 100 jours de l'an XIV », la somme de 138 fr. 88. C'était la plus minime des pensions ; il touchait semestriellement et avec la régularité que permettaient les événements, c'est-à-dire des retards souvent considérables, la somme de 250 francs : c'est ainsi que l'état pour le second semestre de 1806, visé par Duroc à Varsovie, le 15 février 1807, et dont le paiement était autorisé par le trésorier général de la Couronne, à Berlin, le 23 février, n'était arrêté définitivement par Daru que le 26 décembre 1808, à Erfurt, soit deux ans après l'époque fixée pour le paiement!

Louis-François, dont sa voisine du Louvre nous racontait tout à l'heure le déménagement, émigra dans le voisinage, rue Bailleul, 10 (son acte de mariage l'indique). Une fois marié, il traversa la Seine, et vint s'installer, au n° 11 de la place Saint-André-des-Arts [1], qui venait d'être créée sur l'emplacement de l'ancienne église où avait été baptisé le fils de l'ancien notaire parisien Arouet. C'est là qu'il vécut ses dernières années, menant une vie assez obscure, comme portraitiste, graveur et professeur de dessin.

1. La rue Danton actuelle, percée en 1889, a fait disparaître cet immeuble. Les catalogues de Salon de l'époque indiquent que Tardieu demeurait à cette adresse. Il est probable qu'il céda ou partagea son atelier avec Gounod, lui évitant ainsi de se chercher un logement.

L'activité artistique du père de Gounod ne nous est guère connue que par les catalogues du Salon, où il exposa exclusivement des portraits, de 1810 à 1822. Il ne paraît pas d'ailleurs, en tant que portraitiste, avoir joui d'une grande vogue : aucun répertoire contemporain ne le cite parmi les notoriétés d'il y a un siècle, et les ouvrages plus récents, sauf les dictionnaires très complets, l'ignorent. Par contre, comme dessinateur et graveur, nous l'avons déjà dit, il avait une réputation sérieuse, attestée par les premiers artistes de son temps.

M. Gounod, dit le rédacteur de sa notice nécrologique, est au rang des hommes dont l'exemple, pendant dix ans (de 1782 à 1792), donna aux études de dessin l'élan porté à un si haut degré par les artistes dont s'honore l'École actuelle : l'un des premiers, il fixa l'attention de ses émules sur les chefs-d'œuvre antiques, et, par son exemple, les porta à en faire l'objet particulier de leurs études.

Il était d'une rare modestie, comme d'une grande indulgence pour ses collègues, jeunes et vieux. Il fut successivement professeur de dessin à l'École polytechnique, professeur de dessin de MM. les Pages du Roi, et dessinateur du cabinet de S. A. R. Monseigneur le Duc de Berry.

Après avoir rappelé son mariage, le nécrologe ajoute, dans le style larmoyant de l'époque :

Aux soins affectueux de cette épouse chérie, vient se joindre le double gage de leur tendre union ; ainsi fut complété le bonheur des dernières années de son existence. Tant de félicités devaient avoir leur terme ; depuis près de deux ans, la santé déjà très délicate de M. Gounod s'affaiblissait sensiblement ; l'art fit de vains efforts pour le rendre à une épouse, à des enfants, à des parents et à des amis qui le chérissaient tendrement ; le chagrin de le voir cesser d'exister ne fut adouci que par les consolations de la Religion, qui vinrent calmer la douleur de ses derniers moments... Son esprit était juste et fin, son intimité douce et aimable et sa fidélité à son Prince portée au plus haut degré[1].

Comme tant d'autres, mais avec l'excuse d'un caractère indolent, rêveur, que les événements politiques devaient plus terroriser que préoccuper ; jacobin malgré lui en 93, pensionné sous l'Empire, comme artiste « délogé » du Louvre, François Gounod dut accueillir le retour des Bourbons, bien-

1. Notice sur François Gounod, en tête du Catalogue de son Cabinet, vendu le 23 février 1824, et jours suivants, à l'hôtel de Bullion.

faiteurs de ses aïeux, avec un véritable sentiment de soulagement. Il n'eut rien de plus pressé que de solliciter un emploi en rapport avec ses talents. Nommé, dès le 1er octobre 1814, maître de dessin des Pages de la Chambre du Roi, il fut dessinateur du Cabinet du duc de Berry, deux emplois honorifiques pendant longtemps : ce n'est qu'à dater du 1er janvier 1821 qu'un traitement de 1 000 francs, puis de 1 800, fut attribué au professeur de dessin des Pages. Et sur les feuilles d'émargement provenant du ministère de la Maison du Roi, d'avril 1821 à février 1823, on peut voir la signature menue et tremblotante de François Gounod, au troisième ou quatrième rang. A partir de mars 1823, François Gounod ne se présente plus lui-même pour toucher les 145 fr. 50 « net à payer » que lui octroye mensuellement le Trésor de la liste civile ; enfin, trois mois plus tard, en juin, un nouveau nom remplace le sien : celui de Coupin de la Couperie, « nommé le 20 mai 1823, rappel de onze jours ». Le père de Charles Gounod était mort, en effet, en son domicile de la rue Saint-André-des-Arts, le 4 mai, à l'âge de soixante-cinq ans.

Sa belle-sœur, Prudence Lemachois, épouse de Charles Tardieu, ayant sollicité pour ce dernier, tuteur de ses neveux en bas âge, et qui promettait d'abandonner le sixième du traitement, la place de professeur de dessin des pages de Sa Majesté, Coupin lui fut préféré : il consentait à faire le même sacrifice de 300 francs par an « envers la malheureuse veuve de M. Gounod ». Madame Tardieu écrivit elle-même, le 11 mai, en faveur de Coupin, à M. de Lauriston, ministre de la maison du roi, et M. de Vernon, recommandant cet artiste, déjà professeur de dessin à Saint-Cyr, écrivait à son sujet : « Je ne doute nullement que M. Coupin ne justifie par ses talents le choix de M. le comte de Belle-Isle et il nous offrirait en outre pour l'exactitude une garantie que nous n'avions pas en M. Gounod, qui habitait Paris et manquait fort s uvent ses leçons. »

Il est de fait que François Gounod préférait la vie contemplative à la remuante activité de certains de ses confrères, aimant à flâner le long des quais, en quête de trouvailles amusantes qui peu à peu constituèrent le « cabinet » qui fut vendu après sa mort. Aussi devait-il trouver long le chemin

de Paris à Versailles, dans la mauvaise saison surtout, et préférait-il la compagnie des œuvres d'art qui composaient sa collection, à la correction des esquisses de MM. les pages du roi. Nonobstant, afin de remplir, autant que sa santé le lui permettait, ses devoirs de maître de dessin, il avait sollicité et obtenu un logement à Versailles, à l'hôtel du Contrôle, dont sa famille conserva la jouissance jusqu'en 1829.

La vente de son atelier et de tous les tableaux, dessins, estampes, livres, médailles, etc., composant son « cabinet » commença le 24 février 1824, à la salle des ventes, qui occupait l'hôtel de Bullion, 3, rue Jean-Jacques-Rousseau. Le peintre et graveur Regnault-Delalande, rédacteur du catalogue et de la notice nécrologique qui vient d'être citée, faisait remarquer parmi les numéros importants : « Une tête de Christ, que feu M. Gounod estimait être une des meilleures productions de *Rembrandt*; *les Pèlerins d'Emmaüs*; différents sujets de *Van Dyck*, *Jean Miel*, *Séb. Bourdon*, *J.-B.-Sim. Chardin* et *Fr.-Guil. Ménageot*. Les dessins offrent des compositions, des esquisses et des études de *Michel-Ange*, *Jordaens Le Poussin*, *Le Sueur*, *Le Brun*, *Latour* et *Jos. Vernet*. »

Du collectionneur lui-même, il y avait des « sujets de prix », des études, des « compositions, études de genre et croquis à la pierre d'Italie » : un seul numéro en comprenait plus de mille. Parmi les livres, se trouvaient cinq exemplaires des *Ruines de Pæstum ou Posidonia*, de Delagardette, ouvrage pour lequel Gounod avait gravé la moitié d'une planche, et qui lui rappelait les souvenirs lointains de ses voyages d'Italie.

Cette collection, dispersée sous le marteau du commissaire-priseur, permit à la famille du peintre de subsister pendant quelque temps. Puis sa veuve se mit courageusement au travail, donnant des leçons de dessin et de musique, afin d'élever dignement ses deux enfants : Louis-Urbain, né le 13 décembre 1807, et Charles-François, né le 17 juin 1818[1].

1. Voici l'acte de naissance de Charles Gounod, tel qu'il a été imprimé dans le *Bulletin de la Société historique du VIe arrondissement* (Paris, 1904) :

« *Extrait du registre des Actes de naissance du XIe* [VIe actuel] *arrondissement de Paris pour l'année* 1818.

« N° 574. — L'an mil huit cent dix-huit, le dix-huitième jour du mois de juin, trois heures de relevée. Par devant nous, Antoine-Marie Fieffé, adjoint à M. le maire du onzième arrondissement, faisant fonctions d'officier de l'état

Dans ses *Mémoires d'un Artiste*, malheureusement inachevés[1], Charles Gounod a rappelé lui-même ses années d'enfance, passées dans l'atelier paternel de la place Saint-André-des-Arts, et dans cet hôtel du Contrôle, qui avait été celui de la Pompadour, à Versailles. Et c'est toujours en termes émus qu'il parle de sa mère, de qui, certes, il tenait son génie musical, tandis que son père, le parfait dessinateur et le portraitiste un peu froid dont nous venons d'esquisser l'existence tour à tour paisible et mouvementée, lui avait laissé en héritage un réel talent de dessinateur ; si bien qu'à la villa Médicis, un jour, M. Ingres ayant vu des croquis du lauréat musicien, lui dit :

— Si vous voulez, je vous fais revenir à Rome, avec le grand prix de peinture.

Gounod n'accepta pas l'invitation, laissant à son aîné Urbain, devenu architecte, le soin de perpétuer dans sa famille les traditions graphiques, et se contentant, pour lui-même, de développer les talents qu'il avait hérités de sa mère.

J.-G. PROD'HOMME

---

civil, est comparu François-Louis Gounod, peintre, âgé de soixante ans, demeurant à Paris, place Saint-André-des-Arts, n° 11, quartier de l'École de Médecine, lequel nous a présenté un enfant du sexe masculin, né d'hier quatre heures du matin, susdite demeure, de lui déclarant et de Victoire Lemachois, son épouse, mariés à Rouen (Seine-Inférieure), il y a douze [ans] environ, auquel enfant il a déclaré vouloir donner les prénoms de Charles, François.

« Les dites déclaration et présentation faites en présence de Nicolas Fleury, coiffeur, âgée de cinquante ans, demeurant même maison, premier témoin, et de Michel Waizenegger, tailleur, âgé de quarante-six ans, demeurant susdite demeure, second témoin. Et ont les père et témoins signé avec nous le présent acte de naissance après lecture.

« *Signé :* Gounod, Fleury, Waizenegger, Fieffé. »

1. Publiés dans la *Revue de Paris* (juin-août 1895).

LE CENTENAIRE DE GOUNOD

Il y a cent ans que Charles Gounod est né (à Paris, le 17 juin 1818). Déjà, il y a quinze années à peine, la France musicale a célébré le centenaire d'un autre de ses glorieux enfants, Hector Berlioz et bientôt après se renouvelleront des commémorations analogues (dans quatre ans, ce sera le tour de César Franck), affirmant, les unes après les autres, la vitalité croissante de notre école à travers le siècle. Quelles que soient les préoccupations différentes que nous impose la gravité des temps, il importe de ne pas laisser en oubli de pareils souvenirs. Gounod — mort il y a un quart de siècle — a été diversement jugé de son vivant : aujourd'hui le recul est suffisant pour que nous puissions tenir un compte impartial de son effort et en distinguer la véritable raison. Essayons de fixer par quelques traits sa physionomie, d'évoquer son activité passée et de définir la véritable signification de son œuvre.

I

La première caractéristique qui nous apparaisse est que Gounod fut avant tout un artiste. Certains jugeront peut-être la constatation superflue. Cependant ce n'est pas toujours par ce côté que se révèlent le plus essentiellement les maîtres. Chez beaucoup, et des plus grands, celles de l'art est bien plutôt

un moyen de réaliser des conceptions autres que d'art pur. Tel semble plutôt un penseur, une âme passionnée, un homme d'action, ou de foi. Et voici déjà qu'en écrivant ce dernier mot nous hésitons : la foi a été pour Gounod un ressort si important que nous pourrions nous demander si ce n'est pas d'elle qu'est sortie l'inspiration la plus intime de son art. Nous verrons bientôt qu'il n'en est pas ainsi, que l'éclosion de la foi a suivi, chez Gounod, la manifestation de l'aptitude à l'art et que c'est bien plutôt la musique qui l'a fait entrer dans la voie religieuse que celle-ci ne l'a conduit à la musique. A travers bien des incertitudes de sa pensée successive, l'art fut pour lui un fonds qui ne varia jamais. Ce n'est pas sans raison qu'il s'est fait peindre tenant dans ses bras, avec amour et dévotion, la partition de *Don Giovanni* : l'auteur de *Faust* est bien, en effet, de la lignée de Mozart, et Mozart, il n'est pas excessif de l'avancer, fut pour lui, sans exclure Dieu, une façon de dieu. Tout dans la vie, depuis le premier éveil jusqu'à l'instant de sa mort, prouve qu'il fut toujours absorbé par la préoccupation de l'art. Nous allons bien le voir par les témoignages qu'il nous a fournis.

Il avait de qui tenir. Parmi ses ascendants, son grand-père, « fourbisseur du roi », et, en cette qualité, logé au Louvre, était de ces artisans dont le métier est bien près d'être de l'art ; son père était un peintre de talent. Lui-même a manifesté des aptitudes pour le dessin. Un jour qu'à Rome il rapportait d'une promenade des croquis tracés d'après les antiquités de la Ville éternelle, Ingres, examinant ces essais, lui dit : « Si vous voulez, je vous fais revenir avec le grand prix de peinture. » Mais il ne pouvait déjà plus partager sa vie et la musique le tenait. Il en a, de son propre aveu, sucé le principe avec le lait de sa mère, musicienne elle-même, et qui fut son initiatrice naturelle. Élevé à Paris, terrain de culture favorable à l'éclosion des talents, il se développa dans l'atmosphère qui lui convenait le mieux ; dès son enfance il connaissait des musiciens en renom : le vieux Jadin, « page de musique » sous Louis XVI, l'un des fondateurs du Conservatoire ; de plus jeunes, Duprez : devenu chanteur illustre ; Monpou, compositeur à la mode au temps du romantisme. A treize ans, sur les bancs du lycée Saint-Louis, il était déjà

si fortement poussé par le démon musical que, n'osant parler en face, il écrivit une longue lettre à sa mère pour déclarer sa volonté de se faire musicien : apprêtant avec soin son style pour le hausser au ton des harangues du *Conciones*, il professait que « dans cette carrière, il existe un bonheur réel, constant, une consolation intime », qu'il est permis « de préférer la gloire des arts à une position que l'argent seul rendrait brillante », que la musique est une compagne si douce « que ce serait lui retirer un grand bonheur que de l'empêcher de la sentir ». Et comme ceux qui le guidaient et l'aimaient combattaient sa vocation par l'objection prévue : « Être musicien, ce n'est pas un état », il répliquait avec véhémence : « Comment ! Ce n'est pas un état de s'appeler Mozart?... »

Au Conservatoire, il fut élève de Lesueur « esprit grave, recueilli, ardent, d'une inspiration parfois biblique, l'air d'un vieux patriarche », a-t-il écrit. Il eut le prix de Rome à vingt et un ans (1839). Dès avant d'avoir terminé ses études, il s'était essayé dans la composition de quelques œuvres qui furent admises aux honneurs de l'exécution publique, par exemple l'*Agnus Dei* d'une messe collective écrite en collaboration par les derniers élèves de son maître et à sa mémoire, et dont un de ses « anciens » à la même école, Hector Berlioz, fit l'éloge en concluant : « M. Gounod a prouvé là qu'on peut tout attendre de lui. »

Pendant son séjour réglementaire en Italie, il subit des influences diverses, pas toutes musicales, sur lesquelles nous aurons à revenir. Il s'imprégna du génie latin, respira l'atmosphère de la campagne romaine, contempla les ruines antiques, les paysages enchanteurs de Capri, de Sienne, du lac Nemi. Ses cahiers de notes nous ont conservé des esquisses musicales qui servirent plus tard à la composition d'œuvres définitives : tel le *Lamento* de Théophile Gautier : « Ma belle amie est morte », transformé en « Stances de *Sapho* ». Par une précocité remarquable, dès les premiers jours de son arrivée à Rome, il avait écrit, sur des vers de Lamartine, deux de ses plus poétiques mélodies : *le Soir* et *le Vallon*. Puis il porta ses principaux efforts sur la musique religieuse et suivit assidument les cérémonies de la Chapelle Sixtine : le développement que, dans ses *Mémoires d'un*

artiste, il a donné à leur description atteste l'importance qu'il leur reconnut au point de vue de son art. Quant à la musique profane — l'opéra italien de 1840 — elle était misérable. Mais il se consola de ce qu'il était obligé d'entendre dans les théâtres romains en fréquentant des milieux cosmopolites. C'est à Rome qu'il rencontra pour la première fois madame Viardot (Pauline Garcia), jeune alors et qui devait être la noble interprète de sa première œuvre, *Sapho* ; puis, il fut initié aux beautés de la musique allemande par Fanny Hensel, sœur de Mendelssohn, qui lui fit connaître Bach et Beethoven et provoqua en lui des transports d'admiration. Car il était essentiellement une âme vibrante et la musique agissait sur lui avec une rare intensité. Madame Hensel, dont les *Souvenirs* sont d'un si vif intérêt, exagère à peine lorsqu'elle déclare : « La musique allemande le trouble et le rend à moitié fou »; sa révélation « produit sur lui l'effet d'une bombe qui tombe dans une maison : il est possible que cela cause de grands dégâts ». Pour dire le vrai, cette offensive n'eut rien de désastreux : elle contribua seulement à maintenir Gounod dans les voies du grand art et n'absorba rien de sa personnalité, qu'elle ne fit au contraire, que féconder. Ce ne dût pas être longtemps après ces auditions intimes que Gounod composa, sur la trame harmonieuse du premier prélude du *Clavecin bien tempéré*, le beau chant de la *Méditation* qui contribua à établir sa renommée juvénile. On en a fait un *Ave Maria* et l'on s'est récrié sur l'expression de son sentiment religieux. Il n'en est rien : ce chant a été adapté successivement à des paroles très diverses, et il fut conçu indépendamment de toute préoccupation autre que musicale, c'est un « contre-sujet », issu intimement du prélude de Bach, dans les harmonies duquel il était intégralement contenu. Il fallait savoir l'en dégager : Gounod a exécuté cette opération de contrepoint en maître. Mais c'est l'artiste seul qui a résolu ce problème musical. Quel génie plus pur eût, par son contact, su favoriser l'éclosion du sien?

Lorsque Gounod fut revenu en France, il s'effectua une diversion qui faillit le détourner de sa voie : devenu maître de chapelle à Paris, il sembla vouloir être exclusivement un

musicien religieux ; plus encore, il songea à abandonner la carrière dans laquelle il entrait brillamment pour se consacrer à l'Église. Mais il se ressaisit et revint dans le monde. Il écrivit pour le théâtre ; les premiers poèmes qu'il mit en musique sont des sujets grecs : *Sapho*, *Ulysse*. Le succès était lent à venir. L'époque où parurent ces œuvres est celle où le goût du public français fut le plus bas. Il ne voulait rien autre que de vulgaires opéras italiens et de sots opéras-comiques. Cependant, des maîtres, isolés et méconnus, rongeaient leur frein, impuissants devant cette indifférence. Berlioz s'arrêtait d'écrire, découragé, et les jeunes artistes qui naissaient alors avaient besoin d'un fier courage pour entrer dans une carrière hérissée de périls. Gounod fut des premiers à ressentir les effets de cette incompréhension générale. Mais, en même temps, ceux qui voulaient comprendre surent bien distinguer les hautes qualités qui s'annonçaient dans ses premiers ouvrages et sa renommée s'étendit peu à peu. Elle devint universelle lorsqu'en 1859 le Théâtre-Lyrique donna *Faust*, qui, ayant passé à l'Opéra dix ans plus tard, est aujourd'hui une des plus solides assises du répertoire dans tous les théâtres musicaux du monde. *Philémon et Baucis*, *Mireille*, *Roméo et Juliette*, *Polyeucte*, et quelques autres opéras dont les noms seuls sont restés, marquent les étapes successives de la carrière du compositeur dramatique.

A la fin de sa vie, il revint avec une nouvelle prédilection à la musique religieuse, qu'il n'avait d'ailleurs jamais cessé de cultiver. Il avait écrit des messes, des motets, des cantiques : il les multiplia ; les meilleures œuvres de ses dernières années sont deux oratorios, *Rédemption* et *Mors et vita*, d'un haut et pur lyrisme. Comme homme, enfin, il était parvenu au faîte de ses plus hardies ambitions. Le nom de Gounod était cité à travers le monde entier comme celui d'un des premiers musiciens du siècle. « Ce n'est pas un état d'être musicien », lui avait objecté jadis le bon maître qui, ébranlé par sa conviction juvénile quand il répondait en citant le nom de Mozart, n'avait pu s'empêcher de murmurer : « Si c'est comme cela que tu l'entends ! » Il l'entendait comme cela en effet, et il prouva bien que c'était « un état » de s'appeler Gounod. Il était devenu plus que l'artiste : il avait passé

au rang du « maître », le « cher maître ». Lui qui, dans sa déclaration enfantine, écrivait pompeusement : « Achille préféra la gloire à une longue vie passée sans se couvrir d'un nom glorieux », il sut goûter ce double bonheur : connaître la gloire et jouir d'une longue vie. Vieillard, entouré d'honneurs et d'hommages, il ne craignait pas de pontifier quelque peu : ce terme, généralement employé avec quelque ironie, s'applique à lui sans malveillance, car il contribue à définir le caractère quasi-ecclésiastique qui avait fini par s'imprimer sur toute sa personne. Ceux qui l'ont connu en ses dernières années se le rappellent, en son intimité familiale, dans la maison qu'il avait fait aménager selon son goût, où un orgue donnait au *home* comme un aspect de lieu sacré, vêtu d'une ample robe d'où sortait sa belle tête monastique, semblable à celle d'un Père de l'Église, plus inspirée qu'austère ; et son geste semblait bénir les disciples fervents, les belles admiratrices, qui s'empressaient autour de lui et venaient lui rendre leur culte.

Il n'eût tenu qu'à lui de se reposer sur ses lauriers : mais comment trouver le repos quand le cerveau est agité sans cesse et plein de nouvelles idées? La musique l'obsédait et il était toujours ramené vers elle impérieusement. Parfois l'effort de la production lui a coûté de telles peines que son esprit en éprouva de grandes fatigues ; mais, l'accès passé, il reprenait la plume et se remettait à travailler. Agé de soixante-dix ans et plus, il se rendait compte que la source d'inspiration était tarie en lui ou du moins qu'elle avait perdu sa fraîcheur : mais il n'importait ; il écrivait toujours. Le catalogue de son œuvre compte un nombre considérable de morceaux divers, pour le piano, le chant, etc., qu'il produisait comme par un besoin naturel, parce que telle était sa fonction. Et il mourut la tête plongée dans une partition qu'il venait d'écrire et qu'il voulait compléter au moment où il fut frappé, debout devant son œuvre.

II

Ainsi s'accomplit sa vie extérieure. Elle semble s'être déroulée suivant la logique habituelle, commençant avec les

luttes de la jeunesse pour aboutir aux satisfactions finales que donne le succès progressivement obtenu. Il n'y aurait rien de plus à en dire si l'existence de Gounod n'eût été traversée par certaines crises internes dont l'influence fut si profonde qu'elle faillit un moment en dévier l'orientation. Et cela est le plus intéressant à connaître. Il y a une relation étroite entre la production de l'artiste et la conscience de l'individu : l'une émane de l'autre, tout simplement. Il nous y faut descendre, dans cette conscience : par là nous apprendrons à distinguer ce qu'il y a eu de plus profond en l'homme ; et c'est seulement après que nous aurons pénétré au fond de l'âme que la signification de l'œuvre nous apparaîtra dans sa pleine clarté.

Ce n'est pas dans l'éducation que Charles Gounod a puisé sa foi. Élevé dans la religion catholique, il n'en reçut tout d'abord qu'une empreinte superficielle, la même que subissaient dans le même temps les autres enfants de la bourgeoisie française, où l'influence de Voltaire ne laissait pas d'être encore vivace. A l'encontre de la plupart des familles, sa mère n'eut aucune part à sa ferveur ; occupée à élever ses enfants et à gagner sa vie comme professeur de piano, elle n'avait pas assez de temps de reste pour l'employer aux pratiques religieuses ; telle Marthe, sœur de la Magdaléenne, elle vaquait aux occupations de la vie matérielle, laissant pour d'autres « la meilleure part » ; et s'il vint un jour où elle voulut avoir pour elle un peu de cette part-là, c'est à son fils qu'elle en fut redevable, car c'est lui qui, sur le tard, convertit sa mère et la ramena à des exercices longtemps négligés.

Si une influence de cette nature s'exerça sur lui en ses jeunes années, c'est encore à la musique qu'il l'a due. En ce temps, où l'art de la symphonie était peu pratiqué en France, la seule musique digne de ce nom n'existait, à proprement parler, que sous deux espèces : l'opéra et le chant d'église ; et celui-ci, classé très haut dans l'opinion, représentait la forme supérieure de l'art. Or, le jeune Gounod, qui n'avait eu qu'exceptionnellement l'occasion d'entendre Mozart, Weber et Rossini aux Italiens, vivait dans une intimité presque complète avec le monde des chapelles. Le proviseur du lycée où il fit ses premières études était un abbé, et il y avait dans la chapelle

une tribune sur laquelle chantait un petit chœur d'élèves dont il fut appelé à faire partie dès son entrée. Quant il subit la première épreuve qui devait constater ses aptitudes musicales, ce furent les paroles bibliques de la romance de *Joseph* qu'on lui donna pour les mettre en musique. Il est possible que ses premiers essais de composition au Conservatoire n'aient été que les banales cantates et les morceaux construits selon la formule scolaire; mais aucun d'eux n'a laissé de traces, tandis que la première œuvre qu'il ait fait entendre en public est cet *Agnus Dei* qui lui valut l'éloge de Berlioz; et, aussitôt après qu'avec l'obligatoire cantate de concours, *Fernand*, il eut conquis le prix de Rome, il n'eut rien de plus pressé que de composer et faire exécuter une messe entière. Rappelons-nous aussi quels traits l'avaient le plus frappé dans la physionomie de son vieux maître Lesueur : « Un esprit recueilli, d'une inspiration biblique, enclin aux sujets sacrés... l'air d'un vieux patriarche. » Ainsi l'éducation musicale fut-elle un premier moyen pour l'amener sur le chemin de la religion.

Mais c'est à Rome, et dès les premiers temps de son séjour dans la ville papale, que s'accomplit la transformation définitive. Et là encore les fréquentations musicales antérieures ne furent point étrangères aux influences qu'il subit.

Gounod avait eu pour compagnon d'études au lycée Saint-Louis un jeune homme, un peu plus âgé que lui, avec qui la musique l'avait mis en relations dès l'abord : ils chantaient ensemble au chœur. Ce camarade s'appelait Charles Gay. Retenons ce nom : c'est celui de l'homme qui fut l'artisan de toute l'évolution que nous allons retracer. S'étant perdus de vue à la sortie de l'école, ils se retrouvèrent un peu plus tard, en un lieu très profane, l'Opéra, à une représentation de *la Juive*. Ils renouèrent connaissance : ils apprirent qu'ils étaient de nouveau camarades, car Gay, poussé, lui aussi, par le démon musical, — mettons que, pour eux deux, ce démon fut un ange! — avait entrepris les mêmes études que Gounod, et avec le même maître, Reicha. Ils se lièrent intimement. Gounod fut reçu dans la famille de Gay ; la sœur de celui-ci était bonne pianiste ; ils exécutaient ensemble Mozart et Beethoven et les jeunes maîtres de demain essayaient dans l'intimité leurs premières compositions.

Un jour, Charles Gay annonça à Gounod qu'il allait se faire prêtre. Il tint parole, et nous devrons désormais l'appeler Monseigneur Gay, car il devint évêque.

Gounod fut extrêmement étonné en apprenant la résolution de son ami. Et quoi ! Pouvait-on sacrifier un si bel avenir pour un sort si peu digne d'envie? Se faire curé quand on pouvait être artiste !

Il continua ses études au Conservatoire et obtint la récompense qui l'obligeait à aller vivre à Rome pendant deux ans et plus.

Pendant ce temps, Charles Gay, était, lui aussi, parti pour l'Italie, car il avait voulu faire dans la capitale chrétienne ses études de théologie. Il y était déjà dans l'automne de 1839, alors que Gounod, se préparant à son lointain voyage, faisait ses adieux à Paris en donnant à Saint-Eustache sa première messe : une lettre de Gay, écrite de Sienne, le 19 octobre, montre l'intérêt qu'il prenait à cette exécution. Une autre, de Rome, 7 décembre, dit : « J'attends avec joie Charles Gounod. » Même impatience est manifestée le 17 janvier 1840. Et quand, dix jours plus tard, après l'interminable et fatigant voyage en *vetturino*, les nouveaux lauréats de l'Institut débarquèrent dans la Ville éternelle, le seul visage ami que Gounod trouva devant lui fut celui de Charles Gay.

C'est une consigne fidèlement observée d'ordinaire par les prix de Rome de proclamer que leur temps de séjour en Italie fut le plus heureux de leur vie. Berlioz fut à peu près le seul à ne pas la suivre et à se plaindre de l'ennui qui pesa sur lui pendant son « exil ». Gounod, obligé, plus tard, comme membre important de l'Académie des Beaux-Arts, de faire respecter cette obligation, n'a pas trop voulu protester contre elle : cependant il n'a pu se défendre d'avouer, dans ses *Mémoires d'un Artiste*, que son arrivée à Rome produisit en lui une profonde impression de tristesse : « J'étais en pleine désillusion, écrit-il, et il n'aurait pas fallu grand'chose pour me faire renoncer à ma pension, reboucler ma malle et me sauver au plus vite à Paris. » Quant à Charles Gay, quatre semaines après qu'ils s'étaient retrouvés, il écrit sur lui cette phrase qui en dit long : « Le pauvre Charles est triste de ce qu'il a laissé et triste de ce qu'il a trouvé a l'Académie. »

L'esprit de Gounod, facilement ouvert aux influences, était donc à ce moment un terrain très bien préparé pour recevoir les consolations qui pouvaient s'offrir à lui. Ce furent celles de la religion qui y tombèrent, et c'est Charles Gay qui les lui porta.

Oh ! ce ne fut pas long ! Gounod disait, nous l'avons vu, qu'il fut près de renoncer à sa pension et revenir à Paris « pour y retrouver ce qu'il aimait ». La première partie de cette assertion est exacte ; mais la seconde est contestable. La vérité est que le futur auteur de *Faust* faillit, à vingt et un ans et demi, renoncer à son art pour embrasser la prêtrise. Aucun acte public ne nous en a rien dit, car il ne fut rien consommé d'irréparable ; mais nous sommes très bien renseignés par des lettres, encore que celles du principal acteur de ce petit drame de conscience n'aient pas été retrouvées. Mais nous connaissons les réponses : celles de la mère, celles du frère aîné, et nous comprenons, par les tendres inquiétudes qui s'y expriment, ce que lui-même avait dû leur avouer.

« Tes lettres ressemblent plutôt à une homélie, à un sermon en chaire qu'à tout autre chose, écrit Urbain Gounod. Tu sembles complètement absorbé, dompté par l'influence de ton ami Gay... Ce n'est nullement ta mission de convertir les autres, notre mère par exemple, à des actes qui ne sont plus dans ses habitudes et qui ne l'ont pas empêchée, tout en ne les observant pas, de pratiquer ce qui, selon moi, est la plus belle de toutes les piétés. »

Ainsi, le nouveau prosélyte avait déjà commencé à vouloir catéchiser sa mère ! Celle-ci, avec une infinie délicatesse, écrivait à son tour :

« Je suis bien certaine de la bonté de ton cœur, de la pureté de tes intentions, de l'élévation de ton âme, du désir que tu as de ne dire que des choses utiles et d'agir de manière à être approuvé du maître de toutes choses ; et, pourtant, au milieu de tout cela, mon cher enfant, j'ai ressenti à la lecture de ta dernière lettre un serrement de cœur qui a été le résultat de l'espèce d'inquiétude vague qu'elle m'a donnée... Tiens-toi sur tes gardes et déclare-toi bien franchement *artiste qui a des sentiments religieux*, mais non *religieux*, de pratiques multipliées, *qui veut se réserver d'être artiste.* »

L'influence que redoute la mère est plus particulièrement celle du Père Lacordaire, dont elle connaît le grand talent ; elle va jusqu'à exprimer la crainte que Charles veuille se faire dominicain, « ce que je ne crois guère propre à ta nature passionnée », observe-t-elle.

Madame Gounod ne se trompait pas. Le Père Lacordaire, jeune encore et nouvellement acquis à l'Église, était alors à Rome où, dans le couvent de la Minerve, il venait de prendre l'habit de dominicain. Il avait le don redoutable de l'éloquence et la jeunesse affluait autour de lui pour écouter sa parole. Gounod, entraîné,par son ami Gay, vint l'entendre, et sur-le-champ il fut conquis. Dans son prosélytisme combatif, le prêtre n'avait rien attendu pour exercer son action : il groupa en une confrérie, sous l'invocation de saint Jean l'Evangéliste, un certain nombre de jeunes gens, artistes français ou romains de familles nobles. Gounod fut un des douze premiers membres de cette confrérie ; et ce fut, non dans la Villa Médicis, mais au couvent, pendant une retraite, qu'il écrivit la partition de la seule de ses œuvres qui ait été entendue publiquement pendant son séjour à Rome, une messe exécutée à Saint-Louis des Français en 1841.

Entre temps, il multipliait les manifestations religieuses. Une lettre de Charles Gay rend compte, sur le ton d'un mysticisme intense, d'une cérémonie à laquelle ils prirent part, le jour de l'Annonciation, où Gounod reçut la communion « pour la première fois depuis son enfance ». Il s'efforçait d'entraîner avec lui des camarades : à cette même fête, son camarade Georges Bousquet, prix de Rome de l'année précédente, était à ses côtés, et c'était, lui, « pour la première fois de sa vie » qu'il approchait de la table sainte. L'effet de cette première communion tardive fut-il aussi durable que l'espérait son ami ? A en juger par la suite de la carrière de Bousquet, qui mourut jeune, après avoir connu toutes les difficultés du métier de musicien, il ne le semble guère. Lui-même faisait sur Gounod des confidences désabusées auprès de madame Hensel : il lui disait que le P. Lacordaire les avait recherchés pendant l'hiver, que Gounod, « avec son caractère faible, très exalté et ouvert à toutes les influences », s'était « laissé prendre dans les liens de la religion » et que

le moment n'allait pas tarder où « il changerait la musique contre le froc ».

Or, tout cela s'était passé dans l'espace de quatre mois. L'arrivée de Gounod à Rome eut lieu le 27 janvier 1840, et les lettres de Gay auxquelles nous venons de faire des emprunts sont datées des 25 février et 11 mars (lui-même quitta Rome le 27 avril) ; le fête de l'Annonciation, dont il est question comme d'un anniversaire dans une lettre de l'année suivante, tombe le 25 mars ; les lettres de la mère et du frère de Gounod sont du 27 avril ; c'est le 16 mai 1840 que Lacordaire rassembla ses premiers disciples au couvent de Sainte-Sabine, et madame Hensel, dont nous avons recueilli le témoignage, a quitté Rome dans les premiers jours de juin.

Passé ce temps, la foi de Gounod, tout en restant entière, devint d'abord plus calme : il ne cessa pas de croire, mais il parut renoncer, pour un temps, à embrasser l'état ecclésiastique; et, s'il se consacra presque exclusivement, pendant près de dix ans à la composition de la musique religieuse, il n'en vécut pas moins de bonne amitié avec ses camarades de ce couvent d'artistes — Berlioz l'appelait « caserne académique » — qu'est la Villa Médicis.

Il composa à Rome une messe avec orchestre, qui fut exécutée à Saint-Louis des Français pour la fête du Roi ; — un *Te Deum*, dans le style palestrinien, « envoi de Rome » qui lui valut les critiques acerbes de Spontini ; — deux autres messes, dont un *Requiem*, chantées à Vienne pendant le séjour réglementaire qu'il fit dans cette ville dans l'hiver de 1842-43. Enfin, une lettre écrite de Rome pendant la dernière année de son séjour annonce le projet (qui ne fut pas réalisé) d'une « symphonie avec chœurs en quatre parties sur le Christ, sa persécution, sa mort, une prophétie contre Jérusalem et la résurrection ».

Il rentra à Paris en mai 1843, et le premier ami qu'il vit à sa descente de la diligence d'Allemagne fut le même qu'il avait trouvé à Rome en arrivant en *vetturino* : Charles Gay. Leur intimité était si étroite, qu'ils habitèrent la même maison ; sa mère l'avait décidé elle-même, et leur voisinage comprenait encore l'ancien aumônier du lycée Saint-Louis, abbé Dumarsais, devenu curé de la paroisse des Missions. L'année d'avant,

la souriante madame Gounod avait écrit à son fils : « Je ne sais de quel côté tu désireras loger lorsque tu reviendras. Sera-ce près des Missions, ou près de l'Opéra? » Le sort en était jeté : ce ne devait pas être près de l'Opéra, au moins pour le moment. Madame Gounod, revenue, grâce à son fils aux pratiques religieuses, était donc allée élire domicile auprès de ses nouveaux conseillers. L'abbé Dumarsais avait depuis longtemps promis à Gounod que, s'il devenait curé, il le prendrait pour son maître de chapelle : il fut pris au mot, et le jeune prix de Rome devint titulaire d'un poste dont il prétendit, à la vérité, faire un sacerdoce, car il avait posé pour condition qu'il serait, aux missions, le « curé de la musique ».

La tâche ne lui fut pas aussi douce qu'il avait cru pouvoir l'espérer. Le goût musical, dans ce milieu du XIXe siècle, était aussi mauvais à l'église qu'au théâtre, et ce n'est pas peu dire. Gounod, venant de Rome, prétendait introduire dans une petite paroisse la tradition de la Chapelle Sixtine ; mais il avait affaire aux fidèles du quartier de la rue de Sèvres, et ceux-ci eussent préféré le *Laudate* d'Adolphe Adam. Sa mère, prévoyant le péril, l'avait déjà mis en garde. L'année précédente, pour donner sans doute un avant-goût, le curé avait fait exécuter une messe de Palestrina, à l'audition de laquelle avait été convoqué le Paris artiste : l'effet avait été déplorable, et madame Gounod en voulut avertir son fils. « C'est d'un froid de glace, lui disait-elle; cela me fait l'effet d'un contresens perpétuel » ; et, poursuivant, elle ne craignait pas de hasarder d'assez vives critiques à l'adresse de « M. Palestrina ». Le curé, avec tout son bon vouloir, aurait voulu accorder tout le monde ; il conseillait à son maître de chapelle de « modifier son genre », de « faire des concessions » ; mais Gounod s'insurgeait, offrait sa démission, et il ne fallait rien de moins que leur bonne amitié pour arranger les choses.

Pour tout dire, c'était vraiment ambitionner beaucoup que de tenter de réformer la musique religieuse avec les seuls moyens dont Gounod disposait à la paroisse des Missions : un orgue médiocre et quatre voix, deux basses, un ténor et un enfant de chœur ; brochadt sur le tout, le maître de chapelle, remplissant à la fois les rôles de chef, d'organiste, de chanteur et de compositeur. Belles ressources pour exécuter

les chœurs alternés d'Allegri, de Palestrina et de Carissimi! Gounod ne le tenta même pas ; il s'en tint à composer lui-même des motets et des messes dans ce style, en le simplifiant pour le mettre à la portée des moyens d'exécution. Toutes les œuvres qu'il produisit à cette époque sont conçues dans cette formes ommaire, dont permettent de nous rendre compte le petit nombre de celles qui ont été publiées : une *Messe brève* et *Salut* pour quatre voix d'hommes, Op. 1 ; les *Offices de la Semaine Sainte*, Op. 2 ; un *Salve Regina*, des cantiques, quelques motets, etc.

Les œuvres qui viennent d'être mentionnées comme parues sous les numéros d'Op. 1 et 2 portent le nom de l'auteur ainsi libellé : « Musique de l'Abbé Ch. Gounod ».

En effet, l'artiste, revenant à son projet abandonné à Rome, avait résolu de nouveau d'embrasser la prêtrise. En février 1846, les journaux annoncèrent que le prix de Rome Gounod était entré dans les ordres. C'était aller un peu vite : outre qu'il ne reçut jamais l'ordination, ce ne fut que plus tard qu'il put s'attribuer la simple qualité de séminariste. Mais il est bien vrai que d'ores et déjà sa vie et son art étaient exclusivement consacrés à la religion. « Il ne veut rien faire pour le théâtre et déclare ne vouloir s'occuper uniquement que de musique religieuse », écrivait son frère à Hector Lefuel, le 7 décembre 1844. Il s'était replacé sous la direction du P. Lacordaire. On le voit, à cette époque, fréquenter une de ces tables d'hôte du quartier latin dont les jeunes habitués sont parfois destinés à devenir des gens célèbres et où se remuent tant d'idées ingénieuses et souvent fécondes : le cabaret du père Fricaud, rue Guénégaud ; là se rencontraient Courbet, Gérard de Nerval, Théophile Gautier, Baudelaire, Henri Murger, Gustave Doré, et l'on y déjeunait pour douze sous. Gounod y continua son prosélytisme ; il sut entraîner aux conférences de Notre-Dame jusqu'à Pierre Dupont, le chansonnnier populaire. Ses lettres de cette époque sont écrites sur un papier à l'en-tête des Missions, avec une croix en haut de la page, et il les signe : « Abbé Ch. Gounod » ; il en a été publié une intéressante collection, adressée à un ami d'enfance, le peintre Richomme. Une autre lettre, à un ancien camarade de Rome, Besozzi, est datée des Carmes, 7 novembre 1847 :

Gounod y annonce qu'il va « sans doute passer là les trois années d'études et de retraite qui doivent le préparer au sacerdoce ».

Le 6 octobre 1847, le maître de chapelle des Missions reçut de l'archevêque de Paris une lettre l'autorisant « à habiter les Carmes et à suivre, externe, les cours de Saint-Sulpice ». Il dut revêtir alors l'habit religieux.

Mais, cette fois encore, ce ne fut pas long. Cinq mois ne s'étaient pas écoulés qu'il avait quitté le séminaire et renoncé à l'état écclésiastique.

Que s'était-il passé ? Gounod avoue simplement, dans ses *Mémoires* (où il passe très discrètement sur cet épisode de sa vie) qu'il « s'était mépris sur sa vraie vocation, qu'il lui eût été impossible de vivre sans son art ».

Est-ce bien tout? N'y eut-il pas d'autres raisons à une détermination si grave? Le secret de la confession nous échappe et nous ne devons pas chercher à le forcer.

Sachons donc seulement qu'au commencement de mars 1848 Gounod était rentré dans le monde. L'art l'emportait sur la foi ! Il quitta jusqu'à son poste de maître de chapelle, qu'il lui eût été pourtant loisible d'occuper encore, tout en restant laïc, — et cette circonstance nous paraît confirmer le caractère d'évasion, de fuite, qui semble avoir été le propre de ce retour à la vie profane. Ce ne fut d'ailleurs pas la seule fois en sa vie que Gounod se libéra. Il le fit, cette fois, sans bruit et sans scandale et, d'un excès de dévotion, il ne passa pas à l'incrédulité [1]. Il continua même à composer des messes, à grand orchestre cette fois, et sans craindre de faire chanter des femmes dans le temple. Mais il écrivit *Sapho*, *Faust*, *Roméo et Juliette*. Il se maria, s'alliant à une famille qui, ayant pour chef un renommé professeur du Conservatoire, le fit rentrer sans heurt dans le courant du monde artiste. N'étant plus maître de chapelle, il se fit nommer directeur de l'Orphéon municipal ; il y composait toujours de la musique en chœur pour les voix

1. Lors de la naissance d'un enfant de Gounod, en septembre 1863, l'abbé Gay parlait de « la restitution de lui-même qu'il avait faite à Dieu, au commencement de cette année, en redevenant *chrétien tout à fait* ». Il résulte de cet aveu qu'entre 1848 et 1863 — quinze années — l'ex-abbé Gounod a pu être au moins taxé de tiédeur.

d'hommes, et il ne manqua pas de trouver encore des occasions de disputes avec les uns ou les autres. Puis le succès vint, et avec lui les honneurs et la fortune ; il fut membre de l'Académie des Beaux-Arts et il n'eût tenu qu'à lui de devenir directeur du Conservatoire. A la fin de sa vie, nous l'avons entrevu déjà, il revint plus ostensiblement aux pratiques religieuses. Non que son attitude ait rien eu d'austère. Il n'était pas de ceux qui se complaisent aux flagellations, aux cilices. Sa dévotion, aussi bien que l'œuvre qui en est issue, rappelle assez bien ce que Pascal, d'un mot cruel, qualifiait : « dévotion aisée ». Nous pourrions aller plus loin et la qualifierions : « confortable ». Mais comme il ne voulait pas qu'on l'accusât d'avoir « la foi qui n'agit point », il ne manqua pas d'affirmer la sienne aussi souvent que les circonstances le permirent. Ses lettres, fussent-elles écrites pour l'intimité, montrent en lui un esprit assez fortement combatif et qui ne veut pas rester étranger aux polémiques du jour : M. Camille Bellaigue en a publié plusieurs, qui sont caractéristiques. N'oublions pas aussi que si sa dernière pensée fut pour son art, elle fut aussi pour sa foi. Nous avons dit qu'il est mort en tenant dans ses mains sa dernière partition ; mais celle-ci était une œuvre de musique religieuse, un *Requiem*.

Quant à la production musicale, elle ne pouvait manquer à tenir de l'inspiration sacrée une grande part de sa valeur. L'abondant catalogue de Gounod compte une proportion considérable d'œuvres religieuses, et certains les ont placées au premier plan. C'est ainsi que M. Saint-Saëns a écrit : « Quand dans un lointain avenir, les opéras de Gounod seront entrés dans le sanctuaire poudreux des bibliothèques, *la Messe de Sainte-Cécile, Rédemption, Mors et Vita* resteront... » Que nous nous associions ou non à cette prédiction, nous pouvons au moins confirmer que c'est bien là que l'auteur de *Faust* a fait porter le principal de son activité. Nous avons nommé quelques œuvres religieuses qu'il a écrites en sa jeunesse, à Paris d'abord, puis en Italie, en Autriche, enfin après son retour en France pendant le temps qu'il fut maître de chapelle ; depuis lors, bien qu'il se partageat, il multiplia les Messes, dont il publia un grand nombre sous des titres divers :

Messes *de Sainte-Cécile*1855), *des Anges Gardiens* (1872), *du Sacré-Cœur* (1876), *de Pâques* (1882), *de Jeanne d'Arc* (1887), *de Clovis* (1890), *de Saint-Jean* (1890); sans compter les messes *aux Orphéonistes* (1853), *aux Séminaires* (1872), *aux Communautés religieuses* (1882), *Messes chorale* (1883), *aux Cathédrales* (1890), et plusieurs Messes des Morts. A côté de cantiques profanes, innombrables, il faut citer les *Sept paroles du Christ* (1855), *Près du fleuve étranger* (1861), un *Stabat mater* (1867), *Gallia*, lamentation d'après Jérémie (1871), enfin deux grands oratorios: *Rédemption*, commencé à Rome en 1869 et exécuté pour la première fois à Londres en 1882, et *Mors et Vita*, en donné 1885.

Pour écrire ces œuvres, Gounod a inauguré un style assez nouveau dans l'art de la musique religieuse, qui parfois ne manque pas d'ampleur, mais dont l'expression est surtout faite de charme. Admirateur de Palestrina, il n'en a pas plus suivi l'exemple au point de vue des formes que de l'accent. Résumant l'impression que lui avait fait éprouver la musique de la Chapelle Sixtine, il y constatait «une intensité de contemplation qui va parfois à l'extase », une « absence de procédés visibles, d'artifices mondains », et il louait, chez Palestrina comme chez Michel-Ange, « le dédain de la séduction ». Cela est fort bien dit, mais s'applique combien peu à lui-même ! Le dédain de la séduction ! Personne ne l'eut moins que Gounod. Il sait tracer le contour fuyant, l'harmonie fluide et transparente, et, ces qualités, toutes d'extérieur, il les utilise sans scrupule pour ses fins sacrées. Une seule fois nous le verrons s'appliquer à reproduire les formes de la polyphonie palestrinienne ; c'est dans les *Sept paroles du Christ*, œuvre écrite rigoureusement *a Capella*, datant par sa du commencement de sa maturité (1855) mais que nous soupçonnerions d'avoir été conçue antérieurement et qui mériterait d'être plus connue aujourd'hui. Mais tout le reste est musique à grand orchestre. Musique noblement et purement écrite. Gounod a fait usage d'un certain style de basilique dont la beauté imposante se hausse, en quelques endroits, jusqu'à donner une impression de grandeur. Nous en trouvons un digne témoignage dans *Mors et Vita*, dont le *Judex*, sonore et solennel, déroule une ample phrase, aboutissement

de bien des thèmes semés par Gounod au cours de son œuvre, mais qui a trouvé dans cette page sa réalisation la plus accomplie. Il y a là presque de la puissance. Mais, au fond, c'est la grâce qui domine. Or, ce mot, « la grâce », a deux sens, l'un tout profane, lorsqu'il veut parler de charmes extérieurs, l'autre sacré, quand il désigne la vertu et le don inspirés par la volonté divine. Ces deux significations se fondent ici pour caractériser l'œuvre de Gounod : nulle autre expression ne saurait mieux dire et résumer ce que contient son art.

III

L'artiste n'est vraiment complet que lorsqu'il sait accorder et faire vibrer tour à tour les diverses cordes de la lyre. Gounod n'eût pas joué le rôle que nous lui avons vu tenir dans son siècle s'il eût été uniquement le musicien religieux que nous venons de considérer en lui. Mais sa nature même, aussi sensuelle que mystique, le prédisposait au moins autant à en faire jaillir une inspiration profane : c'est à cette dernière que son œuvre a dû la plus large part de l'expansion qui l'a fait circuler à travers le monde entier.

Lui-même, jusque dans ses élans religieux, se rendait assez bien compte de cette dualité de son esprit. A Rome, au moment où il cherchait sa voie, il déclarait « qu'il est possible de faire de belle musique religieuse, d'un style sévère, et en même temps de peindre d'une autre palette la fougue effrénée de la passion humaine ». Il rêvait, au témoignage de M. Camille Bellaigue de composer un *Requiem* ayant « le caractère ou l'expression de l'amour plutôt que de la terreur ». Tel était son idéal alors que son esprit était tout occupé des choses saintes. Ce fut bien autre chose lorsqu'il se fut résolu à suivre sa vie laïque, qui s'écoula, en somme, d'une façon assez profane. Dès les premières œuvres produites sous cette seconde influence, il se montre, en tant qu'artiste, sous un jour entièrement nouveau : il est païen.

Les sujets qu'il traita d'abord se prêtaient admirablement à cette métamorphose. Son premier opéra fut *Sapho*, et pour

cette œuvre, qui met en scène d'illustres personnages du monde grec, il a trouvé une note vraiment nouvelle et charmante, parfois élevée, de poésie antique. Comment définir un style si particulier? Ce n'est pas par une imitation (la musique n'offre ici aucun modèle authentique), c'est par des équivalences, des suggestions venues de la poésie ou des autres arts — une fresque pompéienne, une statuette de Tanagra, — qu'une telle évocation sonore a pu être réalisée. L'on avait pu voir un André Chénier faire en français des vers grecs ; en musique même, Gluck avait donné parfois aux hommes du XVIIIe siècle des sensations d'hellénisme : sans parler des hymnes au grand style d'*Alceste* et d'*Iphigénie*, rappelons-nous le chœur de danse d'*Alceste* : « Parez vos fronts de fleurs nouvelles », composé en premier lieu pour une autre œuvre dont le personnage est le type éternel de la beauté, Hélène. L'on peut admirer le même relief délicat, relevé d'un tour plus moderne, dans la chanson du berger : « Broutez le thym, broutez, mes chèvres », dont l'accent, comme la forme, fait penser, l'on ne saurait dire pourquoi, aux idylles de Théocrite.

Quant aux stances de *Sapho* : « O ma lyre immortelle », elles ont l'ampleur d'un beau vêtement grec et laissent l'impression de la plus pure beauté classique.

Mais, pourrait-on objecter, ce dernier chant, n'a pas été composé expressément pour *Sapho*. Il est vrai : Gounod l'avait écrit antérieurement, sur les vers de Théophile Gautier : « Ma belle amie est morte », et il n'a fait qu'adapter sa mélodie préexistante au dénouement de la tragédie. Mais quoi de plus latin, de plus méditerranéen, dirons-nous, que ces vers de Gautier, et quel meilleur éveil eût pu avoir le musicien quand il voulut mettre son inspiration d'accord avec la physionomie du personnage antique? C'est l'honneur de Gounod d'avoir su rénover ces formes pures et belles, tantôt grandes et tantôt menues, et les pages qu'il a écrites dans ce style sont peut-être celles qui resteront comme les meilleurs témoignages de son originalité.

Les occasions ne lui manquèrent pas, après ce début, de puiser à la même source. La seconde œuvre qu'il a donnée au théâtre est la partition des chœurs d'*Ulysse*, pleine de chants aux contours graciles, aux rythmes de saltations, évocateurs

de vie homérique ; et, dans *Philémon et Baucis*, qui vint un peu plus tard, les meilleures pages sont encore celles qu'il a conçues dans ce même ordre d'idées, par exemple le chœur des bacchantes : « Filles d'Athor », qui traverse la scène comme une fresque mouvante et faite d'harmonie.

Nous parlerons plus tard de *Polyeucte*, œuvre plus récente et qui appellera des observations multiples. Mais il en est une autre qui, pour ne pas faire appel à un sujet antique, ni grec, n'en résume pas moins, et avec une homogénéité plus complète encore, toutes ces qualités de l'art de Gounod. C'est *Mireille*. Il faut nous y arrêter un moment.

Le poème de *Mireïo*, de Mistral, est une œuvre moderne, mais latine à l'égal de ce que l'antiquité a consacré de plus fameux. Il est donc significatif que l'auteur de *Sapho*, de *Philémon* et des chœurs d'*Ulysse*, qui avait déjà produit *Faust*, et ensuite avait échoué avec un gros opéra sans consistance et sans vie, *la Reine de Saba*, ait songé à s'assimiler une épisode de la vie populaire issu des mœurs d'une des plus poétiques contrées de France, la Provence, « province romaine », antique colonie des Phocéens, où le langage est sonore et que vivifie un radieux soleil.

Une nouvelle évolution de son esprit, des impressions approfondies et renouvelées, le disposaient alors à se plonger dans cette nouvelle atmosphère de poésie et de vie méridionales. Lors de son premier voyage à Rome, il n'avait, quoi qu'il en ait dit plus tard, éprouvé que des sensations superficielles, impressions de touriste, sans action durable sur la nature d'artiste. Mais déjà, en 1862, pour se délasser de l'effort nécessité par la composition de ses opéras, il était retourné en Italie, et le voyage qu'il avait accompli, cette fois sans préoccupations ni obligations, avait, non seulement réveillé de vieux souvenirs, mais encore fait naître en lui des idées nouvelles et fécondes.

Il se trouvait donc tout prêt à subir le charme d'un poème tel que *Mireïo*, et il en pressentit si distinctement dès l'abord le caractère latin qu'il résolut d'en aller composer la musique en Italie.

Les destins voulurent qu'il en fût autrement : une série de circonstances fortuites lui inspira définitivement la pensée, à

laquelle il ne s'était aucunement arrêté en premier lieu, d'aller demander l'inspiration provençale à la terre de Provence elle-même.

Il était parti pour Lyon, au commencement de mars 1863, pour y donner un concert de ses œuvres. Il songeait à pousser jusqu'à la Méditerranée, pour voir sur ses bords l'église des Saintes-Maries de la Mer où est placé le dénouement du poème ; de là, il devait se diriger de nouveau vers Rome.

Mais déjà il était en correspondance avec Mistral, qui avait offert de lui indiquer des sources où il pourrait puiser les types mélodiques propres à donner la couleur appropriée à sa musique et qui l'engageait à venir voir de ses yeux « Mireille elle-même quand elle sort des vêpres le dimanche, à Arles, à Avignon, à Saint-Rémy ». Étant déjà sur le chemin, Gounod accepta l'invitation du poète. Il alla d'abord à Marseille, d'où il se proposait de s'embarquer ; il voulait retourner dans les montagnes italiennes, s'installer au bord du lac de Nemi, s'y isoler dans le travail. Puis il revint sur ses pas et s'en fut à Maillane faire visite à Mistral, auprès de qui il voulait passer deux ou trois jours.

Il y passa deux ou trois mois. Le mirage de l'Italie fut vite dissipé lorsqu'il eut vu la Provence. Dès la première promenade il s'émerveilla sur la beauté du pays, « les montagnes superbes », « les antiquités romaines » dont la pierre se confond avec celles des carrières voisines, « les rochers qui ne font qu'un avec les ruines du moyen âge », l'immense plaine qu'on découvre du haut de la montagne des Baux et qui s'étend jusqu'à la mer, « panorama encore plus vaste que celui de la campagne de Rome et d'une austérité terrible ». Ce Parisien découvrait le Midi ! Il en était dans la joie. Mistral même lui semblait être « le poète dans le berger antique, dans l'homme de la nature, dans l'homme de la campagne et du ciel ». Il aurait voulu rester chez lui, habiter son mas, vivre en famille auprès de sa vieille mère et composer son œuvre musicale en cette société idyllique ! Les circonstances ne s'étant pas prêtées à la prolongation de cette intimité, il a la se loger au village de Saint-Rémy, voisin du lieu où le poète a situé l'action de *Mireïo*.

Il s'installa à l'auberge, où il fut très bien traité. Pour seul

compagnon de sa solitude, il avait l'organiste du lieu, directeur de l'Orphéon « l'Écho des Alpilles », un honnête musicien alsacien, nommé Iltis, avec qui il vécut dans une familiarité toute provençale, et qui a tenu à nous faire part des souvenirs de ses relations passagères avec le maître. Chaque matin celui-ci s'en allait à travers les sentiers et les buissons, poursuivant les mélodies que devait lui faire découvrir la nature inspiratrice ; les habitants du pays le regardaient passer avec une curiosité sympathique et sans indiscrétion ; les jeunes filles, sœurs de Mireille, lui souriaient en lui souhaitant le bonjour. Le soir, après la journée occupée au travail, Iltis et lui allaient se promener « sur le cours », et, tout en fumant leurs pipes, ils dissertaient sur les sujets les plus divers, parfois les plus sérieux : c'est ainsi que, le jour du jeudi-saint, Gounod, ayant fait ses Pâques le matin, aborda le problème des fins dernières et des incertitudes de l'autre vie et conclut en prononçant ce mot qui, en exprimant ses inquiétudes, nous ouvre sur sa croyance des horizons un peu différents de ceux que nous lui voyions contempler dans ses entretiens avec l'abbé Gay ou le Père Lacordaire : « C'est embêtant ! » Puis l'on s'attablait au café, et c'étaient toujours des cérémonies à qui « règlerait la consommation », car Gounod s'était plié aux mœurs du Midi jusque dans ces prosaïques pratiques. Il était enchanté de constater que, dans l'hospitalière Provence, on vivait « pour rien ». Parfois, quand il faisait beau, Iltis et lui allaient passer la journée à la campagne, courant à travers les rocs, escaladant les Alpilles, dégringolant dans la vallée : le maître avait toujours son carnet à la main, prêt à noter les pensées fugaces, tandis que l'orphéoniste chef s'était chargé de ce qui est nécessaire à réparer les forces. Quand le printemps fut venu, Gounod apprit la nouvelle que sa femme et son fils venaient le rejoindre : pour les recevoir avec tous les honneurs, les deux musiciens s'en furent à travers les buissons abattre les premières branches fleuries des aubépines et les rapportèrent à brassée pour en orner la maison. A travers ces joies innocentes et tranquilles, la partition avançait : l'esquisse en était presque entièrement tracée quand, le 26 mai, après un peu plus de deux mois de séjour, les habitants de Saint-Rémy offrirent à leur hôte passager un

banquet d'adieu à la fin duquel Mistral lui porta un *brinde* (autrement dit un toast en provençal), par lequel il offrit les vœux de tous au « mestre musicaire » :

Que tan liuen fai dinda li murmur prouvençau.

Oui : mais, au milieu même de son séjour, Gounod avait dû (c'est là le revers de la médaille !) saluer au passage, en gare de Tarascon, madame Carvalho, qui allait chanter à Marseille et qui devait être l'interprète de *Mireille* au Théâtre-Lyrique, son mari en étant directeur; celle-ci lui fit ses recommandations : « Il faut faire *brillant, brillant, brillant* ! » Faux brillants, en vérité ! Malgré les complaisances auxquelles il n'était que trop disposé, l'auteur ne put s'empêcher de protester : « J'ai répondu que cela serait aussi brillant que *moi.* » Mais par ces propos échangés dans une station de chemin de fer, l'artiste se voyait retomber de son rêve idéal et ramené dans le monde des réalités, et quel monde : celui des coulisses ! La voix de la Provence l'appelait et dictait ses chants ; mais une autre voix intervenait, celle de la cantatrice, de la directrice, qui voulait être servie à sa convenance et n'admettait rien en dehors de son effet personnel. Voix merveilleuse, cantatrice incomparable: car madame Carvalho a laissé à ceux qui l'ont entendue le souvenir de la suprême perfection dans l'art du chant ; pourquoi donc une femme si généreusement douée ne pouvait-elle pas consentir à rester simplement dans son rôle d'interprète et se mêlait-elle de prescrire des lois au maître, qui eût dû être seul juge de la réalisation de son œuvre? Il fallut qu'au milieu d'un premier acte d'un style éminemment poétique, homogène et soutenu, Gounod se résignât à ajouter une valse ! Une valse dans une action toute imprégnée de poésie rustique et dont les chants ont la pureté et le parfum de la nature ! Ainsi l'œuvre conçue avec amour ne fut admise devant le public que morcelée et mutilée de cent façons.

Et voilà comment *Mireille* ne réalise pas encore dans toute sa plénitude l'idéal musical qu'on s'en pouvait former, non plus que le parfait accord avec le poème. En entreprenant cette composition, Gounod, malgré ses efforts, n'avait pas

pu assez complètement se dégager des contraintes extérieures, dépouiller les influences parasites, pour revenir à la parfaite pureté de l'art primitif.

Il faut avouer aussi que ce n'est pas en trois mois de séjour qu'il aurait pu se faire une âme provençale. Le musicien n'est pas comme le peintre, qui n'a qu'à regarder un paysage pour en reproduire sur sa toile les traits et la couleur : il lui faut, à lui une intimité plus longue pour s'assimiler les caractères particulier d'une nature autre que celle d'où il est issu.

Gounod n'a donc pu que donner une note particulière, toute d'extérieur, sans avoir su remonter véritablement aux sources de la tradition provençale.

Mais cet effort, fût-il incomplet, a suffi pour donner à sa partition de *Mireille* un caractère qui la distingue sensiblement des autres opéras de son temps, et certains « coins » exquis, dans lesquels on croit retrouver un écho de l'inspiration idyllique de l'antique poésie, en ont fait une des œuvres les plus significatives qu'il a créées.

Il est enfin un ouvrage dans lequel Gounod a réuni, pour les opposer l'une à l'autre, les deux inspirations qui forment la double base de son génie. Nous l'avons déjà nommé : c'est *Polyeucte.*

En portant sur la scène de l'Opéra la tragédie cornélienne, offrant le spectacle du sacrifice sublime d'un martyr, il est évident que l'auteur de *Faust* avait pensé faire œuvre de foi. Le malheur est que rien n'est moins cornélien que le génie de Gounod. Nous l'avons déjà dit : malgré toute sa piété, il n'eut jamais la vocation du martyre. Il se trouva donc impuissant à faire passer dans ses harmonies l'exaltation des briseurs d'idoles. Le prosélytisme de Néarque ne fit naître sous sa plume d'autre musique que celle d'un duo d'opéra. Les vers que profère le Polyeucte de Corneille, admirables d'élan et d'amour divin :

> Seigneur, de nos bontés il faut que je l'obtienne :
> Elle a trop de vertus pour n'être pas chrétienne,

ne l'amenèrent qu'à trouver le chant incolore d'un choral bâti selon la formule ; et quand l'époux fanatique, s'arrachant à

tout attachement humain, proclame qu'il marche « à la gloire », c'est par un simple et banal effet de voix de ténor que la musique note son cri, alors que la parole de Corneille avait suffi à rendre cet adieu si puissamment émouvant. Même si, pensant intéresser le spectateur, il met en action des épisodes que la tragédie classique avait relégués au rang de simples récits — par exemple le tableau du baptême de Polyeucte — son effort est vain : le chef-d'œuvre d'art chrétien qu'on attendait n'a pas été réalisé et l'attente de ceux qui avaient autrefois admiré *Faust* et *Mireille* fut déçue.

Mais l'action est double dans *Polyeucte* : elle déroule ses tableaux simultanément dans le monde chrétien et dans le monde païen. Résultat paradoxal ! C'est dans les derniers que l'auteur de *Mors et Vita* s'est trouvé le mieux inspiré ! Pauline, avant sa conversion, chante un « Hymne à Vesta » qui, par sa beauté imposante, évoque le souvenir des beaux chants que Gluck mettait dans la bouche de ses héroïnes mythologiques, Alceste ou Iphigénie. Il y a, dans le « ballet païen », certaine danse du dieu Pan par les figures rythmiques et les sonorités de laquelle Gounod a renchéri sur les grâces propres aux chœurs d'*Ulysse* et de *Philémon*, ces heureuses inspirations de sa jeunesse profane. Le morceau qui, à la représentation de *Polyeucte*, attira le plus vivement l'attention d'un public qui pensait être venu pour vibrer à d'autres accents, fut une barcarolle qui passe, au milieu des murmures des flûtes, chantée par un groupe voluptueux de jeunes Romains richement parés et de courtisanes couronnées de fleurs. M. Saint-Saëns a conté qu'un jour où Gounod lui donna un avant-goût de son œuvre encore inachevée, ce fut justement par ce morceau qu'il commença. « Mais, dit-il, si vous entourez le paganisme de telles séductions, quelle figure fera près de lui le christianisme? — Je ne puis pourtant pas lui ôter ses armes », répondit Gounod. Et il est trop vrai que l'artiste n'a pas su armer assez puissamment la cause vers laquelle allaient cependant ses sympathies, pour la faire triompher au moins par l'œuvre musicale qu'il avait cru devoir être le couronnement de sa vie.

IV

Polyeucte, d'ailleurs, date d'une époque que l'on aimerait à pouvoir retrancher de la biographie de Gounod et dont l'on ne peut excuser les faiblesses qu'en plaidant les circonstances atténuantes.

Lorsqu'éclata la guerre de 1870, l'auteur de *Faust*, âgé de plus de cinquante ans et qui n'était plus d'âge à servir sa patrie par les armes, passa en Angleterre, versant des pleurs lointains sur le malheur de la France. Ce n'est point ce départ qu'il faudrait lui reprocher, s'il n'eût été que momentané. Mais, à l'instant où, la paix conclue, il allait revenir, il fit la rencontre d'une femme, quelque enchanteresse sans doute — on dit qu'elle était belle, et c'était une cantatrice de talent, — qui, telle Calypso, retint longtemps captif, loin des siens, ce nouvel Ulysse. Mais cette fois Ulysse manqua à être subtil : ce fut pour son malheur que Gounod, malade d'esprit comme de corps, se laissa gagner par cette influence, à laquelle, pendant près de quatre ans, il n'eut pas la force de se soustraire. Quant à madame Georgina Wildon (son nom a assez rempli le monde pour qu'on puisse le répéter ici), elle semble avoir assez bien défini elle-même son rôle dans cette aventure en déclarant qu'à son avis « la musique est de la marchandise pure et simple ». C'était une « affaire » qu'elle faisait en abusant de la faiblesse momentanée d'un maître qu'elle exploita d'abord tant qu'il resta sous son action directe ; et, quand il fut revenu à lui, elle sut bien faire comprendre de quelle nature étaient ses prétentions en faisant, onze ans après leur séparation, condamner Gounod à lui payer deux cent cinquante mille francs, procès injuste, contre lequel la reine d'Angleterre voulut protester par son attitude, et qui, à la fin de sa vie, interdit à Gounod la faculté de prendre part à de grandes manifestations musicales auxquelles son œuvre était associée. Cette aventure confirme avec trop d'évidence que le caractère de Gounod était faible et que lui-même était accessible à trop d'influences, — vérité que d'autres épisodes de sa vie nous avaient déjà fait entrevoir.

C'est pourtant à Londres, et pour une de ces grandes solennités d'art par lesquelles s'honore le pays qui a donné jadis l'hospitalité à Hœndel, que Gounod, au commencement de son séjour, a composé et fait exécuter pour la première fois une œuvre qui reste comme une des plus nobles qu'il ait conçues. Au printemps de 1871, comme une exposition internationale allait s'ouvrir, il fut sollicité d'y représenter l'art français par une composition nouvelle qui serait exécutée dans l'Albert-Hall devant dix mille auditeurs. Au milieu des angoisses qui étaient siennes comme celles de tous les Français, il ne pouvait songer à chanter rien qui ne s'y rapportât. Il écrivit une *Lamentation* dont il lui fut facile de trouver un texte lyrique, éternellement applicable à de pareils malheurs, dans le Livre de Jérémie; et, voulant préciser son intention, il donna à l'œuvre qu'il composa sur les versets bibliques, ce titre significatif : *Gallia*. L'œuvre est peu développée ; elle se compose seulement de quatre morceaux, lents et sévères ; mais elle est du plus beau style, et Gounod a rarement atteint à une pareille hauteur. Le souvenir des chœurs funébres d'*Orphée* et d'*Alceste* a pu exercer quelque influence sur la conception du premier chœur et du prélude désolé qui le précède : mais quels plus beaux modèles, et qu'il fût plus légitime de suivre, que les sublimes harmonies de Gluck? Des chants graves, toujours expressifs et soutenus, alternent entre la voix seule et les accords éperdus du chœur ; l'orchestre se soulève ; il croît en sonorité et en puissance : et soudain le ton se radoucit ; des accords suaves annoncent une conclusion plus sereine, et, dans une belle cantilène dont la modalité majeure contraste vivement avec les tons sombres et qui peu à peu s'enfle, se dresse et s'envole, emportée par le souffle de l'ardeur la plus véhémente, la voix, à laquelle répond bientôt le chœur soutenu par tout l'orchestre déchaîné, fait retentir les paroles d'espérance et de foi : « Jérusalem ! Jérusalem ! Reviens vers le Seigneur !... » C'est là, certes, une des pages les plus grandement émouvantes que l'art de cette époque ait tracées. Pouvait-il en être autrement quand le musicien qui l'a produite a traité sincèrement, avec tout son art et toute son âme, un sujet qui le conduisait à s'abreuver à cette double source d'inspiration : la foi et la patrie?

V

Ainsi le génie musical de Gounod, substance de son œuvre, a été fécondé tour à tour par la vertu des diverses émotions à travers lesquelles, au cours de sa vie, sa conscience d'homme a passé. S'il n'eût pas eu ce génie, ses pensées individuelles n'auraient guère mérité de nous retenir, car elles sont, par elles-mêmes, assez ordinaires. Mais, grâce à la magie des accords, elles ont pris une vibration, une éloquence, un accent dominateur.

Même on peut dire que la foi interne ne fut pas ce qui lui a été nécessaire. Ce que Gounod a produit de plus durable et de plus vivant est l'ouvrage dont le point de départ est le plus extérieur à son esprit.

Il n'y a plus rien, sans doute, à découvrir dans *Faust*. Disons seulement que cet opéra, consacré par un succès mondial que nous n'aurions garde de démentir, est l'œuvre en qui se résume le plus complètement la nature de son auteur, et qu'il est plein de musique. Mais le poème est de Gœthe, et il faut avouer que les affinités entre Gounod et Gœthe sont vraiment lointaines. Il en est résulté que l'opéra *Faust* n'est pas de Gœthe, mais du seul Gounod. Peut-être au fond n'y a-t-il aucun inconvénient à cela : la légende est à tout le monde. Surtout Gounod, en entreprenant la composition de *Faust*, n'a jamais songé à faire œuvre allemande. Les circonstances mêmes dans lesquelles il a fait pour la première fois connaissance avec le poème témoignent d'une influence tout autre : c'est en pays latin qu'il l'a lu pour la première fois, à Rome, au commencement de son séjour en Italie; il portait le livre avec lui dans ses promenades, et il nous a confié que c'est en visitant les grottes de Capri qu'il conçut la première idée de la nuit de Walpurgis et que dès ce moment il prit des notes en vue de la réalisation musicale des tableaux qu'il traça plus tard. Ainsi, ce n'est pas dans les forêts du Hartz ou dans le dédale pittoresque des vieilles rues de Francfort, mais parmi les sites méditerranéens, qu'il a reçu la première empreinte de *Faust*. Et quand, longtemps après, il répondit à ceux qui

lui proposèrent de traiter le sujet en opéra : « *Faust* ! Mais voilà vingt ans que je l'ai dans le ventre ! » il voulait dire par là qu'il l'avait porté en lui et se l'était assimilé assez intimement pour en faire une œuvre qui fût bien lui-même.

Il est si vrai que la valeur essentielle de l'œuvre représentée sous le titre de *Faust* est d'ordre purement musical que, nous le savons, quelques-uns des éléments entrés dans sa composition, et des meilleurs, n'ont pas été conçus essentiellement pour elle. La scène de l'église, dont le style est beau, contient des fragments d'un *Requiem* que Gounod avait commencé à Rome et fait exécuter à Vienne en 1842 : il ne pouvait mieux faire que d'utiliser à une telle fin une œuvre écrite autrefois dans un sentiment sincère. Le célèbre chœur des soldats : « Gloire immortelle de nos aïeux », avait été écrit pour un opéra resté inachevé, *Ivan le Terrible*. Il est vrai que personne n'a jamais trouvé, dans son rythme sonore, rien qui le désignât pour être chanté par des soldats allemands du xve siècle : ce n'en est pas moins un excellent chœur populaire, très représentatif de son temps, et qui, contemporain des batailles de Solférino et de Magenta, eût admiralement cadencé les pas de l'armée victorieuse à son retour en France. Au reste, aucune autre partie de *Faust* n'évoque le moyen âge allemand — et je répète que cela n'était aucunement nécessaire. Enfin il est un autre thème, peut-être le plus important de toute l'œuvre, dans lequel nous retrouvons une autre source d'inspiration, la plus chère à l'auteur : c'est la cantilène « O nuit d'amour, ciel radieux », dont l'expression sensuelle semblait ne pouvoir s'associer qu'aux extases les plus profanes. Or, ce chant, avant d'être adressé à Marguerite, avait été un *O salutaris* ; on peut se convaincre de la réalité de l'adaptation en substituant les paroles latines de l'hymne aux vers français du duo d'amour : les syllabes des deux textes s'accordent aussi bien l'une que l'autre aux purs contours de la mélodie.

De cela, certains feront grief à Gounod : ce sont les dogmatiques, lesquels ont posé en principe que la musique dramatique ne peut être sauvée que si elle est l'émanation intime et immédiate de l'action. Nous respectons fort les principes et les dogmes ne nous font point peur. Mais nous avons

reconnu que leur application la plus nécessaire, c'est-à-dire celle qu'en ont faite les maîtres, a donné lieu à des exceptions faites parfois pour nous ébranler dans notre certitude. Rappelons-nous que Gluck a composé quelques-uns de ses chefs-d'œuvre les plus définitifs en reprenant, à la fin de sa vie, des thèmes, des pages entières, datant de sa jeunesse et insérés dans des ouvrages conçus d'après une tout autre poétique ; que Bach a fait passer maintes fois de ses oratorios sacrés à ses cantates profanes, ou inversement, les mêmes cantilènes ou les mêmes polyphonies ; que les plus beaux thèmes de Berlioz (cela est moins connu), avant de prendre leur place dans ses symphonies, avaient figuré d'abord dans des romances, des cantates, essais de jeunesse où il a bien su les retrouver — et les exemples pourraient être multipliés. C'est qu'il y a, en musique, une matière première qui existe en soi et qui est la cause naturelle et primordiale de la vie de l'œuvre : matière infiniment malléable, que l'artiste peut façonner et modifier pour des fins très différentes. C'est dans la richesse de cette matière que réside le mérite d'une œuvre comme *Faust*. En elle sont rassemblés les éléments multiples par lesquels est constituée la personnalité de son auteur ; ses sensations, ses impresssions les plus diverses y sont mêlées ; le meilleur de sa nature musicale s'y résume. N'en cherchons pas davantage pour expliquer que Gounod a pu créer ainsi son œuvre la plus complète et l'une des plus significatives de son temps.

VI

M. Camille Saint-Saëns, qui fut toujours le disciple et l'ami fidèle et est devenu le plus digne successeur de Gounod, a retracé en quelques mots nets et exacts, écrits le jour-même de sa mort, les traits principaux de sa destinée.

« Il a commencé, dit-il, par être un incompris, suivi de quelques fidèles ; et, sans jamais dévier de la ligne qu'il s'était tracée, il est arrivé graduellement au succès, à la gloire, à la popularité. Il eut cependant à combattre une hostilité incessante. En premier lieu, il avait affaire aux « chevau-légers »

de l'opéra-comique ; puis ce fut la coterie italienne ; en dernier ressort, la coterie allemande. »

Or, à travers toutes ces influences, l'artiste est resté lui-même. Notamment, il n'a jamais consenti à se rallier aux forces, venues d'ailleurs, qui depuis un quart de siècle et plus, ont, par un mouvement irrésistible, emporté l'art musical vers des directions nouvelles, forces qui, dans les derniers temps de sa vie, commençaient à devenir prépondérantes. Il n'y avait alors, pour les musiciens français victimes de l'invasion, que deux partis à prendre : ou se ranger de bon gré à la suite du vainqueur, en imitant l'ironique résignation d'Ernest Reyer, qui se disait prêt à « tomber avec grâce », comme le gladiateur, ou bien ne pas s'avouer vaincu et résister avec ses propres forces, fussent-elles moindres. Nous ne saurions reprocher aujourd hui à un maître, qui avait pourtant bien le droit d'exister par soi-même, d'avoir pris cette dernière attitude et de s être dressé contre l'envahisseur.

Les souvenirs de la lutte dans laquelle l eut contre lui presque toute la jeunesse ne doivent pas aujourd'hui nous rendre injustes. Personne plus que lui n'avait le droit de porter haut son drapeau.

Sans doute, le combat fut inégal. Il nous souvient d'une coïncidence qui définit assez bien les situations respectives. En 1882, Gounod fit entendre comme une nouveauté, au Conservatoire et dans les autres concerts symphoniques, un cantique qu'il avait écrit sur des vers de Racine : « D'un cœur qui t'aime », fragment des chœurs d'*Athalie*. Le morceau était charmant ; l'on y retrouvait la quintessence de l'esprit tendrement mystique de l'auteur, et la ligne était pure, vraiment racinienne. Mais, dans la même année, *Parsifal* faisait son apparition à Bayreuth. Comment résister à la comparaison?...

Pourtant la supériorité d'une œuvre n'est pas une cause de mort pour les autres. Il y a dans l'atmosphère des niveaux inégaux à chacun desquels il est possible de respirer. Homère, Dante ou Shakespeare n'ont pas retiré le droit de vivre à Horace, à Pétrarque, à Lamartine.

Aussi bien est-ce à tort qu'on a reproché à Gounod d'avoir été l'adversaire de ce qu'on appelait en son temps la musique

de l'avenir et de s'être posé en champion d'un art rétrograde. La vérité est qu'il s'opposa purement et simplement aux empiétements d'une autre race. Lui-même, sauf par quelques traits superficiels, n'est aucunement homme du passé. S'il se réclame implicitement d'une tradition antérieure, c'est celle à laquelle un artiste a toujours le droit, sinon le devoir, de se rattacher : la tradition nationale. Gounod, musicien français, a fait naturellement une musique française. A lire *Mireille*, efflorescence de la poésie provençale, *Philémon et Baucis*, inspiré par La Fontaine, *le Médecin malgré lui*, illustration de Molière, *Faust*, même, qui doit si peu à l'Allemagne, on se convainc que Gounod appartient à la lignée des Grétry, des Boieldieu, des Rameau. Il en a modifié les formes, il n'en a pas changé sensiblement l'esprit. Tel fragment musical de *Mireille* pourrait trouver son équivalent dans *Lucile* ou dans *Zémire*. Les pastorales du berger Andreloun ou du pâtre de *Sapho* ont le même accent que celles d'*Hippolyte et Aricie* ou de la *Guirlande*; enfin, les chants d'amour par lesquels s'exprime avec le plus de charme l'âme tendre de l'auteur de *Faust* émanent d'une sensibilité qui, pour être différente de celle du XVIIIe siècle, a sa source dans le même repli de l'âme française que celle de Monsigny ou de Dalayrac.

C'est par ces qualités que la musique de Gounod a trouvé un écho immédiat dans l'âme, sinon de tous les contemporains, du moins de ses successeurs immédiats. Les Bizet, les Saint-Saëns, les Massenet sont là pour dire, par leurs œuvres, ce qu'ils lui doivent, et il fut un temps où, avant de faire du Wagner, les jeunes musiciens français ont fait du Gounod jusqu'à satiété. Ceux d'aujourd'hui seraient des ingrats, eussent-ils suivi d'autres voies, s'ils refusaient de rendre à un si digne prédécesseur les hommages qu'ils lui doivent. Et le monde, qu'il a charmé, se joindra certainement à eux pour glorifier, en ce centenaire, un de ceux qui lui ont procuré les jouissances d'art les plus constantes et parfois les plus exquises et les plus pures.

JULIEN TIERSOT

AU MAGHREB[1]

MARRAKECH

(Suite)

IX

HORS DES MURS

J'ai retrouvé l'aimable Tlemçani, Si Bou-Taleb, qui nous guidait jadis en de si belles promenades dans les jardins de la palmeraie au temps des grenadiers en fleurs. C'est une joie bien inattendue, car il ne devait pas rester à Marrakech. Il n'en a pas bougé, paraît-il ; on me dit qu'il va faire ici carrière dans un important service de l'administration indigène.

Aussitôt que j'ai connu sa présence, je me suis mis en quête de son bureau. Ce fut toute une recherche, de benika en benika, du Dar Maghzen au quartier de Bâb Doukkala, coupée de longs colloques, à chaque porte, avec les gardes et gens du banc.

Je le rencontrai par hasard dans la rue populeuse qui va du Mellah à la Qaiseriah. Une blanche silhouette, parmi tant de silhouettes pareilles, papillotant dans une pluie de rayons bleus sur le treillis d'ombre projeté par le treillis du

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 avril, du 1er mai et du 1er juin 1918.

plafond. Au milieu de cette foule qui semble nous répéter toujours le même type, quelle surprise de découvrir sous le capuchon de l'uniforme arabe un visage que nous connaissons !

Je lui avais dit adieu sans grande espérance de le revoir : il appartient à une autre humanité, à un monde qui se limite, au nord, à la mer des Roumis. Il sait bien le français, mais il n'est jamais venu en France, et ne désire pas y venir. La France, c'est le lointain pays suzerain qu'il sert, comme ses ancêtres, sans doute, ont servi la Turquie. Il en parle peu, avec circonlocutions de prudence et de respect, en protestant de son insignifiance, si la conversation approche des dangereuses questions de politique indigène. Il n'a jamais vu l'Islam du dehors, comme tel de ses confrères, plus souple, plus docile à nos suggestions et prestiges, Parisien à ses heures et, sous la vêture musulmane, intelligemment dégagé, tout affranchi de l'observance. La forte empreinte de la religion l'a marqué : elle est restée sur son visage. Sa mère, intolérante, le disputait jadis aux influences de l'école franco-arabe, arrachant les images de ses livres d'écolier : « Maudites, disait-elle, soient ces diableries des chrétiens ! » Il nous contait un jour ce souvenir en souriant, donnant à entendre le progrès de son esprit, libéré des superstitions. Sa foi n'en est que plus sûre. On la sent à sa voix qui se fait grave et discrète si l'on parle de religion.

Je le retrouve tel qu'il y a cinq ans, un peu engraissé seulement, avec son chaud et fin regard d'oiseau, son heureux sourire, son exquise courtoisie. Singulier pouvoir du temps écoulé. A mesure qu'ils passent, une figure, un paysage quittés s'intègrent, si peu que nous les ayons vus, dans notre passé, c'est-à-dire dans le profond de notre être. Et si la vie nous les ramène, nous découvrons qu'ils nous sont devenus par l'absence plus familiers, plus mêlés à nous-mêmes qu'ils ne l'étaient quand nous vivions auprès d'eux.

Sans doute, il en a, lui aussi, le sentiment, car tout de suite le fil est renoué. C'est à croire que notre dernière promenade, côte à côte, fut d'hier. Il ne se perd pas en gestes de surprise. Si nous poursuivions incontinent notre exploration de Marrakech et de la Palmeraie? Justement rien ne presse aujourd'hui

à son bureau. Le temps d'aller prendre sa mule au fondouk voisin.

Il est revenu monté sur une magnifique *berla*. Une grande, luisante et vigoureuse bête, comme celles qui portaient, à l'amble, nos évêques, abbés mitrés d'autrefois. Plutôt que la mule, c'est peut-être lui, en capuchon, enveloppé jusqu'aux pieds de blanc, ou bien c'est l'harmonie que tous deux composent, qui m'évoque cette image. La sage mule, la confortable selle de velours rouge, le cavalier long vêtu ont vraiment mine ecclésiastique.

Il va devant, très vite. Il a une façon discrète, presque inimitable pour tout autre qu'un bourgeois maure, de presser sa monture de son pied élégant — chaussette blanche et babouche jaune serin, qui bâille sous le talon. Il lui pousse tout doucement sous le ventre le coin tranchant de l'étrier — le vaste étrier plat où pose toute sa plante. C'est un mouvement presque invisible, le plus facile du monde, semble-t-il, et qui se révèle difficile, comme tout art véritable. Il a beau me l'enseigner, et j'ai beau m'y efforcer, l'intelligente mule m'a jugé et se refuse à presser le pas.

Comme on le sent chez lui dans ces rues! Avec quelle aisance, quelle rapidité d'allure égale, continue, il se faufile à travers le flot pâle de la foule dans l'étroit corridor! A tout moment, une figure de connaissance apparaissant, je vois sa main qui se lève. A tout moment, quelque humble piéton essaye, au passage, de baiser sa *serija*, et reçoit le plus vif et radieux sourire. Il n'est qu'un assez petit fonctionnaire maghzen; mais tous ces Maures ont si facilement manières de prince!

Il s'est arrêté devant un ami aussi bien monté que lui-même: un grand jeune homme de mine pâle, ascétique, en long bernouss bleu. Après un bref colloque, celui-ci a demandé la permission de venir avec nous, heureux, me fut-il dit gracieusement, d'accompagner un f'qih de France. C'était le fils d'un savantissime kadi, d'origine algérienne, établi depuis de longues années à Marrakech, où il fait merveille et rend des oracles.

Décidément les jurisconsultes tiennent le haut du pavé au Maghreb. Ils sont les savants par excellence, vraiment les « immortels », comme on dit dans un autre pays où les

prestiges de l'esprit ne sont pas moindres. Et chacun peut espérer s'éterniser vraiment, sous sa coupole à lui — l'une de ces koubbas qui se lèvent dans les cimetières sur le vague semis des vulgaires tombes, enveloppant Marrakech de leurs saintes influences.

***

Nous gagnons Bâb Khemis par de pauvres rues bédouines où les mendiants, le long des murs, sont presque aussi nombreux que les passants. Je ne me lasse pas de les regarder.

Des tas de haillons gris, par terre, d'où se lèvent des faces non moins grises, des yeux collés ou voilés d'une taie, avec les sempiternelles, gémissantes voix de litanies. *Sidi Bel Abbès* : c'est le nom que j'entends le plus souvent sonner, aujourd'hui, dans ces interminables kyrielles : le nom d'un grand Saint, patron de ce quartier et de ces *mesquin*, qui vivent de sa gloire et même de son hospitalité. Dans sa zaouia, dont nous voyons le minaret à côté de Bâb Khemis, douze chambres, qui peuvent bien en loger une centaine sont assurées aux bancroches, aux aveugles, par une antique fondation.

Des mendiants venus du bled pour la plupart : des Menabbas, surtout, une tribu des Djebilets, d'où l'on vient justement par Bâb Khemis.

Quelques-uns sont fixés depuis longtemps à Marrakech et sont riches. « Les mendiants riches » et « les mendiants pauvres », dit tout naturellement Si Bou-Taleb. On sent bien qu'il s'agit pour lui d'une profession comme les autres, d'un état qui a sa place dans l'ordre social, comme en ces gravures du vieil Holbein, où se suivent, du gueux au pape, en passant par le paysan, le chevalier et l'empereur, les figures de toutes les conditions humaines. Un état qui participe, comme la démence, de la religion et de la sainteté, et qui a ses gestes, ses types, son vêtement. Ceux que l'on voit ici pourraient satisfaire cet Anglais épris de moyen âge et disciple de Ruskin, qui rencontrant, près de Westminster Bridge, un pauvre hère affublé d'une lamentable redingote, lui donna de l'argent pour s'aller commander incontinent un véritable costume de mendiant.

Serait-il parmi les riches celui-ci, dont les loques sont si usées, déchirées, pendantes, que sa nudité semble plutôt vêtue de trous et comme de larges mailles de filet? Et cet autre, sans aucun costume celui-là, vraiment nu, qui gît sur le dos, dans la poussière, couvert et teint de cette poussière, depuis la plante des pieds jusqu'à sa barbe et sa crinière épaisse, car il n'a pas plus de turban que de bernouss. A ce degré de dénuement, l'aspect islamique disparaît : on ne voit plus que l'éternelle forme humaine prostrée sur la terre. Il n'a même plus l'air vivant. Nudité terreuse, inanimée et grise, comme d'un fakir de Bénarès.

Et sous le mur de la mosquée que nous longeons maintenant, en voici quatre qui semblent sortis de la Manga de Hok'saï. En ligne, en haillons jaunis de vieillesse et de crasse, qui laissent voir le gris de leurs genoux, de leurs jambes, appuyés à leurs bâtons de misère, ils braillent en cadence une bourdonnante psalmodie, et l'on voit s'ouvrir comme des fours les bouches meublées d'affreux chicots.

Ils sont épiques, ces gueux. Ils présentent ce caractère de grandeur simple, d'éternelle humanité où semblent s'effacer si souvent, chez les êtres de ce monde, les traits indigènes, locaux. C'est par là qu'ils nous touchent tant, comme cet enfant nu, ou ce vieillard, ou cette femme ployée sous le fardeau de son petit, qui sont les figures mêmes de l'enfance et de la vieillesse et de la maternité, — comme ces potiers, broyeurs de grains ou forgerons du souk, dont les gestes, outils, métiers sont aussi vieux que les sociétés humaines, et que l'on retrouvait, avant l'époque de la mécanique, partout où il y a des hommes. Voilà pour nous le grand intérêt de l'Orient — non pas de nous dépayser, non pas de nous stimuler par du nouveau, du jamais vu, mais de nous rendre avec plus de plénitude ce que nous cherchons et ne trouvons qu'à l'état fragmentaire et demi-mort dans nos plus somnolentes provinces d'Europe : les formes de l'homme et de la vie, dont nous portons obscurément en nous, au milieu de notre monde si rapidement changé, le souvenir et la nostalgie. Des formes si anciennes et générales qu'elles nous apparaissent comme des types, — les mêmes qu'ont évoqués les peintres symboliques d'hier et d'autrefois, et dont nous sentons, comme

dans les tableaux d'un Puvis, comme en tel bas-relief antique, la simple et profonde relation avec la nature environnante.

Et dans ce décor, mes deux compagnons, que je laisse volontiers cheminer devant, me deviennent aussi typiques. Ils sont en bernouss, ils sont montés à l'arabe, je ne devrais voir en eux que de l'Islam, et je ne sais pourquoi maintenant ils me font penser à des portraits de bourgeois du xve siècle que j'ai vus aux fresques de Florence. Avec leurs belles mules bien tondues, la dignité de leur vêtement, leur allure de satisfaction, de discrétion sagace, c'est la bourgeoisie de toute époque et de tout pays qu'ils me figurent de la même façon, peut-être par le constraste de la glapissante pouillerie qu'ils traversent avec tant de dignité sereine et détachée.

***

Un vague couloir sous des pentes de terre et de poussière que parsèment de minuscules huttes de roseaux. Nous sommes à la limite de la ville. Ces huttes servent, le jeudi, aux campements du marché ; ces pentes, je les ai vues, ce jour-là, couvertes par les étalages des potiers : jattes et vases d'argile de toutes les formes classiques, parmi la foule des femmes blanc drapées, qui s'affairent aux marchandages — un peuple de statues en mouvement. Tel devait être, avant qu'on en fît un cimetière, l'aspect du Céramique, à l'entrée de l'ancienne Athènes.

Bâb Khemis, maintenant. Bien misérable, la vieille porte monumentale dont le toub intérieur apparaît partout, comme la triste chair des mendiants sous les trous de leurs guenilles. On entend des bêlements, de l'autre côté de la voûte coudée ; et vite il faut se ranger. C'est une ribambelle de chèvres qui rentre, un flot jaune dans un flot de poussière jaune, les tout petits pleurant d'une voix si neuve, si grêle, à côté des mamans. On passe sous la grande inscription à la louange du fondateur, sous la primitive balance qui sert à mesurer le droit de la porte, devant les vieux gardiens accroupis sur leur natte à côté d'une théière. Et voici s'ouvrir l'espace : là-bas c'est la splendeur et la paix de la palmeraie, l'éternel paysage où tout s'enchante, se tait dans une éternelle lumière. Je suis

monté, pour le retrouver, sur l'un des grands tumulus qui se lèvent à côté.

Autour de nous s'étendait tout le tableau de vie antique et semi-bédouine que l'on trouve toujours à l'entrée des villes arabes. Je croyais revoir celui que j'aimais tant jadis, à Jérusalem, à la porte de Damas, à l'heure bleue et rose où les pâtres ramènent leurs troupeaux. A Jérusalem, la porte était de pierre ; elle est ici de brique crue, mais c'est le même ton magnifique, la même surface d'or grave que troue, entre deux bastions, une profonde ogive d'ombre.

Et c'est par devant, au pied même d'une cité populeuse, le même abandon, la même nudité quasi désertique de la terre, — mais le désert n'a pas ces aspects de délabrement. Point de route. Rien que les pistes, un peu onduleuses, d'un mouvement si beau, si ample, si naturel, et qui semblent toujours, dans la poudre et la pierraille, la trace laissée de tout temps par la vie dans ces paysages. Deux pistes bien vagues, chacune faite de multiples petits sillons, et reconnaissables surtout au cheminement vers la porte, sur deux lignes convergentes, des humains et des bêtes venus des lointains du bled.

Passage incessant, cet après-midi, par trois, par quatre, des tout petits baudets qui approvisionnent Marrakech de toutes choses. La plupart disparaissent presque sous de vastes charges de palmes et de roseaux ; on ne voit passer que les oreilles et les pattes trotte-menu. Il y a aussi quelques lentes files de bestiaux, et puis un convoi de dromadaires : lippes stupides, pas feutré, onduleux de sommeil et de silence. Et maintenant des gens de tribu, sans turban, le crâne obscur et rasé, les mains à leur bâton passé derrière la nuque. Des femmes, aussi, drapées de la même cotonnade bleue que les Bédouines d'Égypte et de Judée, aussi classiques par les plis rythmés de ces voiles, par la noblesse du pied nu posant dans la poussière, les bras haut levés pour soutenir sur la tête la couffe ou le plateau de sparterie.

D'autres sont immobiles, par terre : on dirait des paquets de vieux linge alignés, çà et là, des deux côtés de la file en mouvement. D'humbles marchands pelotonnés, les coudes

aux genoux, devant leurs petits étals de grenades, noix, dattes, les fruits que des voyageurs peuvent manger en cheminant. Nous avons même vu, en passant, un apothicaire très bien approvisionné en têtes de lézards et de serpents, ailes et griffes de vautours, graisse d'aigle en petits pots, très efficace contre les maux de tête, comme me l'expliquait le sagace Tlemçani avec un indulgent sourire — mais il en gâtait l'effet en ajoutant tout d'un coup : « C'est vrai, tout de même, que ça fait du bien ! »

Et devant nous, encore une troupe de mendiants. Ils sont sept, tapis dans la poussière, et dont les têtes hochent au rythme de leur mélopée. C'est bien une troupe, une compagnie. Leur chef est debout, en avant, le plus beau, le roi de tous les gueux, celui-là, et il doit le savoir, si droit, presque rigide en ses guenilles magnifiques, la tête rejetée en arrière, les prunelles mortes levées au ciel — comme si souvent celles des aveugles, — le bras tendant la sébille. C'est lui qui clame à intervalles réguliers le nom du Saint, et le reste de la bande entonne en cadence les répons.

Autour des petits humains, si pareils d'âmes et de figure à ceux de tous les temps de Marrakech, c'est l'un des plus émouvants, un des plus islamiques paysages de l'Islam, qui se déploie. Je ne connais guère de comparable, pour l'effet général de vieillesse et de mort, que la vue de Fez, grise et comme brûlée derrière les surgissantes ébréchures du rempart almohade, quand on la regarde du haut des tombeaux mérimides.

Nous sommes sur la première pente d'un de ces tumulus qui se lèvent à certaines issues de la ville, et semblent de longues dunes de cendre. Accumulation de débris séculaires, comme celles qui, à Fez, formaient rempart et continuaient, il y a quelques années encore, de s'exhausser ignominieusement autour du Mellah. Mais il y a longtemps qu'ici l'on ne jette plus rien, et toute cette ordure, fondue, amalgamée, purifiée au cours du temps, s'est muée en roche géologique, — roche étrange, d'un seul ton blême, exactement couleur de pierre ponce. En vagues successives, elle s'allonge sur les champs rouges qui s'animent, le cinquième jour de la semaine, d'un bruyant marché.

A nos pieds, se poursuit la mince procession d'humains et de bêtes, mais au loin, rien de vivant aujourd'hui sur ces nappes de poudre que l'arbre admirable et solitaire (on n'a pu m'en dire que le nom arabe : un *derdar*), dont le volumineux feuillage ne semble peut-être si vert, si merveilleusement frais, que par le contraste de l'environnante aridité.

Là-bas, devant nous, de l'autre côté de la grande aire, on dirait que s'avance un vague faubourg. Mais chacun des rectangles de chaux ou de pisé qui se pressent par là, porte un dôme, et si fané, déteint, qu'on le remarque à peine, tout d'abord. Des tombeaux, des saintes koubbas où dorment les grands cheikhs d'autrefois. Marrakech, par là, s'achève en croulante nécropole.

Mais le trait singulier de ce paysage, celui qui le fait si pathétique, c'est, derrière la dune blême, le ravage extraordinaire du sol. Est-il possible que les affouillements d'autrefois, à la recherche des ruisseaux souterrains, aient suffi à le bouleverser ainsi? Cette étroite, profonde déchirure, où je n'ai jamais aperçu d'eau, mais seulement une confusion d'entrailles fauves, c'est ce qu'on appelle l'oued Icil. Par derrière, rien que les boursouflures de la terre, houles soulevées autour de fosses béantes, comme de cratères dont monteraient et se toucheraient les lèvres. Tout cela, d'aspect dur et doré, desséché comme une croûte. Derrière ce clair chaos qui s'en va jusqu'aux palmes, de lentes volutes de fumée endeuillent à toute heure du jour la profondeur éclatante. Si l'on ne savait que les potiers ont leurs fours par là, dans quelque ravin de glaise, on pourrait les prendre, ces noirceurs perpétuelles sur ce lieu funeste, pour le signe de la mort.

Parmi tant d'images de désolation, un certain souvenir m'était resté comme le plus exaltant de Marrakech. Plus haut que les voiles fauves qui montent, le jeudi matin, du fourmillant marché, par-dessus le rude massif de Bâb Kehmis, je me rappelais l'apparition de la montagne, les aériens reflets qu'on savait être ceux des neiges — incertains miroirs suspendus, si haut, si loin, dans une pluie aveuglante de rayons. Je les retrouve, mais réduits au plus mince, léger, étincelant zigzag : un éclair, dirait-on, fixé dans la lumière de trois

heures, rien, cet après-midi, n'apparaissant des grandes cimes, que la ligne glacée de leur bordure.

A l'opposé du paysage, tout au long des champs dévastés, une autre splendide vision répond à celle-là : le peuple simple des dattiers, mille jeunes têtes rayonnantes. Et derrière eux, très loin, il n'y a plus que l'horizon minéral, des pentes brunes, toutes lisses, semble-t-il, sous des pointes, des triangles, dont la pierre nue tourne au lilas, semble en train de fondre, de brûler insensiblement dans la lumière.

***

Par le pauvre pont en dos d'âne jeté sur la faille de l'oued Icil, et qui semble, lui aussi, de terre séchée, nous avons gagné tous les trois la palmeraie. Nous allions dans l'est, pour tourner ensuite au sud et rentrer par Bâb-Aileen.

Toujours une impression de rêve et de féerie, à s'enfoncer dans la forêt africaine. Pourquoi donc nous est-elle, chaque fois, aussi merveilleuse? On ne dirait pas des arbres. Ils sont si différents des nôtres, si simples, réguliers, chacun fait d'une tige souple, droite, et d'un parfait bouquet. Des fleurs, plutôt que des arbres, de géantes marguerites vertes, irradiées dans l'éther, projetant des ombres étoilées sur le sol sans herbe ni sous-bois. Et puis leur immobilité, qui ajoute à leur grandeur, l'exacte répétition en chacune, et presque sans variation particulière, du type éternel, leur beauté enfin, tant d'heureuse beauté épanouie pour elle-même dans la solitude où rien, dirait-on, ne fut jamais dérangé. Un enchantement a suscité cette surprenante vision.

La présence de ces deux compagnons ajoute à cette impression d'étrangeté et presque d'irréel. Si calmes, antiques dans leurs draperies qui retombent sur les flancs de leurs bêtes, comme ils sont bien dans le paysage ; comme ils s'harmonisent au décor ! Ils n'évoquent rien d'aujourd'hui. Parmi les belles végétations qui ne sont pas les nôtres, ils sont d'une autre famille humaine que la nôtre. J'ai l'avantage de les voir et de ne pas me voir. Et c'est vraiment, réalisé par hasard, pour quelques instants, le rêve qui agita les romantiques : changer d'être, se sentir autre dans un autre monde.

Nous arrivions aux régions cultivées, mais non moins désertes de la palmeraie : une suite de jardins où les jujubiers, grenadiers, figuiers, forment sous-bois entre les centaines et les centaines de hautes tiges écailleuses.

Des talus et fossés qui s'effondrent les séparent. Avec les rigoles des seghias, dont court, stagne ou déborde l'eau jaune, avec les puits en ruine, les galeries, maintenant plus ou moins béantes, que l'on retrouve partout sur ce sol si étrangement terrassé par les générations successives, cela fait une promenade qui n'est pas commode. Mais les prudentes bêtes savent tâter le terrain et se retenir de leurs sabots joints aux pentes les plus abruptes. Nous faisons mille détours pour trouver les passages possibles, et souvent il faut cheminer longuement à la queue leu leu, au-dessus de l'eau bourbeuse, sur la crête croulante d'un talus.

Et partout la solitude, qui semble ici celle de l'abandon. Non seulement on ne voit personne, mais on dirait, tant la terre est inculte, tant foisonnent les fourrés, que personne ne vient jamais dans ces jardins. Une sorte de paradis en ruine, dont les humains sont exclus depuis longtemps, mais où les arbres continuent de fleurir et se couvrir de fruits. J'avais vu, au printemps, les bouquets d'abricotiers et de pêchers, fous de leur enfance nouvelle et de leurs subites robes roses, — et puis les grenadiers, comme touchés par des langues de feu. En ce moment il n'y a que des fruits : des oranges, de lourds cédrats, mais surtout, par milliers, des grenades, si belles, dont l'écorce a la pourpre grave et dorée d'un cuir ancien de Cordoue. Elles pendent par milliers. Quelques-unes, par terre, ont éclaté sur les grains gonflés dont saigne la chair translucide.

Nous sommes maintenant en plein domaine de Si Bou Taleb, en des jardins habous spécialement consacrés à la Mecque. Ils ne sont pas du tout abandonnés. On en vient régulièrement cueillir les fruits, les beaux fruits qui vont mettre des paquets d'or, de pourpre et de violet parmi les foisons de verte menthe, dans l'ombre fumeuse du souk. Et c'est une grande source de richesse qu'ont laissée là, en des temps immémoriaux, les pieux fondateurs. Les revenus ecclésiastiques de la palmeraie montent à plus d'un demi-million, et des seules dattes la part que l'on vend au

profit des lieux saints vaut, m'assure-t-on, bon an mal an, six mille douros hassanis.

Je regardais, en apprenant ces détails, pendre là-haut, à l'aisselle des palmes, les longues grappes jaunes qui mûrissent pour la Mecque. L'étrangeté du lieu croissait. A le savoir en relation, et depuis si longtemps, avec le vieux pôle spirituel du monde arabe (par quels intermédiaires de pèlerins et de juifs?) il m'apparaissait, à l'extrême occident de ce monde, plus classiquement oriental, plus pénétré comme les lointains, légendaires jardins de Chiraz et de Bagdad, de pure essence musulmane.

***

A une heure de là, nous avons aperçu des humains. C'était au soleil déjà déclinant, dans une grande oliveraie qui se détache de la forêt des dattiers, et s'allonge, à peu près à la hauteur de Bâb Aileen, jusqu'aux vastes champs de pierres et de tombes, à l'est de la ville. Une grêle musiquette s'est fait entendre derrière les pâles ramures, et nous sommes passés assez près pour les voir. Ils étaient quatre, dans une sorte de clairière que traversait une eau courante : des gens fort bien mis, évidemment des citadins, de vrais Maures. Ils étaient assis sur des nattes. L'un d'eux grattait les cordes d'une *gamtri*, la cithare faite d'une carapace de tortue. Des mules entravées attendaient sous un grand figuier.

— Ce sont des marchands du souk, m'a dit Si Bou-Taleb, comme nous tournions la ville. Voilà leur plaisir favori. A trois heures, un savetier, un brodeur a fini sa journée. On s'invite entre amis. On met un peu de charbon de bois, une théière, des coussins dans deux couffes, et l'on s'en va finir sa journée dans quelque beau jardin tranquille. Les plus riches emmènent souvent des musiciens.

J'avais vu cela jadis, à Fez. Je me rappelais les flâneurs, les amateurs de crépuscule et de musique, les promeneurs de chardonnerets, les beaux groupes qui s'espacent — car on cherche la solitude — sous les oliviers, près du cimetière de Bab F'touh, d'où l'on voit Fez Bali, la très vieille ville, blêmir peu à peu dans ses creux, tourner au fantôme, comme

le soir un glacier dans sa moraine, tandis que s'empourprent les hautes lames obliques du Zalagh.

Mais ce souvenir me tromperait-il? Notre ami rejette énergiquement toute comparaison entre la vie fâsi et celle que l'on mène à Marrakech. Non : des Européens, toujours affairés, ne sont pas bons juges. Les gens de Fez sont de grands travailleurs pour des Maures, et même de rusés gagneurs d'argent. On manie l'aiguille et le marteau dans le souk jusqu'à l'heure des lumières. Et puis, affirme-t-il, toujours la cervelle en mouvement : des critiqueurs et politiqueurs. Il faut venir dans la ville des palmes pour apprendre les beaux loisirs, les longues heures quotidiennes de jeu, de flânerie et de chant.

— Voyez la place du Trépas, ajoute-t-il. Il n'y a rien de pareil nulle part. Il y a trois ans, elle était encore, tous les jours, ce que vous l'avez vue pendant l'Achoura : un champ de fête, où la foule, du matin au soir, se presse autour des conteurs et danseurs.

— Et d'où vient le changement?

— Ils ne pourraient pas vous le dire. Il y a maintenant un café, comme ceux de Casablanca, des Européens qui regardent, il y a le bâtiment de la poste. Ce n'est pas grand'chose, mais tout de même le lieu a changé, ils le sentent.

Nous sortions de l'oliveraie. Dans la plaine, hors des seghias, des talus, fossés et fourrés, nous étions à l'aise pour causer, en cheminant de front, tout droit vers Marrakech. Souvent le Tlemçani, se tournant vers le fils du juge, lui traduisait une question, invoquait son souvenir en témoignage. J'essayais de mettre la conversation sur les grandes questions pressantes. Que disait-on à Marrakech de la guerre?

Elle a fait beaucoup de bruit, d'abord, me fut-il répondu. Mais, à la fin, on se lasse de parler toujours de la même chose. D'ailleurs le scepticisme est venu. Au commencement, le bruit a couru de prodigieuses victoires des Allemands ; on disait les ennemis à Paris, toutes nouvelles agitantes apportées dans les fondouks, aux marchés, par les gens de la montagne. Ensuite ç'a été le contraire : on a cru que les Alliés allaient marcher sur Berlin. Aujourd'hui on ne parle plus de tout cela

dans les souks ; on voit que les Français sont toujours au Gheliz, et les grands kaïds — M'tougui, Madani, Ayadi, Goundafi — toujours dans leurs châteaux de la ville ou de la montagne, le Hadj Thami toujours pacha de Marrakech. On voit que la vie continue comme avant. Alors on ne pense plus à la guerre. Quelquefois on entend demander pourquoi le prix du cuir a doublé.

En somme, des gens très faciles, ces Marrakhis, et qui n'ont jamais causé d'embarras à aucun gouvernement. Ils ont accepté le protectorat du premier coup, comme ils avaient jadis accepté El-Hiba, après Moulay Hafid, et Moulay Hafid après Moulay Abd-el-Aziz. Au moment de la bataille de Si-bou-Othman, ils attendaient patiemment que la Providence décidât. La seule chose, m'explique-t-on, qu'ils considèrent dans un régime, c'est son degré de douceur ou de dureté. Eh bien! les plus vieux s'accordent à trouver que le régime actuel est le plus doux, le plus juste, dont ils aient souvenir. On n'a plus besoin de se souhaiter la satisfaction : elle règne. Même les Fâsis, les plus fanatiques des Maures, et qui commencèrent par se soulever, se félicitent aujourd'hui du changement. Ils ont appris, ces commerçants avisés, que la présence des Français, que leurs travaux dont on ne parlait pas, d'abord, sans cracher par terre, favorisent le négoce, et qu'en même temps les coutumes, la religion sont respectées — qu'il n'est même pas besoin de fermer les portes des mosquées devant les Roumis.

Là-dessus certaines merveilles me furent contées : les vingt-cinq pièces d'or sonnant que le général Lyautey, à pied dans la ruelle populeuse, jette lui-même, à chaque fête du grand Moulay Idriss, dans la bouche de cuivre qui s'ouvre hors du sanctuaire ; l'invitation que lui ont faite les imans de franchir le seuil sacré — et il n'accepte pas. De ces choses, le bruit s'est répandu jusque dans le pays de l'insoumission ; on s'en entretient dans tous les souks du Maghreb, et de beaucoup d'autres, comme de la foire, des expositions, et de la *djemâ* nouvelle où les bourgeois de Fez s'initient à gérer eux-mêmes les affaires de leur ville.

Mais, répétait encore le Tlemçani, à Marrakech c'est la régularité et la modération de l'impôt, et généralement la

justice du gouvernement, que l'on apprécie surtout, et qui a le plus surpris.

Surpris? N'était-ce que par le contraste avec le régime des anciens sultans et khalifas pillards? N'y avait-il pas quelque arrière-pensée chez ces Algériens? J'essayai de le savoir. Si Bou-Taleb répondit par un discret sourire et quelques paroles évasives. Il faisait son service tout droit, sans se préoccuper de hautes questions politiques. Le Maroc et l'Algérie sont deux pays : on ne peut pas comparer. Il y a du bien et du mal en toutes choses.

A la fin, pourtant, le fils du kadi, mis au courant de la question, conta, sans doute à titre d'apologue, l'anecdote suivante :

Son père avait été invité, pour la fête de l'Aid-el-Kebir, à la réception du sultan, à Rabat. Il y avait de grands agas et dignitaires venus du Sud Oranais, qui attendaient parmi les notables et dignitaires marocains leur tour d'être introduits. C'étaient eux les plus beaux, en grands haïks rouges d'apparat, et presque tous avec la croix de la Légion d'honneur. Or, tandis que les Marocains causaient librement comme des hommes, des hommes d'esprit actif, cultivé, disaient entre eux des choses spirituelles, piquantes, les Algériens restaient muets. En vain essayait-on de les attirer dans la conversation : ils semblaient incapables de rien dire. Vraiment le contraste était pénible...

Je crus comprendre le sens de cette histoire. J'avais entendu parler en Algérie des « bicots », des « Beni-Oui-Oui »...

Le sage traducteur se hâta de dire les choses qu'il fallait : non, il n'était pas possible de comparer. Au Maroc, la France pouvait appliquer tout de suite sa volonté juste. En Algérie, il y avait le passé. D'ailleurs de grands changements pour le bien se préparaient; des réformes étaient promises. L'exemple du pays voisin ne pouvait manquer d'agir. Le vent qui vient du couchant est propice : il amollit la terre pour les moissons. *Incha'llah*[1] *!*

*
* *

Bâb Aileen approchait. Nous étions toujours dans l'immense cimetière qu'on ne voit ni commencer, ni finir, sauf à l'ouest,

1. Si Bou-Taleb était bon prophète. On sait les nouvelles et importantes franchises accordées, il y a quelques mois, aux indigènes d'Algérie.

où l'arrête le pied du rempart. Partout une jaune pierraille entre les tertres pierreux qui se désagrègent : une sorte de Crau où la flamme aurait passé, où l'Oued Icil allonge, du sud au nord, une interminable fosse. Mais là-bas, du côté d'où nous venions, tout au long de la plaine mortuaire, montaient des rangs de verdure brillante : les jardins, et par-dessus, l'unanime essor des palmes pareilles, comme une simple, innombrable acclamation jaillissant d'une armée triomphante. Silencieux triomphe de la vie devant ces champs de poussière humaine.

Non loin de la muraille recommençaient les pauvres coupoles des marabouts. On nous nomma les plus vénérées : celle de Moulay Ali Chérif, un ancêtre de la dynastie régnante, et puis la koubba de Kadi Ayid : encore un très saint légiste dont les kadis actuels suivent toujours, dévotement, les interprétations.

Ces grands, vagues cimetières où le blanc d'une tombe récente est si rare dans la multitude grise de celles d'autrefois, comme ils enveloppent les vieilles villes du Maghreb ! Quelle zone de stérilité, de mort — de religion aussi — ils étendent alentour ! Je revois ceux de Fez, dont la ruine prolonge, aussi tragique, ancienne et dorée, la ruine de la courtine almohade. Je revois celui de Salé, qu'un mur seulement sépare de la plage et du continuel grondement de l'Atlantique ; — et celui de Rabat : sombres jonchées de cailloux et de tombes, solennelle solitude devant la mouvante solitude bleue (et jadis, il y en avait d'autres, que la ville européenne a fait disparaître, qu'il fallait traverser en suivant certaines pistes pour arriver à Rabat).

Autour de chaque ville maugrébine s'étend le débris de ses générations antérieures. C'est, à l'échelle humaine, comme le lit de coquillages semi-pétrifiés où l'on découvre, en un point, l'espèce encore vivante. En ce point, au milieu de toute la substance qu'elle a fait lever de terre, transmuée, laissée retomber à la terre, la mystérieuse énergie est toujours à l'œuvre.

X

LA MEDERSA

C'est la medersa de Si ben-Youssef, dans un calme quartier au nord-est de la medina, du côté de Bâb Aileen.

Un riche plafond de cèdre l'annonce, couvrant de sa concavité un morceau de la pâle ruelle. La porte est entr'ouverte. Il n'y a qu'à pousser le lourd vantail : on suit un long couloir obscur, çà et là interrompu, éclairé de petites cours intérieures, de minuscules patios. Et voici s'ouvrir le magnifique cloître central.

J'y étais déjà venu la veille, avec les deux guides les plus compétents. Mais c'était un vendredi ; nous étions arrivés au moment où la prière allait commencer, et il avait fallu partir presque tout de suite. Cet après-midi, il n'est pas trop tard, au retour des jardins, pour y entrer avec ces deux amis en bernouss. Ils n'ont pas l'air de savoir grand'chose de l'histoire de l'art, mais ils sont très beaux. Autour de leurs calmes figures, dont les draperies amplifient les gestes, on dirait que le rythme sûr, régulier des arches, le grave et subtil décor d'arabesques prennent plus de sens et de valeur. Comme leurs babouches glissent discrètement au bord du bassin, sur les mosaïques où le martèlement des talons européens est une insolence, pire, une brutalité! — comme on l'apprend, me dit-on, au palais de l'Aguedal, qu'il a bien fallu transformer en hôpital militaire.

On sait que, le *horm* levé, qui les interdisait aux chrétiens, la découverte de ces vieux collèges fut la plus heureuse de nos surprises d'art au Maroc. Quelques jours auparavant, j'avais vu les medersas de Fez, dont à peine osions-nous approcher, il y a douze ans : l'Attarine, la Bouanania, la merveilleuse Cheratine, l'Andalouse. Elles sont six ou sept autour de l'université de Qarouiyine, toutes du XIVe siècle, comme tant de fondouks et maisons de la vieille ville, œuvres de ces Merinides, dont les tombeaux en ruines commandent la vue la plus émouvante de Fez.

Celle de Marrakech est du même type — moins riche, sans doute, que la Bouanania, mais belle pourtant entre les belles.

Bien entendu, on retrouve dans ce calme patio, tous les thèmes accoutumés de l'architecture et de l'ornementation mauresques, ceux que l'Europe a connus surtout par l'Alhambra : ogive outrepassée, arcades, arcatures, zellijs, dentelles de plâtre découpées au couteau, moucharabiehs, décor géométrique et graphique Mais l'époque est autre — et combien plus sain, plus fort, cet art plus ancien que tout ce que l'on voit à Grenade ! Même rapport d'une œuvre à l'autre que du meilleur gothique au flamboyant. Ici la richesse de l'ornement se subordonne aux grands éléments fondamentaux de l'architecture. Ce qui s'affirme d'abord, c'est la construction, l'ordonnance, la logique des membres qui portent, soutiennent : piliers, arcs, tympans, linteaux, consoles, poutres. Simplicité de l'ordre, justesse des proportions, évidence des lignes maîtresses, qui sont les lignes de force et de résistance — de tout cela naît, dans ce cloître assez réduit, l'impression de la grandeur.

C'est la grandeur d'un art encore voisin de ses origines. En ce temps des Merinides, il n'a pas épuisé son principe : l'idée qu'il met au jour est encore chargée d'énergie inventive et directe. Au Maroc comme au Japon, comme en Chine, comme dans l'Europe chrétienne, ce caractère est en raison de l'âge. Les œuvres les plus archaïques, celles des Almohades, sont les plus puissantes, non seulement par les dimensions réelles, l'appareil colossal, la pérennité des substances (c'est presque partout le grès rouge), mais par la poussée simple, inévitable de la conception. A la Porte des Ouddaias, à la Tour Hassan de Rabat, à la Koutoubia de Marrakech, les rythmes subtils et sensuels du décor arabe se jouent sur des blocs, des surfaces de majesté quasi-romaine. Les Merinides, qui succèdent aux Almohades, sont aussi de fervents bâtisseurs (après les Beni Merin, dit un proverbe arabe, il n'y a plus rien). Leurs monuments sont petits, mais qu'importent les toises, si l'empreinte de l'esprit sur la matière est superbe? Ils travaillaient dans le plâtre et le bois ; mais ce bois, c'est l'impérissable arar ; ce plâtre a la dignité du marbre par sa résistance. Au bout de quatre cents ans, elle

s'atteste, cette résistance, à la précision de toute la dentelle ciselée.

Car en ces medersas, si l'ornement se subordonne, il n'en est pas moins d'une richesse infinie. Sur cette forte membrure de l'édifice, la merveille du décor, depuis les zellijs constellés des soubassements jusqu'aux rangs de turquoise du toit, est comme une parure de perles, joyaux, colliers, comme une mousseline brodée, qui ne cache pas en la couvrant l'harmonie de la forme vivante. Et cette même grandeur que l'on a perçue dans l'ensemble se retrouve dans le menu détail de ce décor. Ces soleils sculptés aux plafonds, aux vantaux, ces moucharabiehs des galeries basses ont cette ampleur du volume, cette simplicité presque rude que l'on admire aux plus vieilles gardes de sabre japonais.

Enfin tout est de tonalité grave. Grise, couleur du temps, couleur de toile d'araignée, la guipure murale dont le flot épais vient se suspendre, envelopper comme d'un châle mille fois ruché, les arches des grandes et petites baies. Et plus sombre encore, le magnifique cèdre qui règne par en haut, — aux linteaux, aux tympans, aux frises, partout découpé comme le santal d'un coffret de l'Inde, ou bien chargé de beaux jambages en relief, d'inscriptions à la louange d'Allah et du sultan fondateur. C'est ce cèdre, si chaud, si vivant, qui fait la grave originalité des medersas merinides. Par endroits il a pris l'aspect noir et fumé d'ancien bois religieux et précieux de la Chine. Par cette patine, comme par le fouillé et la perfection de la guillochure, certaines poutres rectangulaires, et les consoles, corbeaux qui les soutiennent, semblent exactement d'un temple chinois.

Mais l'usure du temps apparaît. Tout ce qui reste du revêtement de stuc a gardé son parfait filigrane, mais des pans entiers sont tombés. Une nappe de chaux grossière en relie, en noie à demi les morceaux, ou bien l'on voit le dessous de terre, la rude brique rougeâtre qui s'effrite, et ce contraste, si fréquent en Islam, de vétusté et de magnificence, est toujours touchant. Ainsi, sur la poussière des souks, des aïeules, dont les bras et les yeux n'ont plus d'âge, et qui restent chargées de grands bijoux antiques. Du côté où le vent, la pluie, chassés de l'Océan, battent le plus souvent, cette usure est profonde. Le cèdre,

que chaque hiver lave et lime, est par là d'un gris sans patine, d'un gris de bois mort, d'ossement, son précieux relief d'arabesques et d'inscriptions émoussé, presque oblitéré. Mais on le devine encore, ce relief. C'est comme un rêve, un vaporeux, ondoyant souvenir. Et le grain du bois, comme des très vieux marbres qui n'ont plus d'épiderme, comme des ivoires exfoliés, est bien visible, avec les veinures, craquelures. Tout cela frémit, palpite dans la lumière, d'une vie plus vague que celle du riche décor intact, mais c'est le même rythme, la même vie, dont le grand âge, seulement, se révèle, et la beauté vénérable du lieu s'en accroît.

Près de la salle de prière, dans l'ombre que jette par là sur le carreau de la cour, la toiture débordante comme un auvent, deux vieillards dormaient, chacun enfermé dans ses pauvres laines, retiré en soi. Ils semblaient des morts étendus, un peu de barbe grise, les pieds gris et rigides sortant du linceul. Chacun avait à côté de lui ses babouches, bien usées, couleur de terre. Un autre, du même côté, agenouillé, les mains entre les genoux, immobile depuis notre entrée, semblait prier.

Ils étaient venus chercher là, hors de la poussière de la rue, un peu de paix où dormir, de solitude où se recueillir, dans un parfait décor de religion et de beauté, comme les vieux qui hantent nos églises, aux heures qui ne sont pas celles des offices. Autour de ces pauvres, les riches, savantes symétries se répondaient comme des musiques. Au-dessus d'eux, l'une des grandes arches déployait son décor superbe au milieu d'un rang de piliers bordant une profondeur d'ombre : la mosquée, où l'on voyait, creusé, juste dans l'axe de l'arche et de la cour, le beau mihrab étoilé. Il n'y avait personne dans cette salle de prière.

Mais en haut, à l'étage qui fait le tour du grand quadrilatère, la medersa s'est révélée vivante. Çà et là, dans le demi-jour d'une baie, on découvrait une figure de jeune clerc. C'est là qu'ils logent, les escholiers musulmans (comme jadis les étudiants de Paris, au collège d'Harcourt, de Navarre ou de Normandie, — et à Fez ils se groupent encore par *nations*). Leurs cellules sont les mêmes où se formèrent, aux mêmes

disciplines, les cheikhs célèbres d'il y a quatre et cinq cents ans, les Pôles, les Saints, dont les tombeaux se lèvent du côté de Bab Khemis et de Bab Armaat. Et les mêmes fondations, paraît-il, les nourrissent : certains jardins habous de la palmeraie, non loin de ceux dont les revenus vont aux lieux saints de la Mecque.

En voici paraître toute une bande, silhouettes scolastiques, grands, pâles garçons, de mine creuse, et tous encapuchonnés. Ils vont et viennent autour du bassin, comme, en tout pays, des étudiants avant ou après un cours. Mais l'allure est bien atone, les lèvres demi-ouvertes laissant voir la nacre des dents. Le gentil Si Bou-Taleb essaye d'engager la conversation. Un d'eux seulement lui répond, celui qui semble le plus âgé (il a bien vingt-cinq ans). Ils vont entendre un cours sur les saints commentateurs... « Oui, dit-il, la science est longue. On ne connaît jamais tous les commentaires de la loi. On pourrait apprendre toute la vie... »

Très différent, un ouléma se tenait à l'écart, à l'autre bout de la cour. En noire simarre qui tombait tout droit, en turban mince comme une calotte de moine, le visage strict, avec des yeux profonds qui nous regardaient de côté sans bienveillance, il avait l'air, de loin, d'un docteur du xve siècle, de quelque maigre et solitaire Faust.

Un des tolba s'accroupit auprès du bassin, et y plongea ses mains. Les autres se baissèrent à leur tour. Mes compagnons me firent signe; les ablutions commençaient, avant la prière, et il était temps pour un chrétien de s'en aller.

XI

LE PASSÉ DANS LE PRÉSENT

Plus directement qu'ailleurs, dans les medersas de Fez et de Marrakech, je croyais percevoir l'essentielle différence de ce monde et du nôtre. Rien sans doute ne se révélait qui n'ait été cent fois dit, mais une vérité passait de l'ordre abstrait à l'ordre sensible, et s'imposait aux yeux, d'une immédiate évidence. L'essentiel d'une telle vue, quand elle porte sur un

monde comme celui de l'Islam, ce n'est pas ce qui nous apparaît alors d'une humanité au premier aspect si étrange ; c'est ce qu'elle nous révèle de nous-mêmes. Aussi bien la différence semble moins celle qui sépare deux espèces que celle qui sépare deux moments de l'histoire.

Dans les medersas de Fez et de Marrakech, un souvenir me revenait toujours : celui de certains collèges visités jadis en Angleterre, dans cette Angleterre protestante, industrielle et travailleuse, qui serait l'antipode moral du Maroc si elle n'avait été si longtemps, si elle n'était encore, à tant d'égards, le pays le plus traditionaliste d'Europe. A Oriel, à Merton, à Oxford, j'avais déjà vu l'analogue de ce que l'on me montrait à la Cheratine et à la medersa de Si ben-Youssef : un hôtel universitaire, de fondation et d'architecture plusieurs fois séculaire, avec logis d'étudiants, chapelle, culte obligatoire et quotidien, biens de mainmorte, tenanciers et fermiers dans la campagne environnante. Dans le vieux collège d'Oxford aussi (hier encore, de pensée si théologique), on reconnaissait l'ancienne prépondérance de l'idée religieuse dont l'idée universitaire ne fut d'abord qu'une émanation. Pardessus toutes les différences des deux principes de croyance et de vie, comme une telle similitude nous atteste, encore une fois, l'analogie des deux civilisations, aux temps lointains où les peuples de l'Europe, en face de l'Islam, s'appelaient la chrétienté !

Seulement, à Oxford, la forme seule survit : une petite cellule de la ruche médiévale. La créature a mué. Elle a mué vers la fin du xve siècle, trés soudainement, suivant la loi habituelle à la nature vivante, où les causes s'accumulent longtemps avant que l'effet apparaisse, comme des poids qu'on jette un à un dans un plateau de balance sans en remuer l'apparente inertie, jusqu'au dernier, qui le fait pencher tout d'un coup jusqu'en bas. Elle a mué après une longue période d'immobilité relative. Au premier tiers de ce xve siècle, ses modes généraux de vie et de pensée, son outillage, ses mœurs, son idée du monde diffèrent bien peu de ce qu'ils étaient au temps des premiers Capétiens. Un équilibre avait été atteint, un de ces états d'adaptation que cherche toujours la vie — où on la voit, si les conditions ambiantes persistent,

s'arrêter ensuite indéfiniment, parce que si, d'elle-même, à tous ses degrés, elle fait l'effort qui l'adapte et la transforme, elle ne fait que l'effort nécessaire, — parce que très vite, au travail de la pensée, de l'invention, elle tend à substituer les automatismes de la coutume et de l'instinct.

A la fin du xve siècle, dans l'Europe occidentale, l'homme a changé, parce que son milieu changeait en s'agrandissant soudain dans le temps et dans l'espace. Sa cervelle s'est remise en mouvement, les sciences sont nées, dont les vues, les découvertes, les inventions pratiques, aujourd'hui de plus en plus fréquentes, changent toujours davantage son milieu moral et matériel ; en sorte qu'il lui faut toujours se réajuster, et de plus en plus rapidement, et qu'on ne voit pas de terme à ses transformations. De là, sans doute, tant de malaises, d'angoisses de l'Occident moderne, tant de ruptures d'équilibre, insensibles d'abord, et qui vont s'accélérant, se généralisant, jusqu'aux subits, immenses écroulements propagés si vite et déjà par toute la planète, qui rappellent les brusques replis de l'écorce terrestre après les lents retraits du noyau — et qui vont transformer de la même façon la face de notre monde.

Plus nous nous sentons fatalement pris dans le terrible engrenage que nous-mêmes avons lancé, plus nous fuient les choses que nous avions toujours connues, aimées, et dont la plupart avaient existé de tout temps, et plus nous attirent les vieux peuples qui nous présentent la figure immobile du passé. Au pays du Korân, l'immobilité n'était pas inévitable, et là, comme dans l'Europe chrétienne du moyen âge, tout débuta par des inventions de toute sorte. Y en eut-il de plus neuve, de plus complète, de plus logiquement menée jusqu'à l'épuisement de son principe, que ce décor géométrique qui ne se rattache à rien d'antérieur, et que nous ne voyons pas commencer? Développement aussi rapide et brillant en tous sens, en créations de peuples et d'empires, en organisation religieuse et sociale, en activités de pensée, en profusion d'art, en raffinements d'usages. Mais, de bonne heure, arrêt de développement, fixation des formes épanouies, et cela par élimination des éléments les plus féconds en possibilités de formes nouvelles. Ce fut le cas lorsque s'atrophia la culture philosophique et

scientifique, dès la mort d'Averroès, sous les coups d'une véritable inquisition musulmane, dont l'autodafé de cinq cent mille manuscrits grecs, arabes, devant la mosquée de Cordoue, avait été le prélude. Ainsi encore, après la dernière defaite de l'Islam en Espagne, le *non* farouche jeté à toutes les suggestions de l'Europe, la guerre sainte prêchée, l'avènement des chérifs puritains, la multiplication des marabouts, la réislamisation fanatique du Maghreb. Ce monde se desséchait sur son noyau, qui est la religion. Sous tous ses modes, aspects, on la sent qui fait saillie, avec ses dogmes, définitions, préceptes, immuables consignes, déterminant d'avance la pensée comme l'action. Entre une medersa d'aujourd'hui et les écoles andalouses du XIIe siècle, voilà bien la grande différence : le mouvement de l'esprit qui cherche, raisonne, spécule, invente y est arrêté. L'enseignement n'y est plus que de formules, d'invariables formules scolastiques, de théologie, jurisprudence, logique, lexicographie, grammaire.

Et la pensée s'arrêtant, tout s'est immobilisé peu à peu de la même façon. Même soumission, dans les œuvres de l'art, des formes à la formule. Ce décor géométrique, d'invention si originale, qui promettait un infini développement (et qui nous donne à première vue le sentiment de l'infini), il se réduit à quelques figures et combinaisons de figures invariables, dont chacune est désignée par un nom, cataloguée, aussi précise et déterminée qu'une lettre de l'alphabet ou qu'un mot qui veut certaines lettres, — en sorte que l'ouvrier, quel que soit le point de départ qu'on lui donne, peut développer tout entière l'inextricable figure, et cela d'un mouvement aussi sûr que celui de l'araignée qui tisse ou répare les polygones de sa toile. Une telle exactitude, une telle identité dans les répétitions, rappelle la perfection de ces calligraphies décoratives de l'ancienne Égypte et de la Chine, dont les lignes et les rythmes semblent correspondre à je ne sais quelles habitudes organiques de l'espèce, à quelles coordinations définitivement enregistrées et devenue héréditaires. Nous sommes là devant des activités qui participent de l'instinct. Souvent à Meknès, à Fez, à Marrakech, dans les maisons et les patios d'hier, comme dans ceux du XIVe siècle, retrouvant toujours les mêmes architectures, les mêmes thèmes sempiter-

nels de l'arabesque, — roues, étoiles, nids d'abeilles, stalactites — je songeais à ce qu'une telle monotonie symbolise et que nous savions déjà : la répétition à travers les siècles des mêmes hommes, des mêmes idées, des mêmes gestes, et par le contraste avec les diversités successives de l'Europe, je croyais voir une civilisation d'insectes. Ici encore, la vie s'est emprisonnée dans la forme qu'elle a développée.

Une telle forme, et si fortement fixée, signifie toujours un grand parti pris. C'est une certaine façon d'être à quoi la vie a tendu, à la fois si spéciale à la créature, et si générale à toutes ses manifestations, qu'elle évoque l'idée d'un développement à part dans un monde à part : ce monde fermé que chaque espèce se tisse de sa propre substance psychologique au sein de l'infinie réalité, et où elle s'isole, ignorante de tout ce qui ne correspond pas à ses facultés et besoins. Chez un peuple humain, une telle façon d'être, un tel parti pris se traduisent dans l'ordre de la beauté par ce que nous appelons style ou caractère — ce caractère qui nous frappe dans tout ce qu'a touché la main d'un Égyptien d'autrefois ou d'un Chinois de tous les temps, ce style spontané qui s'est retrouvé jusqu'ici en toutes les œuvres, et l'on peut dire en tous les modes d'une civilisation, manifestant sa tendance générale et propre, sa cohésion, son unité spirituelle, sa logique intérieure. Il semble exclu aujourd'hui de la nôtre, sans doute par l'afflux des idées et modèles de tous les temps et de toutes les races, par le développement de la faculté critique et le règne du bibelot, aussi bien que par le progrès de l'individualisme et l'effort conscient vers l'originalité personnelle, par la substitution de l'industrie mécanique au travail de la main, par la séparation de l'artiste et de l'artisan, par l'empire, enfin, de la mode, aux dépens des prestiges de la coutume.

Et de là, pour nous, l'un des traits les plus attachants d'un monde comme celui dont le Maroc est une survivance. Le style y est partout ; c'est la marque imposée à toute chose humaine, au cours de toutes les générations, par le génie même de la société. On le retrouve dans une pauvre poterie du souk comme dans une précieuse ciselure de poignard, dans un tapis de tente comme dans l'ordonnance d'une grande architecture, dans la cadence de musique d'un jongleur

comme dans le rythme d'une arabesque ancienne, dans les scènes d'un *moussem* populaire comme dans l'appareil d'une fastueuse cérémonie chérifienne, dans le dessin d'un enfant d'aujourd'hui, qui croit copier un bouquet de fleurs et le déforme spontanément dans le sens de la tradition d'art mauresque, comme dans l'enluminure d'un manuscrit d'autrefois. On peut dire qu'on le retrouve, ce style, dans l'homme lui-même, dans ses gestes, différents des nôtres, admirablement justes et fins, témoignant des disciplines, des mesures qu'impose une civilisation véritable. Il apparaît jusque dans sa physionomie, marquée d'un caractère si évident et si général à toute l'humanité islamique qu'un jeune étudiant de Bénarès, à qui je montrais des photographies de types marocains, et qui ne connaissait de musulmans que ceux de l'Inde, me dit sans hésitation : « Ce sont des Moslems [1]. »

***

Cette forte unité de style, manifestant, avec le règne de la coutume, l'empire durable de certaines influences et idées qui prennent tout l'homme et tous les hommes, c'est encore un trait du moyen âge. Au Maghreb, à mesure que la société islamique se repliait sur soi, que la foi se faisait plus obstinée et farouche, loin de s'atténuer, le caractère que l'on peut appeler médiéval est allé s'accusant.

Il domine dans les villes, où les choses, avant même qu'on ait commencé de voir les mœurs, le traduisent à nos yeux. C'est la rue étroite, sous les étais et poutres des maisons qui surplombent et se rejoignent presque; c'est le labyrinthe des venelles et bazars où s'encastrent les grandes mosquées; c'est la multiplicité des bêtes de charge et de selle qui se mêlent dans ces dédales au fourmillement pâle des piétons. C'est la distribution des corps de métier dans certains couloirs, où les échoppes pareilles se touchent, nous répétant les mêmes bijoux, les mêmes cuirs ciselés ou brodés, les mêmes chaudrons,

1. On trouvera dans le premier numéro (sans date) de la revue *France-Maroc*, avec un pénétrant article de M. A. de Tarde sur la philosophie de l'art marocain, la reproduction d'un dessin d'enfant comme celui dont il est question plus haut.

les mêmes fritures, les mêmes brochettes de hachis, les mêmes étals où saignent d'affreuses tripes et têtes de moutons. C'est la chapelle au milieu du bazar ; c'est l'étuve publique ; c'est le fondouk avec sa cour intérieure, où les voyageurs qui cheminèrent ensemble comme les pèlerins de Cantorbéry, logent, devisent, cuisinent ensemble, au-dessus des ânes, mulets, chevaux et chameaux. C'est la léproserie et le ghetto; c'est la triste robe du juif ; c'est le notaire et le scribe en plein vent, le changeur avec sa table, sa balance et ses piles de douros ; le mohtaseb (ou prévôt des marchands) dans sa logette du souk au henné, le kadi qui rend la justice sous son arcade. Et c'est aussi, à la porte de la ville, le miraculeux sanctuaire que pèlerins, danseurs, bateleurs, culs-de-jatte et bancroches enveloppent, le jour de la fête du Saint, de liesses et dévotions. Et puis encore, le jongleur ambulant qui chante interminablement, et souvent improvise, *trouve*, en véritable trouvère, la geste d'un grand marabout.

Et plus généralement, c'est la soumission de l'homme à la nature, la modicité de ses outils, des choses qu'il fabrique, qui nous touchent, parce que toutes portent la marque rude ou subtile de sa main humaine, parce qu'il n'en est pas de si humble où quelque effort d'ornement n'atteste son éternel besoin de beauté. Il apparaît encore, ce grand caractère médiéval, à la simplicité schématique de la société, à la prédominance des modes collectifs de la vie, à l'absolu de la foi, à la misère et la fraternité des foules, au caractère religieux du mendiant. On le reconnait enfin au large abandon des choses à leur destin, — qui est de se défaire peu à peu comme les humains, et puis de tomber en poussière — aux grands délabrements qui sont partout, et donnent aux pays d'Islam leur aspect fondamental. A Marrakech, c'est la terre elle-même qui nous émeut par son usure. Elle est vénérable dans sa ruine, elle a la majesté des très vieilles femmes berbères dont les yeux sont éteints dans une face rigide et ravinée.

Mais avant même d'entrer dans la ville, on pressent qu'au Maroc l'horloge des siècles s'est arrêtée depuis longtemps. Ce que nous ont dit les kasbahs perdues dans l'immensité du bled, la vieille muraille de toub qui fait face aux solitudes, nous le répète — la rouge ceinture de bastions, çà et là percée

de poternes, et qui défendait, il n'y a pas dix ans, une cité populeuse contre les possibles pillages. Là-bas, au loin, dans la plaine et la montagne, sont les châteaux crénelés des grands feudataires, dont, hier encore, les bandes guerroyaient pour ou contre les sultans.

Et par-dessous ce moyen âge qui s'éternise dans les cités, d'autres temps, plus grands, plus lointains, persistent dans le pays demi-sauvage. Près des ruines romaines de Volubilis, la grande place de Moulay Idriss, où se presse sous des arcades un peuple blanc drapé, a gardé l'aspect romain. Une des inscriptions antiques de Volubilis donne ce nom : *Izelta*, comme celui d'un peuple voisin. Quelle impression, en déchiffrant les fortes lettres lapidaires, d'apprendre de l'officier indigène qui vous guide, que les *Izeltines* n'ont pas cessé de paître leurs troupeaux dans la vallée! C'était une tribu déjà fixée, aux temps où les Romains posaient là — comme nous-mêmes aujourd'hui, plus au sud — leurs postes avancés contre les Berbères. En Afrique, ils trouvaient un monde bien antérieur au leur, celui des pasteurs, des nomades, des grands âges légendaires. Et ce monde, le premier dont parle l'Histoire, nous le trouvons à notre tour.

Je reverrai longtemps la vision que j'en eus, un soir, sur le chemin de la haute Moulouya, de ce piton de Timhadit, dont un poste français occupe la pointe. Un immense pays que l'été avait brûlé ondulait autour de nous dans le crépuscule, avec des nappes de scories, des cônes tronqués de vieux volcans, une pâle étendue lunaire sous un ciel dont toute la clarté se rassemblait, or et rose, dans une de ces coupes d'eau jetées çà et là dans la pureté du désert, et que les berbères appellent *anguelmanes*. Mais autour du piton les premiers plans vivaient : noir semis de tentes chleuhs — les plus humbles de toutes, si basses, presque aplaties à la terre ; groupes serrés autour de feux clairs et de fumées, théories de femmes revenant de l'aiguade, enfants nus, mulets au piquet, chameaux couchés en cercle, chiens aboyants, bêlantes chèvres, toute la richesse d'un campement de nomades. Au loin nulle trace humaine : la terre semblait inhabitée. D'où étaient-ils venus? Pouvait-il y en avoir d'autres, invisibles, perdus dans ce grand pays vide? On eût dit toute la primitive famille

humaine, surgie de la solitude primitive, et rassemblée là dans le soir.

C'est la singularité du Maroc de nous montrer, vivantes encore, et chacune à son plan, quelques-unes des grandes formes antérieures qu'a traversées notre espèce. Mais nous sommes au temps de tous les changements du monde. Le mouvement dont l'homme de notre civilisation porte en soi, depuis quelques siècles, le principe de plus en plus actif, il le communique à tout ce qu'il touche. D'abord, et pendant quelque temps, c'est un travail intérieur, insensible, et comme moléculaire ; et puis des fissures apparaissent, des ébranlements s'étendent. Partout les enchantements d'immobilité sont rompus. Au Maroc, si longtemps léthargique et reclus, nous apportons la vie, dont la tendance propre est de répondre à toutes les excitations et nécessités nouvelles en s'y ajustant, et par conséquent de changer. En attendant que change profondément la vieille figure du Maghreb, il nous émeut, par ce qu'il nous présente en réalités actuelles de notre passé, de tout le passé humain — par ce qu'il nous révèle, par conséquent, du mouvement qui nous entraîne.

En un temps où ce mouvement se précipite, pour nous porter nous ne savons vers quels modes nouveaux de vie et de société, on en perçoit mieux la vitesse inouïe si le hasard tourne un instant nos yeux vers les formes arrêtées de l'homme et de la civilisation.

ANDRÉ CHEVRILLON

MAMAN[1]

VI

LA VILLE ENVAHIE

Vous n'avez pas idée de ce que fut la vie, quand on se reprit à vivre dans Lille envahie. Pendant quelques secondes, au moment du réveil, on était incertain si l'on souffrait d'un cauchemar qui se prolongeait plus avant que la nuit, ou si c'était la réalité dont la tristesse dépassait encore celle du rêve. Ensuite on reprenait conscience. C'était trop vrai, toute la ville était prisonnière.

Il y avait, très loin, le pays dont on faisait partie, dont on continuait à faire partie, indissolublement. Et puis il y avait une barrière redoutable, devant laquelle la bataille ne cessait plus. Et puis il y avait les Allemands. Et l'on était au pouvoir des Allemands. On n'était pas seulement condamné à vivre à leur contact, à entendre leur pas, à entendre leur voix, à respirer l'air souillé par eux. Il fallait leur obéir. Ils demandaient à manger, et il fallait les nourrir. Ils demandaient du bois, du fer ou du ciment pour leurs tranchées, et il fallait les leur fournir. Et en leur obéissant ainsi, tout ce qu'ils faisaient, on le savait bien, c'était pour renforcer le mur qui

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mai et du 1er juin 1918.

séparait la France de la France, pour repousser les soldats qui s'élançaient à la délivrance de la ville, pour transformer la captivité en servitude. On le savait bien; en leur obéissant, on travaillait contre ses frères, on travaillait contre soi-même ; et comment faire? Il fallait pourtant leur obéir.

Le bombardement, l'incendie, n'étaient pas le prix dont on avait payé une fois pour toutes la défaite ; ce n'était que le prologue d'une tragédie qui commençait, et dont personne ne pouvait fixer la fin. Un poids pesait sur les poitrines ; l'atmosphère était lourde d'angoisse ; le pain avait un goût amer... La honte, la haine, la révolte frémissante, le sentiment de l'impuissance contre la force, la terreur d'un lendemain toujours pire : seuls des sentiments douloureux et exaspérés avaient place dans les consciences. Le droit d'aller et de venir, de parler, d'écrire, de regarder ; les droits sacrés : celui d'aimer librement son pays, celui d'aimer librement sa famille ; la propriété, je ne dis pas des biens, mais des personnes mêmes, des corps — tout était aboli. Et les Allemands qui ne comprenaient même pas ; et ceux d'entre eux qui par hasard comprenaient, ce n'était pas pour compatir à cette misère sans nom, sans exemple, sans limite : c'était pour se réjouir des effets de leur domination. Telle était cette vie...

— Ça, c'est tout de même quelque chose ! — répétait Sophie, sur qui l'émotion produisait cet effet singulier, qu'elle lui faisait retrouver l'accent flamand des jours de son enfance.

Elle s'était risquée la première au dehors, avait pris quelques informations sommaires auprès des bonnes des maisons voisines, puis avait entrepris de plus longues excursions.

— Toute la rue Faidherbe est démolie, Madame, une si belle rue; c'est tout de même quelque chose ! Et le café Jean ! Un si beau café ! Je les ai vus comme ça qui passaient; ils suivaient leur chef, avec des yeux comme des lanternes ; ils tapaient du pied comme s'ils voulaient renfoncer les pavés. C'est tout de même quelque chose ! Si vous saviez, Madame, ce qu'ils font dans les maisons abandonnées ! Ils cassent les glaces, ils démolissent les meubles; et ils vont « à la cour » jusque dans le salon !

Rien n'était plus pénible à voir que l'attitude du petit Guy. Les enfants ne comprennent pas les causes du malheur ;

mais ils sentent le malheur lui-même, épars autour d'eux ; et tout leur être en est bouleversé. Tandis que Linette (Maman avait définitivement remplacé le nom d'Angélina par celui de Linette ; et Antoinette avait approuvé) jouait comme à l'ordinaire, avec une poupée sans tête qu'elle préférait à toutes, Guy ne jouait plus ; il avait repoussé sans colère, mais avec un geste de fatigue et de souffrance, son cheval, son fusil, ses quilles. Il avait l'air d'un petit vieux ; il restait immobile pendant des heures, sur sa chaise ; il ne posait même pas de questions ; il ne poursuivait plus sa mère de ses éternels : « pourquoi » ; mais il cherchait, méditait ; on pouvait suivre sur sa pauvre petite figure amaigrie le travail anxieux de sa pensée. Ses traits tendus ne retrouvaient une expression de confiance et de paix que lorsque bonne maman le prenait sur ses genoux. Le soir, il recherchait les coins d'ombre, et il fallait le ramener presque de force vers la lumière.

Quant à Antoinette, elle passait sans transition aucune de l'agitation à l'abattement. Souvent elle se lamentait ; elle ne reverrait plus son mari, ni d'ailleurs son frère ; quelque chose lui disait que c'était bien fini pour toujours. Elle s'enfermait dans sa chambre, refusait de recevoir ses enfants ; Maman devait parlementer à la porte avant d'être admise à la consoler. Tout d'un coup elle voulait sortir ; rien ne la retenait, elle s'habillait en hâte, partait, revenait au bout d'une heure, en racontant avec une volubilité fébrile ce qu'elle avait vu. Chaque fois qu'elle entendait le canon résonner plus fort dans la direction d'Armentières, elle attendait la délivrance ; les Français et les Anglais arrivaient ; la preuve, c'est que le Landsturm s'était rassemblé sur la Grand'Place, que les voitures étaient prêtes et les chevaux sellés : plusieurs officiers étaient déjà partis. Puis le canon cessait de gronder : c'était fini, il fallait y renoncer, il n'y avait plus aucun espoir, aucun. Ces alternatives la brisaient. « Ma fille ; ma pauvre fille ! » disait Maman ; elle caressait ses cheveux blonds, elle la flattait, comme une enfant ; elle lui prenait les mains, et les gardait longuement dans les siennes ; elle cherchait son regard. Peu à peu, le charme de cette douceur opérait ; Antoinette se calmait, souriait à Maman. D'un geste familier, elle semblait chasser les soucis de son front ; elle appelait Guy pour lui

donner sa leçon d'écriture, ou Linette pour lui montrer le beau portrait de papa.

Maman représentait la confiance et la raison dans la maisonnée. Ses cheveux étaient devenus tout blancs ; ses traits s'étaient ridés : mais ses yeux gardaient une fraîcheur inaltérable, qui semblait défier les années et le chagrin. Quand, redressant sa taille, elle vous regardait, vous vous sentiez tout pénétré de ce regard ; un rayonnement émanait d'elle. C'étaient des yeux très purs, très francs, dont l'expression dépassait le sens même de ses paroles, et traduisait les choses ineffables de son âme. On aurait dit des yeux de jeune fille, et tout son visage en était illuminé : prompts à la caresse, prompts à la pitié ; découvrant les plaies secrètes, au delà des apparences, et puisant à une source intérieure la vertu de force et de douceur qui arrivait jusqu'à elles, et les pansait. Jamais aucune photographie n'était arrivée à rendre l'éclat paisible de ces yeux; les photographies les arrêtaient, les fixaient, les voilaient; on ne retrouvait plus ce bleu profond, ces nuances que changeait l'émotion de chaque moment ; on n'y retrouvait plus son âme.

Son premier soin avait été d'écrire à ses fils ; pour être sûre que ses lettres partiraient plus vite, elle les avait portées elle-même à la grande poste. Pauvre Maman ! Elle n'était pas si naïve ; elle savait bien qu'il y aurait des difficultés, des retards, de pénibles acheminements à travers les pays neutres, la Suisse, la Hollande ; elle s'attendait même à ce qu'on lût ses lettres.

C'eût été trop doux. On lui apprit que les nouveaux maîtres considéraient toute correspondance comme un crime ; qu'ils privaient des millions d'innocents de la faculté qu'on accorde même aux condamnés à mort. Plus de poste. Plus de lettres. Plus de journaux. Plus de nouvelles. Tous les habitants condamnés à vivre dans l'ingorance, comme des enfants jetant en vain leurs appels dans la nuit.

Elle avait voulu se rendre à Lambersart, moins pour sa maison que pour le cimetière. Une sentinelle, un soldat au casque à pointe, l'avait arrêtée à la sortie de la ville. Il l'avait repoussée si rudement qu'elle avait failli tomber.

Soit. La chose était entendue une fois pour toutes. Elle se

soumettrait en silence ; elle ne donnerait pas aux geôliers, pour son compte, la joie de voir leurs victimes se heurter aux barreaux de la prison. Elle resterait chez elle, entre le souvenir et l'espérance.

Mais ils venaient jusqu'au foyer. Un matin, la sonnette retentit avec une violence qui fit sursauter Antoinette. On entendait Sophie qui glapissait ; et une autre voix, rude et obstinée, qui lui donnait la réplique. C'était un Gefreite qui parlementait pour entrer, suivi de quatre soldats. Maman descendit pour se rendre compte.

— Nous, femmes, — hurlait Sophie, — nous, pas loger soldats ; vous aller ailleurs ; nein, nein !

A la vérité, Sophie aurait passé, sans trop de difficulté de son patois flamand au patois des soldats ; elle aurait compris l'allemand, au moins par bribes, si elle y avait mis un peu de bonne volonté. Mais la bonne volonté n'était pas ce qui la caractérisait ; elle avait l'air d'une furie ; elle s'encastrait dans la porte, avec la détermination de celle qui se laissera passer sur le corps plutôt que de céder ; elle n'abandonnait cette attitude que pour se livrer à des démonstrations offensives vers la figure du Gefreite, qui avait peur d'elle comme un gros chien d'un chat en colère.

Ils entrèrent à la fin. Les hommes encombrèrent la cuisine ; le Gefreite monta l'escalier ; et lorsqu'il eut trouvé la plus belle chambre, celle d'Antoinette, il manifesta le ferme propos de s'y installer. Il caressait le couvre-lit, de sa grosse main velue ; il riait de plaisir, en regardant la toilette, le grand fauteuil, les rideaux, les tapis. Il n'avait même plus peur de Sophie.

Il est interrompu par un autre arrivant : un officier, cette fois, un gros homme à lunettes, qui parle français. Celui-ci chasse d'un geste le Gefreite, terrorisé devant lui ; et Antoinette, quelque répugnance qu'elle ait, s'apprête à remercier le nouveau venu de son acte de courtoisie, quand il lui explique que la chambre est trop belle à la vérité pour ces coquins de soldats, mais qu'il la garde, lui, parce qu'il est de goûts simples et peu exigeant.

Ce fut toujours ainsi dans la suite. Les soldats partaient : d'autres arrivaient pour les remplacer, boueux, sales, apportant avec eux toute l'ordure des tranchées ; puis ils partaient

à leur tour. Ils se succédaient dans les mansardes, devenues leur royaume ; tout le long du jour, on entendait leurs grosses bottes qui faisaient craquer l'escalier. La maison était devenue une manière d'auberge pour soldats allemands ; et quelle auberge ! Le soir où ils explorèrent la cave, ils burent jusqu'à en être tous ivres ; les pauvres femmes terrorisées passèrent la nuit à entendre leurs cris, leurs hoquets, leurs chants, leurs disputes.

Plus d'intimité, plus de foyer ; le dernier refuge était violé. Les départs successifs n'étaient que de courtes trêves ; on savait qu'il en reviendrait d'autres, qu'il reviendrait d'autres officiers orgueilleux, hautains, polis avec affectation, obstinés à entrer en relations avec « ces dames françaises », quelques avanies qu'on leur fît. Et toujours l'horrible odeur qu'ils laissaient derrière eux.

— C'est tout de même quelque chose, — disait Sophie, — ces gens-là, même quand ils ne sont pas là, ils puent...

A tous les moments du jour, la maison était ébranlée par les lourds camions qui portaient à la gare du boulevard des Écoles, pour être expédiées en Allemagne, toutes les richesses de la ville : et les toiles et les draps et les soies et les velours et le jute et la laine et les habits et les chaussures. Quand les maisons de commerce furent vides, quand on eut brisé jusqu'aux métiers pour prendre le cuivre, et qu'il ne resta plus que les murs, alors ce fut le tour des particuliers. Sophie dut livrer la batterie de cuisine, son orgueil : à peine put-elle cacher une ou deux casseroles dans la cave ; elle dut livrer les vieux chandeliers qu'elle faisait reluire pour se distraire et jusqu'aux boutons de porte.

— C'est tout de même quelque chose ! Un de ces jours, ils vont nous prendre nous-mêmes, dans notre lit.

On réquisitionna ce qui restait du vin. Les bouchons. Le téléphone. La bicyclette et la motocyclette de Jacques. Les matelas. Les couvertures. L'appareil photographique. Les tonneaux. On ne savait jamais quelle affiche nouvelle, au nom de la Kommandantur, énoncerait le matin une exigence sans appel. Ils prenaient tout.

Antoinette avait quelque argent en réserve ; Maman économisait, comme aux pires jours de sa lutte contre la misère.

Mais bientôt il n'y eut plus rien à acheter ; les vivres manquèrent. Le pain était noir, plein de paille, et tel que les enfants n'en voulaient pas. Plus de beurre. Plus de viande. Chose plus grave, plus de lait. Sophie allait faire la queue devant les boutiques pendant de longues heures ; elle revenait avec une foule d'histoires surprenantes, mais sans vivres.

Maman alla s'inscrire à la mairie ; on lui donna des cartes qui lui permettaient de toucher le lard et le riz distribués dans les écoles par les comités de secours américains. Du lard, du riz, des pommes de terre : rien d'autre, au long des mois. Tant pis pour les malades, tant pis pour les vieillards, tant pis pour Linette. Elle dépérissait. On connaissait le remède, qui était de la mieux nourrir, et on n'avait pas de quoi la nourrir. Inutile de protester ; se plaindre même était dangereux. Sophie parlait de louches individus, répandus par la ville, sans autre mission que d'écouter les propos des habitants, de les dénoncer à la Kommandantur, de les faire condamner à la prison, et, en même temps, à l'amende : car tout châtiment s'accompagnait d'amende et il n'était aucun profit que l'oppresseur dédaignât.

Les mauvaises nouvelles retentissaient comme les coups d'un glas. Le maire était arrêté et menacé de mort. Arrêté, l'évêque. Arrêtés, les députés. Des notables étaient pris toutes les nuits comme otages. La citadelle était pleine de condamnés, coupables d'avoir manifesté du mépris devant une affiche allemande, ou d'avoir regardé avec insolence un officier allemand, ou d'avoir refusé d'appeler les soldats saxons et bavarois : « nos soldats ».

Pourquoi, aussi, les Lillois ne voulaient-ils pas comprendre que les doux Allemands agissaient ainsi pour leur bien? que les vrais coupables, les grands coupables, les seuls — Dieu les punisse ! — étaient les méchants Anglais, qui forçaient les Allemands, innocents, comme des agneaux par nature, à prendre leur bien là où ils le trouvaient, chez les Lillois? Pour mieux éclairer ces habitants obstinés, on décréta quelques mesures supplémentaires de faveur : s'ils ne comprenaient pas encore après cela, c'était à désespérer de leur cas. On les obligea tous, pendant des semaines, à rentrer chez eux à cinq heures du soir : ils ne vagueraient plus par les rues, où l'on apprend l'oisi-

veté. On emmena des notables en Allemagne : ils verraient de leurs yeux ce que c'était qu'un grand peuple, et comment il organise entre autres choses, ses cachots. On fusilla quelques soi-disants « patriotes » (comme si la véritable patrie des Lillois n'était pas l'Allemagne !) qui avaient eu la lâcheté de cacher chez eux des soldats français blessés. On fusilla des enfants : deux ou trois seulement ; car on ne saurait trop tôt apprendre aux gens à vivre.

Les Lillois étaient incurables, décidément, comme les Belges. Il y avait bien une dizaine de filles qui buvaient en compagnie des officiers le champagne « réquisitionné » : à la bonne heure. Mais sur deux cent vingt mille âmes, c'était peu ; le reste de la population était rebelle. Entre eux, ces gens-là se montraient prévenants, bienfaisants ; ils semblaient avoir oublié leurs dissensions passées ; ils s'aidaient ; ils s'aimaient. Et devant les Allemands, ils faisaient les difficiles, ils faisaient les dégoûtés. Aucune sympathie ; aucun de ces élans du cœur que méritent jusqu'à l'évidence des conquérants d'une culture supérieure. Incurables, je vous le dis...

Où les Lillois poussaient le ridicule et le blessant jusqu'aux extrêmes limites, c'est dans le mépris qu'ils montraient pour les journaux officiels allemands, et dans leur désir têtu d'avoir des nouvelles de France. La veille de Noël, précisément le jour où le petit Guy eut six ans, le 24 décembre 1915, les canons se mirent à cracher ; non pas ceux du front, dont le bruit est tout différent ; ceux de la ville, qui tirent contre les avions, et qui ont l'air de cracher vraiment. La mitrailleuse placée sur l'église du Sacré-Cœur se mit aussi de la partie, et fit entendre sa petite voix sèche et saccadée au milieu de ces grosses voix. Il ne pleuvait pas ; le ciel était pur ; le temps était sec et froid. Sophie appelait les enfants dans la cour :

— Venez voir ! c'est encore un aéro qui vient nous dire bonjour !

Maman et Antoinette descendirent aussi. Dans tous les jardins, dans toutes les rues, de toutes les fenêtres, des témoins anxieux scrutaient ainsi le ciel.

C'est d'abord un point, deviné plutôt que vu ; il grossit ; il prend forme ; on ne distingue pas les ailes, mais on saisit les

reflets d'argent que le soleil met sur elles. Il approche ; il est sur la ville. Devant lui, derrière lui, au-dessus, au-dessous, les shrapnells éclatent ; chacun d'eux pique dans le ciel un nuage blanc ; tous ces nuages blancs qui surgissent semblent lui faire cortège et ponctuer sa route. Pourvu qu'il ne soit pas atteint ! Maman ne respire plus ; elle voudrait lui dire de s'en aller, de ne pas s'exposer davantage de regagner la France. Si un des nuages blancs porteurs de mort arrivait juste sur lui ; si on le voyait tournoyer, s'abattre en flammes !

Mais il vire ; il s'en va, sans hâte, et comme dédaigneux ; il a rempli sa mission. Il a observé ; il a jeté sur la ville des journaux. Et justement, quel est ce bruit, sur le toit de la maison? Là, vers la droite, près de la gouttière, cette tache blanche, ne seraient-ce pas des journaux? Il faut être prudent ; des guetteurs allemands veillent sur les clochers ; ils ont peut-être vu, eux aussi : on attendra la nuit.

Antoinette et les enfants sont réunis dans la chambre de Maman : par bonheur les soldats sont sortis ; ils ont la permission de minuit pour la Noël. Sophie émerge de la lucarne du grenier (pourvu qu'elle ne tombe pas !) et, en manœuvrant habilement un balai, atteint le paquet blanc ; elle pousse même l'astuce jusqu'à mettre un paquet de même apparence à peu près à la même place. Elle revient avec un légitime orgueil.

— Ni vu, ni connu ; voilà, Madame !

Maman regarde le paquet en tremblant d'émotion : ce sont bien des journaux ; cinq journaux pliés ensemble ; deux journaux de Paris, deux numéros du *Cri des Flandres*, et un autre encore, qui s'appelle le *Bulletin des Armées de la République*. Sous la lampe, comme des malfaiteurs qui craignent d'être surpris, tandis que Sophie fait sentinelle à la porte, on lit avidement : les grands articles, les communiqués, les petites nouvelles, et jusqu'aux réclames, qui sont encore du français.

— C'est un cadeau du père Noël, — explique Linette, — parce que nous avons été sages.

Mais cette joie fut brève. Le malheur planait sur Antoinette ; il l'avait choisie comme victime, et elle le sentait : ces choses-là ne trompent point. Une fois, deux fois on échappe à ses

étreintes, mais il se venge, et finit toujours par être vainqueur. Les plaintes et les lamentations de la pauvre femme tournaient à l'obsession : où était Jacques? où était Joseph? que faisaient-ils? Était-elle condamnée à mourir sans savoir rien d'eux? Ou bien elle entrait dans des colères farouches et impuissantes, montrait le poing aux Allemands qu'elle voyait passer dans la rue, se jetait sur son oreiller pour étouffer ses cris.

Or le dernier officier arrivé, un Oberleutnant attaché à la Kommandantur, grand, gros, la tête rasée, la joue traversée d'une Lalafre, monocle à l'œil, ne se contentait pas de vivre dans la maison en hôte indésiré. Il engageait la conversation avec Sophie pour avoir des renseignements sur sa maîtresse ; pourquoi elle paraissait si triste ; si ses cheveux étaient blonds naturellement, ou bien s'ils étaient teints.

— C'est tout de même quelque chose, — racontait Sophie avec indignation ; — il a dit que madame Antoinette était piquante. Si c'est pas des façons d'appeler les gens !

Il offrait des bonbons aux enfants, et il fallait gronder la petite Linette, qui ne comprenait pas qu'on pût refuser ces dons inespérés. Il rentrait dix fois le jour ; on aurait dit qu'il guettait le moment où Antoinette sortirait de sa chambre, pour la saluer très bas. Un jour il la suivit dans la rue ; il l'aurait abordée, si Antoinette n'était entrée en hâte dans la première maison venue. Il demanda la permission de présenter ses hommages à Madame ; et comme on lui fit répondre que Madame ne recevait pas, à cause de la guerre, il se fâcha, frappa la table de son poing, et déclara que le lendemain à deux heures, il voulait être reçu, de gré ou de force.

Il attendait Antoinette : ce fut Maman qu'il trouva. Sanglé dans son uniforme comme un saucisson dans sa gaine, avec la boîte de chocolats qu'il tenait d'une main et le gros bouquet qu'il serrait de l'autre, il eût paru ineffablement comique, n'eussent été les circonstances. Maman ne l'invitant pas à s'asseoir, il restait là, planté au milieu du salon, se cassant en deux pour saluer.

— Monsieur, vous avez demandé à nous voir?

— Oui, madame. Certainement, madame. Je veux vous présenter mes devoirs, madame.

— Merci, — dit Maman.

— Je sais bien que vous ne nous aimez pas beaucoup, madame...

— Vous avez raison, — dit Maman.

— Mais pourquoi ne pas s'entendre, puisque nous vivons ensemble. (Légère interruption, causée par une lutte héroïque pour maintenir le monocle à sa place légitime. Le bouquet et la boîte de chocolats rendant impossible toute intervention de la main, il faut que les muscles de l'œil se débrouillent seuls.) Nous connaissons les usages de la société, nous autres ; nous ne sommes pas des barbares...

— Ah ! — dit Maman, avec une intonation de surprise.

Silence.

— J'ai une mère qui vous ressemble, madame ; oui, madame, qui vous ressemble tout à fait...

— Et moi, j'ai des fils, — dit Maman.

Silence.

— Je vais partir pour Bruxelles dans quelques jours...

— Bon voyage, monsieur, — dit Maman.

— Mais je reviendrai...

— Ah ! — dit Maman, sans joie.

— J'ai une boîte de chocolats suisses...

— Merci, — dit Maman, je n'aime pas le chocolat.

— Ils sont très bons, madame.

— Je pense bien, — dit Maman, — que vous n'auriez pas voulu nous en offrir de mauvais?

— Ah ! ah ! (Gros rire, arrêté brusquement par le danger que court le monocle.) Vous êtes très spirituelle, madame. Les Françaises sont très spirituelles. Accepterez vous peut-être les fleurs, je vous prie?

— Nous nous sommes promis de n'avoir de fleurs que le jour où nos soldats rentreront, monsieur. Nous vous remercions bien...

Et Maman laissa l'Oberleutnant, avec son monocle, son chocolat suisse, ses fleurs, et sa colère. Il quitta la maison le lendemain.

Sauvée de cette persécution, il ne fut pas dit qu'Antoinette retrouverait la paix. Elle aimait aller jusqu'à la porte de Douai ; c'était son pèlerinage, à elle ; il lui semblait que les

Français devaient rentrer par là, le jour où ils rentreraient. En allant vers la route d'où ils déboucheraient, elle marchait au-devant d'eux, elle hâtait leur venue ; tout au moins se rapprochait-elle d'eux jusqu'aux extrêmes limites permises. Dans Lille, c'était la certitude de la captivité, la domination allemande sans cesse rappelée aux yeux : au delà, c'était l'espoir. Elle restait debout, près de la vieille porte, au milieu des maisons calcinées ; elle ne regardait ni la sentinelle, ni le corps de garde, ni les hommes du Landsturm qui passaient pesamment ; elle se laissait mouiller par la pluie ; éclabousser par les voitures. Les curieux se demandaient ce que faisait là cette femme, si pâle et si triste, immobile, indifférente à la vie qui se mouvait autour d'elle; ils ne comprenaient pas qu'elle suivait son rêve, au delà du présent, au delà du visible.

Allant porter ainsi aux barrières de sa prison l'appel muet de son cœur, elle fut prise dans une visite. Un cordon de soldats arrêtait tous les passants, les faisait entrer dans une maison gardée par des sentinelles, les parquait : il s'agissait de savoir s'ils n'avaient sur eux rien de suspect, et surtout pas de correspondance venue de France par contrebande. La Kommandantur avait trouvé cette méthode qui lui paraissait expéditive et pratique.

Ce fut peu de temps après que le malheur, annoncé par tant de signes, se déchaîna enfin. Antoinette ne pouvait l'éviter ; une fatalité semblait la conduire vers le terme, et les temps étaient révolus. Elle ne sortait plus, non pas même de la maison, mais de sa chambre; elle avait peur de tout contact, peur des regards ; les pas des soldats allemands dans l'escalier la faisaient frissonner ; quand elle entendait une patrouille dans la rue, elle était comme le condamné à mort qui sait qu'on vient le chercher pour le supplice. Maman elle-même n'arrivait plus à la rassurer.

Mais c'était un beau dimanche ; un printemps frileux — le second — caressait les fenêtres, et invitait les êtres humains à se mêler à la tiédeur de l'air ; Guy et Linette, vêtus de leurs grands atours, Linette fière de son col de dentelle et Guy orgueilleux de son habit marin, se faisaient une joie de la promenade promise, et attendaient avec impatience l'heure de sortir de la demeure close, aspirant au soleil. Sophie avait

un gros rhume qui, mal soigné, tournait à la fluxion de poitrine ; non sans peine, on l'avait envoyée se coucher, ce qu'elle considérait comme une honte : mais Maman s'était fâchée, et tout en bougonnant, Sophie avait dû obéir.

On sortit donc, Maman, Antoinette, Guy et Linette. Impossible d'aller au jardin Vauban, la musique allemande y jouait. On reprit, machinalement, la promenade traditionnelle du dimanche, celle qu'on faisait aux jours heureux : la rue Nationale, du côté droit ; la Grand'Place. On ne pouvait plus continuer par la rue Faidherbe, puisqu'elle n'était que débris.

Cela se passa comme dans les rêves ; si vite, que Maman put à peine se rappeler les détails, plus tard. Elle se souvint seulement de ceci :

La Grand'Place pleine de monde ; mais non pas la foule habituelle des oisifs qui se promène pour prendre l'air, sans penser à rien ; plutôt la foule qui attend ; morne, et en même temps, en proie à je ne sais quelle colère, devinée à des regards, à des gestes, à un frémissement continu. Antoinette avait demandé à un individu à casquette, qui se trouvait à côté d'elle et qui avait l'air d'un brave homme, ce qui se passait ; et il avait répondu :

— Ils font défiler les prisonniers français.

De pâle qu'elle était, Antoinette était devenue rouge du coup, comme prise de fièvre.

Un remous les avait entraînées ; elles s'étaient trouvées derrière les soldats qui faisaient la haie, laissant un large espace libre ; l'homme à la casquette toujours à côté d'elles. Un grand silence s'était fait sur la place ; par la rue Nationale, un cortège avait débouché : des uhlans, lance au poing ; des fantassins allemands ; et puis, les habits déchirés, boueux misérables et magnifiques, des prisonniers français. Quelques uns étaient blessés ; tous étaient las ; mais ils redressaient la tête, et regardaient devant eux d'un air de défi.

A un moment donné, Antoinette avait poussé un grand cri ; et lâchant la main de Linette, elle s'était élancée en avant. Maman avait cru voir, parmi les prisonniers, Joseph Gelly ; hirsute ; le bras en écharpe ; cherchant des yeux parmi les spectateurs. Mais elle n'était pas bien sûre, et n'aurait osé

rien affirmer, tant cela fut rapide. Toujours est-il qu'un des soldats qui faisaient la haie avait pris Antoinette par le bras, et la tirait en arrière. Alors celle-ci, transfigurée, ardente, échappant à l'étreinte, se dressant de toute sa taille et criant de toute sa voix, avait jeté, comme un appel :

— Vive la France !

Et de toutes les poitrines, comme si cette foule n'eût attendu qu'un signal et qu'Antoinette l'eût donné, jaillit le chant de vengeance et d'espoir :

Allons, enfants de la patrie...

Le chant emplissait la place, et déferlait comme une houle.

Maman avait vu des cavaliers qui lançaient leurs chevaux, des femmes renversées et piétinées. Elle ne savait plus ce qui s'était passé, jusqu'au moment où elle s'était retrouvée sur le trottoir, juste devant le parfumeur qui est au coin de la Grand'Place et de la rue Esquermoise, en serrant contre elle les deux enfants. Antoinette était là aussi ; et toujours, l'homme à la casquette. Des soldats les entouraient, et un officier les interrogeait.

— Qui a crié?

Antoinette ne répondait rien ; elle riait comme si elle eût été folle, d'un rire nerveux qui faisait peine à entendre.

— C'est moi qui ai crié, — dit Maman en s'avançant, — me voilà !

Mais l'homme à la casquette s'était approché de l'officier, lui avait parlé à l'oreille ; après quoi l'officier ayant fait un geste à ses soldats, ceux-ci s'étaient emparés d'Antoinette et l'avaient entraînée de force ; et Maman s'était retrouvée au milieu de la foule, avec Linette et le petit Guy qui pleuraient.

VII

POUR QUE LES PETITS DEVIENNENT GRANDS

— Eh bien, mon vieux, ça ne va pas? — demanda de son lit le Parigot, tandis qu'il se tournait vers Jacques.

Jacques avait passé une mauvaise nuit, toute de fièvre. Il se sentait infiniment las, comme s'il eût fait une trop longue route, et qu'il n'eût plus de forces pour arriver. La toux le déchirait.

C'était trop bête ! Avoir été à Charleroi, sans une égratignure. Avoir été en Artois, avoir été en Champagne ; avoir connu tous les dangers, la balle qui frôle le képi, le shrapnell qui tue votre camarade à vos côtés ; avoir pris part à deux assauts ; avoir nargué la mort au point qu'on la croit dégoûtée de vous : et puis, un beau jour, la bronchite maligne, le major qui fronce le sourcil, l'évacuation. Il y avait deux mois que Jacques était arrivé dans cet hôpital de la Ferté-Vidame ; et malgré tous les soins, tout le dévouement dont on l'entourait, il luttait vainement contre le mal vainqueur.

— Non, le Parigot, ça ne va pas...

Ils étaient une trentaine dans la grande salle du château devenu hôpital ; soldats venus de tous les points du front ; hommes de toutes les provinces ; débris de la grande guerre. Jacques s'était lié avec ses deux voisins de lit : le Parigot, qui commençait à sautiller sur sa jambe mécanique, et un gros gars du Nord, un Roubaisien, qui avait été blessé au bombardement de Dunkerque, et dont la plaie à la tête ne voulait pas se refermer. Celui-ci surtout était devenu son ami ; un simple ouvrier tisseur, rude et fruste, têtu comme un mulet, dont le plus grand plaisir semblait être de contrarier le bon docteur, l'interne, les sœurs, les dames, tout le monde, tant qu'il pouvait ; « une tête de bois », comme disait le Parigot. Mais il était du pays ; il avait un accent magnifique, reconnaissable entre tous ; il s'appelait Désiré, comme tant de gens du peuple là-bas ; et quand on avait réussi à pénétrer dans l'intimité de ses sentiments, on était étonné de découvrir, soigneusement cachés, jaloux, et comme pudiques, des trésors d'affection.

— Tout ça, c'est des idées, — déclara Désiré. — Tu fais ton malin. Tu vas mieux, mais tu ne veux pas le dire.

Jacques ne répondait pas. Il promenait un regard fatigué sur la file des lits blancs ; il se redressait sur son oreiller, essayait de voir par la fenêtre la grande pelouse du parc, le lointain des arbres. Il croisait ses mains décharnées, puis les ramenait, nerveusement, sous les couvertures.

Désiré comprit à son silence qu'il l'avait fait souffrir. Il ne s'excusa pas, ce n'était pas sa manière. Au contraire, il garda le silence, lui aussi, un silence boudeur. Et puis, tout d'un coup :

— Dis donc, mon vieux, veux-tu que je te dises quelque chose? Et bien, mon vieux, si tu veux, j'ai le moyen de te faire écrire à Lille. Ça t'en bouche un coin, hein? Je ne te l'ai pas dit, parce que, tu comprends, si je passe mon truc à tout le monde, je ne pourrai plus m'en servir pour moi. Mais à toi, je vais le dire. Et bien ! c'est ma marraine. J'ai une marraine à Paris, une Roubaisienne, c'est la femme d'un docteur de Roubaix. C'est une femme épatante. Si tu voyais comme c'est chic chez elle, c'est bientôt comme au théâtre. Des tapis, mon vieux, qu'on enfonce dedans, et des cadres plein les murs. Et bien ! tu lui donnes la lettre que tu veux, à condition que tu l'écrives sur du papier pelure, et cinq semaines après, elle est à Roubaix, la lettre. Veux-tu que je lui demande qu'elle fasse passer une lettre à Lille pour toi? Ça colle?

Écrire à Lille ! Jacques avait bien essayé. On lui avait donné une adresse, par la Hollande ; il avait même envoyé de l'argent pour le port ; sans résultat. Il avait lu dans un journal que le ministère des Affaires étrangères transmettait des cartes postales, donnant de brèves nouvelles de la santé, et rien d'autre ; il avait écrit ; mais aucune réponse de là-bas ne lui était revenue.

— Tu ne me crois pas? — dit Désiré. — Eh bien, mon vieux, tu peux toujours essayer ; si tu ne réussis pas, ce sera après comme avant. Qu'est-ce que ça te coûte d'essayer?

Alors Jacques écrivit. Il rassembla tout son courage, et au prix d'efforts qui faisaient couler la sueur à grosses gouttes sur son front, il écrivit. Il se sentait redevenu très petit enfant ; il avait besoin de protection, de tendresse, d'une présence amie qui lui rendrait des forces, et le guérirait ; il lui semblait que si, par miracle, Maman, sa Maman, apparaissait à son chevet, elle trouverait le moyen de l'arracher à la mort ; elle était pour lui tout l'amour et toute la vie. Ah ! cette Maman qu'il avait négligée, qu'il n'avait pas eu le courage de défendre! Cette Maman qu'il n'avait pu revoir au moment du départ, comme s'il était puni justement de sa faiblesse et de son ingratitude!

Non pas qu'il oubliât Antoinette, et que la pensée de ses enfants ne lui fût toujours présente. Non pas que le souvenir de son père ne l'émût profondément. Mais au moment de l'appel suprême, celle qu'il invoquait, celle qu'il exigeait avec l'obstination des malades formulant leur dernier désir, avec l'entêtement des enfants dans leur lit de souffrance, c'était Maman. Maman se pencherait sur lui et l'embrasserait et ce serait le pardon ; ce serait un recommencement de vie.

Tous ces sentiments, il les fit passer dans sa lettre. Il ne se demandait même pas s'il était possible que Maman vînt ; la seule concession qu'il fit au souvenir de la réalité fut d'adresser la lettre non pas à Lambersart, dont l'accès devait être impossible étant donné le front tout proche, mais à Lille, avec un mot pour Antoinette. Il appelait ; il demandait que Maman accourût à son appel ; de tout le reste, il ne se souciait pas. Il était comme le naufragé près de sombrer qui écrit sa volonté dernière et sa dernière pensée, l'enferme dans une bouteille, et la jette à la mer.

— Nous sommes aujourd'hui le 30 janvier, — calculait Désiré, qui tirait la langue en calligraphiant l'adresse de la marraine. — Tu peux avoir une réponse vers le milieu d'avril, des fois plus tôt. Et puis maintenant, fiche-moi la paix.

La lettre part. La marraine la reçoit à Paris, hésite un moment ; comme elle est très bonne, elle accueille la prière que lui fait son rude filleul — elle en a tant ! — au nom de son ami le Lillois. Le frêle papier reprend sa route. Nombreux sont les arrêts, nombreux sont les obstacles ; plusieurs fois il risque d'être saisi, et d'apporter à sa destinataire non pas l'appel d'un fils, mais la persécution et la prison. Il passe de main en main ; il suit des voies lentes et mystérieuses ; avec d'autres, chargés comme lui de douleur et d'espoir, il franchit la frontière une nuit que la lune est voilée de nuages, et que les sentinelles sont endormies. Avec plus d'incertitude que la feuille ballottée par le vent, et pourtant veillé avec plus de soin que le plus précieux objet de contrebande le fut jamais, il va ; il défie les recherches, échappe aux surprises, traverse les villages incendiés et les villes prisonnières, et arrive enfin au terme de son long chemin.

A Lille, Maman et Sophie sont fort occupées. Grave opéra

tion : il s'agit de marquer la solennité du jour de Pâques par la confection d'un gâteau pour les enfants, qui suivent les préparatifs avec un intérêt passionné.

— Est-ce qu'il y aura des petits raisins de Corinthe, bonne-maman?

Hélas ! il n'y aura pas de raisins de Corinthe. Il n'y a même pas de lait. Ni d'œufs. Ni de beurre. Mais il y a de la farine de maïs, de l'eau. Depuis un mois, Maman et Sophie ont été prises d'un dégoût singulier pour le sucre ; si bien qu'elles en ont amassé une petite provision ; avec du sucre, on fait des merveilles. La pâte sera sucrée, et sucrée la croûte, il y a longtemps que Guy et Linette n'auront pas mangé de galette comme celle-là.

Maman et Sophie bavardent. Comment faire de bonne besogne, sans parler? On n'aurait jamais vu cela. Leurs propos se suivent comme des chants alternés.

— Il y a une affiche, Madame?

— Il y en a tant, Sophie !

— Oui, Madame ; mais c'est une affiche pas comme les autres. Il y avait au moins cent personnes devant pour la lire : *Ils* annoncent (Sophie prononce *ils* avec une indicible expression de dégoût) que la population ne doit pas bouger, parce qu'*ils* vont emmener des gens pour travailler. Même qu'on doit se tenir prêt toute la nuit, et qu'on doit emporter des ustensiles de ménage. Est-ce que la pâte est assez délayée, Madame?

— Encore un peu, Sophie?

— Ce serait tout de même quelque chose, s'ils nous enlevaient maintenant comme des bêtes ! *Ils* disent comme ça que c'est pour faire travailler aux champs, tant pis si vous savez ou si vous ne savez pas. Ils vous prennent, ils vous emmènent, et au revoir ! Plus personne...

— Vous croyez toujours tous les bavardages, Sophie. Comment voulez-vous que des choses comme celles-là soient possibles? Attendez, je vais verser encore un peu d'eau.

— Il ne s'agit pas de bavardages, Madame, je vous assure. *Ils* ont déjà commencé à Fives et puis dans d'autres quartiers, tout le monde le sait excepté vous. *Ils* prennent n'importe qui, des demoiselles de bonne famille au milieu des crapules.

— Chut ! Sophie, taisez-vous. Vous ne vous apercevez donc pas que les enfants écoutent?

Les enfants écoutent, mais surtout ils regardent, plantés devant le four d'où sortira le chef-d'œuvre parachevé.

L'heure du soir s'approche ; à peine les premières fenêtres commencent à s'éclairer ; il ne fait plus assez jour pour qu'on distingue la figure des gens dans la rue et les patrouilles de nuit ne sortent pas encore. Sonne à la porte un homme qui ne veut pas dire à Sophie qui il est ; il prétend voir madame Antoinette Duport-Gelly ou monsieur et madame Duport, eux-mêmes, en personne.

Quelle trahison se cache là-dessous? Quel piège? La vie est telle dans la ville envahie, que toute figure étrangère paraît suspecte ; plus d'expansion, plus de confiance : les habitants sont comme de pauvres animaux traqués, qui soupçonnent le danger à chaque bruit qu'ils entendent.

Depuis qu'on lui a raconté l'histoire de l'homme à casquette, Sophie se méfie terriblement de quiconque porte ce genre de couvre-chef. Mais celui-ci porte un chapeau melon ; une expression de franchise et d'audace sur sa physionomie parle en sa faveur ; il n'a pas du tout l'air d'un policier.

— Décidez-vous, — dit-il à Sophie, — si vous ne voulez pas me laisser entrer, tant pis pour vous.

Il entre. Il salue Maman : ce n'est pas un policier. Il demande s'il a affaire à madame Gelly, ou bien à madame Duport, c'est la même chose. Il demande s'il peut parler librement, et Maman lui répond qu'il peut parler, qu'elle n'a pas de secrets pour Sophie. Sophie se rengorge. Il dit qu'il apporte une lettre de France, et Maman lui répond qu'elle n'en veut pas, et qu'il peut s'en aller : c'est la conduite à tenir avec les gens qui vous offrent des lettres, et qui vous arrêtent immédiatement si vous faites mine de les accepter. Il demande à Maman si elle ne veut même pas de cette lettre-ci ; et Maman reconnaît l'écriture de Jacques.

Partir ! Trouver le moyen de partir tout de suite, d'aller vers le fils qui l'appelle désespérément ; s'évader, courir à lui, tomber dans ses bras, le guérir, s'il est possible ; ou sinon, adoucir au moins... Maman lit et relit la lettre.

L'homme est là, qui regarde vers la porte ; inquiet, lui

aussi, des pas qui pourraient s'arrêter devant le seuil, des policiers qui pourraient sonner tout à coup. Il tourne son chapeau entre ses doigts.

— Monsieur, — dit Maman, — puisque vous avez apporté la lettre, est-ce qu'on peut s'en aller?

— D'où? — demanda l'homme.

— De Lille, pour aller à la Ferté-Vidame?

— C'est selon, — dit l'homme.

— C'est mon fils, voyez-vous, monsieur, c'est mon fils qui m'appelle. Vous comprenez, il est très malade, il est à l'hôpital, il dit que si je ne suis pas auprès de lui, il va mourir. Et puis il y a ses deux frères, dont il ne parle pas, et qui sont peut-être malades aussi...

— Partir, — dit l'homme, — ça n'est pas commode. Surtout une femme de votre âge...

Et, voyant le désespoir de Maman :

— Si vous êtes résolue à tout, on peut toujours essayer de vous faire passer jusqu'à Bruxelles ; je ne dis pas que je réussirai. Après il faudrait voir.

— Partons, — dit Maman.

D'un geste instinctif, elle se dirige vers le portemanteau pour prendre son chapeau et son voile.

— Comme vous y allez ! — dit l'homme. — J'en ai au moins pour deux jours à rester ici. Ensuite, il va falloir que je me débrouille, si vous voulez absolument partir. Je reviendrai après-demain, vers la même heure...

Assise entre les lits des petits enfants, Maman veillait et pensait. Partir ! Elle avait obéi tout d'abord à l'élan spontané de son être, au mouvement impérieux qui avait précédé le travail de l'esprit. Pendant un moment, elle n'avait plus rien entendu que la voix de son fils qui l'appelait ; émue jusque dans sa chair par le son de cette voix câline, celle qu'il prenait lorsqu'il souffrait, elle n'avait pas hésité : Jacques criait « Maman ! » et Maman accourait. Mais pouvait-elle partir? Comment ferait-elle? Il lui faudrait vivre en vagabonde, dormir le jour dans des granges, suivre des inconnus dans l'inconnu. Ses forces ne la trahiraient-elles pas? Elle ne distinguait pas quels obstacles il lui faudrait franchir ; mais elle les sentait formidables, devant elle si vieille, si frêle...

Attendre le moment où les Allemands evacueraient un convoi de pauvres ? Mais on n'était jamais sûr d'être du nombre des partants lorsqu'on l'avait demandé ; elle ne comptait pas parmi les pauvres ; le choix dépendait du bon plaisir de la Kommandantur. D'ailleurs il y a longtemps que les évacuations avaient cessé ; peut-être n'en y aurait-il plus jamais.

Mais la lutte qui la troublait n'était pas tant contre les difficultés extérieures. Avait-elle le droit de partir? Ne laissait-elle rien derrière elle? Et les enfants, les petits enfants qu'elle avait le devoir de protéger? Qui veillerait sur eux, si elle partait? Qui monterait la garde à côté de leur lit? Son fils l'appelait : ses petits-fils ne l'appelaient-ils pas? Le jour où leur mère avait été traînée dans les prisons d'Allemagne ne les avait-elle pas reçus comme un dépôt sacré? Guy s'était découvert, dans son sommeil toujours agité ; elle le borda, l'embrassa. Il reconnut bonne-maman, lui sourit doucement et se rendormit.

Il n'y avait pas en elle deux voix qui parlaient tour à tour, dans un débat où tantôt une cause l'emportait, et tantôt l'autre. C'était une succession de sentiments rapides et confus, une agitation de toute l'âme ; une série d'images brusquement apparues, brusquement effacées; elle-même marchant sur une grande route, dont la ligne blanche s'étendait aussi loin qu'elle pouvait voir ; Jacques la serrant dans ses bras, écartant son voile pour la regarder dans les yeux ; Guy sur ses genoux ; Linette faisant la révérence, avec un gentil « Merci, bonne-maman »; Lille et les soldats allemands; les prairies, les bois, les villages de France... Pas de moyen terme ; il fallait partir, ou rester, une fois pour toutes se décider ; aucun recours. Sophie, peut-être?

Un pas cadencé dans le lointain ; une troupe s'approche; une troupe nombreuse. Elle s'arrête. Quelle heure est-il? Deux heures du matin. Pourquoi une troupe s'arrête-t-elle dans la rue à cette heure? Des commandements retentissent on frappe rudement aux portes ; toutes les maisons s'éveillent ; des clameurs, des hurlements de femmes. Sophie entre dans la chambre :

— Madame, c'est les Prussiens qui viennent nous prendre !

La porte est ébranlée à coups de crosse ; Maman et Sophie se hâtent de descendre. Un officier entre, suivi de deux soldats.

— Personne d'autre dans la maison?

— Personne.

— Cette fille-là partira dans dix minutes.

— Moi? — dit Sophie.

— Vous.

L'officier s'en va ; les soldats restent.

Ils ont logé autrefois dans la maison ; ils sont très gais, comme des gens qui font une bonne farce. Ils ont appris un peu de français, depuis dix-huit mois qu'ils sont dans le pays.

— Vous, mamselle, très forte, très courageuse, toujours travailler dès le matin jusqu'au soir. Vous très bonne pour cultiver les champs.

Ils rient.

— Vous, mamselle, prendre habits et casseroles. Sinon, rien à vêtir, rien à manger.

Sophie ne veut pas. A son aise.

— Tant moins que vous prenez avec, tant moins à porter, mamselle !

Les dix minutes sont écoulées ; ils entraînent la pauvre Sophie, qui n'a même pas le temps de faire ses adieux à Madame. On la pousse au milieu du cortège d'esclaves qu'on vient d'arracher à leur foyer, et qui s'en vont vers la gare, encadrés par les soldats. La rue se vide. Je silence règne. C'est fini.

C'est fini. La guerre a dévasté la famille comme l'ouragan les blés. Non pas la guerre ; mais ceux qui ont voulu la faire au mépris de toutes les lois divines et humaines ; les Barbares. Ils ont piétiné le champ après avoir arraché les épis.

Que de tombes éparses ! L'herbe pousse sur celle du chef de la famille ; elle ressemble aux tombes négligées des hommes qui n'ont pas eu d'enfants. Perdue dans les sapins des Vosges, la tombe de Jean a disparu. La neige de deux hivers a effacé le pli de la terre ; la croix de bois s'est abattue, s'est effritée Le long de la mer qui gémit, au bord des vagues grises, les soldats luttent piousement contre le sable qui envahit les tombes. Mais qui sait encore que Pierre est enterré là? Qui

viendra chercher, dans la bouteille enlisée, son nom avec son souvenir.

Que de souffrances ! Dans l'hôpital aux lits blancs, Jacques est consumé par la fièvre et par l'attente.

— Ne t'en fais pas, — lui dit le Parigot, le jour où il s'en va en clopinant sur sa jambe de bois.

— Tu es trop pressé, — lui dit Désiré. — Il y a des fois que ça ne va pas tout seul. Tu comprends, mon vieux, ça peut mettre des mois, comme ça peut mettre des semaines.

Mais Jacques a perdu confiance. Celle qui ne tardera plus, celle qu'il sent déjà près de son chevet, c'est la mort.

A Sennelager, dans la cellule du camp des internés, se trouve Antoinette. On l'a mise en cellule parce qu'elle n'obéit à aucun ordre, et qu'elle rit aux éclats chaque fois qu'on la maltraite. Ses vêtements sont en lambeaux ; son corps délicat, dont elle prenait tant de soin, est une ruine; ses cheveux, ses beaux cheveux blonds d'or fin, lui font une auréole de folle et de martyre. Reverra-t-elle jamais ceux qu'elle aimait?

Sophie travaille au milieu des autres esclaves. Le jour elle creuse la terre ; le soir elle est parquée dans des baraquements ; on lui jette le morceau de pain qui doit tout juste l'empêcher de mourir de faim. C'est dans un village perdu des Ardennes, hors de tout contact avec le monde ; elle n'a plus aucune nouvelle de Lille, aucune nouvelle de la guerre ; elle est réduite à la condition de bête de somme, sous le joug des soldats allemands. Sa seule consolation est de confier à ses compagnons de misère, malgré les défenses et quand les gardiens dorment, ce qu'était Madame et ce qu'étaient les enfants.

C'est fini. De tous ceux qui touchaient à la famille, aucun n'a été épargné par la tempête. Désemparés, vieillis, aigris, le père et la mère d'Antoinette vivent à Paris des secours donnés aux indigents. Ils pensaient rentrer à Lille au bout d'une semaine ; ils pensent maintenant qu'ils n'y rentreront plus. Ils ont appris que leur fils, le bon Joseph, avait été envoyé de Paderbom dans un camp de représailles, et qu'il défrichait les marais allemands.

Mais voici qu'au milieu même de tant de ruines, l'espoir déjà refleurit. A Lille, dans la ville envahie, restent les deux petits-enfants : ceux pour qui les aînés ont combattu ; ceux qui reprendront la tâche, et qui rebâtiront ; ceux qui portent en eux toute la puissance des recommencements.

Ces frêles enfants, chargés de l'avenir, il faut les préserver dans la tourmente qui continue ; le grand devoir est de garder intactes leurs jeunes vies, réservées à des missions sacrées ; de tenir allumé, au milieu des souffles mauvais et des rafales, le dernier flambeau.

C'est pour cela que Maman veille. La tâche de ses vieux jours rejoint celle de ses jeunes années ; sa vie ne se dément pas ; elle reste la même jusqu'au bout : aimer ; souffrir pour ceux qu'elle aime ; entre les devoirs, choisir toujours le plus haut, fût-il le plus pénible; tout cela simplement, sans phrases, sans bruit, comme par instinct. Elle protège les petits; elle les défend ; il y a de la piété dans l'amour qu'elle leur porte. Il ne faut pas qu'elle se sente lasse ; il ne faut pas qu'elle pleure ; il faut qu'elle conserve la fraîcheur de ses yeux pour leur sourire. Elle n'est plus seulement la gardienne du foyer ; elle est l'ange des résurrections.

— Est-ce que maman Antoinette ne reviendra plus, bonne-maman? — demande Linette.

— Si maman reviendra, plus tard, si vous êtes bien sages.

— Et Sophie, est-ce qu'elle reviendra, bonne-maman?

— Oui, Sophie reviendra.

— Mais toi, tu ne partiras jamais, dis, bonne-maman?

— Bonne-maman ne partira pas ; bonne-maman reste avec Guy et Linette... Que feraient Guy et Linette, s'ils n'avaient pas bonne-maman?

PAUL DARMENTIÈRES

LES LETTRES ET LA VIE

Le mois dernier, la mort de Georges Ohnet a fait couler des flots d'encre non sur l'œuvre même du défunt, mais sur l'article célèbre que lui avait jadis asséné Jules Lemaître. Tant est grande la douceur de nos mœurs littéraires ! A trente ans de distance, un éreintement y fait encore époque.

Les avis sur ledit article se sont partagés : les uns le jugeant parfaitement équitable, les autres d'une excessive sévérité.

Malgré mon admiration pour Jules Lemaître, que j'ai assez exprimée ici, je me rangerais volontiers au second avis, mais pour des raisons différentes de celles qu'on a invoquées.

Considéré isolément, en soi, l'article de Jules Lemaître ne contient presque pas une ligne à reprendre ; et, de tant de duretés, on n'en trouve guère à retrancher. C'est la clairvoyance même.

Mais replacé dans l'œuvre totale de Lemaître, l'article devient injuste parce qu'unique en son genre et exceptionnel.

Si elle veut porter et valoir, le premier devoir de la justice littéraire est de se montrer constante et égale pour tous. Or, vous chercheriez vainement dans les volumes de Lemaître l'équivalent de ces pages féroces. Lemaître nous donne là le spectacle étrange d'un écrivain sincère mais amène et mesuré, qui lâchant ses armes familières : l'éventail, l'épingle, la badine, saisit tout à coup la trique et, au lieu d'une leçon, inflige une tournée.

Supposé du reste que cette tournée fût justifiée, elle impli-

quait ensuite l'application du même traitement aux auteurs de la même école.

Car M. Georges Ohnet n'est pas né sous un chou ou dans une rose. Ses travers lui venaient d'auteurs manifestement connus. Il avait, je l'accorde, outré leurs faiblesses jusqu'au ridicule. N'empêche que les écrivains de qui il tenait ces faiblesses y avaient leur part.

La bonne justice eût donc voulu que, remontant aux responsables, Jules Lemaître leur réglât pareillement leur dû.

George Sand demeure l'auteur de l'orageuse *Lélia*, des précieuses *Lettres d'un voyageur*, de nos premiers romans champêtres *la Mare au Diable*, *la Petite Fadette*. Mais dans *Mademoiselle La Quintinie*, dans *le Marquis de Villemer*, et même dans *Mauprat*, que de Georges Ohnet par endroits, tant pour le style que pour les personnages !

Jules Sandeau nous a donné un roman historique délicieux, *Mademoiselle de La Seiglière*; et *Marianna*, récit de ses amours avec George Sand, vaut largement *Elle et Lui*. Mais dans tant d'autres de ses livres, que de banalités et quelle indigence de forme !

Octave Feuillet, dans *M. de Camors* ou dans *Sybille*, montre de l'élégance, une certaine flamme. Mais ailleurs souvent que de personnages falots, que de puérilités romanesques, et quelle langue insipide!

Sans doute ces grands auteurs ne méritaient pas la volée que s'attira le pauvre Ohnet. Mais en littérature, comme en justice, il y a une échelle de pénalités, et cependant, pour aucun d'entre eux, on ne voit pas que Lemaître y ait eu recours.

Dans ses études, je n'ai pas souvenir d'un mot déplaisant envers Sandeau. A George Sand il ne témoigna que tendresses, mitigées à peine d'infinitésimales réserves. Et sans constituer un dithyrambe, son article sur Octave Feuillet n'en est pas moins un long plaidoyer.

Cet acquittement complet pour les uns, ce maximum pour l'autre, ce n'est peut-être pas à proprement parler l'injustice; mais ce n'est sûrement pas l'équité au sens originel du mot.

J'ajouterai que cet article fameux présentait un autre défaut non moins grave : l'inutilité.

Certes au moment où il parut, Georges Ohnet bénéficiait, au théâtre, de ce que l'on appelle une grosse situation. Mais nous savons tous ce que valent littérairement les grosses situations de théâtre. Ailleurs, comme écrivain, son cas était fixé : il ne comptait pas, n'existait pas. Jules Lemaître lui-même en fait l'aveu : « Les romans de M. Georges Ohnet ont rencontré chez les lettrés la plus complète indifférence ou même le dédain le moins dissimulé... »

Alors pourquoi la massue et pourquoi les grands cris?

S'attaquer à un écrivain qui, par habileté ou à la faveur de l'ignorance et du mauvais goût, a pris posture de maître, exerce une influence, suscite des disciples et domine. Signaler le néant de ses personnages, les lacunes de son style, tout le factice de sa renommée. Frapper à coups redoublés ce colosse aux pieds d'intrigue et le faire fléchir sous la vérité — voilà pour un grand critique l'œuvre tentante et utile.

Mais un auteur comme Georges Ohnet, sans l'ombre de crédit artistique, dénué de toute autorité sur ses confrères, et dont le succès ne relevait que de la vente, était-ce la cible digne d'un Jules Lemaître?

« L'homme aime la malignité, dit Pascal. Mais ce n'est pas contre les borgnes ou les malheureux, mais contre les heureux superbes. »

En réalité, de la part de Lemaître si raffiné, si mûr, si pondéré, l'article sur Ohnet fut moins un acte de justicier qu'un accès de juvénilité.

De la jeunesse, il a la verve, le charme, la vaine cruauté. Autant de brillants attraits qui firent plus pour la gloire de Jules Lemaître que vingt morceaux d'une autre portée, qui avaient précédé.

Pendant un mois, journaux et salons ne parlèrent que de « l'article ». Chacun l'avait lu ou voulait le lire. Il comblait de joie une foule de demi-lettrés, beaucoup de femmes, nombre de petits jeunes gens — *quorum pars* — enfin tout l'arrière-ban des lettres.

Si bien qu'en fin de compte la littérature gagna à l'aventure puisque, grâce à cette iniquité, se trouvait brusquement « lancé » le meilleur peut-être de nos critiques.

Si je cultivais l'art des transitions je conclurais que, par sa violence, cet article à tapage eût plutôt comporté la signature de l'auteur du *Calvaire* que celle de Jules Lemaître.

Mais à quoi bon tant de façons pour vous informer de la publication des œuvres posthumes d'Octave Mirbeau?

Trois volumes sont annoncés : *la Pipe de cidre* qui vient de paraître et sera suivie par *la Vache tachetée*, puis par *Chez l'illustre écrivain*.

En attendant les deux autres, ce n'est pas sans une certaine appréhension que j'ai abordé le premier, car je songeais que les contes qui le composaient, ramassés probablement dans les gazettes de jadis, ne devaient plus être de la première fraîcheur.

Or, loin de là, ce qui m'a surtout frappé dans ces récits, c'est, après vingt ou trente ans de tiroir, leur étonnant état de conservation.

Le cas m'a d'autant plus surpris que récemment je venais de faire avec Maupassant une expérience du même ordre, qui m'avait fourni le résultat juste contraire. Tentez-la de votre côté, sans arrière-pensée, en bon lecteur qui se laisse aller à ses impressions. Vous verrez que sans avoir positivement vieilli, Maupassant, par endroits, commence à dater, et que si certains de ses contes attestent la solidité des œuvres acquises à l'histoire littéraire, pas mal d'autres, accusent un je ne sais quoi de démodé et de désuet, ont perdu un peu de leur premier velouté. C'est une autre verve, d'autres expressions, d'autres allures que celles d'à présent. Cela évoquerait par moments du Duez, de l'Aublet, tandis qu'avec Mirbeau on penserait plutôt à Toulouse-Lautrec ou à Forain.

Notez que je n'insinue pas ici entre les deux écrivains un parallèle sournois qui aboutirait à placer Mirbeau au-dessus de Maupassant. Comme conteur au moins, je crois fermement que Maupassant l'emporte sur Mirbeau. C'est un narrateur plus accompli que Mirbeau, plus classique, d'une robustesse plus saine, La composition de ses récits marque aussi plus de ligne, plus d'équilibre, des arêtes plus vives. C'est du drapé, du tendu, alors que Mirbeau nous donne souvent la sensation d'un simple « jeté ».

Pourtant le fait est là et vous le constaterez : Mirbeau, à l'heure actuelle, reste souvent plus près de nous que Maupassant.

A quoi doit-il cette singulière survie de jeunesse? Je cherche.

La trame des sujets, les personnages, les milieux n'y sont pour rien. Je prends au hasard dans le volume : *Un Gendarme*, — histoire d'un gendarme qui va à l'affût avec un braconnier, puis surpris par un garde, tue le garde, tue le braconnier, témoin gênant, et finalement est décoré. *Le Colporteur*, un fermier qui épouse sa servante parce que le souvenir le stimule d'un colporteur qui abusa naguère de la jeune fille. *Piédevan*, une honnête petite bourgeoise qui vit comme gouvernante chez son fils défrayé par une irrégulière et se réjouit de leurs ébats. *Les Bouches inutiles*, un vieux paysan à qui sa fille refuse le boire et le manger dès que le gâtisme lui interdit le travail et qui succombe d'inanition, sans se plaindre, approuvant même, comme légitime, le traitement qu'on lui inflige. *Paysage de foule*, un homme que la foule lynche, croyant qu'il vient de tuer sa femme dont il criait la mort subite...

Nous retrouvons là les bourgeois égoïstes et hypocritement débauchés, les paysans cupides jusqu'au meurtre, les fonctionnaires honorés quoique scélérats, les foules féroces et stupides — toute la troupe des pauvres marionnettes humaines chères à Maupassant.

Serait-ce alors que par la forme, le détail, la vision, Mirbeau est plus artiste que Maupassant? Prenons garde à cette épithète vague dont on a bourré tant de creuses renommées tandis qu'on la refusait arbitrairement à tant d'excellents écrivains. Ici, d'ailleurs, elle n'a que faire. Mirbeau sans contredit est un grand artiste par la fougue, le coloris, la personnalité du dessin. Mais qui dirait que Maupassant n'en est pas un, si l'art consiste aussi dans le choix, la mesure, le relief, la simplicité, la vie ?

Cependant, voici dans le volume un morceau d'une plus grande étendue que les autres et qui pourrait nous mettre sur la voie. C'est intitulé *les Souvenirs d'un pauvre homme* et cela devrait s'intituler *les Souvenirs d'un pauvre enfant* ou *d'un pauvre adolescent*. Enfant et adolescent martyr, supplicié par des parents obtus et revêches, non dans sa chair, mais tel Jacques Vingtras qui vint avant ou *Poil de Carotte* qui vint après, dans son esprit, dans ses élans vers l'idéal, la

beauté, la tendresse. Là résonnent souvent des accents de pitié, là coulent des larmes, là le cœur s'écroule en expansions ou s'envole en de sincères lyrismes dont Maupassant ne nous offre pas l'égal. Et il y a en plus dans ces pages une sensualité un peu morbide et effrénée, un goût un peu méprisant du vice et de la pourriture humaine, toute une perversité un peu satanique, un peu baudelairienne dont la belle santé littéraire de l'auteur de *Boule de suif* ne nous montre aucun symptôme.

Relisons même, après cette nouvelle, les autres contes du volume. Nous les trouverons presque tous empreints de traits pareils — et surtout de cette compassion parfois outrancière, toujours émouvante, qui surélève *les Souvenirs* au-dessus d'un banal récit d'enfance.

« Je suis né, déclare le personnage, avec le don fatal de sentir vivement, de sentir jusqu'à la douleur, jusqu'au ridicule. »

Est-ce là Mirbeau qui parle de lui-même?

Je me rappelle notre dernière entrevue. Il était bien malade alors, relevant à peine d'une crise voisine de l'agonie. Je le trouvai frileusement enfoui dans un large fauteuil, près de sa fenêtre qui donnait sur l'angle de la rue Beaujon et de l'avenue de Friedland. Il avait laissé pousser sa barbe, une longue barbe, onduleuse, rectangulaire, d'un blanc crème avec des teintes d'or pâle. Les cheveux fins et à peine grisonnants. Les pinceaux diaboliques de ses sourcils restés encore roux. La figure tirée mais gardant ses lignes sans boursouflures ni émaciation. Ses yeux verts de tigre, comme voilés d'ombre, mais conservant un regard ferme.

Nous causâmes de la guerre, puis en manière de diversion, je lui dis, désignant la statue de Balzac, qui dressait sa masse crayeuse au delà de la fenêtre :

— Vous avez un voisin à votre goût.

Mirbeau leva la main :

— Oui, c'est un grand. Mais Tolstoï a une autre sensibilité !

Ne tiendrions-nous pas dans ce mot une des clefs de la différence entre Mirbeau et Maupassant — le secret de Jouvence qui maintient l'un plus près de nous que l'autre.

Même réalisme, mêmes personnages, mêmes procédés d'ob-

servation. Mais une autre sensibilité, une autre sensualité, voilà peut-être les deux piments, les deux épices qui ont préservé des mites du temps l'auteur de *la Pipe de cidre.*

Toutefois dans les traces de vétusté qui se relèvent chez Maupassant et qui gagneront peut-être un jour Mirbeau, est-ce bien la décrépitude de ces maîtres conteurs que nous devrions voir? Ou plutôt la décrépitude du genre même auquel ils donnèrent la vogue?

Songez que cette vogue dure depuis trente ans, sans un seul relâche; que depuis trente ans, tous les directeurs de journaux vous le diront, les lecteurs « veulent » chaque jour un conte sinon deux; que depuis trente ans chaque jour, dans dix journaux au moins, des écrivains anciens ou nouveaux satisfont régulièrement à ces desiderata.

Et alors, vous serez moins surpris que les sujets en nombre limité qu'implique le conte, les procédés restreints dont il dispose, à force de servir et de resservir, en arrivent à blaser le lecteur, à lui inspirer une sensation de déjà vu, de déjà entendu, de déjà lu dont pâtissent, par choc en retour, les créateurs du genre.

Trente ans de contes, vous imaginez-vous ce que cela représente?

J'ai voulu en avoir le cœur net. J'ai posé des chiffres, sur des données minima; une moyenne constante de six ou sept journaux, publiant un conte par jour. Et voici le total : cela fait environ 70 000 contes, qui à raison de vingt ou vingt-cinq contes par volume, fournissent à peu près 2500 à 3000 volumes de contes. En trente ans! N'est-ce pas effrayant? Ou admirable, si l'on constate qu'il a fallu gratter tous les arrière-fonds de trois siècles du moyen âge, pour réunir dix à douze volumes de fabliaux!

Là-dessus, vous entendez quotidiennement des gens se lamenter : « Nous n'avons plus de conteurs! » Qu'est-ce qu'il leur faut? dirait l'autre.

Leurs doléances ont pourtant un sens. Elles signifient que la qualité des contes de maintenant ne leur paraît pas valoir celle des contes de jadis; ou, si vous préférez, que les conteurs actuels ne leur procurent pas la satisfaction qu'ils rece-

vaient des conteurs d'avant. Et les plaignants sont-ils tellement dans leur tort?

Il semble certain qu'usure du genre ou absence de rénovateurs, le bon conte s'est fait rare en ces dernières années. On nous présente des récits convenables, bien troussés, parfois joliment écrits, mais les trois quarts du temps, la patte manque.

Parmi les nouveaux venus dans le conte, si on dressait la liste de ceux qui s'y sont distingués, combien l'énumération serait brève !

Encore que j'entrevoie les titulaires, je ne citerai personne, crainte d'oublis injustes qui entraîneraient d'affreuses récriminations. Mais sans prétendre à décerner des rangs ou des prix, celui qui me paraît dominer sensiblement ses compagnons de liste, c'est M. Denis Thevenin.

Je vous avais, il y a trois mois, signalé un petit récit de lui, *Sur la Somme*, publié dans une revue, et que je vous indiquais comme d'une mesure, d'une émotion, d'une originalité peu communes.

Ce récit vient de reparaître dans un volume intitulé *Civilisation* et qui est, à mon sens, de beaucoup le plus remarquable recueil de contes qu'on nous ait offert depuis des années.

Vous ne vous en étonnerez pas, si je vous apprends que Denis Thevenin n'est que le pseudonyme de M. Georges Duhamel, l'auteur de *Vie des Martyrs*. Et je ne vous ferai pas l'éloge de ce pathétique martyrologe de nos blessés que vous avez sûrement lu — sinon dépêchez-vous. C'est, vous le savez, un livre d'un réalisme saisissant, suggestif, nouveau, et qui marque en outre une de ces évolutions littéraires symptomatiques, telle que la guerre en créera plus d'une et telle que j'en prévoyais dans un précédent article.

Car M. Duhamel n'a pas pris la ligne droite pour atteindre au réalisme. On peut même dire qu'il revient de loin. Il a donné d'abord dans le mysticisme symbolique ; et M. Paul Claudel, auquel il consacra une vigoureuse étude, fut et demeure une de ses plus vives admirations. Puis il fonda avec M. Jules Romains une école : l'école unanimiste, dont l'objet et le programme étaient principalement la peinture des foules et des

ensembles. Puis il fit représenter, non sans quelque faveur, une pièce intitulée : *Dans l'Ombre des Statues*, qui participait à la fois de l'école unanimiste et de l'école de M. Claudel... Il aura donc fallu la guerre pour faire de lui un écrivain dépouillé de toute étiquette, soucieux simplement d'observer et de peindre la vie.

Transformation qui ne fut pas si brusque qu'on pourrait supposer, puisque, par plus d'un côté, l'unanimisme touchait au réalisme.

Les descriptions de rues, de types, de multitudes qu'on rencontre chez M. Jules Romains, dans *Puissances de Paris*, dans *Sur les quais de Villette*, quoique libérées des poncifs naturalistes et d'une langue plus fraîche, plus franche, figureraient, sans trop de dissonances, dans un roman issu de Flaubert ou de Zola.

Mais la faiblesse des unanimistes résidait dans la trame, dans les sujets. Ils possédaient les gaufriers ; la matière leur faisait un peu défaut.

On devine celle que put apporter la guerre à M. Duhamel ! Que de personnages nouveaux, de sentiments inédits, de douleurs inconnues de la paix ! D'autant que son service le maintenait continuellement dans la bataille ou près de ses victimes... Il suffit à M. Duhamel de regarder, d'éprouver, de mettre en face des êtres et des sites, sa claire vision, sa sensibilité aiguë, sa forte raison. La moisson de clichés fut aussitôt copieuse.

Civilisation néanmoins accuse, non un progrès sur *Vie des Martyrs*, mais un changement notable. Dans *Vie des Martyrs*, la pitié gardait une retenue, une sérénité presque franciscaines. Dans *Civilisation* elle se révèle plus âpre, avec un net penchant à la satire ; et comme M. Duhamel est un ironiste à froid, doué d'une perspicacité impitoyable, cela produit parfois des morceaux en même temps poignants et d'une irrésistible cocasserie, comme *la Dame en vert* ou *Discipline*. Certains mêmes côtoient la charge comme les *Amours de Ponceau* et par quelques insistances rappelleraient la manière de Maupassant. Mais au delà, que de pages dramatiques, qui serrent le cœur quand elles ne le font pas frémir de révolte !

Les dons d'écrivain, d'observateur, les dons d'émotion de M. Duhamel ne sont désormais plus en cause. Seulement ce que je désirerais vous faire saisir, c'est le ton particulier de son réalisme.

Ce qui en créerait selon moi le prix et la force, c'est qu'il est constamment à base de pensée latente. A la façon dont M. Duhamel dresse et, si j'ose dire, manipule ses personnages, à l'orgueil clairvoyant dont il dépasse les grands et à la tendresse sans fadeur qu'il porte aux petits, on sent l'homme qui a réfléchi. Avec lui nous avons affaire à mieux qu'un observateur de talent : à un esprit de haute classe — tranchons le mot, à un penseur. Et j'entends par là non un dévideur de systèmes et de théories, mais un artiste méditatif qui ne nous transmet sa pensée qu'au travers des réalités où elle prit source.

Dès à présent, M. Georges Duhamel est quelqu'un qui compte en littérature, et je présume même qu'il y comptera de plus en plus.

La reprise de *Turcaret* à la Comédie-Française a reçu, à la répétition, un accueil qui tint du chaud et froid. C'est l'accident dont pâtit souvent ce genre de reprise, lorsqu'on n'a pas joué la pièce depuis longtemps.

Les critiques traversent, au préalable, un accès d'érudition, piochent leur sujet pour être à hauteur et arrivent à la représentation avec des idées confuses ou toutes faites. Les uns retrouvent dans la pièce le chef-d'œuvre promis : et c'est le délire. Les autres ne le retrouvent pas : et c'est la déception. Cette fois, la déception m'a paru l'emporter.

Pour beaucoup cependant la cause était entendue : *Turcaret* est une date plutôt qu'un chef-d'œuvre. C'est le premier coup de griffe du théâtre sur les gens de finance. Mais au point de vue caractères et métier, la pièce laisse à désirer. On n'a là guère qu'une resucée du *Bourgeois Gentilhomme*. Turcaret n'est si situé ni typé. Quand on le qualifie de traitant, il s'offusque, sans qu'on sache à quoi correspond ce titre ni quelles tractations exactes lui y donnent droit. Dans Saint-Simon, Samuel Bernard est un autre monsieur, autrement campé !

Le Sage lui-même, au surplus, ne paraît pas s'être fait illusion sur l'envergure de son personnage. Je lis dans la critique de *Turcaret* :

« Don Cleofas : *Les affaires ont des mystères qui ne sont pas développés ici.* — Asmodée : Au grand Satan ne plaise que ces mystères se découvrent. L'auteur m'a fait plaisir de montrer simplement l'usage que mes partisans font des richesses que je leur fais conquérir. »

D'où il résulterait que Le Sage n'aurait eu d'autre ambition que de nous présenter un usurier parvenu. Pourtant la scène la plus réaliste de la pièce, la scène entre Turcaret et son commis et substitut M. Rafle, va bien plus profond, nous ouvre des aperçus bien plus précis sur les opérations du bonhomme. Elle détonne même par sa vérité parmi le vaudevillesque ou le convenu des autres; on la dirait surajoutée à la pièce ou, mieux encore, détachée d'une autre comédie.

Alors savez-vous l'idée qui me vient, tel Cuvier reconstituant tout un squelette sur un tibia ou une apophyse? C'est que nous ne possédons pas le *Turcaret* complet, de premier jet, le manuscrit original de Le Sage — mais une œuvre censurée, mutilée, et pour tout dire, échoppée à fond.

Vous n'ignorez pas que la pièce avant d'être jouée souffrit mille empêchements des comédiens, des autorités et ne finit par passer, qu'avec l'aide d'un prince du sang.

Rien d'invraisemblable en conséquence à ce que Le Sage, pour passer, ait accepté tous les échoppages et réduit le brasseur d'affaires qu'il voulait peindre aux proportions d'un usurier grotesque.

Le bon public d'ailleurs n'a cure de tous ces détails. La comédie est simple, gaie, facile à suivre, pittoresque et il s'y amuse d'autant plus franchement qu'à son insu il ne lui déplaît pas de revoir dix fois la même pièce sous des titres différents.

Seulement, grand Dieu, quelles mœurs ! Un chevalier souteneur, une marquise gourgandine et cosmopolite, un valet escroc, une entremetteuse... Tout cela sur l'auguste scène de la Comédie-Française ! Il faudrait entendre les cris, si un auteur contemporain s'en permettait le quart.

Mais voyez le prestige du chef-d'œuvre classique. M. Brisson lui-même s'est montré relativement gentil et le plus loin qu'il ait été a consisté à traiter Le Sage de Becque. Je sais bien que, dans la famille Sarcey, ce terme constitue le comble de la rigueur. Néanmoins je connais plus d'un auteur actuel qui s'en accommoderait.

Il y avait encore queue, l'autre jeudi aux portes de l'Académie. Cependant, il faut bien le dire, certains des candidats jouaient un peu le rôle des « appeleurs » dans la chasse au marais. Ils attiraient, faisaient nombre, animaient la partie. Mais, comme toujours, il y a eu moins d'élus que d'appeleurs; et finalement c'est au gibier vivace que sont revenus les honneurs du tableau.

La caractéristique de ces dernières élections me semble avoir été la quasi-unanimité des scrutins.

M. Jules Cambon et M. de Curel notamment n'eurent contre eux que deux ou trois voix.

Mais M. Cambon eut de plus pour lui la voix publique. Chose naturelle, car si la diplomatie doit figurer à l'Académie, qui était plus qualifié, pour la représenter, que notre ancien ambassadeur à Berlin? Il fut, en ces dernières années, un des rares diplomates qui surent voir, prévoir, puis osèrent dire. Ses rapports, à cet égard, lui formaient les plus beaux titres académiques. Mais le fleuron de son œuvre reste la fameuse lettre de novembre 1913, où il dévoilait les appétits belliqueux de l'Allemagne. Elle n'a hélas! paru que dans le *Livre jaune*, en fin 1914 ! Connue sitôt qu'écrite, elle eût valu d'emblée à son signataire l'accès sous la Coupole. L'Académie en l'élisant n'a donc fait, en somme, que réparer un retard de cinq ans.

Du côté littéraire, la *Revue de Paris* n'a pas plus à se plaindre cette fois que les précédentes. Encore deux de ses collaborateurs, dont elle publia les premières œuvres et que l'Académie accueille à bras ouverts.

Pour remplacer Paul Hervieu, un romancier paraissait indiqué si, dans son œuvre, l'on considère que ses deux grands romans, *Peints par eux-mêmes* et *l'Armature*, tiennent la place capitale. Mais c'est surtout le théâtre qui donna la gloire à

Hervieu. A ce point de vue, si spirituel, si caustique, si humouriste que fût, en son tréfonds, l'auteur de *la Bêtise parisienne*, il fallait donc pour lui succéder un auteur dramatique et, qui plus est, un auteur chaussé du cothurne plutôt que de l'escarpin. M. François de Curel se trouvait alors tout désigné. Des pièces à idées et à thèse comme *le Repas du Lion*, *la Nouvelle Idole*, *le Coup d'aile*, sans s'apparenter précisément à la manière théâtrale d'Hervieu, peuvent compter de pair avec elles pour la hauteur du ton et l'importance des visées. J'y préférerais, quant à moi, les pièces de M. de Curel ou l'idéologie domine moins et où c'est l'observation, l'humanité qui priment : *les Fossiles*, *l'Envers d'une Sainte*, *l'Invitée*, même *la Figurante*. De pareilles œuvres frappent peut-être moins la masse des générales, qui s'émerveille toujours à la moindre manifestation de « pensée » en scène ; mais elles sont peut-être d'une réalisation plus malaisée que les autres. Tel quel, dans son ensemble, le bagage de M. de Curel n'en est pas moins considérable ; et comme on prévoyait, il n'a eu qu'à se présenter pour être reçu.

M. René Boylesve, qui succède à Alfred Mézières, nourrissait depuis quelques années pour l'Académie une tendre et secrète flamme. L'Académie l'a enfin couronnée de vingt-huit voix après un unique ballottage. Ce n'est pas le coup de foudre comme pour M. de Curel. Mais c'est encore un très joli mariage d'amour.

La carrière littéraire de M. Boylesve, avant de se fixer, a été ondoyante et diverse. Après une brève incursion dans le symbolisme, M. Boylesve a débuté par un livre d'un franc réalisme, le plus vivant et le meilleur — qui sait ? — de ses romans : *le Médecin des Dames de Néans*. Puis comme beaucoup de jeunes gens de sa génération, il a subi *le Lys Rouge* ; et ce fut deux romans d'outre-monts, *Sainte-Marie-des-Fleurs*, *le Parfum des Iles Borromées*. Puis il passa par une crise balzacienne qui l'inclina aux études de la vie de province ; et ce fut *Mademoiselle Cloque*, *la Becquée*. Puis il glissa aux souvenirs d'enfance avec *l'Enfant à la Balustrade*, *le Bel Avenir*, ouvrages d'une douce émotion. Enfin l'influence de Fromentin — auquel d'ailleurs il ressemble physiquement — le marqua et lui révéla sans doute les véritables tendances de son tempéra-

ment, ses particulières aptitudes au roman intime et délicat. Il nous donna alors un petit chef-d'œuvre : *Mon Amour* et d'autres livres charmants par la finesse et la discrétion : *le Meilleur Ami, la Jeune Fille bien élevée, Madeleine jeune Femme.*

On a reproché aux romans de M. Boylesve une certaine persistance dans la grisaille. Je ne pense pas que le reproche soit pour le désobliger, ce manque d'éclat étant probablement voulu par l'auteur qui a toujours fui l'outrance comme la grandiloquence et poursuivi la simplicité. Peut-être à trop s'y appliquer a-t-il émoussé un peu son ironie native, peut-être y a-t-il perdu en force, en mouvement, en relief. Mais on ne peut pas tout avoir. Et en résumé, il restait à M. Boylesve assez de rares qualités pour capter aisément les suffrages de sa bien-aimée.

Enfin, à l'exemple de l'illustre assemblée, n'oublions pas les dames.

Car c'est à l'une d'entre elles, madame Gérard d'Houville, que l'Académie vient d'attribuer *le Grand Prix de Littérature* (10 000 francs).

Voilà un événement littéraire ou je ne m'y connais pas. On avait déjà vu des dames gratifiées d'une aussi forte somme. Mais jamais jusqu'ici le sexe faible n'avait bénéficié d'un tel hommage académique.

Pour ce début dans le féminisme, l'Académie ne saurait être trop félicitée. Elle pouvait choisir aussi bi n, mais pas mieux que madame d'Houville.

Si *le Temps d'aimer* s'alourdit un peu de commentaires et de psychologies, par contre son premier roman *l'Inconstante,* nous avait tous charmés par l'aisance, la grâce, la sincérité audacieuse qui en émanent ; et quel tort n'avait pas fait à *Paul et Virginie,* cette brûlante estampe des mœurs créoles : *Esclave* ! Et puis madame d'Houville est un poète — inédit hélas ! — mais un vrai poète. Et puis, elle aussi, rappelons-le fièrement, est une collaboratrice de la *Revue de Paris.*

A ce titre qu'elle me permette de lui offrir ici, pour fêter son prix, une belle corbeille de pamplemousses.

FERNAND VANDÉREM

LA QUESTION SERBE

ET LES ORIGINES DE LA GUERRE

La méconnaissance des problèmes balkaniques nous a trop souvent conduits à des fautes que nous aurions dû éviter. L'histoire des événements graves qui jalonnent les affaires balkaniques depuis une quinzaine d'années était pourtant une leçon utile à méditer. Maintes décisions politiques y figurent comme des menaces. Telles, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et l'érection de la Bulgarie en royaume, en 1908, signes avant-coureurs de l'orage, dont le parfait synchronisme, chose étrange, resta inaperçu. Ces faits empruntent aux événements actuels un sens profond et tragique. L'examen attentif du conflit austro-serbe révèle les desseins calculés des conseillers militaires de Berlin et de Vienne et des hommes d'État responsables de la guerre. Il détruit l'erreur de ceux qui, jugeant sur des apparences, attribuaient au Ballplatz une politique conjecturale, incertaine, inoffensive. Il montre que l'anéantissement du particularisme yougoslave, la conquête de la Serbie, l'anti-slavisme intégral, tout ce qui fut en un mot le testament politique d'Andrassy, fut conservé et développé par ses successeurs avec des variantes personnelles, mais sans erreurs ni faiblesses graves. Goluchowski, Æhrenthal, Berchtold, Tisza, ont lutté dans un même sens, chacun selon ses tendances propres, sa culture, son tempérament moral.

Si l'étude des préliminaires diplomatiques de la guerre, entre le 24 juillet et le 4 août 1914, est définitivement éclairée par la publication des documents de tous les États intéressés, il n'en est pas de même des précédents de la Question serbe, qui constituent cependant la genèse même du conflit. C'est ce problème qu'il importe aujourd'hui de débrouiller.

I

De quelque côté que le Serbe regarde, vers ses frontières, depuis le congrès européen de 1878, il trouve partout un espoir à réaliser, une question à résoudre, un ennemi à craindre ou à combattre. Trois articles du traité de Berlin assurent son assujettissement : le fameux article 38, qui définit expressément la suzeraineté de l'Autriche sur la Serbie nouvelle, l'article 25 et l'article 29, qui déterminent son encerclement territorial. En conservant le véritable débouché de la région monténégrine, Cattaro, l'Autriche entoure de restrictions mesquines l'indépendance du Monténégro. Elle maintient sous sa surveillance tout ce qui concerne la police des côtes, la législation maritime, la protection consulaire, la construction des routes et des voies ferrées. Ses garnisons occupent le Sandjak et la Bosnie-Herzégovine. Et la Serbie, victime d'un système ruineux, doit abandonner l'espoir de s'unir les Serbes de la côte dalmate et d'acquérir une issue vers l'Adriatique, condition vitale de son avenir national.

Les deux rois, Milan Ier (1878-1889) et Alexandre Ier (1889-1903), se mettent résolument à la remorque de l'Autriche. Le Ballplatz porte à sa perfection un système douanier qui comprime la vie économique de la Serbie, tandis que ses agents surveillent à Belgrade les moindres velléités nationalistes. Il dissimule ses propres desseins en détournant l'attention du gouvernement serbe vers les Slaves de Macédoine et vers le problème bulgare. Ce sont des suggestions autrichiennes transmises par le comte de Khevenhüller, ministre impérial en Serbie, qui inspirent la stérile politique du roi Milan et qui font éclater, notamment, la malheureuse guerre serbo-bulgare de 1885. Mais les tractations de Milan et d'Alexandre avec

l'empire danubien soulèvent bientôt de justes colères, et la tragédie du 11 juin 1903 met fin à la dynastie néfaste des Obrénovitch. Le comte Berchtold, onze ans plus tard, évoquera avec regret ces temps fortunés de la diplomatie viennoise [1].

L'avènement de Pierre Ier Karageorgevitch marque une date décisive du conflit austro-serbe. L'homme d'État qui conduit les affaires de l'Autriche depuis 1895, le comte Agénor Goluchowski, est un Polonais peu germanophile, conservateur prudent, soucieux d'éviter un choc grave à l'organisme délicat de la Double-Monarchie. Il incline d'instinct aux méthodes persuasives, prévoyantes et sages. Ses tentatives d'intimidation manquent de force. Elles rencontrent chez le nouveau roi une résistance inflexible, appuyée par le nationalisme croissant de la jeune génération démocratique et radicale et par une recrudescence subite du particularisme yougoslave dans le corps même de l'empire austro-hongrois. Et l'échec des grands projets impérialistes sur le royaume serbe est bientôt consacré, hors de Serbie même, par la chute des gouverneurs autrichiens réputés pour leurs violences antislaves, Handel, Kallay, le vieux ban Khuen-Hedervary, de 1903 à 1905. Les résolutions de Rieka et de Zadar, en 1905, proclament même le programme national commun des Croates et des Serbes. C'est alors que le comte Goluchowski, après avoir attendu vainement à Belgrade un retour à la politique milaniste, excité par les conseillers militaires, se décide à porter un grand coup.

Il reprend le vieux système des représailles économiques, par lequel la chancellerie viennoise se flatte de réduire les Serbes sans l'aide d'aucun soldat. Il lui suffit en effet, selon le mot de M. René Pinon, de mobiliser ses vétérinaires, de prétexter une infection contagieuse répandue dans le bétail serbe et d'arrêter net le transit. La dépendance commerciale de la Serbie est telle que les trois quarts de ses échanges se font avec la Hongrie et que le régime des douanes impériales détermine très exactement les fluctuations du marché serbe. Il y a, pour les sujets du roi Pierre, une nécessité vitale à vendre

1. *Livre rouge austro-hongrois*. Introduction, p. 1.

un prix raisonnable leur bétail, leurs prunes et leur blé ; faute de quoi ils tombent fatalement dans la misère.

Or, en juin 1906, le gouvernement autrichien annonce brutalement à Belgrade la fermeture de la frontière hongroise. Habile aux argumentations judaïques, il dissimule les vraies raisons de sa rancune, l'échec récent de sa pression diplomatique, la signature de l'accord douanier serbo-bulgare, et prend simplement prétexte d'une fausse épidémie répandue sur les troupeaux serbes. La question commerciale se complique immédiatement de désaccords financiers avec les banques viennoises et de compétitions violentes pour la commande du matériel d'artillerie serbe. Les grands fournisseurs austro-allemands, Krupp, Ehrardt, Scoda, appuyés par leurs gouvernements, sollicitent instamment la préférence sur les Schneider du Creusot.

Et la situation est d'autant plus grave que Vienne reçoit de Berlin un blanc-seing absolu. Pour la première fois, on trouve dans les affaires orientales une manifestation officielle des accords conclus par les deux empires en vue d'un *Drang nach Osten* commun. M. de Bülow se hâte de témoigner sa reconnaissance à l'Autriche pour l'appui qu'elle lui a prêté à Algésiras. Les compagnies de navigation allemandes refusent au gouvernement de Belgrade d'exporter les produits serbes par la voie internationale du Danube. Des troupes sont massées en hâte sur la frontière hongroise. Et, tandis que l'ambassadeur impérial prodigue à M. Pachitch les sentences morales et les conseils vertueux, les monitors autrichiens défilent insolemment sur le beau Danube bleu...

Devant le danger menaçant, tous les partis politiques s'unirent autour du ministère radical pour une défensive solide. Le peuple accepta la crise avec courage et fatalisme. M. Pachitch révéla dans ces circonstantes un sens politique sans égal, en dominant un obstacle devant lequel nombre d'hommes d'État eussent infailliblement trébuché. La tâche était dure de concilier l'honneur national avec le soin de la prospérité publique. Aidé par son ministre des finances, M. Patchou, il résolut habilement les différends bancaires, tandis que M. Constantin Stoyanovitch, ministre du commerce, organisait des débouchés nouveaux vers la mer Noire

et les ports méditerranéens, avec le concours de la France et de l'Angleterre. A la fin de 1906, la situation économique était parfaitement rétablie. Entre temps, l'accord douanier serbo-bulgare était contresigné et la commande d'artillerie attribuée au Creusot.

Ainsi la Serbie s'échappait brusquement et fièrement de la tutelle autrichienne. La stupéfaction fut telle au Ballplatz qu'après plusieurs notes comminatoires, le comte Goluchowski fit lui-même les premières avances à Belgrade. Mais il allait payer par sa chute cet incontestable échec. Rien ne put calmer la fureur des chauvins et des militaires contre les Serbes et tous les Yougoslaves. Le plan d'un vaste programme balkanique, devançant de plusieurs années les réalités de la politique autrichienne, s'étala bientôt dans les grands organes d'une presse irritée. Les visées impérialistes, dépassant les Serbes, menacèrent tous les Yougoslaves de la péninsule. Et le Ballplatz parut entièrement revenu à la vieille formule d'Andrassy attestant qu'il ne doit pas y avoir, pour la monarchie austro-hongroise, de *Pyrénées balkaniques*, soit en Serbie, soit ailleurs.

La chute de Goluchowski fut la première conséquence de ce mouvement d'opinion. Sa réserve devant les premiers projets d'un trialisme austro-magyar-croate, qui commençaient à se répandre dans l'entourage de l'archiduc François-Ferdinand, acheva de le discréditer auprès du tout-puissant héritier. Il leur préférait sans doute un système austro-magyar-polonais, plus conforme à ses origines, à sa culture, à ses tendances propres. Peut-être faut-il voir ici la cause de sa politique inégale et incertaine à l'égard de la Serbie.

Il avait localisé la politique antislave sur le terrain proprement serbe. Mais son successeur, porté au pouvoir sur l'intervention directe du prince héritier, allait la poursuivre avec une violence inouïe, de 1906 à 1912, non seulement contre le gouvernement de Belgrade, mais contre tous les Yougoslaves d'Autriche et des Balkans.

II

Le baron Alexis Lexa d'Æhrenthal, réactionnaire de la vieille école de Metternich et de Kalnocky, champion parfait

de l'antislavisme intégral, prend la direction des Affaires étrangères le 21 octobre 1906. Le nouveau chancelier arrive comme un Bismarck autrichien, et, de fait, c'en est un.

Certes, il convient d'être juste pour les hommes d'État de l'Autriche contemporaine, que nous ne connaissons guère que par leurs adversaires. Le comte Goluchowski, homme d'une réelle loyauté, a été jugé trop sévèrement. Mais il est difficile de ternir le baron d'Æhrenthal, tant son œuvre révèle un absolu mépris du droit des gens et de la morale commune. Intelligent, laborieux, fermement attaché, comme son père, le conservateur catholique Jean d'Æhrenthal, au vieux dualisme danubien, éminemment versé dans les questions politiques issues du Congrès de Berlin, très averti des affaires russes par un séjour de sept années à l'ambassade de Saint-Pétersbourg, depuis 1899, il apporte au Ballplatz un esprit avide et tourmenté, agressif, infiniment dangereux pour son pays, pour ses ennemis, pour la paix de l'Europe. La question sud-slave, à ses yeux, est à la fois intérieure et extérieure, intérieure par le séparatisme des provinces serbo-croates-slovènes, extérieure par le conflit avec la Serbie et le Monténégro. Il va mener de front les deux problèmes avec une violence sans égale.

Un mutisme calculé, un abord tout à tour aimable et taciturne, un langage parfois grandiose et fastueux, lui prêtent, en apparence, la pensée hermétique d'un diplomate hors pair. Il passe un an à mûrir dans l'ombre ses grands projets expiatoires, attendant de voir renaître le conflit économique austro-serbe à propos des nouvelles voies ferrées balkaniques. Le gouvernement serbe, soucieux d'achever la libération économique du royaume, appuyé aussi par la Russie, présente au Ballplatz le projet d'une ligne à grand trafic du Danube à l'Adriatique à travers la Serbie et l'Albanie septentrionale. Immédiatement, le baron d'Æhrenthal soulève des objections impérieuses, et prend à son tour l'offensive dans son discours aux Délégations de janvier 1908. Il y atteste sa volonté de resserrer l'encerclement de la Serbie. Pour isoler le réseau serbe, il développe le projet d'une voie nouvelle branchée sur la ligne Brod-Sarajevo-Mostar-Raguse et destinée à relier les chemins de fer bosniaques à la ligne Mitrovitza-Salonique par le terri-

toire de Novi-Pazar. Ainsi serait créée, hors du royaume serbe, la meilleure voie commerciale des Balkans, réservée à l'usage exclusif du *Drang nach Osten* austro-allemand. En fait, le projet est ancien, impossible à réaliser. La pensée du chef est ailleurs.

Coup droit contre le gouvernement de Belgrade, coup de sonde dans la politique européenne, le discours aux Délégations n'éveilla point la méfiance de l'Europe, attardée à des berquinades diplomatiques. Elle n'y vit qu'un effet d'audience. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine, quelques mois plus tard, allait la tirer de son aveuglement.

Pour comprendre l'importance du fait, il faut l'examiner dans ses rapports avec la grande question yougoslave, dont on ne voit le plus souvent que le côté proprement serbe, mais qui présente des modalités particulières en ce qui concerne les Croates-Slovènes des provinces adriatiques. Ce fut peut-être, en effet, le point le plus faible du vaste empire austro-hongrois que cette barrière de populations slaves solidement fixées au sol, de Klagenfürth à la mer, et qui ferme à la race germanique l'accès de la Méditerranée. « On ne saurait trop

A mesure que se dessinait, depuis 1903, le mouvement unitaire serbo-croate-slovène, Vienne s'efforçait de le paralyser en augmentant la compression bureaucratique et policière, et en multipliant les divisions administratives dans les dix provinces yougo-slaves de la Double-Monarchie. Or, si l'on observe que la grande famille sud-slave est répartie en deux tronçons serbe et croate-slovène, on conçoit du même coup l'importance de la Bosnie-Herzégovine et du Sandjak. Ces provinces intermédiaires, ancienne route des invasions turques, éternellement disputées par des États rivaux, restaient encore, naguère, par le mélange des types ethniques, des langues et des religions, merveilleusement propres à empêcher la jonction des Slaves adriatiques et des Serbes. C'était véritablement le nœud politique et stratégique de la question serbe. Mais les garnisons autrichiennes qui s'efforçaient vainement, depuis 1878, de leur conserver l'aspect d'une marche germanique, étaient de plus en plus débordées par le mouvement national. Le baron d'Æhrenthal, dès son arrivée au pouvoir, décida leur annexion.

La presse gouvernementale, et surtout le *Fremdenblatt*, organe officiel du Ballplatz, préparent l'opinion en exploitant le danger serbe et en montrant la nécessité de resserrer autour de la Serbie le cercle d'un empire puissant et de neutres hostiles. Le *Pester Lloyd*, au printemps de 1908, dans une série d'articles retentissants et calomnieux, accuse un fonctionnaire serbe, M. Spalaïkovitch, directeur au ministère des Affaires étrangères, d'organiser la propagande séparatiste dans les provinces yougoslaves de l'Empire, et s'efforce même de reporter sur M. Pachitch et sur le roi Pierre la responsabilité de l'annexion que l'Autriche se voit obligée, par leur faute, de réaliser sans délai. Le baron d'Æhrenthal sonde quelques chancelleries européennes, marquant un point à Sofia, un échec à Rome. Le gouvernement italien, nettement hostile, est encore sous l'impression des attaques directes du chef de l'état-major général Conrad de H tzendorf et de la fameuse déclaration de l'ambassadeur allemand, le comte Monts, menaçant l'Italie d'envoyer les troupes autrichiennes inaugurer l'exposition de Milan, pour la punir de son vote d'Algésiras. Le prince de Bülow, enfin, enlève la décision par la promesse d'un appui absolu. Et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine est annoncée officiellement le 6 octobre 1908.

Cette annexion d'un territoire turc, par une abrogation unilatérale de l'article 25 du traité de Berlin, viole les droits slaves beaucoup plus que les droits ottomans. Aussi, des manifestations patriotiques se multiplient en Serbie, dans les provinces annexées, et jusqu'en Dalmatie. Il semble alors que le baron d'Æhrenthal s'efforce par tous les moyens d'exciter ce ressentiment national, pour faire surgir le conflit austro-serbe et, peut-être, le conflit européen désiré. Tandis que la presse viennoise souligne le caractère impérialiste de l'annexion bosniaque, il appuie l'extension des Bulgares au sud, des Albanais à l'ouest, cherchant dans ces moyens subsidiaires un nouveau prétexte d'intervention. Un programme grandiose des conquêtes balkaniques s'étale déjà dans l'officieuse *Danzers Armee Zeitung*, dans de nombreuses études anonymes ou pseudonymes écrites par des militaires et par des fonctionnaires du Ballplatz, et dont l'une, la fameuse brochure *Mazedonien, eine militär-politische Studie*, obtient en

novembre 1908 un succès européen [1]. La feuille du publiciste viennois Danzer, organe du haut parti militaire et probablement aussi de l'archiduc héritier François-Ferdinand, se distingue par la rudesse et la précision de ses attaques. Reprenant sa campagne de 1905 en développant sans réserves le thème du protectorat autrichien sur les Balkans, elle conclut par l'urgence d'une guerre et d'une invasion totale de la Serbie. Le baron d'Æhrenthal, enfin, met le comble à ces violences par un ultimatum sans précédent qui prescrit au gouvernement de Belgrade d'étouffer lui-même les protestations nationalistes contre l'annexion bosniaque, « et de faire disparaître chez les populations serbes l'esprit d'hostilité envers l'Autriche-Hongrie ». Et pour appuyer de si justes demandes, il concentre 300 000 hommes sur la frontière, préparant l'appel de 350 000 réservistes complémentaires, tandis que la flottille cuirassée du Danube, six monitors et six vedettes, est envoyée en toute hâte de Buda-Pesth à Péterwardein, et de là à Semlin pour menacer la capitale serbe d'un bombardement efficace.

La guerre paraît inévitable. L'armée austro-hongroise est en arrêt devant la Serbie frémissante. C'est alors qu'un brusque revirement se dessine au Ballplatz : le baron d'Æhrenthal, maître de déchaîner une guerre européenne, fait lui-même appel aux puissances pour obliger Belgrade à reconnaître le fait accompli en Bosnie-Herzégovine. Il invoque auprès des chancelleries le « dominium eminens » historique de l'Autriche, les nécessités inéluctables de la politique autrichienne, avec un tel succès d'ailleurs que l'Angleterre se charge d'intervenir. Les raisons de cette reculade se distinguent malaisément. On ne peut s'empêcher, aujourd'hui, de faire le rapprochement, et de se demander pourquoi l'Autriche rejettera sans appel, en juillet 1914, les propositions amicales de ces mêmes puissances dont elle a sollicité elle-même l'intervention quelques années auparavant... Peut-être, le baron d'Ærenthal voulait-il ménager l'Angleterre et la France, qu'il méprisait profondément, mais qu'il craignait aussi pour l'influence mondiale de leurs jugements politiques. Un écrivain, qui sut

1. Voir, dans la *Revue de Paris* du 15 décembre 1908, l'analyse par M. Victor Bérard de cette brochure, publiée à Vienne en 1908 chez Seidel et fils.

par cœur cet homme étrange, rapporte que le comble de son art était une aptitude parfaite à soutenir les pires injustices avec un accent sincère. Ce qui est sûr, c'est qu'il remporta en 1908-1909 un vrai triomphe diplomatique. Entre la guerre et la honte, au début de la crise, le gouvernement serbe ne savait quels vœux former. Sous la pression des puissances, il acceptait l'humiliation. Le 18 mars 1909, il signait la déclaration préparée par l'Angleterre, et son représentant, M. Simitch, présentait le 31 mars au Ballplatz la note fameuse par laquelle il reconnaissait l'annexion bosniaque, acceptait de réduire son armée selon les exigences de Vienne, et promettait de changer sa politique dans un sens favorable à l'Autriche.

La question serbe réglée avec une telle maîtrise, il reste au ministre d'Æhrenthal, promu comte pour ses brillants services, à liquider le problème du nationalisme yougoslave dans les provinces adriatiques et en Croatie. Sa haine des opinions sécessionnistes le désigne pour cette œuvre difficile et urgente. On compte sur lui à Vienne, et surtout dans l'entourage de l'archiduc héritier, où le programme du nouveau trialisme austro-magyar-croate se précise chaque jour, programme d'ailleurs équivoque, menaçant pour les Yougoslaves favorables aux Serbes, plein de promesses pour ceux qui viendront bénévolement s'abriter sous l'aile de la chancellerie viennoise. Bien que la question soit moins irritante et moins propice aux éclats irréparables, il semble que le comte d'Æhrenthal nourrisse en secret l'espoir d'exaspérer le gouvernement de Belgrade, de faire naître le conflit décisif, et de retrouver l'occasion manquée en 1908. La répression impitoyable du particularisme bosniaque, la série des monstrueux procès politiques d'Agram (août 1908-octobre 1909) et de Vienne (décembre 1909), suivis de onze affaires analogues à Laybach et dans les centres yougoslaves, la propagande officielle en faveur d'un nationalisme proprement croate, une compression policière sans égale, tels sont les grands éléments de sa politique antiserbe pendant les dernières années de son ministère.

C'est dans cette lutte pourtant que le Bismarck autrichien va succomber. Les publicistes officieux qui écrivent sous la dictée du Ballplatz, dans leur rage d'accuser et de calomnier, oublient toute prudence. La *Neue Freie Presse* elle-même,

d'ordinaire plus calme, inaugure la nouvelle campagne avec une sorte de fureur sacrée. Et tout à coup, un article publié par ses soins le 24 mars 1909 fait éclater le scandale lamentable des faux Friedjung. L'attention de l'Europe, dès lors, se fixe sur les dessous odieux des affaires autrichiennes. Beaucoup de neutres longtemps hostiles aux Serbes regardent maintenant avec sympathie la résistance des patriotes yougoslaves, qui répondent à la persécution en multipliant les organes de propagande légale et les associations nationalistes filiales de la *Narodna Odbrana* et de la *Koultourna Liga*. Les dissolutions successives de la Diète croate, les attentats des Zeraïtch, Youkitch, Doïtchich, Chefer contre le ban de Croatie et les fonctionnaires impériaux, montrent la faillite de la germanisation dans les pays yougoslaves.

Ces événements achèvent de réveiller la méfiance de l'Europe, inquiétée aussi par l'étrange attitude de la diplomatie autrichienne. A partir de 1909, sa volonté de guerre éclate. L'expansion austro-allemande vise ouvertement une installation grandiose sur la Méditerranée, avec des bases solides et nombreuses, de Venise à Constantinople. Le Ballplatz ne pardonne pas à M. Tittoni son intervention énergique pour forcer l'Autriche à renoncer au Sandjak de Novi-Pazar, et retarder ainsi la marche foudroyante vers Salonique et l'Orient. De là des provocations combinées à l'Italie et à la Serbie, sous l'inspiration directe du chef de l'état-major général, comte de Hœtzendorf, en 1909, à la faveur de la catastrophe de Messine, en 1911, au moment où l'Italie est absorbée par sa campagne lybique. Les notes impériales au gouvernement de Rome prirent tout à coup un ton altier et incisif. On ne fit pas assez attention, à cette époque, au violent ultimatum autrichien qui interdit au duc des Abruzzes la poursuite des vaisseaux turcs réfugiés à Preveza. Fait symptomatique qui resta, comme tant d'autres, inaperçu. Il est hors de doute que la monstrueuse campagne judiciaire et policière contre les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie fut une des erreurs de cet empire dont une série de fautes graves avaient déjà ruiné les bases. Le comte d'Æhrenthal devait payer par sa chute les déboires de cette politique irritante et stérile, dont il n'était pas seul comptable. Un faisceau de rancunes se liait contre lui

dans l'entourage de François-Ferdinand et du haut parti militaire, sous l'impulsion du puissant comte de H tzendorf, qu'il avait chassé de l'état-major général pour ses attaques dangereuses contre l'Italie. Disgracié brutalement au commencement de l'année 1912, il allait mourir quelques jours après, abandonné par l'archiduc héritier dont il n'avait pas su réaliser les desseins, et méconnu par la diplomatie allemande qui l'accusait (suprême dérision !) de manquer d'énergie dans sa politique orientale.

III

Un instrument aveugle du Kaiser, le comte Berchtold, prend la direction des Affaires étrangères le 17 février 1912. Sans être complètement dépourvu d'aptitude diplomatique, le nouveau ministre est loin d'être une personnalité hors pair. Autrichien d'origine, petit-neveu de Mozart et gêné, dit-on, par cette ascendance roturière, Hongrois par inclination et par son mariage avec la comtesse Karolyi, il siège sans éclat à la Chambre Haute magyare, où domine le vieil orgueil féodal qui fait dresser un Tisza devant une opposition cabrée. Avec lui s'accentue pourtant la politique qui conduira infailliblement au conflit européen. Mais les excès de cette politique trouvent leurs sourees dans sa faiblesse même et dans sa soumission absolue aux suggestions de la Chancellerie allemande et du parti slavophobe de Hongrie. Après les guerres balkaniques, plus exactement même, semble-t-il, à dater des propositions vaines que l'Autriche adresse à l'Italie au lendemain du traité de Bucarest (6 aout 1913) pour une attaque soudaine contre la Serbie, le comte Berchtold n'agit plus que sous la dictée des Tchirtsky et des Tisza.

Reprenant la même politique avec les mêmes fautes, plein de sérénité devant les leçons récentes de l'expérience, il traite les affaires autrichiennes avec un dédain magnifique de la logique commune. Nul homme d'État n'a justifié plus que lui la thèse du scepticisme historique. Nous le voyons utiliser les mêmes comparses que son prédécesseur, et notamment le faussaire comte Forgach, revenu de Dresde après l'apaisement du scandale Friedjung, et pourvu par ses soins d'un poste

important au Ballplatz. Il atteste lui-même, dans son discours aux Délégations du 30 avril 1912, sa docilité absolue aux méthodes classiques du Ballplatz, au *Drang nach Osten* austro-allemand, et par conséquent à l'antislavisme radical des Magyars, dont le professeur Wirth vient de lancer la formule odieuse : « Opprimer les paysans serbes, pour les obliger à l'émigration. »

Les années 1912-1913 marquent une orientation nouvelle de la politique nationale panserbe. Les persécutions du comte d'Æhrenthal ont enrayé le développement du particularisme dans les provinces serbo-croates, et c'est vers la péninsule que se porte maintenant le grand effort de l'unité yougoslave. La question serbe acquiert dès lors une gravité et une extension considérables. Le vieux conflit austro-serbe, localisé sur le Danube au temps de Goluchowski, avait atteint déjà, sous Æhrenthal, sa deuxième phase décisive, marquée par le mouvement sécessionniste yougoslave dans le corps même de la Double-Monarchie. Il devient maintenant un conflit aigu, hors des deux États intéressés, entre la politique nationale serbe et l'impérialisme autrichien dans les Balkans. Nous le verrons grandir peu à peu, par la volonté de l'Autriche, à partir des Congrès qui termineront les guerres balkaniques, sous l'impulsion d'un homme d'État impitoyable, le comte Tisza, et placer la Serbie dans une situation chaque jour plus désespérée. A dater du traité de Bucarest, il va retentir sur l'Europe entière, entrant ainsi dans sa phase suprême, et la guerre européenne deviendra une échéance inéluctable, selon la loi des conflits orientaux.

Au printemps de l'année 1912, la monarchie dualiste apparaît comme un organisme caduc et mûr pour l'anarchie. Un pompeux appareil diplomatique domine encore l'édifice millénaire des Habsbourg, mais il lui manque les fortes réalités du sentiment national et du patriotisme. Sa ruine semble même précipitée par la répétition de fautes graves. L'état-major viennois ne voit qu'une solution possible, dans le prestige d'une guerre victorieuse et d'un magnifique agrandissement territorial. Il allie en ce sens le souci d'une figuration brillante et le plus grossier intérêt matériel. Or, c'est vers la Serbie que regardent les apôtres des conquêtes nouvelles.

Berchtold, pressé de remontrances, reprend alors à son prédécesseur le procédé qui lui a tant de fois réussi et qui consiste à agrandir le péril serbe aux yeux de l'Europe pour justifier les plus odieuses interventions. Mais il n'ose pas risquer l'attaque directe, par crainte de provoquer l'intervention russe, les protestations de l'Italie, l'indignation des puissances. Et tout à coup, on voit se dessiner au Ballplatz un revirement étrange en faveur des petits États de la péninsule.

Il importe de préciser ici les causes de cette contradiction factice, qui reste un des phénomènes les plus singuliers de la politique autrichienne. On connaît aujourd'hui les circonstances qui entourèrent la formation de l'alliance balkanique et les préliminaires de la guerre turque. La Chancellerie viennoise y révèle toute son hypocrisie. Convaincue que la guerre projetée par les petits États des Balkans amènera la victoire des Ottomans et l'écrasement des armées serbes, elle escompte et prépare l'intervention généreuse que l'Autriche devra faire au moment opportun pour barrer la route aux Turcs vainqueurs, et qui lui permettra d'occuper la Serbie, de s'y fortifier, de s'y maintenir. Créer le précédent militaire pour préparer et justifier l'annexion politique, tel est le problème. Il s'agit, en somme, d'une simple répétition du coup bosniaque. Ainsi s'explique cette dérision d'une quadruple alliance serbe, grecque, bulgare, monténégrine réglant son accord définitif à Vienne même, vers la fin de mai 1912, sous les auspices du Ballplatz.

A la dernière heure, cependant, l'hypothèse d'un succès serbe vient troubler les calculs de Berchtold. La crainte de voir les Serbes reconquérir leurs terres irrédentes de Vieille-Serbie et de Macédoine hante déjà sa pensée, et l'insurrection albanaise d'août 1912, avec l'occupation rapide de Prichtina et d'Uskub, suscitée par Vienne, n'a pas d'autre objet que de barrer la route aux armées du roi Pierre.

Dès les premières semaines de la guerre, la question serbe est soulevée à maintes reprises devant les Délégations autrichiennes, où l'on fait ouvertement des vœux pour la Turquie. La joie causée à Vienne par la fausse nouvelle d'une victoire turque à Koumanovo en dit long sur les sentiments véritables du monde officiel autrichien. A l'annonce des premières vic-

toires serbes, le Ballplatz demeure comme frappé d'hébétude. L'état-major trahit son exaspération par des menaces injustifiables, tandis que Berlin mûrit plus silencieusement un plan d'intervention de grand style. Au lendemain de Koumanovo, le comte Berchtold, le comte Tisza, futur président du conseil hongrois, dont l'autorité est déjà considérable, le comte Stürgkh, président du conseil cisleithan, manifestement inspirés par le chancelier Bethmann-Hollweg, s'entendent pour un programme diplomatique et militaire, tandis que 200 000 hommes sont massés en toute hâte sur le Danube et sur la Save.

En feuilletant aujourd'hui la collection de la *Samouprava* du mois de décembre 1912, nous trouvons les traces de ces menaces criminelles et ridicules à la fois, dont Vienne avait abusé déjà en 1906, en 1909, en 1911. Rappel subit du slavophobe chef d'état-major Conrad de Hötzendorf, manœuvres insolentes des monitors autrichiens devant Belgrade et Semendria, signaux nocturnes sur la rive magyare, vexations imposées au transit commercial, le journal officieux serbe juge toutes ces menaces avec bon sens et résolution.

L'exaspération de l'Autriche est doublée par le mouvement extraordinaire de sympathie loyaliste que les succès serbes suscitent immédiatement en Croatie, en Dalmatie, en Bosnie, et jusque dans les milieux slovènes les plus réfractaires à une entente avec Belgrade. La motion de Zadar, à la fin de 1912, témoigne spontanément du sens national et historique que les Yougoslaves d'Autriche attachent aux victoires serbes, qui sanctionnent en ce sens une défaite autrichienne bien plus qu'une défaite turque. L'unité yougoslave se dessine partout sans contrainte. La fureur du Ballplatz devant l'écroulement de sa politique séculaire est portée à son comble. La suppression des *Sokols* slovènes et des associations slaves de la Hongrie méridionale, les poursuites contre les municipalités dalmates, les condamnations iniques prononcées par les conseils de guerre bosniaques terrorisent les populations yougoslaves. La Serbie et le Monténégro ayant passé outre au veto de l'Autriche sur le Sandjak, Berchtold se montre immédiatement agressif, et ni l'intervention de la Russie, ni les revendications légitimes du gouvernement de Belgrade ne par-

viennent à lui faire accepter l'occupation par les Serbes d'une zone d'accès vers l'Adriatique.

Toute la politique autrichienne, pendant les deux guerres balkaniques, se ramène à des efforts désespérés pour changer la fortune des armes. Les diplomates s'agitent dans les conférences internationales pour ravir aux Serbes le fruit de leur héroïsme et de leurs victoires, tandis qu'une nouvelle campagne de presse s'efforce d'en salir les trophées. On connaît aujourd'hui les efforts des Serbes pour traiter rapidement avec la Porte, après leur victoire de Monastir, et le rôle de l'Autriche dans l'échec de ces préliminaires. Cette attitude se précise dès l'ouverture de la conférence de Londres, le 16 décembre 1912 et s'affirme avec violence jusqu'à la signature du traité, en mai 1913. L'Autriche veut empêcher à tout prix un règlement durable des affaires balkaniques. Elle renouvelle insolemment son veto sur l'Adriatique, dont elle interdit définitivement l'accès aux Serbes en inventant une nationalité factice, l'État albanais. On escompte à Vienne la portée profonde de ce coup d'audace, les difficultés imprévisibles qu'il apporte à l'accord serbo-bulgare de mars 1912, la nécessité d'un dosage rectifié de compensations, le mécontentement des Bulgares, obligés de consentir à un partage plus équitable de la Macédoine, excités aussi contre les Serbes par les sourdes manœuvres des agents autrichiens. Une campagne propre à susciter la défiance et la haine se développe à Sofia. C'est avec l'appui secret de Vienne, que le représentant de la Bulgarie à la conférence de Londres, M. Danef, insiste sur des revendications inacceptables, allant même jusqu'à réclamer une frontière commune bulgaro-albanaise et toute la Macédoine, avec Salonique.

La seconde guerre balkanique figurera dans l'histoire au dossier de la Chancellerie viennoise. Certes, les causes immédiates sont tout entières dans les convoitises injustifiées du gouvernement de Sofia. Il est même intéressant d'observer aujourd'hui comment ces ambitions bulgares gênent la manœuvre pacifiste allemande. Le député au Reichstag, Hermann Wendel, les a violemment attaquées, dressant contre elles dans le *Vorwærts* du 4 septembre 1917 une table rigoureuse de calculs et de griefs. Mais les responsabilités

profondes du sanglant conflit serbo-bulgare de 1913 incombent au gouvernement de Vienne. Des témoignages abondent aujourd'hui, qui attestent la culpabilité des comtes Berchtold et Tisza, responsables des erreurs et des provocations bulgares, du programme insensé de M. Danef, de l'agression contre l'armée serbe. Le comte Tisza lui-même en a laissé une preuve irrécusable dans le discours qu'il prononçait devant la Chambre hongroise à la veille de la guerre. On y découvre déjà des menaces et de nouveaux projets d'intervention, en cas d'une deuxième victoire serbe. Le désastre bulgare de la Bregalnitza allait lui fournir sans retard l'occasion de les appliquer.

L'attitude de l'Autriche à la conférence de Bucarest, jugée à travers les événements actuels, offre aux diplomates des prochains congrès une utile leçon. Les réserves du Ballplatz sur l'Albanie, âprement formulées naguère, ne sont plus qu'une consignation de second ordre. Ses appétits vont ailleurs. Il se réjouit des clauses très dures imposées aux Bulgares, qu'il console en secret par la promesse d'une revanche prochaine. Les avantages concédés aux Turcs ne lui déplaisent pas non plus. Mais les agrandissements territoriaux de la Serbie retiennent toute son attention. Réduits au minimum par l'interdit autrichien sur les territoires albanais, ils n'en doublent pas moins le royaume serbe, qui passe de 50 000 kilomètres carrés à 90 000, tandis que 1 300 000 sujets nouveaux s'ajoutent à ses 3 millions d'habitants. Rien n'effacera désormais cette tare aux yeux de Vienne, et la loyauté, les avances, l'humilité même de la Serbie ne pourront jamais désarmer l'hostilité implacable de l'Autriche.

On se lamente au Ballplatz sur les violations du principe des nationalités dont sont victimes, en Macédoine serbe, des gens aussi honorables que les comitadjis bulgares et les pillards albanais. Une violente campagne antiserbe alimente à nouveau une presse injurieuse, effrénée, pour qui le vieux roi Pierre n'est plus qu'un Belzébuth pulmonique et odieux. Au reste, les accords diplomatiques à peine ratifiés, la Chancellerie viennoise ne cesse de proclamer ouvertement la fragilité des décisions de Bucarest. Et le comte Berchtold expliquera lui-même, à la veille de la guerre actuelle, qu'il n'a jamais cru à la

permanence d'un pareil arrangement, « vu que les intérêts qu'on avait essayé de mettre d'accord étaient eux-mêmes absolument opposés les uns aux autres [1] ». Du 6 août 1913 au 28 juillet 1914, date de sa conversation historique avec sir M. de Bunsen, ambassadeur britannique à Vienne, il aura médité sans doute une solution très autrichienne à cette « opposition d'intérêts ».

La première année du ministère Berchtold offre à l'historien une telle richesse de tractations secrètes, de provocations, de menaces, de préparatifs, qu'on peut la rattacher sans conteste aux préliminaires du conflit actuel. Si l'on embrasse d'un regard tout l'espace traversé par la question serbe en un temps si court, deux faits graves révèlent sa répercussion croissante sur les grandes puissances et l'extension européenne d'un conflit longtemps localisé.

On constate d'abord que la Russie est intentionnellement mise en cause par la diplomatie austro-allemande à une époque où nul document officiel ne permet de lier la cause serbe à la politique russe. Les victoires serbes sont à peine connues à Vienne qu'on déclare impossible de tolérer sur les frontières de la Double-Monarchie une succursale de l'Empire russe. Ces violences se développent sans arrêt pendant les deux guerres balkaniques, visant l'État qui, par solidarité de race et de religion, est en position de mieux juger le débat. On sait quels commentaires accueillent, en juin 1913, à la veille de l'attaque bulgare, le télégramme du tsar de Russie au roi Pierre. Berlin et Vienne s'irritent à la pensée que l'influence russe s'efforce d'empêcher le conflit attendu, et défendent au tsar de prendre le rôle de protecteur des Slaves dans les Balkans. Il faut guérir la péninsule d'un slavisme invétéré. La solidarité austro-allemande s'affirme sur cette question d'une manière nettement menaçante [2].

D'autre part, l'Italie est ouvertement sollicitée par l'Autriche, dès novembre 1912, en vue d'un programme commun de garanties contre l'extension excessive du royaume serbe.

1. Correspondance du gouvernement britannique relative à la crise européenne, n° 161.

2. Voir notamment le *Berliner Lokal Anzeiger* du 22 janvier 1913, et divers articles de la *Gazette de Francfort* parus en juin 1913.

Le piège est habile. Mais le gouvernement italien retourne l'argument sans retard et déclare qu'il ne saurait admettre que ces garanties autrichiennes portassent atteinte à l'indépendance de la Serbie. Or, un échec aussi rude ne désarme nullement le gouvernement de Vienne, et son insistance, jugée à travers les événements actuels, reste un témoignage irrécusable de sa préméditation. Au reste, le monde entier connaît aujourd'hui, par les révélations retentissantes de M. Giolitti, l'odieuse proposition faite par la Chancellerie autrichienne à l'Italie, le 9 août 1913, trois jours seulement après la signature du traité de Bucarest, pour un écrasement rapide de la Serbie, épuisée par deux guerres sanglantes. L'affaire est peu sûre, à considérer les intérêts mis en jeu, peu glorieuse surtout, et c'est un fait riche de sens que l'empire au fastueux décor politique cherche un peu de prestige dans la ruine d'un petit État convalescent. La proposition est repoussée avec indignation, et ce deuxième échec retarde d'un an le conflit suprême. Mais un homme redoutable pèse de plus en plus sur les destinées de la Monarchie dualiste, le comte Tisza, président du conseil hongrois depuis juin 1913, et la politique de ce Magyar ambitieux et violent va précipiter le dénouement tragique d'une situation sans issue.

IV

Considérable par le caractère et par l'intelligence politique, avide de pouvoir et de gloire, froid, tenace, impitoyable, le comte Stéphane Tisza domine sans conteste tout le haut personnel de la Double-Monarchie. Le président du conseil cisleithan, comte Stürgkh, comme son prédécesseur le baron Gautsch, n'est qu'un ministre fonctionnaire sans relief et sans influence. Il disparaît complètement devant son collègue hongrois. Mais la prédominance de Tisza sur le président du conseil commun, baron Burian, et sur le ministre des affaires étrangères, comte Berchtold, est un phénomène plus intéressant. Il en faut trouver la cause dans son intransigeance même et dans la supériorité de son caractère sur l'optimisme passif de ses collègues viennois, préoccupés seulement de durer par

des compromis incessants avec les groupes allemand, tchèque et polonais, dont l'accord est la condition vitale de l'Autriche moderne. Ce contraste donne un étrange relief à un Tisza, ministre aux destinées orageuses, capable de pousser à l'extrême, par orgueil, un projet légèrement conçu.

Comme chez tous les hommes dominés par l'orgueil nobiliaire, c'est dans le passé qu'il faut chercher les racines obscures des passions qu'il porte en lui. Le fils de Koloman Tisza a vécu dans un monde d'influences qui lui ont inculqué le désir de réaliser des projets grandioses, d'asservir définitivement la Serbie et ses annexes ethniques, d'assurer sur des bases nouvelles l'organisme chancelant de la Double-Monarchie danubienne, et d'affirmer ainsi la supériorité de sa race. Fidèle au programme politique de son maître Julius Andrassy, programme que Berchtold, Burian et Stürgkh n'ont point poussé avec une énergie suffisante, aux yeux des impérialistes, il se propose de le réaliser selon les méthodes rigides de Metternich et de Bach, sans d'ailleurs en discerner les parties caduques. Point de tolérances particularistes, même dans le sens d'un constitutionnalisme restreint, à la manière de Schmerling. Goluchowski, Berchtold, Burian, Æhrenthal même, paraissent faibles auprès de ce calviniste dur et obstiné.

Les partisans de l'ancien cabinet de coalition lui reprochaient de négliger, pour des chimères impérialistes, la colonisation magyare amorcée par ses prédécesseurs de 1907 à 1910, le nationalisme agraire, l'expropriation des étrangers, la politique hakatiste à l'égard des Slaves et des Roumains. Cet homme, que ses ennemis accusaient d'asservir ses devoirs d'homme d'État aux intérêts de sa dialectique, sut pourtant rallier avec une maîtrise sans égale ses adversaires les plus violents à ses vastes desseins d'impérialisme étranger. Rappelons-nous les paroles significatives de son vieil opposant des cabinets Khuen-Hedervary et Wekerlé, le comte Apponyi, aux séances fameuses du Parlement hongrois, en 1912, et l'accord des deux adversaires sur la question de l'entente étroite avec l'Allemagne, « l'alliée fidèle, et l'amie de la Hongrie ». Avec lui commence une politique antislave de grand style, et son rôle, dans les événements qui préparent la guerre actuelle, ne saurait être exagéré. C'est par lui que

la lutte contre la Serbie, dépassant la question proprement serbe et la répression du yougoslavisme, s'organise en un plan grandiose dont la guerre européenne sera la solution.

Le conflit prend bientôt une ampleur inquiétante. Après avoir pris position auprès de la Roumanie dès le mois de mai 1913, auprès de l'Italie par la fameuse démarche du 9 août, le Ballplatz définit expressément sa politique orientale. Amortir par la force le passif de la Monarchie dans les Balkans, tel est son programme. A dater du traité de Bucarest, les plus infimes événements balkaniques retentissent dans toutes les chancelleries européennes. Le roi Pierre ayant voulu, en septembre 1913, poursuivre les Arnautes qui avaient envahi son territoire et occupé Dibra, il reçoit l'ordre formel de respecter la frontière albanaise, sous menace d'une guerre immédiate. Première émotion européenne.

L'affaire dite des chemins de fer n'est pas moins grave. Deux tronçons ferrés, acquis par des sociétés autrichiennes, traversent en effet les provinces cédées à la Serbie. Or, M. Pachitch propose humblement le rachat des actions appartenant à des banques viennoises, en s'autorisant, pour cela, d'un usage diplomatique reconnu et de précédents récents. Mais il se heurte immédiatement à une hostilité telle qu'il sollicite l'arbitrage d'une chancellerie étrangère. Le gouvernement français propose vainement une transaction favorable aux actionnaires austro-hongrois. Et ce n'est qu'après plusieurs mois de tension que le comte Berchtold, las d'attendre un prétexte de guerre, consent à reprendre les négociations.

Dans son grand discours aux Délégations du 20 novembre 1913, inspiré par le comte Tisza et fort approprié à la situation, il évoque complaisamment les grands résultats obtenus dans les Balkans « avec l'assentiment des puissances et par le simple poids de la volonté autrichienne », savoir : la création d'une Albanie autonome, l'extension des frontières albanaises en Vieille-Serbie et en Macédoine, l'abandon de Scutari par le Monténégro, le renoncement de la Serbie à un débouché adriatique, toutes choses qui constituent, à ses yeux, « la partie essentielle du programme autrichien ». Il oublie apparemment, dans ce programme d'avenir,

la nature de l'État albanais, et ces mêmes normes de droit international qu'il attestait naguère légèrement.

L'Autriche ne doute plus de sa toute-puissance, qu'irrite encore le souvenir de son échec diplomatique à la Consulta, le 9 août 1913, et dont elle témoigne brutalement par une série de provocations conjuguées à Belgrade et à Rome. M. Luzzati a rappelé, très opportunément, les menaces et les prétentions de l'ambassadeur autrichien von Merey, qui révoltèrent le marquis de San Giuliano lui-même. Or, le danger est d'autant plus grand que la solidarité autro-allemande est bruyamment proclamée, parfois même avec une ostentation ridicule. La formidable loi allemande de 1913 sur les armements s'accompagne en Autriche d'un programme naval menaçant, présenté en 1913 aux Délégations, et qui vise à doubler la flotte autrichienne, laquelle compte déjà quatre-vingt-cinq unités. A partir de 1913, une division navale allemande est entretenue en permanence en Méditerranée avec Pola comme port d'attache. Cette force navale, envoyée pour seconder le prince de Wied en Albanie, révèle les intentions de l'Allemagne sur Vallona et la basse Adriatique. L'hypothèse de l'extension *européenne* d'une guerre avec la Serbie est froidement envisagée, acceptée, escomptée, par Berlin et par Vienne. Les témoignages abondent ici, et l'on a peine à choisir dans une foule de preuves irrécusables, telle la fameuse conversation de novembre 1913 entre le roi des Belges, l'empereur Guillaume et le chef de l'état-major général allemand, où furent affirmés, avec une brutale franchise, l'enthousiasme indescriptible qui allait entraîner le peuple allemand tout entier à la guerre contre la France et la nécessité d'une guerre immédiate. « Cette fois, il faut en finir... »

Fait plus grave, les gouvernements de Berlin et de Vienne ne paraissent nullement se rendre compte de l'état d'esprit nouveau qui s'affirme dans les chancelleries européennes avec la méfiance et la crainte de la politique austro-allemande. Après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, en 1908, après les affaires Friedjung, Forgach, Vasitch, en 1909, après le veto autrichien sur l'Albanie, en 1912-1913, après les provocations directes contre la Serbie, l'opinion européenne s'est émue. Elle prend pour habitude de rechercher les ambitions

et les projets réels de Berlin et de Vienne dans la contre-partie même de leurs déclarations officielles. Elle juge sévèrement cette sorte d'impudence ironique qui poussait le baron d'Æhrenthal, en 1908, à la veille de l'annexion bosniaque, à proclamer solennellement « sa parfaite compréhension des intérêts et des désirs de la Russie ». Elle la retrouve à la fin de 1913, au moment où des malentendus graves viennent de surgir entre l'Autriche et la Russie, lorsque le comte Berchtold déclare froidement, sous la dictée de Tisza, que l'évolution des affaires balkaniques a produit entre ces deux puissances « une heureuse harmonie de conceptions et d'intérêts » !

Deux États surtout sont édifiés sur les projets du Ballplatz, la Roumanie et l'Italie, pressenties l'une et l'autre en mai et en août 1913 pour une action commune contre la Serbie. M. Take Jonesco a révélé utilement la démarche diplomatique de mai 1913 et la pression de l'Autriche sur un gouvernement dont elle suppute la trahison. Mais la convention militaire qui lie la Roumanie aux empires centraux est essentiellement une affaire de famille, un accord de souverains, étranger au peuple même.

Quant au gouvernement italien, il manœuvre avec une sûreté parfaite. Le violent comte de Hötzendorf, chef de l'état-major général, l'a bruyamment accusé d'être infidèle à la Triplice. En 1911, au su de la Consulta, un véritable plan d'invasion est étudié à Vienne, comportant une double offensive par le Trentin et la Vénétie, avec un projet précis et calculé pour rompre la voie ferrée de Vérone à Venise. L'hostilité de Berlin et de Vienne se manifeste pendant la guerre turque, et jusqu'aux négociations d'Ouchy-Lausanne, en octobre 1912. Rome demeure dans la défiance provisoire. Après les déclarations faites à la Chambre italienne le 5 décembre 1914 par M. Giolitti, des textes authentiques nous renseignent sur la proposition du comte Berchtold visant à faire jouer le *casus fœderis* triplicien dans une attaque contre la Serbie, le 9 août 1913, et sur la réponse négative du gouvernement italien, déconseillant « cette périlleuse aventure ». Instruite par les événements de 1909 et de 1911, la Consulta, il faut le reconnaître, a suivi le jeu autrichien avec une lucidité particulière.

La Russie, plus que les autres États européens, accuse cette méfiance nécessaire. Les milieux dirigeants, désabusés par les étranges résultats des accords austro-russes au sujet des affaires orientales (accord de Muerzsteg, renouvelé en février 1902 et en février 1907), par la duplicité du baron d'Æhrenthal à l'entrevue du Buchlau (septembre 1908), couronnée un mois après par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, manifestent un retour décidé vers la politique nationaliste et anti-autrichienne. Une fraction importante de la haute société réactionnaire et germanophile, longtemps hostile à l'alliance française, se rallie au programme de défense slave conçu en 1870 par le prince Bariatinsky et le général Ignatief, et à la vieille politique franco-russe de Pierre Ier et du régent, d'Alexandre Ier à Tilsitt et de Pozzo di Borgo sous la Restauration. Les déboires récents apparaissent comme les conséquences des transactions débonnaires du tsar Alexandre II, de Gortchakof et de ses disciples, Novikof et Schouvalof. Une réaction très nette dans le sens des idées de Paskiéwitch, d'Ignatief, de Constantin Axakof, de Kireïevsky, témoigne de ce retour tardif au sens des réalités. Les doctrines mêmes de Danilewsky, de Dostoïewsky, de Léontief, pour qui le slavisme, la question d'Orient et la destinée des Slaves balkaniques étaient quelque chose de mystique, retrouvent une faveur nouvelle. Réaction précieuse, dont on voit déjà des signes en 1908, lors de l'entrevue de Reval entre le roi Édouard et le tsar Nicolas, et dont les hommes d'État austro-allemands ne paraissent pas avoir pénétré l'évolution. L'erreur de Bjœrkœ a éclairé la chancellerie russe. Au lendemain des guerres balkaniques, la question serbe devient en peu de mois le moyen d'épreuve de la renaissance panslave, la pierre angulaire de la Panslavie future.

La tension diplomatique, dans les premiers mois de l'année 1914, atteint son point extrême. L'Autriche prétend constater en Orient un double état de fait qui la frappe dans ses œuvres vives : d'une part, les sourdes menées des associations panserbes, soutenues par le gouvernement de Belgrade, qui projette le soulèvement des populations yougoslaves rattachées à l'Empire ; d'autre part, la politique orientale de la Russie, groupant une première fois les États de la péninsule, après la révolution turque, pour écraser l'Empire ottoman, et

préparant, après la rupture bulgare, une nouvelle fédération balkanique dirigée cette fois contre la monarchie austro-hongroise [1].

La question serbe devient ainsi la cause immédiate et le moyen de la guerre. Des hommes d'État de premier plan préparent la mise en scène : Guillaume II, le comte Tisza, et peut-être aussi l'archiduc François-Ferdinand, absorbé par sa politique dynastique et par ses visions de conquêtes. L'entrevue de Konopitch, en juin 1914, éclaire singulièrement leurs rôles, bien qu'il soit impossible de connaître exactement les décisions qui furent prises dans cet accord suprême. Une responsabilité terrible incombe spécialement au secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, M. de Jagow, aujourd'hui démissionnaire. Des comparses comme le comte Forgach, ancien ambassadeur en Serbie, le baron de Giesl, ambassadeur à Belgrade, le vice-consul Podgraski, probablement inspirés et dirigés par l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Tchirsky, s'efforcent de créer des prétextes et de faire naître l'occasion. Mais rien ne lasse la patience des Serbes et le sens politique de M. Pachitch, qui sont admirés par les neutres les plus hostiles. Les journalistes anglais et américains, fort peu suspects de serbisme, en portent témoignage. Déjà, les manœuvres de Bosnie revêtent un aspect menaçant. Véritables répétitions d'une opération de guerre offensive ou défensive sur le front de la Drina serbe, elles se clôturent par un ordre du jour de l'archiduc héritier au général inspecteur Potiorek, riche d'enseignement quand on le lit à quatre ans de distance. Or, les provocations autrichiennes semblent échouer une fois de plus lorsque l'attentat de Saraïevo, brusquement, apporte le prétexte cherché.

Ce n'est pas ici le lieu de chercher les responsabilités dans les préliminaires diplomatiques de la guerre. Les circonstances étranges, aujourd'hui assez connues, qui entourent et préparent la tragédie du 28 juin 1914 et le meurtre de l'archiduc-héritier François-Ferdinand, pèsent lourdement au dos-

1. Après le meurtre de Saraïevo, avant la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie, le Ballplatz poursuivra le même système en déclarant qu'il importe de punir sans retard le gouvernement serbe, dont la politique met en péril, pour la troisième fois en moins de six ans, l'intégrité de l'Empire et la paix de l'Europe. La thèse est d'ailleurs développée dans le *Livre blanc allemand* et le *Livre rouge austro-hongrois*.

sier criminel de la Chancellerie viennoise. Le témoin neutre peut se contenter des seuls documents austro-allemands. Ils abondent en contradictions troublantes. En confrontant le dossier officiel reproduit dans la pièce 19 du *Livre rouge austro-hongrois* avec un compte rendu réfléchi et informé comme celui que le publiciste Léonhard Adelt a publié dans le *Berliner Tageblatt* du 27 juin 1917, l'esprit s'arrête devant une hypothèse terrible. La main anonyme qui a armé Tchabrinovitch, Princip et Grabej, n'est pas une main officieuse serbe. Et dans les journées qui suivent l'attentat, la fin mystérieuse de l'ambassadeur russe à Belgrade, M. de Hartwig, éclaire sinistrement les suprêmes manœuvres. Les événements ont justifié la consternation du gouvernement de Belgrade devant cette mort étrange qui le privait tout à coup de son meilleur conseiller. Ce n'est pas M. de Hartwig qui, huit jours avant la dernière agression bulgare, aurait opposé son veto à l'offensive serbe contre Sofia, en attestant que la trahison de la Bulgarie serait toujours impossible. M. de Hartwig meurt subitement, au milieu de la crise, après une visite faite à l'ambassade d'Autriche sur une aimable invitation du baron de Giesl. Il ne fait pas bon fumer des cigarettes et boire du thé chez les Forbach et les Giesl, quand on est un des meilleurs diplomates de la Chancellerie russe, le plus averti des questions autrichiennes et balkaniques, le plus pénétrant, le plus dangereux pour les desseins austro-allemands.

D'autre part, il est prouvé que le gouvernement serbe, loin de susciter l'attentat de Saraïevo, craignait le piège tendu sous ses pas. N'avait-il pas chargé son ministre à Vienne de signaler au gouvernement impérial, dès le 21 juin 1914, les dangers qui pourraient attendre l'archiduc dans une province récemment conquise et à peine pacifiée? Au moment où se produit le drame, M. Pachitch, président du conseil, est en voyage ; et le voïvode Putnik, chef de l'état-major général serbe, fait une cure aux eaux de Gleichenberg, en Autriche même. Au surplus, l'inquiétude du gouvernement de Belgrade, à l'annonce de l'attentat, est un témoignage éloquent. Quelle garantie plus sûre, enfin, que la démarche spontanée de son ministre à Vienne, M. Iovanovitch, assurant le gouvernement impérial, dès le 30 juin, de son loyal concours pour l'enquête et la

répression. Tout, dans son attitude, depuis ses instances à Paris et à Pétersbourg, jusqu'à sa réponse humiliée à l'ultimatum autrichien, exprime l'angoisse d'un peuple qui appelle à l'aide.

Quelle est, en regard de ces instances désespérées, l'attitude du gouvernement autrichien? Les précieuses revélations des chancelleries européennes, publiées dans les Livres officiels de l'Entente, et le plaidoyer même des Livres austro-allemands éclairent définitivement ce côté longtemps obscur du conflit diplomatique. Tout y révèle une volonté irréductible de déchaîner la guerre. Le meurtre de Sarajevo, notons-le bien, n'amène nullement une répression du particularisme bosniaque. L'Autriche se fonde sur un attentat commis en territoire autrichien par un sujet autrichien pour attaquer la Serbie. Les derniers jours de juin et les premiers jours de juillet révèlent, il est vrai, des tendances plus pacifiques. Après les obsèques très discrètes de l'archiduc héritier, l'empereur publie à Vienne un manifeste mesuré que la presse autrichienne et notamment la *Zeit* commentent avec une sagesse louable. Le comte Tisza irrite même les chauvins par la modération de ses paroles. Dès le 1er juillet, cependant, des consultations fébriles ont lieu entre le comte Berchtold, le chef de l'état-major général et le ministre de la guerre, chevalier de Krobatin. Mais l'attitude équivoque de la Chancellerie maintient la Serbie et l'Europe dans une fausse sécurité qui cesse brusquement au bout de quelques jours, plus exactement, semble-t-il, après le conseil secret tenu à Potsdam le 5 juillet 1914, *Kronrat* mystérieux auquel le député Haase a fait allusion en plein Reichstag le 19 juillet 1917. On a nié la réalité de ce colloque suprême, oubliant que la confidence en fut faite le 26 août 1914 à M. Henry Morgenthau, ambassadeur américain en Turquie, par le propre ministre d'Allemagne à Constantinople, baron de Wangenheim : les révélations du docteur Muehlon l'ont confirmée [1].

Alors commence contre le gouvernement serbe une campagne acharnée, où se distinguent le *Neue Freie Presse* et la *Reichspost*, de Vienne, le *Berliner Tageblatt* et les *Berliner Neuesten Nach-*

1. Voir l'article de M. Auguste Gauvain sur *les Révélations Lichnowsky-Muehlon* dans la *Revue de Paris* du 1er juin 1918.

richten, de Berlin, et qui affecte même les *Sozialistiche Monatshefte*, organe de la social-démocratie allemande, d'ordinaire plus réservées. Il faut étouffer le panserbisme sans retard, par la force et en Serbie même. Des instructions secrètes inspirent ces attaques haineuses. Et le monde officiel, les ministres, l'état-major, les diplomates, les correspondants, la presse officieuse coordonnent leurs efforts pour dénaturer le fait et rendre la guerre inévitable. Responsabilité terrible, irrécusable. Ici, le contraste est saisissant. Il frappe tous les neutres qui entrent dans le débat sans passion. Une bibliographie énorme, plusieurs livres définitifs ont étudié à fond cette grave donnée historique. Il ne convient pas de refaire ici ce travail d'analyse. Mais certains documents essentiels attirent invinciblement le regard, parce qu'ils jettent une lumière soudaine sur les manœuvres des coupables, sur cette volonté de guerre dont ils fixent les étapes calculées.

Tels le rapport du baron de Giesl, ambassadeur autrichien à Belgrade, plein d'accusations sans preuves, répandu dans toute l'Europe par le *Correspondenz-Bureau* de Vienne (21 juillet) ; le réquisitoire rédigé par le fameux comte Forgach, accusation complémentaire dont le Ballplatz fait argument, sans égards pour les jugements étrangers sur le témoignage de ce faussaire illustre ; le rapport sur les pseudo-crimes politiques panserbes présenté à M. Sazonof par le comte Szapary, ambassadeur autrichien à Saint-Pétersbourg, avec l'information catégorique que le gouvernement de Vienne ne tiendra aucun compte de l'opinion des puissances sur ce dossier ; la traduction interpolée et inexacte du réquisitoire autrichien, remise à M. Bienvenu-Martin par l'ambassadeur impérial et royal à Paris, comte Szceczen ; les paroles menaçantes du comte Berchtold, refusant sans raison, pendant toute la crise, de recevoir le ministre serbe, M. Iovanovitch ; les paroles évasives et menaçantes à la fois du baron Macchio, chef de section au Ballplatz, à M. Iovanovitch; la note comminatoire présentée à Belgrade le 23 juillet, ultimatum d'une violence telle que les articles 5 et 6 imposent à la Serbie une véritable incorporation à l'Empire ; la déclaration immédiate du comte Berchtold, informant le gouvernement anglais qu'il déclinera toute offre de médiation ; les paroles injustifiables du comte

Berchtold, refusant d'examiner la réponse serbe, si humiliée pourtant (25 juillet) ; l'insolente rupture des relations diplomatiques et le départ du baron de Giesl quittant Belgrade le 25 juillet sans même avoir lu entièrement la réponse de M. Pachitch ; la déclaration mensongère faite à sir Edward Grey, par l'ambassadeur autrichien à Londres, comte Mensdorf, accusant la Serbie d'avoir ordonné la mobilisation générale dès le 24 juillet, pour empêcher à la dernière heure une tentative de médiation anglaise ; la lettre du comte Berchtold au comte Szapary, ambassadeur autrichien à Saint-Pétersbourg, affirmant, contre toute vérité, l'ouverture des hostilités par les Serbes à la date du 27 juillet ; la brutale déclaration de guerre à la Serbie, le 28 juillet ; la déclaration du comte Berchtold au duc d'Avarna, ambassadeur d'Italie à Vienne, refusant de réserver le *statu quo* territorial serbe (28 juillet) ; la sensationnelle conversation dans laquelle le comte Berchtold, dès le 28 juillet, informe l'ambassadeur anglais à Vienne, sir M. de Bunsen, que le gouvernement autrichien se propose en réalité la revision du traité de Bucarest et le règlement de la crise balkanique : aveu énorme, dont on mesure aujourd'hui la portée ; la lettre du comte Berchtold à son ambassadeur à Berlin, comte Szögeny, insistant auprès du gouvernement allemand pour que sommation soit faite à Saint-Pétersbourg de démobiliser, et envisageant, dès le 29 juillet, la guerre avec la Russie ; la fameuse conversation, dite du « chiffon de papier », dans laquelle le chancelier Bethmann-Hollweg expose à l'ambassadeur anglais à Berlin, sir Edward Goschen, les conditions générales des exigences allemandes « en cas de guerre victorieuse » (29 juillet) ; le télégramme du chancelier Bethmann-Hollweg au comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, ordonnant une démarche menaçante contre la mobilisation russe (29 juillet) ; les déclarations successives du comte Szapary à M. Sazonof, affirmant d'abord que le gouvernement autrichien veut faire une simple expédition de châtiment, déclarant ensuite qu'il se propose d'agrandir la Bulgarie et l'Albanie pour contenir l'expansion serbe ; la déclaration de l'ambassadeur autrichien à Rome informant le marquis de San Giuliano que l'Autriche ne se croit pas obligée de ne pas annexer le

territoire serbe ; l'acte décisif de la manœuvre, enfin, l'ultimatum remis par le comte de Pourtalès à M. Sazonof le 31 juillet.

Pièces fondamentales d'un énorme dossier de textes, de notes et de rapports, qui en montrent au grand jour les misères et les artifices. Quiconque les a lues ne peut plus ignorer que le différend austro-serbe se ramène à une agression inexpiable contre la Serbie, que les gouvernements de Berlin et de Vienne escomptaient une extension européenne du conflit, qu'ils s'y préparaient, et que la solidarité austro-allemande fut toujours très étroite. On pourrait dire du conflit actuel ce que Moltke et Bismarck ont dit des campagnes de 1866 et 1870, qu'il fut « préparé avec calme, reconnu nécessaire par le cabinet ».

Le gouvernement de Berlin nie désespérément être intervenu dans la rédaction de l'ultimatum autrichien à la Serbie, qu'il prétend avoir ignoré jusqu'à la fin. Mais le président du conseil bavarois, comte de Hertling, aujourd'hui chancelier de l'empire, a déclaré en avoir connaissance au ministre de France à Munich le 23 juillet, avant la remise à Belgrade de ce document. L'Allemagne et l'Autriche avaient partie liée. Un fait, parmi des milliers d'autres, le montre nettement : la concomitance des deux marchés financiers et la baisse subite de la Bourse berlinoise dès le 20 juillet 1914. Enfin, on néglige trop souvent un témoignage de premier ordre, l'esprit public allemand devant la déclaration de guerre, cet enthousiasme des *Weltpolitiker* que la revue *Alldeutsche Blætter* acclamait dès le premier jour du conflit.

On a voulu réduire, d'autre part, la responsabilité de l'Autriche. Mais le *Livre rouge austro-hongrois* est fort instructif, par ses omissions notamment. On y sent une responsabilité qui se fuit elle-même. Négligeant les points sensibles du débat, la démarche Iovanovitch du 30 juin, la note Berchtold à Mensdorf du 28 juillet, la note Berchtold à Sz geny du 29 juillet, il étale sur des faits épisodiques un luxe d'arguments captieux et vains. Il ne faut pas oublier que la sommation autrichienne contre la mobilisation russe, transmise à Berlin par le comte Szögeny le 29 juillet, précède de quarante-huit heures la sommation allemande à Pétersbourg cause immédiate et précise de la guerre. Dans la pièce 47 de son plaidoyer,

le gouvernement de Vienne se défend d'avoir causé le conflit en armant contre la Russie. Mais le chancelier Bethmann-Hollweg nomme imprudemment, dans son discours du 4 août 1914 au Reichstag, les deux corps austro-hongrois mobilisés depuis longtemps sur la frontière russe.

C'est donc en vain que le gouvernement autrichien s'efforce d'enlever à l'affaire serbe le sens d'une provocation européenne, en soutenant dans les chancelleries la thèse d'une *Strafexpedition* toute locale, parfaitement étrangère à la politique de l'Entente, et qui ne saurait être considérée comme une affaire internationale. M. Sazonof donne aux débats leur terrain véritable lorsqu'il déclare à l'ambassadeur allemand, le 30 juillet 1914, que la Russie s'engage à cesser ses préparatifs si le gouvernement autrichien, qui mobilise à la fois contre la Serbie et la Russie, reconnaît que le conflit austro-serbe assume le caractère d'une question européenne, et consent à éliminer de son ultimatum les articles qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie [1]. En niant prématurément cette thèse si juste, le Ballplatz révèle sa pleine responsabilité.

Au reste, des hommes d'État austro-allemands ont compris l'inanité du système. Ils admettent aujourd'hui, non sans une certaine hauteur orgueilleuse, leur culpabilité dans l'affaire serbe et cherchent ailleurs des circonstances atténuantes. Tel, M. de Jagow, dans l'interview rappelée par l'ambassadeur d'Italie à Paris, M. Tittoni, dans son discours du 22 juin 1916 à la Sorbonne. Répugnant à défendre une thèse insoutenable, le secrétaire d'État allemand déclare d'une manière formelle que « l'Autriche a été obligée de faire la guerre parce que tous ses intérêts dans la péninsule balkanique se heurtaient constamment à la mauvaise volonté des puissances de l'Entente ». La défaite est la pierre de touche des responsabilités. Des centaines de témoins autrichiens et allemands ont nommément désigné les coupables, à la chute de Tisza notamment. « Avec Tisza s'en va le dernier de ces hommes qui, il y a trois ans, ont jeté les dés et décidé du sort de la Monarchie : Conrad von Hötzendorf, Krobatin, Berchtold, Sturgkh et Tisza. » Qui parle ainsi? Le grand organe socialiste viennois,

1. *Livre orange russe*, n° 60.

l'*Arbeiter Zeitung* du 25 mai 1917. Depuis, le chancelier Bethmann-Hollweg est tombé.

***

Après quatre ans de guerre, les Serbes ont le droit d'oublier les réserves timides dont ils entouraient naguère leurs plus justes revendications. L'invasion a posé la question serbe dans sa forme intégrale. Nul programme plus positif que celui de l'unité serbe, croate et slovène : l'histoire, l'ethnographie, la volonté d'un peuple forment ses seules bases. Nul programme plus légitime : les fantaisies politiques ou dynastiques n'y ont point de part, et les paroles suprêmes de Stoyan Novakovitch ont rappelé à l'Europe qu'il ne s'appuie ni sur le droit de conquête des comtes et des ducs du moyen-âge, ni sur celui de la force, ni sur le droit héréditaire qui en provient, mais sur le droit divin de la nationalité. La voix du vieux patriote a été entendue, et le courage du roi Pierre, la fermeté des hommes d'État qui l'ont aidé, Novakovitch, Milovanovitch, Pachitch, n'auront pas été vains. La question serbe a été réglée par la déclaration de Corfou, le 20 juillet 1917. Les revendications yougoslaves ont été reconnues par les Alliés dans les déclarations de Versailles du 3 juin dernier.

Malgré la complexité ethnique des zones frontières, il est possible d'établir assez exactement les limites de la nationalité serbe, groupant plus de dix millions d'âmes aujourd'hui encore étrangères, dans ces contrées où les aspects de la nature semblent éternels, et que la politique et la diplomatie ont tant de fois bouleversées.

Réserves doivent être faites, cependant, à cause de la complexité ethnographique, pour quelques zones des provinces adriatiques et de la Hongrie méridionale. Certains territoires du Golfe de Trieste, d'Istrie et de Dalmatie doivent être soumis à un accord italo-serbe. D'autre part, la ligne qui coupe le Banat de Temesvar pour rejoindre le Danube vers Bazias traverse un inextricable mélange de Serbes, de Roumains, de Magyars et d'Allemands. Bien que la frontière serbe future soit calculée avec la plus extrême prudence, il n'est pas possible d'éviter l'incorporation de quelques Roumains. Mais ici,

comme pour le problème italo-slave, la solution réside dans une entente solide, et surtout dans la pleine conscience du danger commun magyaro-germanique et bulgare.

La France est une des nations qui ne nourrissent aucune visée territoriale sur la péninsule balkanique. Il est permis de dire, cependant, qu'elle conserve un intérêt positif dans la réalisation de l'unité nationale serbe. La vieille tradition française d'alliance avec les États de la *Barrière de l'Est*, condition vitale de l'ancien équilibre européen, retrouve une valeur nouvelle, à mesure que s'affirment les idées politiques de Liszt, de Tannenberg, de Naumann, la doctrine du *Mitteleuropa* et ce pangermanisme oriental dont les publicistes de la plus grande Allemagne donnaient naguère la formule, le programme, les méthodes. D'innombrables témoignages allemands justifient cette attitude, qu'il ne faut point juger comme des fanfaronnades. Certains sont fort sérieux, pleins de sens et de menace.

Les événements actuels, en ce sens, rajeunissent un débat vieilli. Nos rois, pendant des siècles, ont cherché en Orient un contrepoids au Saint-Empire romain germanique. Ce contrepoids, ils le trouvaient en Pologne, en Suède, en Turquie. Napoléon lui-même n'a point failli à cette tradition politique. Mais le germanisme moderne, qui prolonge et grandit la vieille ambition de la Maison d'Autriche, trouve aujourd'hui un appui efficace chez les Turcs. Or, la constitution d'un grand État yougoslave serait un moyen bien autrement efficace de limiter les ambitions du *Mitteleuropa* futur, en même temps qu'un précieux élément d'équilibre européen Elle réparerait enfin cette grande misère du peuple serbe exilé et décimé, la plus triste peut-être d'un temps fécond en infortunes nationales.

JULES DUHEM

L'administrateur-gérant : A. BACHELIER.

TABLE DU TROISIÈME VOLUME

Mai - Juin

LIVRAISON DU 1er MAI 1918

		Pages
PAUL ADAM	Le Lion d'Arras (3e partie)	5
COMMt HENRI MICHEL	L'Organisation de la Victoire	43
ANDRÉ CHEVRILLON	Au Maghreb. — II	56
X...	Lettres filiales d'un Soldat	78
ALBERTO INSUA	Marichu (fin)	97
UNE INFIRMIÈRE	Le Printemps serbe à Corfou. — II	125
JULES BERTAUT	L'Anglicisme en France sous la Restauration	153
COMMANDANT WEIL	Marie-Louise à Parme	184
AUGUSTE GÉRARD	Les Tentatives d'Influence allemande en Angleterre	198

LIVRAISON DU 15 MAI 1918

ANATOLE FRANCE	Souvenirs : II. — Le Monde inconnu	225
CAPITAINE DELVERT	La Résistance à la Ruée allemande en 1916	231
PAUL DARMENTIÈRES	Maman (1re partie)	268
AMIRAL DEGOUY	Les Opinions et les Faits	302
PAUL ADAM	Le Lion d'Arras (fin)	339
AUGUSTE BROCA	La Rééducation des Mutilés	384
X...	L'Armée polonaise en France	398
FERNAND VANDÉREM	Les Lettres et la Vie	410
M. BOMPARD	Le Traité de Bjoerkoe	423

LIVRAISON DU 1er JUIN 1918

		Pages
ANDRÉ CHEVRILLON. .	Au Maghreb. — III.	449
PAUL DARMENTIÈRES.	Maman (2e partie).	474
J.-G. PROD'HOMME . .	Claude Debussy.	509
P. FÉLIX-THOMAS. . .	Notes sur l'Enseignement secondaire. — I.	531
JACK LONDON.	Le Silence blanc	556
PIERRE HAMP	Pêcheurs au Danger	568
EDMOND PILON.	Mademoiselle des Œillets.	586
H. I.	Une Élite en Exil : Les Décembristes	619
AUGUSTE GAUVAIN. . .	Les Révélations Lichnowsky-Muehlon.	635

LIVRAISON DU 15 JUIN 1918

ANATOLE FRANCE. . .	Souvenirs : III. — L'Oncle Hyacinthe	673
FÉLICIEN CHALLAYE. .	La Politique intérieure au Japon.	684
PIERRE VEBER.	L'Homme qui vendit son Ame au Diable (1re partie)	706
J.-G. PROD'HOMME . .	Une Famille d'Artistes parisiens : Les Gounod	736
JULIEN TIERSOT. . . .	Le Centenaire de Gounod	763
ANDRÉ CHEVRILLON. .	Au Maghreb. — IV.	795
PAUL DARMENTIÈRES.	Maman (fin).	824
FERNAND VANDÉREM. .	Les Lettres et la Vie	848
JULES DUHEM	La Question serbe et les Origines de la Guerre	862

LIVRES NOUVEAUX

RONSARD
CHOIX DE POÉSIES

Que de chemin a fait la gloire de Ronsard depuis l'époque où Sainte Beuve le révélait au public dans son livre sur le poésie française au XVIe siècle ! Il est devenu aujourd'hui une sorte de classique avant les classiques, et il n'est plus permis à personne d'ignorer son œuvre Cependant celle ci est toujours d'un abord difficile, en raison de son étendue même, et l'on n'en voit guère que des éditions propres à décourager les jeunes lecteurs par un appareil intimidant d'érudition Aussi faut-il applaudir à la publication de ses principaux chefs-d'œuvre dans le coquet format de la *Petite Collection rose*. Enfin, les jeunes filles elles-mêmes pourront lire Ronsard.

LES PROFITEURS,
par Gabriel Timmory.

Il s'agit, on le devine sans peine, des profiteurs de la guerre M Gabriel Timmory nous en présente de toutes les catégories, il les dessine d'un trait fin et mordant; parfois cruel, mais qui les plaindra? En marge ou plutôt au revers de la généreuse épopée il a esquissé une comédie satirique aux personnages innombrables et divers Comédie est bien le mot, car l'auteur a choisi la forme du dialogue et les scènes qu'il a campées ont souvent l'allure et le mouvement du théâtre; elles se détachent avec le relief de la scène Œuvre divertissante et spirituellement vengeresse.

CHASSEURS DE BOCHES,
par Jacques Mortane.

Voici une véritable histoire de l'aviation de chasse, une histoire anecdotique, vivante, enthousiaste, écrite par un brillant spécialiste des choses de l'aviation. Les chapitres consacrés aux grands noms de la cinquième arme, de Guynemer à Nungesser et à Heurtaux sont fréquemment enrichis de souvenirs personnels ; d'intéressants détails sur l'évolution de l'aviation de chasse, sur les escadrilles célèbres et sur les « as » alliés complètent ce volume d'excellente propagande patriotique et sportive

LES CONSÉQUENCES D'UNE GUERRE AU XXe SIÈCLE
par le Colonel Godchot.

Une pensée hardie a poussé l'auteur à imprimer cette conférence prononcée plus de dix ans avant la guerre. Certaines des vues qu'elle contient n'ont pas été vérifiées par les faits, mais d'autres ont remarquablement correspondu aux événements On félicitera l'auteur d'avoir ainsi deviné l'avenir

LES FAUSSES NOUVELLES DE LA GRANDE GUERRE,
par le Dr Lucien-Graux.

La nécessité d'un livre sur ce sujet était évidente Clinicien et aliéniste, le Dr Graux étudie en quelque sorte sur le vif la psychose de la fausse nouvelle. Dans son premier volume, il fait l'histoire des bruits fantaisistes qui circulèrent dans le public aux époques troublées de notre histoire, depuis la Révolution, puis en explique la genèse psychologique en dessinant les portraits de quelques variétés de nouvellistes, tels l'optimiste et le pessimiste ; enfin il rappelle les « canards, » les informations incontrôlées et incontrôlables, produits d'imaginations ardentes ou maladives, les faits dénaturés ou inventés de toutes pièces auxquels la foule ajoutait foi aux premières semaines de la guerre. L'ouvrage est un répertoire instructif, enrichi de copieux développements.

L'INCERTAINE,
par Edmond Jaloux.

Cette « incertaine » est une enfant au seuil de la vie et de l'amour ; indécise sur le choix auquel il lui plaira de se décider, elle écoute longuement les voix diverses qui la sollicitent, jusqu'à l'instant où elle discerne enfin l'appel de sa véritable destinée C'est une jeune fille avec tout l'inconnu charmant et redoutable que le mot comporte ; c'est aussi un être un peu féerique, une petite sœur moderne de ces princesses légendaires dont on rêve après avoir lu les *novellieri* italiens ou certaines comédies de Shakespeare M. Edmond Jaloux, romancier-poète, a mis un grand charme dans cette figure qui nous apparaît sur un fond de vieille province méridionale.

AVEC L'ARMÉE SERBE,
par Henry Barby.

Depuis la mobilisation M. Barby n'a cessé de suivre l'armée serbe, se mêlant à sa vie, aux jours de défaite comme aux jours de victoire. Son livre relate la première période de la guerre, les deux invasions autrichiennes endiguées puis repoussées, la reprise de Belgrade, qui semblait annoncer d'autres succès. Ces notes détaillées, illustrées de photographies, nous font connaître des faits d'armes généralement ignorés en France; elles apportent des documents positifs sur les atrocités commises par l'armée austro-hongroise, et mettent en pleine lumière la valeur de la petite armée serbe que l'ennemi ne put réduire qu'en l'accablant par une formidable artillerie. Mais le souvenir des premières victoires est une raison d'espérer un avenir réparateur.

LA REVUE DE PARIS

85bis, faubourg Saint-Honoré

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS	48 »	24 »	12 »
SEINE ET SEINE-ET OISE	51 »	25.50	12.75
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES	54 »	27 »	13.50
ÉTRANGER	60 »	30 »	15 »

PRIX DE LA LIVRAISON : **3 fr.**

On s'abonne aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré (téléphone : Élysées* 16.20), *dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être au nom de M. l'administrateur-gérant de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

Les annonces sont reçues aux bureaux de la Revue de Paris, 85 *bis, faubourg Saint-Honoré.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

POCHY, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.